



SAN FRANCISCO
PUBLIC LIBRARY

REFERENCE BOOK

Not to be taken from the Library

**HISTOIRE
DE FRANCE.**

IMPRIMERIE DE LA BIBLIOTHEQUE

PARIS.

DE LA BIBLIOTHEQUE

DE LA BIBLIOTHEQUE

DE LA BIBLIOTHEQUE

DE FRANCE
HISTOIRE

IMPRIMERIE DE COSSON.

HISTOIRE DE FRANCE,

DEPUIS LES GAULOIS JUSQU'À LA MORT DE
LOUIS XVI;

PAR ANQUETIL,
DE L'INSTITUT ET DE LA LÉGION D'HONNEUR.

1^{re} éd.
NOUVELLE ÉDITION,

REVUE ET CORRIGÉE.

TOME TREIZIÈME.

PARIS,
LECOINTE ET DUREY, LIBRAIRES,
QUAI DES AUGUSTINS, N° 49.

M D CCC XXII.

*944

Am 79 13

78378

HISTOIRE
DE FRANCE.

SUITE

DE LA BRANCHE DES BOURBONS.

LOUIS XV,

AGÉ DE 5 ANS ET DEMI.

[1715] **L**E lendemain de la mort de Louis XIV, le duc d'Orléans se rendit à dix heures du matin au parlement, accompagné des princes et des pairs, et d'un cortège d'officiers, qu'on eût crus rassemblés pour emporter les suffrages par la crainte, s'ils n'avoient pas été gagnés par l'insinuation; il paroît que la nuit fut employée à des négociations et à prodiguer des promesses, dont les grands dans le besoin ne sont jamais avarés. Sitôt

que l'assemblée fut formée, le duc prit la parole, et après avoir payé un léger éloge à la mémoire du dernier monarque, et parlé de sa propre fidélité pour le jeune roi que Dieu avoit réservé à la France : « Ces sentimens , ajouta-t-il, connus du feu roi , m'ont attiré sans doute les discours pleins de bonté qu'il m'a tenus dans les derniers instans de sa vie, et dont je crois devoir vous rendre compte. » Mon neveu , me dit-il, j'ai fait un testament où je vous ai conservé tous les droits que vous donne votre naissance : je vous recommande le dauphin, servez-le aussi fidèlement que vous m'avez servi ; s'il vient à manquer, la couronne vous appartient. J'ai fait les dispositions que j'ai crues les plus sages ; mais comme on ne sauroit tout prévoir , s'il y a quelque chose qui ne soit pas bien , on le changera. » Ce sont ses propres termes. Je suis persuadé que, suivant les lois du royaume, la régence m'appartient ; mais je ne serai satisfait qu'autant que vos suffrages se réuniront en ma faveur. Je vous demande de ne point confondre mes différens titres, et de délibérer également , et sur le droit que ma naissance m'a donné, et sur celui que le testament pourra y ajouter. Je suis persuadé même que vous jugerez à propos de commencer par délibérer sur le premier ; mais , à quelque titre que j'aie droit à la régence ,

j'ose vous assurer , messieurs , que je la mériterai par mon zèle pour le service du roi , et par mon amour pour le bien public , surtout étant aidé par vos conseils et par vos sages remontrances ; je vous les demande par avance , en protestant devant cette auguste assemblée que je n'aurai jamais d'autre dessein que de soulager les peuples , de rétablir le bon ordre dans les finances , de retrancher les dépenses superflues , d'entretenir la paix au dedans et au dehors du royaume , de rétablir surtout l'union et la tranquillité de l'église , et de travailler enfin , avec toute l'application qui me sera possible , à tout ce qui peut rendre un état heureux et florissant. »

* Le parquet étoit tout dévoué au prince. Il étoit composé des trois avocats-généraux, Guillaume de Lamoignon, Pierre Gilbert de Voisins, Henri-François d'Aguesseau, chancelier en 1717 , et du procureur-général Guillaume-François Joly de Fleuri. Les conclusions de celui-ci furent conformes au désir du prince , et le parlement les adopta. On ouvrit donc le testament , et on fut très-étonné de voir que le duc , qui s'étoit cru si sûr des bonnes intentions du monarque , n'étoit nommé que chef du conseil de régence qui devoit administrer le royaume pendant la minorité du roi. « A chaque article le

* Berwick , t. II , p. 238 ; Mém. rég. , p. 13.

premier président de Mesmes , très-attaché au duc du Maine, s'écrioit : « Ecoutez, messieurs ; observez, c'est là notre loi. » Mais on n'en jugea pas ainsi. Outre les séductions particulières employées à l'égard du parlement, il avoit été gagné, et par l'adresse avec laquelle le duc avoit flatté son oreille, en insinuant le retour au droit de remontrances , dont la cour étoit privée depuis plus de quarante ans, et par la secrète satisfaction d'annuler les volontés d'un monarque absolu , et enfin par le motif politique de saisir et de s'assurer le droit de dispenser pour ainsi dire le pouvoir. Aussi le duc fut-il déclaré régent tout d'une voix. Dans le transport de sa joie d'un succès si prompt et si entier, il laissa échapper des promesses qui alloient certainement au-delà de ce qu'il vouloit tenir. Un homme habile, dévoué à ses intérêts, qui observoit froidement dans la foule ce qui se passoit, lui fit parvenir un billet où étoient ces mots : « Vous êtes perdu, si vous ne rompez la séance ; » il le crut, et en fit ajourner la continuation à l'après-midi.

On acheva dans cette soirée d'infirmier le reste des dispositions de Louis XIV. Louis-Henri de Bourbon , arrière-petit-fils du Grand Condé, et connu sous le nom de M. le Duc, qui , âgé de vingt-trois ans , ne devoit entrer au conseil de régence, suivant le tes-

tament, que lorsqu'il auroit atteint sa vingt-quatrième année, non-seulement y fut appelé dès ce moment, mais en fut même déclaré le chef. Les membres en avoient été désignés par le dernier roi, et devoient se compléter par eux-mêmes. Le régent demanda au parlement et en obtint la faculté de les nommer lui-même, comme étant les agens de sa propre administration. Enfin le duc du Maine, ce fils chéri du vieux monarque, pour lequel on lui avoit fait prendre tant de précautions, et à qui étoient confiés, indépendamment de l'éducation du roi, la garde de sa personne et le commandement de toutes les troupes de sa maison, fut privé de cet utile privilège, et réduit à la nu-surintendance de l'éducation qu'on n'osa pas lui enlever.

Parvenu si heureusement à surmonter cette première difficulté, le régent se montra généreux, et appela au conseil de régence la plupart de ceux dont Louis avoit fait choix *. Il fut composé du duc de Bourbon, chef du conseil, du duc du Maine et du comte de Toulouse son frère, du chancelier Voisin, des maréchaux de Villars, de Villeroy, d'Huxelles, d'Harcourt, de Bezons, du duc de Saint-Simon, et des marquis de Torci et d'Effiat. Les ministres en furent exclus. Les minis-

* Villars, t. II, 358.

tières mêmes furent supprimés, et le régent, suivant une idée qui eut de la faveur, parce qu'elle avoit été celle du duc de Bourgogne, y substitua des conseils au nombre de six, savoir, celui de la guerre, présidé par le maréchal de Villars; des finances, par le maréchal de Villeroy, gouverneur du roi, et par le duc de Noailles, qui faisoit le travail; de la marine, par le comte de Toulouse et le maréchal d'Estrées; des affaires étrangères, par le maréchal d'Uxelles; de l'intérieur, par le duc d'Antin, fils légitime de la marquise de Montespan; celui de conscience enfin, sous la présidence du cardinal de Noailles, pour toutes les affaires de religion, et surtout pour la nomination aux bénéfices. Le 12 septembre le régent amena le jeune roi tenir au parlement son lit de justice, où tout ce qui avoit été réglé jusqu'alors fut enregistré et publié.

Ce n'est pas que tout le monde approuvât des changemens si prompts et si multipliés. Le maréchal de Villars, quoique nommé président du conseil de la guerre, remontra « que, dans les premiers momens d'une nouvelle administration, il y avoit peut-être du danger à renverser l'ordre anciennement établi; que, s'il y avoit des changemens à faire, il convenoit de ne les faire qu'à mesure, de se borner à ôter ce qui étoit reconnu certai-

nement mauvais et d'y substituer petit à petit ce qui seroit estimé meilleur, sans tout bouleverser à la fois. »

* Mais il importoit au régent de donner d'abord de son gouvernement une idée qui flattât les peuples, et il y réussit, tant par la création de ses conseils où il fit entrer des personnes de plusieurs ordres de l'état, et la plupart honorés de l'estime publique, que par d'autres changemens, établissemens ou projets qui obtinrent le suffrage de la nation.

Il rendit au parlement le droit de remontrances, pourvut au paiement des troupes, qu'il rendit exact et régulier, assura celui des rentes sur l'hôtel-de-ville, et fixa le prix jusqu'alors vacillant des espèces d'or et d'argent. Il se montra disposé à attaquer les traitans, chose qui réjouit toujours le peuple, et promit de faire servir leurs dépouilles à acquitter et enrichir l'État. Dans le pouvoir attribué aux intendants, autre objet de jalousie, il fit des changemens désirés, et ordonna des visites dans les prisons royales, pour écouter les plaintes de ceux qui étoient détenus. Beaucoup d'entre eux furent élargis. Des évêques, des prêtres et jusqu'à des laïques exilés pour les affaires de l'Église, revinrent en triomphe dans leurs maisons, et eurent le plaisir de voir éloignés et bannis à leur tour

* Mém. rég., t. I, p. 13 et 17.

le père Le Tellier et les plus hautains de ses confrères. Enfin le régent fit circuler dans le public une lettre par laquelle il demandoit des instructions sur les moyens à prendre , tant pour la diminution des impôts que pour rendre la levée moins onéreuse aux contribuables. Il y eut aussi une réforme dans les dépenses de la cour , et le duc d'Orléans combla de joie les Parisiens , en promettant de ramener au plus tôt dans la capitale le jeune monarque, qui étoit élevé à Vincennes.

* Depuis long-temps le régent étoit lié par les plaisirs avec les lords Stairs et Stanhope. Ces deux hommes, dont l'un étoit déjà ambassadeur en France , mirent à profit, pour l'intérêt de leur nation, le crédit que la conformité de goûts et de penchans leur donnoit auprès du prince. Ils commencèrent par lui offrir les forces de l'Angleterre , si l'Espagne, comme il y avoit eu lieu de le craindre, songeoit à l'inquiéter dans sa régence. En reconnoissance , il leur sacrifia le chevalier de Saint-Georges, que Louis XIV, généreux même dans ses revers, ne voulut jamais abandonner. Long-temps le jeune prince s'étoit flatté de recouvrer l'héritage de ses pères par la seule bienveillance que lui gardoit la reine Anne sa sœur. Mais la mort prématurée de cette princesse , qui arriva le 12 août

* Villars , t. II , p. 352 ; Dangeau , 19 nov. 1716.

1714, et avant qu'elle eût commencé à saper les lois parlementaires qui appeloient la maison de Hanovre à lui succéder, ruina les espérances du prétendant, et ne lui laissa ouverte que la voie de la force. Sous la protection du vieux monarque, Stuart avoit préparé une invasion, qui auroit pu réussir si elle avoit été secondée. Mais le régent ne se crut pas obligé de tenir les engagements de son oncle, et le projet, d'ailleurs assez mal concerté, échoua faute de secours. Les insulaires, non contens de voir l'entreprise manquée, poursuivirent le prince avec acharnement. Ils mirent sa tête à prix; et on arrêta en France un Anglois plus que soupçonné d'avoir tenté de gagner la récompense promise. L'ambassadeur d'Angleterre n'eut pas honte de le réclamer, et le régent eut la faiblesse de le rendre. C'est ainsi que ce prince, trop prévenu d'estime pour une nation rivale, qui ne perd jamais de vue ses intérêts, se pénétra, pour ainsi dire, de ses maximes, et adopta ses opinions et ses systèmes. Cette espèce d'admiration, qu'on a depuis nommée anglomanie, et dont les grands, faits pour donner l'exemple, devoient surtout se préserver, influa bientôt dans les affaires, par l'ascendant que prit sur le régent l'abbé Dubois, vendu aux Anglois qui le souoyoient.

Dubois avoit été précepteur du jeune duc d'Orléans. Né avec un esprit fin, délié, propre aux affaires, il avoit cherché à capter la bienveillance de son élève, en lui ouvrant la carrière des vices. Il étoit devenu de plus en plus nécessaire au prince qui, parvenu au faite de la puissance, s'amusoit de son cynisme, et usoit de ses talens, sans toutefois être entièrement dupe de ses fourberies habituelles. Lorsqu'il le fit conseiller d'état, en lui annonçant cette grâce, qui surprit et mortifia les amis du prince, sensibles pour lui à l'estime publique, il embrassa Dubois affectueusement, et lui dit : « L'abbé, un peu de droiture, je t'en prie. » Entré dans la carrière des affaires, le nouveau conseiller d'état chercha une partie dans laquelle on ne pût se passer de lui dès qu'il y seroit une fois entré; et d'après ses liaisons déjà formées, et le caractère du prince qu'il se proposoit de gouverner, il n'en trouva pas de plus convenable à ses intérêts que la politique.

[1716] Il y avoit deux partis à la cour : l'un attaché au système de Louis XIV, et qui auroit voulu que, si on ne le suivoit pas entièrement, du moins on n'en prît pas un directement contraire. L'autre parti, soit haine, soit malin plaisir de rendre sans effet les volontés d'un monarque si absolu, s'opposoit avec ardeur à tout ce qu'il avoit paru dési-

rer. Jamais, comme nous l'avons dit, il n'avoit perdu de vue le projet de remettre les Stuarts sur le trône d'Angleterre; et, malgré la teneur positive à cet égard des traités de Ryswick et d'Utrecht, il entretenoit à cet effet dans ce royaume des intelligences qui même après sa mort, ne laissèrent pas d'alarmer le roi Georges. Quoique le prétendant n'en eût point profité, c'étoit toujours un objet d'inquiétude tant que la France pourroit être disposée à ranimer ce feu mal éteint. Pour se tranquilliser de ce côté, Stairs et Stanhope ne trouvèrent d'autre moyen que de travailler à donner la supériorité entière au parti opposé à l'ancienne cour, et ils y réussirent en gagnant l'ex-précepteur.

Lui-même avoit grand intérêt à bouleverser tout le système politique de la France, parce que, s'il restoit tel qu'auparavant, on n'auroit besoin ni de ses conseils ni de ses négociations; au lieu que, si on changeoit, il faudroit prendre d'autres mesures, pour lesquelles il pourroit se faire employer. On avoit déjà donné au duc d'Orléans des craintes du côté de l'Espagne pour sa régence; on lui en inspira de nouvelles pour la succession au trône, en lui insinuant que, si Louis XV, dont la santé paroissoit très-foible, venoit à manquer, Philippe V pourroit bien ne se pas croire lié par sa renonciation; et comme alors

l'Espagne, sous le gouvernement d'Albéroni, ministre actif et entreprenant, paroissoit vouloir sortir de son inertie, et se mettoit en force, on persuada au régent que ces préparatifs avoient pour but certain d'appuyer les droits du petit-fils de Louis XIV, en cas d'événement.

* On n'auroit certainement pu blâmer le duc d'Orléans de prendre d'avance ses précautions pour cet objet; et c'est ce que reconnoissoit le maréchal de Villars, parlant à lui-même dans le conseil. « Nous sommes très-persuadés, lui disoit-il, que vous désirez la vie du roi, comme nous la désirons tous tant que nous sommes; mais il n'y a personne qui puisse s'étonner que vous portiez vos vues plus loin. Comment les mesures qu'il est libre à tout particulier de prendre dans sa famille pour ne pas laisser échapper une succession qui le regarde, pourroient-elles être blâmées dans un prince auquel la couronne de France doit naturellement tomber? » Mais Villars concluoit qu'il falloit se contenter de savoir bien certainement quelles étoient les vues de l'Espagne dans ses armemens, et, quand on auroit été sûr qu'ils ne menaçoient pas la France, lui souhaiter un bon succès et ne s'en pas mêler.

En prenant ces informations, on auroit su

* Villars, t. II, p. 391.

en effet que le but d'Albéroni étoit de réunir à l'Espagne les états d'Italie, qui en avoient été démembrés dans la guerre de la succession, pour en faire des souverainetés aux enfans de la princesse Farnèse, qu'il avoit mise sur le trône, après la mort de Gabrielle de Savoie; et que, pour empêcher les Anglois d'aider l'empereur, à qui ces états étoient échus, le ministre espagnol comptoit les retenir chez eux en y faisant passer le prétendant avec de puissans secours. « Eh bien ! ajoutoit Villars, si l'Espagne veut s'agrandir, aidez-la au lieu de la contrarier. Plus vous contribuerez à son aggrandissement, moins elle sera tentée de vous troubler dans vos prétentions à la couronne; et si Philippe V. avoit cette tentation, il verroit toute l'Europe s'élever contre un prince qui vous auroit obligation de sa puissance. » Villars finit par une espèce de prédiction qui frappa le régent : « L'Angleterre, dit-il, au moins en partie, est disposée à recevoir son roi légitime; suivons ces vues que la gloire de la nation et la proximité du sang vous inspirent, plutôt que celles qui à la fin vous mèneront à faire la guerre au roi d'Espagne. » Le prince ému le regarda fixement, et lui dit : « Vous visez au grand. » Mais il étoit subjugué.

* Et comment ne l'auroit-il pas été, en se

* Villars, t. II, p. 395; Saint-Simon, t. V, XIII.

livrant comme il faisoit aux Anglois , avec un abandon justement suspect aux personnes : moins persuadées que lui de leurs bonnes intentions ? « Venant un jour au Palais-Royal , raconte encore Villars , je trouvai que le prince avoit été enfermé trois heures avec milords Stairs et Stanhope. Quand ils sortirent de la longue audience qu'il leur avoit donnée ; je lui dis : « Monseigneur , j'ai été employé en diverses cours , j'ai vu la conduite des souverains , je prendrai la liberté de vous dire que vous êtes l'unique qui veuille s'exposer à traiter seul avec deux ministres du même maître. Il me répondit : « Ce sont mes amis particuliers. — Selon les apparences , répliquai-je , ils sont encore plus amis de leur maître , et deux hommes bien préparés à vous parler d'affaires peuvent vous mener plus loin que vous ne voudriez. » Malgré cette remontrance très-bien fondée , il continua son intime liaison avec eux , et ses négociations , dont l'abbé Dubois étoit l'âme et avoit seul le secret. Celui-ci même , à la fin de l'année , fut envoyé à La Haye en qualité d'ambassadeur extraordinaire. Et l'objet de sa mission étoit d'aider les Anglois à faire entrer les Hollandois dans un traité d'alliance dirigé contre l'Espagne , traité qui fut

p. 300 ; Berwick , t. II , p. 46 ; Dangeau , 27 novembre.

signé le 4 janvier 1717, sous le nom de la triple alliance. Les parties s'y garantissoient la succession aux trônes d'Angleterre et de France, suivant les stipulations du traité d'Utrecht; mais le régent eut la foiblesse d'achever cette garantie par l'expulsion du chevalier de Saint-Georges hors du royaume; et par la démolition du port de Mardick. Louis XIV y avoit fait commencer des travaux qui promettoient de dédommager un jour la France du sacrifice qu'elle avoit été obligée de faire de celui de Dunkerque. L'ambassadeur d'Angleterre, lord Stairs, s'en étoit plaint au monarque lui-même en termes peu ménagés, comme éludant l'esprit du traité d'Utrecht. « M. l'ambassadeur, lui répondit le roi, quand il eut fini sa harangue, j'ai toujours été maître chez moi, et quelquefois chez les autres : ne m'en faites pas souvenir. » Et les travaux continuèrent quoique avec peu d'activité. Mais l'abandon de Mardick et du prétendant ne devoit être que la moindre atteinte portée aux dispositions de Louis XIV.

[1717] Une année n'étoit pas encore écoulée depuis la mort de ce prince, lorsque le duc de Bourbon présenta requête au parlement, tendante à priver le duc du Maine et le comte de Toulouse du rang et des prérogatives de princes du sang, et entre autres de

l'expectative à la couronne que leur avoit accordée Louis XIV. C'étoit une mortification gratuite qu'on cherchoit à leur donner, les princes légitimés n'étant appelés à régner qu'à défaut des légitimes. Cette procédure s'engageoit de concert avec le régent, qui, au mépris des liens qui l'attachoient au duc du Maine, poursuivoit en lui l'agent intéressé des intrigues de Philippe V, qui, sur son trône d'Espagne, regrettoit la perspective de régner en France. Le régent, en effet, étoit beau-frère du duc du Maine, dont il avoit épousé la sœur; et le duc de Bourbon étoit doublement son neveu, comme fils et d'une autre sœur du même duc, et du frère de la duchesse. Les ducs et pairs, à la tête desquels étoit le duc de Saint-Simon, intervinrent dans cette affaire pour aggraver encore le sort des malheureux princes. Ils réclamèrent contre le rang que Louis XIV leur avoit donné au-dessus d'eux, et demandèrent qu'ils fussent réduits à celui de l'érection nouvelle de leurs pairies. Malgré tant de motifs d'égards, malgré les efforts des princes légitimés, et les recherches d'érudition de la cour spirituelle de Sceaux et de la duchesse elle-même, pour faire prévaloir la cause de la bâtardise, il y eut, le 2 juillet 1717, une déclaration du conseil de régence qui les privoit des noms, droits et privilèges de princes du sang,

leur réservant cependant au parlement le rang de séance dont ils étoient en possession. Quand la duchesse du Maine vit son mari après cette décision, fière du sang de Condé dont elle perdoit les prérogatives, elle lui dit en le regardant avec indignation : « Il ne me reste donc plus que la honte de vous avoir épousé. » Le duc conserva dans cette affaire un grand sang-froid et une tranquillité qui déconcertèrent ses ennemis. Sur des propositions de s'accommoder en faisant quelque sacrifice, il avoit constamment répondu, « qu'il ne faut pas se dégrader de son consentement, mais souffrir ce que la loi du plus fort veut faire, et y revenir en temps et lieu. » Il recommanda beaucoup de sagesse et de circonspection dans les actions et les paroles à ceux qui lui appartenoient ou qui s'intéressoient à lui.

* Pendant que cette affaire tenoit la cour en mouvement, Paris et la province n'étoient pas moins agités par la recherche qu'on exerçoit sur les financiers. En mars 1716, le régent avoit établi une chambre de justice, composée de présidens et conseillers au parlement, d'officiers de la chambre des comptes, de la cour des aides et de maîtres des requêtes. Elle devoit tenir ses séances aux Grands-Au-

* Dangeau, mars 1716; Mém. rég.; t. I, p. 91 et 103.

gustins. Le roi rendoit justiciables de cette chambre « les officiers de nos finances, disoit-il, les comptables, traitans, sous-traitans et gens d'affaires, leurs clerks, commis et préposés, et autres qui ont vaqué et travaillé, tant en la levée, perception et régie de nos droits et deniers de nos recettes, qu'autres levées et recouvremens ordinaires et extraordinaires, traités, sous-traités, entreprises et marchés pour étapes, fournitures de vivres aux troupes, hôpitaux, munitions de guerre et de bouche aux villes, garnisons et armées de terre et de mer, ou en l'emploi et distribution desdits deniers, soit pour les dépenses de la guerre, de nos maisons royales et autres charges de notre État; ensemble tous ceux qui ont exercé l'usure à l'occasion et au détriment de nos finances, tant sur les papiers que sur les espèces. » Et enfin, pour inviter les bons et fidèles sujets à l'éclaircissement de ces faits, on donnoit à ceux qui voudroient se rendre et déclarer dénonciateurs de ces personnes, le cinquième des amendes et confiscations, et à ceux qui découvroient les effets celés, le dixième ou plus grande récompense, selon les diligence, qualité et circonstance de leur avis.

Par cette énumération du nombre de personnes qui se trouvoient exposées aux recherches, on peut juger de l'alarme que la publi-

cation d'un pareil édit dut jeter parmi tous ceux qui avoient pris la moindre part aux affaires du roi. Les procédures furent d'abord vives et rigoureuses. La Bastille et les autres prisons se remplirent de gens accusés ou simplement soupçonnés : plusieurs furent gardés dans leurs maisons. Il y eut défense de donner des chevaux de poste à ceux qui voudroient se sauver , et de favoriser en aucune manière leur évasion. Le peuple , toujours ennemi de ce qu'on appelle en France *maltôtiers*, voyoit avec plaisir traîner devant ce tribunal , dépouiller , flétrir ceux dont la richesse et quelquefois l'insolence avoient excité l'envie et l'indignation publique. Il y en eut de condamnés au pilori , aux galères , à de grosses amendes , et un seul à la mort dans une province éloignée : peut-être n'étoit-ce pas le plus grand voleur.

* Après les premiers exemples , on en vint à des taxes qui , imposées sur environ quatre cents personnes , produisirent plus de cent quatre-vingts millions, dont quatre-vingts à peu près furent employés à retirer des billets d'état , et à rembourser le capital des rentes. Madame de Maintenon nous apprend dans ses lettres ce que devint le reste , lorsqu'elle dit : « On nous annonce tous les jours quel-

* Lettres de Maintenon. t. VI, p. 251 ; Dangeau, 4 et 16 janvier 1716.

que nouveau don de monsieur le régent sur les taxes , et l'on murmure beaucoup de cet emploi de l'argent des gens d'affaires.» Quand on sait d'ailleurs qu'il y avoit alors des courtisans de la première noblesse assez bas pour solliciter , à titre de gratification , des taxes sur les carrosses de remise et sur les juifs , on ne doit pas trop craindre de se tromper en présumant que plusieurs d'entre eux tenoient la main au régent , dont la facilité y laissa tomber les millions qui n'auroient dû être employés qu'au payement des dettes de l'état et au soulagement du peuple.

* Mais il ne tira aucun profit de l'abaissement des financiers , et c'est ce qui donna lieu à des plaintes assez générales. Comme on ne cessoit pas de faire des recherches , qu'on saisissoit chaque jour de nouveaux accusés , et qu'on citoit au tribunal des marchands et négocians de bonne réputation , qui , pour fait de fournitures , étoient obligés d'entrer en justification , et de montrer le fond de leurs affaires , ceux mêmes qui avoient applaudi d'abord à l'érection de la chambre de justice , appréhendoient d'y être appelés à leur tour , et leur innocence ne les rassuroit pas. Ces craintes firent resserrer l'argent et languir le commerce. Aussi , quand on eut tiré des bourses financières à

* Mém. réc. , p. 106.

peu près ce qu'on vouloit , la chambre de justice fut supprimée , et la poursuite des affaires qui restoit à finir fut attribuée à la cour des aides.

[1718] Alors se préparoit l'accomplissement de la prophétie de Villars , savoir : « que le penchant du régent pour les Anglois les meneroit à faire la guerre au roi d'Espagne. » Ce royaume étoit gouverné par Albéroni , qui , de l'état de curé de campagne , porté au ministère , se trouva un véritable homme d'Etat. Après la mort de la première femme de Philippe V , il avoit beaucoup contribué à lui faire épouser Elisabeth Farnèse. Elle avoit des enfans , mais qui étoient repoussés du trône par ceux du premier lit. Albéroni chercha d'autres états à procurer aux puînés. Ses regards , comme nous l'avons dit , tombèrent sur l'Italie , dont plusieurs parties avoient été détachées de la couronne d'Espagne et cédées à l'empereur par le traité d'Utrecht , traité qui , n'ayant pu mettre d'accord Charles VI et Philippe V , avoit laissé chacun d'eux dans toute l'intégrité de ses prétentions. Ce dessein d'Albéroni étoit entouré de difficultés ; mais son génie triompha de tous ces obstacles.

De ce royaume épuisé il fit sortir un armement qui étonna l'Europe. La Sardaigne avoit été envahie au mois d'août de l'année

précédente par le marquis de Leede ; et , sous le commandement du même officier , trente mille Espagnols descendirent cette année en Sicile , d'où , avec l'assentiment réel ou supposé du duc de Savoie , ils devoient tenter la conquête de Naples ; des vaisseaux s'armèrent dans tous les ports ; et une escadre plus formidable que les autres se préparoit à Cadix. En même temps le ministre redonnoit à l'Espagne , dans toutes les cours , la considération qu'elle avoit perdue depuis si longtemps. Il se fit des alliés dans le Nord , s'assura le secours du Turc ; et trop certain par le traité de la triple alliance conclu entre la France , l'Angleterre et la Hollande , pour garantir à l'empereur ses états d'Italie ; trop certain qu'il ne pourroit pas même espérer la neutralité de ces puissances , Albéroni résolut d'occuper les Anglois en faisant passer dans leur île le prétendant avec des troupes qui devoient être secondées par les Suédois et les Russes , réconciliés par ses soins ; et enfin il ne se proposa rien moins que d'opérer dans le gouvernement de la France une révolution par la destitution du régent.

* Le moment étoit assez bien choisi : il y avoit alors , non pas une insurrection décidée , ni des plaintes éclatantes , mais des mécontentemens sourds , et , si on peut s'exprimer

* Mém. rég. , t. II , p. 9 , 22 , 109 et 135.

ainsi, une espèce de malaise du corps politique, une inquiétude vague causée parce qu'on sentoit en général qu'il se passoit des choses qui déplaissent. Par exemple, on voyoit avec peine les Anglois, quatre ans auparavant ennemis de la France au point de risquer de se ruiner eux-mêmes pour l'écraser, maintenant admis à la familiarité du régent, dominer dans le conseil et y prescrire des lois. Les Anglois, nation incapable, disoit-on, de se modérer dans ses succès, et abusant de la fortune : républicains superbes, implacables comme les Romains dans leurs vengeances, et n'ayant pas eu honte d'arracher au duc d'Orléans, contre le prétendant, ce qu'un roi n'exigeroit pas d'un autre roi, le sacrifice d'un malheureux. Ce renversement du système de Louis XIV choquoit ceux mêmes qui n'y tenoient que par habitude ; et pour cette partie de son gouvernement, le régent trouvoit peu d'approbateurs.

On étoit aussi revenu des espérances d'une administration sage, économique, approchant de l'administration paternelle : espérances fondées sur l'établissement des conseils au commencement de la régence, et sur le droit de remontrances rendu au parlement. Les conseils, où le régent trouvoit quelquefois des opinions contraires aux siennes, lui déplaissent ; et les gens qui cherchent à

deviner les événemens par leurs causes , prévoyoit qu'ils n'avoient pas long-temps à subsister. Les remontrances ne furent pas interdites ; mais le duc d'Orléans prétendit qu'elles ne devoient pas toucher à certains objets. Il voulut en circonscrire étroitement et la matière et la forme ; et ces limites pesées , à ce que l'on crut alors , pour éloigner la lumière et envelopper les opérations du ministère d'une obscurité dangereuse , donnèrent lieu à des conjectures d'où naquirent des soupçons et des craintes. La magistrature s'effaroucha surtout de l'appui donné par le régent à la prétention des ducs et pairs , de primer les présidens au parlement ; et à défaut de satisfaction , ou pour l'obtenir , elle mit au jour un mémoire extrêmement mortifiant pour l'orgueil de plusieurs des familles élevées à l'honneur de la pairie.

Le respect dû aux mœurs entra aussi pour quelque part dans le mécontentement général. Sans être rigoriste , on n'aime point à voir fouler aux pieds les bienséances. Plusieurs de ceux qui avoient désapprouvé les scrupules de Louis XIV , blâmèrent encore plus le libertinage effréné qui y succéda , et qui gangrena presque toute la jeunesse de la cour. Si les personnes qui s'amusaient de tout rioient quelquefois des plaisanteries peu mesurées du duc d'Orléans , les gens sages , qui

voient les conséquences, ne pouvoient approuver la légèreté insultante avec laquelle le premier homme de l'État traitoit la religion et ses ministres. On fut indigné aussi du rôle important que commençoit à jouer alors le vil, le méprisable Dubois, présument assez de la facilité de son ancien disciple pour aspirer ouvertement aux premières dignités de l'Eglise.

Il contribua, au moins de ses conseils, à la persécution qui se renouvela alors contre le duc du Maine. Il lui en vouloit fortement pour s'être opposé dans le conseil au traité de la quadruple alliance, nouvel accord conclu à Londres le 2 août entre l'empereur, les rois de France et d'Angleterre, auquel le roi d'Espagne étoit sommé d'accéder sous trois mois, et dont Dubois avoit été l'instrument. Dubois joignit son ressentiment à la haine de M. le duc, qui avoit toujours eu pour son oncle une véritable antipathie, dont on ne peut rendre raison, et que la perte d'un procès contre lui avoit encore fortifiée. Il y persévéroit avec une obstination inconcevable, quelque effort que fît la duchesse du Maine sa tante pour lui faire souffrir son époux. Le régent donnoit du moins un motif de ses démarches; il disoit « savoir de science certaine que le duc du Maine étoit dans le dessein de mener le roi au parlement, de le faire déclara-

rer majeur, et par là d'anéantir la régence. — Je ne le crois pas, » répondit le maréchal de Villars, à qui le duc d'Orléans racontoit ce projet; « je ne crois pas le duc du Maine assez déterminé pour prendre une pareille résolution. » En effet, la conduite foible de ce prince dans une occasion aussi importante confirme ce jugement. Comme le maréchal fut témoin oculaire de ce qui se passa, nous le rapporterons dans ses termes.

« Le 26 août, à six heures du matin, les conseillers de régence furent avertis qu'il y avoit un conseil de régence extraordinaire, qui seroit suivi d'un lit de justice aux Tuileries. En entrant dans le cabinet, je trouvai le régent qui se promenoit avec un air assez agité. Le duc du Maine vint à moi, et me dit: « Il va se passer quelque chose de violent contre mon frère et moi. — J'ai peine à le croire, lui répondis-je. » Il répliqua seulement: « Je le sais. » Le comte de Toulouse arriva. Le régent le mena à une fenêtre, et lui dit peu de paroles; après lesquelles le comte de Toulouse alla trouver le duc du Maine, et ils sortirent tous deux. Là dessus je dis au marquis d'Effiat: « Ils s'en vont; qui quitte la partie la perd. »

On lut ensuite les édits qui devoient être portés au lit de justice. Le premier défendoit au parlement de prendre connoissance des

affaires d'État, et cassaït deux arrêts, non-seulement contraires à la banque de Law, dont on attendoit la restauration des finances, mais par l'un desquels Law lui-même avoit été décrété de prise de corps. Un second déclaroit que, dès qu'un édit auroit été présenté à la cour pour être enregistré, l'enregistrement seroit censé fait huit jours après. Celui qui regardoit le duc du Maine et le comte de Toulouse portoit qu'on leur ôtoit, à la sollicitation des pairs, le rang qui leur avoit été donné au parlement et ailleurs par le feu roi, et par conséquent qu'ils n'auroient séance qu'après tous les pairs de France, excepté ceux d'une création postérieure à l'édit de 1694. Néanmoins, par une considération particulière pour le comte de Toulouse, le roi lui conservoit ses honneurs, rang et prérogatives, mais pour sa personne seulement.

M. le duc fit ensuite lecture d'un mémoire où il disoit au roi : « Sire, le feu roi ayant paru désirer que M. le duc du Maine fût chargé de l'éducation de votre majesté, quoique cette place dût m'appartenir par le droit de ma naissance et suivant les exemples anciens, je ne m'y opposai pas, par la considération de ma minorité. Mais toutes les raisons d'alors étant présentement cessées, je demande que cet honneur me soit déféré suivant la justice de mon droit. »

Tout ce qui venoit d'être lu le fut de nouveau au parlement assemblé dans une pièce voisine pour le lit de justice, et convoqué d'une manière aussi brusque et aussi inopinée que l'avoient été les membres du conseil. Saisi d'un pareil effroi, il agréa tout comme eux. Le premier président à la vérité demanda à délibérer : mais le garde des sceaux d'Argenson, après s'être approché de la personne du roi comme pour recevoir ses ordres, et faisant les fonctions du nouveau chancelier d'Aguesseau, exilé pour son opposition au système, répliqua seulement : « Le roi veut être obéi, et sur-le-champ. » Quant à la demande de M. le duc, le régent conseilla tout haut au jeune monarque de l'accorder.

« Quelques pairs furent surpris de ce qu'ils étoient nommés dans l'édit qui remettoit le duc du Maine à son rang de pair, et dans celui qui distinguoit le comte de Toulouse de ce traitement. Il paroissoit que l'un et l'autre édits étoient à la réquisition des pairs, ce que la plupart ignoroient ; mais comme plusieurs étoient peïnés de voir un des fils du feu roi dégradé, tous consentirent volontiers au traitement différent que recevoit son frère.

» Ils s'étoient retirés tous deux dans l'appartement du duc du Maine ; mais s'ils avoient eu la fermeté de demeurer pendant le lit de

justice, et de représenter avec force le tort qui leur étoit fait, surtout au duc du Maine, en lui ôtant la surintendance de l'éducation du roi, et le soin de veiller à sa conservation, lequel lui étoit plus justement confié qu'aux héritiers présomptifs de la couronne, il n'étoit pas possible qu'ils n'eussent mis des obstacles aux projets formés contre eux. La crainte d'être arrêtés fit impression sur des cœurs remplis de bonnes qualités, mais dans lesquels on n'étoit pas persuadé que la fermeté fût la vertu dominante.

» Mais le duc du Maine, bien éloigné de faire des efforts pour conserver une place qui lui étoit au moins indifférente, disoit avant cette disgrâce au maréchal de Villars, qu'il étoit si ennuyé des tribulations qu'il avoit à essuyer, que, malgré l'honneur de la surintendance de l'éducation du roi, il donneroit de bon cœur dix mille écus à celui qui lui apporteroit une lettre de cachet pour aller passer cinq ans dans ses terres. Vraisemblablement la duchesse du Maine tenoit davantage à cet honneur; et lorsqu'on lui apporta l'ordre de céder à M. le duc l'appartement que son mari occupoit aux Tuileries comme surintendant de l'éducation, elle répondit avec fureur: « Oui, je le céderai. » En même temps elle ordonna qu'on le démeublât; et pour qu'on eût plus tôt fait, elle brisa elle-

même les glaces, les porcelaines, et tout ce qui lui tomba sous la main. »

* Si cette princesse forma des liaisons suspectes, si elle se prêta à des projets capables de troubler la tranquillité du royaume et de devenir des crimes d'état, on peut croire qu'elle ne commença qu'à cette époque. Comme on la jugeoit fort irritée, et qu'on ne doutoit pas qu'elle ne fût très-disposée à se venger, si elle en trouvoit l'occasion, tous les mécontents se rassemblèrent autour d'elle, et ils n'étoient pas en petit nombre.

Outre la manière dure avec laquelle le parlement avoit été traité au lit de justice, le régent fit enlever et conduire en prison trois conseillers qui, dans la séance du lendemain, où le parlement avoit protesté contre les événemens de la veille, s'étoient permis de manifester des craintes sur les dangers que couroit la personne du roi par l'éloignement du duc du Maine. Cet acte d'autorité excita une grande fermentation tant dans la compagnie que dans Paris, étonné d'une rigueur qui n'avoit pas été tentée depuis les barricades. Pareilles sévérités exercées sur d'autres parlemens, principalement sur celui de Bretagne, jetèrent aussi l'alarme dans les provinces. Le duc d'Orléans supprima en même temps les conseils établis au commencement

* Mém. rég., t. II, p. 25.

de sa régence , pour y substituer des départemens à la tête desquels il mit des secrétaires d'état plus dépendans de lui. Le comte de Maurepas , petit-fils du chancelier Phelippeaux de Pontchartrain , fut appelé au département de la maison du roi ; Louis Phelippeaux , marquis de la Vrillière , et en survivance le comte de Saint-Florentin son fils * , à celui du clergé ; Claude Leblanc à la guerre ; Fleuriau d'Armenonville à la marine ; Dubois aux affaires étrangères ; et le garde des sceaux d'Argenson demeura chargé à la fois de la direction de la justice et des finances. Ce fut un nouveau sujet de critique , et presque toutes les grandes familles , ainsi que les compagnies souveraines , qui , par leurs membres appelés aux conseils supprimés , se regardoient comme admises au gouvernement du royaume , ne se virent pas sans chagrin et sans murmure privées d'une prérogative si précieuse à leurs yeux.

Enfin il se faisoit des pertes immenses dans les familles par le discrédit et l'instabilité des effets publics , représentatifs et cautions des dettes de l'Etat. Dès les premiers

* Le comte de Maurepas et le comte de Saint-Florentin étoient beaux-frères , le premier ayant épousé la sœur du second : ils descendoient d'ailleurs du même quadrisaïeul , Louis Phelippeaux , conseiller au présidial de Blois.

jours de la régence on avoit converti en une seule espèce de créance toutes celles qui, à l'exception des rentes sur l'hôtel-de-ville, avoient été créées à divers titres, en divers temps et sous divers noms, pendant le règne de Louis XIV, et qui avoient considérablement déchu de leur valeur primitive. On prit occasion de cette conversion pour les vérifier; et de six cents millions à quoi elles se montoient, on en annula deux cent cinquante; le reste fut soldé en billets, dits *billets d'État*, que l'on devoit rembourser successivement, et qui, en attendant, portoient un intérêt de quatre pour cent. On les recevoit d'ailleurs en paiement de certaines parties d'impositions, et de quelques portions de domaines qui furent aliénées; en acquisition de rentes viagères créées au denier seize; et enfin aux hôtels des monnoies, où se faisoit alors une nouvelle refonte. Sur une somme totale de sept mille livres, deux mille pouvoient être payées en billets d'État. Mais comme le marc fut porté de quarante à soixante livres, il arriva que le gouvernement, en rendant une somme pareille de sept mille francs en monnoie nouvelle, gagnoit effectivement un quinzième sur les matières réelles, et retiroit encore ses billets gratis. C'étoit une espèce de vol. Il excita les réclamations du parlement, ainsi que toutes les autres opérations

financières du conseil ; et ce furent en partie ses plaintes à cet égard , et même les défenses d'obéir qu'il se permit d'opposer aux arrêts du conseil , qui lui valurent les mortifications qu'il éprouva dans le lit de justice dont il vient d'être fait mention.

C'est dans cette occurrence qu'avoit paru l'Ecossois Jean Law , homme à calculs et à projets, qui s'étoit offert au régent pour libérer la France de sa dette. Malgré les avis de Desmarets , auquel il fut adressé et qui le jugea , ses plans furent agréés. Le premier pas qu'il fit dans la carrière où il osa entrer fut l'érection d'une banque dont l'étendue très-limitée ne devoit pas faire présumer la part qu'il lui destinoit dans son grand œuvre. Bornée en effet dans son origine au soin obscur de faire les affaires des particuliers sous la modique rétribution d'un quart pour mille, ce fut de là qu'elle partit pour s'acheminer à l'état incroyable de splendeur où elle parvint en trois ans de temps. Son premier fonds , lors de son établissement en mai 1717 , étoit de six millions seulement , divisés en douze mille actions de cinq cents francs chacune , payables moitié en argent et moitié en billets d'État. C'étoit un bien léger soulagement de la dette publique , que le petit nombre de billets qu'elle enlevait ainsi à la circulation ; mais cette idée fut un germe qui,

étant développé, produisit le fameux système.

On avoit donné d'abord, ainsi qu'on l'a vu, des débouchés avantageux aux billets d'Etat, à l'effet de les soutenir; il entra désormais dans la politique du gouvernement de les décréditer. La modicité des premiers remboursemens, et une déclaration qui portoit qu'on cesseroit incessamment d'en payer l'intérêt, atteignit rapidement ce but. Dans le même temps, le gouvernement accorderoit au contraire une faveur particulière à la banque. Il ordonnoit que les billets qu'elle avoit émis et qu'elle devoit réaliser en argent à volonté, fussent reçus comme numéraire dans toutes les caisses royales. Cette déclaration, et des dividendes augmentés à propos, donnèrent aux actions de la banque une valeur d'opinion bien supérieure à celle des billets d'Etat.

La comparaison qui s'en faisoit naturellement offroit un moyen facile d'éteindre la dette publique par un simple échange des billets en actions de la banque, pour peu que celles-ci eussent été en quantité proportionnelle avec les billets de l'Etat. Law trouva un prétexte plausible à cette augmentation. En 1717, il fit ériger et adjoindre à la banque une compagnie de commerce dite d'Occident, parce qu'elle devoit faire le commerce du

Mississipi, dont on promettoit des profits merveilleux. On y attacha encore la propriété du Sénégal, et le privilège exclusif du commerce des Indes et de la Chine. Ce fut l'occasion naturelle d'une création de vingt-cinq millions en actions et d'une émission proportionnelle de billets de banque, qui, avant ces réunions, avoient déjà été portés jusqu'à cent dix millions. Qu'on juge de la somme dont elles autorisèrent alors l'émission, et l'année suivante encore, lorsque le gouvernement abandonna pour quelques millions à la banque, et le profit des monnoies pour neuf ans, et l'adjudication des fermes! On fut obligé de créer, pour satisfaire l'avidité du public, trois cent mille nouvelles actions qui ne furent concédées qu'à des personnes privilégiées, et qui, passant de main en main, toujours en augmentant de valeur, montèrent jusqu'à dix ou douze mille livres. Non-seulement les billets d'Etat se fondirent dans l'empressement de chacun à se défaire d'un papier presque sans valeur pour acquérir quelques droits à la mine précieuse; mais les rentes sur l'hôtel-de-ville, l'or, l'argent, les terres eurent le même sort. Telle étoit à la fin de 1719 la confiance qu'inspiroit la banque.

Cependant ses billets, qui, suivant les arrêts de fabrication, ne devoient monter

qu'à six cent quarante millions, avoient été frauduleusement portés par le gouvernement jusqu'à trois milliards. Le soupçon que quelques personnes concurent de cette émission désordonnée, non-seulement sans proportion avec les fonds en caisse, mais avec les valeurs mêmes que la banque pouvoit réaliser, leur fit convertir leurs billets en numéraire. L'embarras qui en naquit à la banque donna lieu à des arrêts qui interdirent la conversion des billets en argent; et dès lors un coup irrémédiable fut porté au système. En vain le gouvernement déclara vouloir faire ses rentrées en billets exclusivement à toute autre espèce; en vain il fixa la valeur du papier à un taux supérieur à celui que le cours donnoit à l'argent, en vain il défendit dans les transactions particulières l'emploi de la monnoie, dont il restreignit l'usage aux seuls appoints: les plus sages, et les étrangers surtout, s'obstinèrent à l'envi à échanger leur papier, quelque perte qu'ils dussent subir, et fortifièrent le discrédit, qu'il fut dès lors impossible d'arrêter.

Pour afficher la confiance, le gouvernement ordonna une nouvelle fabrication de billets, puis un dividende de quarante pour cent par action, enfin une remise à ceux qui paieroient les droits des fermes en billets, remise qui donnoit au papier un avantage de vingt-

cinq pour cent sur l'argent : mais la défiance ne fit que s'accroître de la faveur étrange accordée aux billets ; les denrées triplèrent de valeur , et chacun se pressa de convertir son papier en perles , diamans , bijoux et effets de toute espèce.

Déchu des espérances qu'il s'étoit promises de son adresse , le gouvernement crut devoir recourir aux mesures de rigueur. Il défendit d'abord de garder de vieilles espèces. Elles devoient être confisquées au profit des dénonciateurs. Bientôt il proscrivit aussi les nouvelles. On ne pouvoit avoir chez soi pour plus de cinq cents livres de monnoie ou de matières d'or et d'argent. Des visites domiciliaires furent ordonnées , et la dénonciation encouragée. Ces vexations et cette immoralité indignèrent , et ne rétablirent point le crédit. Alors le gouvernement supprima d'autorité la moitié des billets , en les réduisant à la moitié de leur valeur ; mais l'autre partie , menacée par cet exemple d'un sort pareil , n'en perdit que davantage. Sur les représentations du parlement , l'arrêt fut révoqué ; mais la confiance étoit éteinte , et la révocation n'empêcha pas les billets de tomber encore. Enfin , le premier novembre 1720 , le gouvernement , convaincu que tout moyen désormais étoit superflu pour rendre de la valeur au papier , ordonna que les billets de

banque ne seroient plus reçus que de gré à gré ; c'est-à-dire , en d'autres termes , qu'ils n'auroient plus aucune valeur. Cependant le gouvernement, qui avoit été le véritable banquier, comprit qu'il devoit les liquider. Vérification faite de la valeur originaire de tous les effets nouveaux qui se trouvoient entre les mains des particuliers, la dette fut reconnue de dix-sept cents millions. Le gouvernement s'acquitta par des billets dits de liquidation, qui, convertis en rentes perpétuelles et viagères sur l'hôtel-de-ville et sur les tailles, et en acquisitions de maîtrises et d'offices municipaux, charges la plupart inutiles et érigées seulement pour fournir un débouché aux billets, grevèrent le trésor royal de quarante millions de rente. Telle fut la fin de ce fameux système de Law, qui laissa l'État plus endetté qu'il ne l'étoit auparavant ; qui produisit dans les fortunes particulières un bouleversement absolu, et dans la morale publique une subversion de principes qui corrompit dès lors toutes les classes de la société, et les infecta de cet esprit vil et cupide d'agiotage, l'un des caractères distinctifs du dix-huitième siècle. Telle est l'esquisse de ce fameux système, que, pour le mieux saisir, on a cru devoir présenter ici dans son ensemble, et dépouillé d'une foule d'accessoires qui ne font que l'obscurcir et le rendre presque

aussi mystérieux qu'à cette époque. Dans la suite on reviendra, s'il y a lieu, sur les détails, selon que l'occasion s'en présentera.

* Comme les billets d'État ne tombèrent pas tout d'un coup au dernier degré de non-valeur, et qu'il y eut des cascades dans leur chute; comme les actions de la banque n'acquiescent pas non plus subitement une valeur très-supérieure à la première mise, il se trouva des observateurs qui spéculèrent et établirent une espèce de jeu ou de commerce. Quand les billets d'État descendoient à un bas prix, sur l'espérance qu'ils se releveroient, ils en acquéroient; et le moment d'une légère augmentation étant arrivé, ils en achetoient des billets de banque, dont le surtaux donnoit encore une valeur considérable, proportion gardée avec le prix qu'ils avoient mis à l'acquisition des billets d'État. Quand, au contraire, les effets de la banque languissoient, les joueurs recherchoient avec une ardeur effrénée les billets d'État, et par là leur procuroient une faveur momentanée, qui servoit à acheter les effets languissans de la banque, qu'ils prévoyoit devoir bientôt recouvrer une nouvelle vigueur. Et il est à remarquer que ces alternatives varioient de la veille au lendemain, du soir au matin, et se répétoient souvent plusieurs fois dans le

* Mém. rég., t. II, p. 111 et 143.

même jour. C'est cette espèce de commerce ou de jeu qui a été appelé l'agio, nom dont on ignore l'origine, à moins qu'on ne veuille le tirer du mot latin *agere*, agir; parce qu'en effet il n'y a pas de personnes plus actives, plus éveillées sur tout ce qui se passe, que celles qui travaillent en finance.

* Law, qui tenoit la balance de ce commerce, et qui devint contrôleur-général des finances en 1720, ne s'oublia pas dans ces vicissitudes. « En moins d'un mois, il acheta du comte d'Evreux, pour huit cent mille livres, le comté de Tancarville en Normandie. Il offrit au prince de Carignan quatorze cent mille livres pour son hôtel de Soissons. Il présenta peu de jours après à la marquise de Beuvron la somme de cinq cent mille livres pour une terre. Presque en même temps il étoit en marché avec le duc de Sulli pour le marquisat de Rosni. »

Des sommes aussi considérables, amassées en très-peu de temps et dépensées avec tant de facilité, excitèrent beaucoup de murmures et de plaintes de la part des familles ruinées. Le parlement les reçut et donna contre Law un décret d'ajournement personnel, qui, faute par lui de comparoître, fut converti en décret de prise de corps. Mais le régent le prit sous sa sauvegarde; et Law, à l'aide de

* Mém. rég., p. 111.

cette protection, continua de faire, par son système, des heureux et des malheureux; et de ceux-ci beaucoup plus que des autres.

* Albéroni examinoit avec attention ce qui se passoit en France. Le régent et les Anglois le pressoient de compléter la quadruple alliance par l'accession de l'Espagne; mais il mettoit toute son application à se procurer des délais, pendant lesquels l'adroite éminence tâchoit d'établir solidement en Sicile les Espagnols qu'elle y avoit fait passer; et en même temps que par cet artifice le cardinal retenoit les Anglois prêts à attaquer la flotte qu'il faisoit sortir de Cadix, il se flattoit de suspendre les efforts du duc d'Orléans par les embarras qu'il se préparoit à lui susciter.

Que le projet qui éclata alors soit venu du ministre d'Espagne ou des mécontents de France, c'est ce qu'il n'est pas aisé de décider: mais du moins ils se devinèrent aisément, ou ils s'entendirent du premier mot. On présume bien que la duchesse du Maine ne fut pas des dernières à saisir les moyens de nuire au régent, et même de les faire naître. « Par ses premières démarches à la cour de Madrid, elle ne voulut, dit madame de Staal**,

* Mém. rég., t. II, p. 153, 288, 330 et 393; Saint-Pierre, p. 655; Dangeau, sous 1718, p. 546, 575, 584 et 605; Staal, t. II; Fragmens, t. I, p. 208 et 228.

** Staal, t. II, p. 4; la même, p. 9 et 10.

qu'engager le roi d'Espagne à soutenir le duc du Maine et sa famille opprimée. Son envoyé devoit voir le cardinal Albéroni, et pressentir jusqu'à quel point il voudroit prendre les intérêts dont il s'agissoit, et y affectionner le roi son maître par les motifs de la proximité du sang et du respect pour les volontés du feu roi son aïeul, enfreints sans aucun ménagement. Elle recommanda bien à celui qu'elle chargeoit de cette commission de ne point aller au-delà. »

Cependant, soit que ces instructions ainsi restreintes ne fussent données que pour sonder le terrain avant que d'y prendre confiance, soit que la solidité qu'elle crut apercevoir l'engageât à avancer plus qu'elle ne projetoit d'abord, elle se mit en commerce réglé, mais très-secret et très-mystérieux, avec l'ambassadeur d'Espagne. « Je me dispense, ajoute la même confidente, d'expliquer leur plan, car je n'y ai jamais rien compris; et peut-être n'en avoient-ils point. Tout ce que j'en ai pu démêler, c'est qu'on vouloit détourner le roi d'Espagne d'accéder au traité de la quadruple alliance, trop favorable au duc d'Orléans, et l'engager à demander la tenue des états-généraux, pour borner l'autorité du régent et réprimer les abus de son gouvernement. »

Ce but est assez clair, et c'est apparem-

ment l'obscurité des moyens qui empêchoit madame de Staal d'en comprendre le plan. Elle dit que la duchesse du Maine n'insista d'abord que sur le premier article, c'est-à-dire, sur la nécessité « de détourner le roi d'Espagne d'accéder au traité de la quadruple alliance ; » mais , quand la duchesse vit ensuite que le prince de Cellamare étoit disposé à faire demander par son maître la tenue des états-généraux , « elle obligea ses deux principaux confidens, Malezieu, habitué de sa cour, et le cardinal de Polignac, de travailler au modèle des lettres que ce monarque courageux écrivoit pour ce sujet tant au jeune roi son neveu qu'au parlement et aux états-généraux eux-mêmes. » Or ces lettres devoient demander , non-seulement que la quadruple alliance fût rejetée par la France, mais, en termes exprès, que la régence fût ôtée au duc d'Orléans , à cause des abus qu'il y commettoit, et transférée au roi d'Espagne, qui y avoit le droit principal.

L'ambassadeur sentit bien qu'il ne pouvoit réussir dans une pareille entreprise sans un parti considérable. Il se mit donc à intriguer, tant par lui-même que par ses émissaires, avec des gens de toutes sortes d'états, grands seigneurs, militaires, prêtres, moines, gentilhommes, magistrats. Peu lui importoit quels fussent leurs intérêts, qu'ils eussent les

mêmes vues, qu'ils concourussent ou non au même dessein, bien persuadé que, quand il s'agiroit d'éclater, la haine contre le régent, l'amour de la nouveauté ou la crainte de se trouver seuls, les réuniroient à la faction qu'on leur indiqueroit. Il s'en formoit beaucoup qui avoient chacune leurs mystères, et qui s'efforçoient de grossir le nombre de leurs associés. Selon la coutume des gens ardens, qui se flattent toujours de réussir, ces conspirateurs, surtout les subalternes, s'imaginoient avoir pour zélés coopérateurs tous ceux qu'ils ne rencontroient pas ouvertement contraires à leurs sentimens, et les inscrivoient sur leurs listes. Cellamare, qui ne doutoit plus, rendoit compte de ses succès à Albéroni; et celui-ci, sur la parole de l'ambassadeur, croyoit déjà le régent destitué.

Le ministre d'Espagne avoit besoin de faire une révolution en France; il devenoit d'autant plus pressant, que les Anglois, impatientés de ses délais au sujet de la jonction de l'Espagne à la quadruple alliance, se déterminèrent à l'attaquer. Quoiqu'ils n'eussent que vingt vaisseaux dans la Méditerranée, ils cherchèrent la flotte espagnole qui avoit envahi la Sicile, et qui en comptoit vingt-sept. L'amiral Byng la rencontra le 11 août à la hauteur du cap Passaro, au sud de l'île, et prit ou détruisit vingt-trois vaisseaux, ce qui

porta un coup mortel à la marine espagnole. Le cardinal, outré de cet échec, et se voyant en même temps menacé par la France, écrivit à l'ambassadeur de mettre le feu aux mines.

Pendant que cet ordre venoit à Paris, le prince de Cellamare envoyoit à Madrid le modèle des lettres, et les autres pièces sur lesquelles il vouloit consulter le ministre avant que de les employer. Il crut avoir trouvé une voie très-sûre de les faire parvenir, en les confiant à l'abbé Porto-Carréro, neveu d'un cardinal de ce nom, qui s'en alloit en Espagne avec Montéléon, fils de l'ambassadeur d'Espagne en Angleterre. Ils avoient une chaise à double fond, où les papiers furent mis.

Les messages, les rendez-vous, les conférences entre les personnes du complot ne pouvoient avoir lieu sans des mouvemens qui donnèrent des soupçons. La duchesse du Maine étoit observée. On épioit toutes ses démarches. Personne ne fréquentoit chez elle, de jour ou de nuit, travesti ou sans déguisement, qui ne fût connu. Cependant, malgré ces soins et cette surveillance, peut-être le duc d'Orléans n'auroit-il rien découvert sans un hasard qu'on raconte de deux manières.

* La première, qui fut généralement crue

* Staal, t. II, p. 49.

parce que les mœurs du régent et de ses confidens lui donnoient de la vraisemblance , « c'est que le secrétaire de l'ambassadeur d'Espagne , pour s'excuser d'un rendez-vous manqué chez une femme célèbre dans les annales du libertinage , lui dit qu'il avoit eu tant de dépêches à faire à cause du départ de l'abbé Porto-Carréro , qu'il s'étoit trouvé dans l'impossibilité de tenir sa parole. Cette femme , qui étoit en relation intime avec le régent , lui rapporta ce propos , qu'elle crut ne devoir pas lui être indifférent. En effet , il expédia un courrier avec des ordres pour fouiller les voyageurs. »

La seconde manière , moins singulière et peut-être plus vraie , se trouve dans les Mémoires de Dangeau*. Il dit que les deux abbés , munis de passe-ports pour eux et leur suite , s'étoient laissé accompagner par un banquier espagnol , fugitif de Londres , où il avoit fait une grosse banqueroute. Les Anglois intéressés le suivoient , porteurs d'une permission de le faire arrêter partout où ils le trouveroient. Ils l'atteignirent à Poitiers , et en cherchant ses papiers dans la chaise de ses protecteurs on trouva ceux de l'ambassadeur d'Espagne , dont on s'empara. Une troisième version veut que le copiste même des dépêches ait dénoncé les voyageurs au

* Dangeau , p. 545 , sur le 9 décembre.

cardinal Dubois, avec lequel il étoit depuis long-temps en relation, et qui les fit ainsi arrêter à coup sûr.

Quoi qu'il en soit, on laissa l'abbé Portocarréro continuer tranquillement sa route. Il avoit déjà dépêché au prince de Cellamare un courrier qui lui apprit cette nouvelle avant l'arrivée de celui qui portoit les papiers au régent. Ce dernier arriva la nuit. « Mais du moment où l'heure du souper venoit, dit Saint-Simon, tout étoit tellement barricadé au dehors, que, quelque affaire qui pût survenir, il étoit impossible de parvenir au régent, et non-seulement pour les affaires inopinées, mais pour celles même qui eussent le plus dangereusement intéressé l'Etat et sa personne. » L'ambassadeur eut donc le temps de faire disparaître les papiers les plus dangereux, et il osa le lendemain aller réclamer ceux qui avoient été saisis : on ne lui répondit qu'en le consignait sous bonne garde dans son hôtel, d'où on le transféra à Blois, où il resta jusqu'à ce que le duc de Saint-Aignan, ambassadeur en Espagne, fût revenu en France. La duchesse du Maine fut arrêtée à Paris le 29 décembre, le duc à Sceaux, et aussitôt renvoyés, elle à la citadelle de Dijon, lui dans le château de Dourlens, et on mit à la Bastille beaucoup de leurs domestiques ou affidés. De ce nombre étoit

le jeune duc de Richelieu, déjà célèbre à vingt-deux ans par son courage et par ses succès auprès des femmes. Il s'indignoit à son âge de n'avoir encore aucune influence dans le gouvernement. On suppose que l'envie de jouer un rôle le rendit factieux, et qu'il promit en effet à Albéroni de livrer Bayonne, où étoit son régiment. Le régent disoit de lui qu'il y avoit sur son compte de quoi faire tomber quatre têtes, s'il les avoit. Mais les femmes vinrent à la traverse, et il dut une prompte liberté aux puissantes intercessions de mademoiselle de Charolois, sœur du duc de Bourbon, et surtout de mademoiselle de Valois, depuis duchesse de Modène, fille du régent.

[1719] * Celui-ci, pour justifier aux yeux de la nation ces coups d'autorité, fit imprimer les trois lettres qui s'étoient trouvées dans les papiers enlevés à Porto-Carréro, et destinées à être adressées par le roi d'Espagne, l'une au roi de France, l'autre au parlement, la troisième aux états-généraux quand ils seroient assemblés, et une quatrième intitulée : « Requête des états à sa majesté catholique, » pour l'engager à venir prendre la régence du royaume, ou à y pourvoir, s'il ne venoit pas lui-même. Il y avoit dans ces pièces des choses sur lesquelles il auroit été

* Mém. rég., t. II, p. 170 et 184.

important au régent de ne pas donner trop à réfléchir. En parlant du parlement, les écrivains disoient * : « Cette compagnie, dans laquelle on a reconnu le pouvoir de décerner la régence, à qui on s'est adressé pour le recevoir, avec laquelle on a stipulé en la recevant de ses mains, à laquelle on a promis publiquement, et avec serment, que l'on ne vouloit être maître que des seules grâces, et que la résolution des affaires seroit prise à la pluralité des voix dans le conseil de régence, non-seulement on ne l'écoute pas dans ses plus sages remontrances, mais on exclut des conseils les sujets les plus dignes, d'abord qu'ils représentent la vérité; non-seulement on ne l'écoute pas, mais la pudeur empêche de répéter à votre majesté les termes également honteux et injurieux dans lesquels on a répondu lorsqu'on a parlé aux gens du roi en particulier; les registres du parlement en feront foi jusqu'à la postérité la plus reculée. »

Ces écrivains disoient encore : « Le public n'a ressenti aucun fruit ni de l'augmentation des monnoies, ni de la taxe des gens d'affaires. On exige cependant les mêmes tributs que le feu roi a exigés pendant le fort des plus longues guerres; mais dans le temps que le roi tiroit d'une main, il répandoit de l'autre; et cette circulation faisoit subsister

* Mém. rég., t. II, p. 186.

les grands et les peuples. Aujourd'hui les étrangers, qui savent flatter la passion dominante, consomment tout le patrimoine des enfans. » Enfin on ajoutoit en termes assez amers : « Il semble que le premier soin du duc d'Orléans ait été de se faire honneur de l'irréligion. Cette irréligion l'a plongé dans des excès de licence, dont les siècles les plus corrompus n'ont point eu d'exemples ; ce qui, en lui attirant le mépris et l'indignation des peuples, nous fait craindre à tout moment, pour le royaume, les châtimens les plus terribles de la vengeance divine. »

* La même imprudence du régent, qui avoit fait publier ces écrits dans la première chaleur, les fit précéder d'un avis qui portoit : « Que, quand le service du roi et les précautions nécessaires pour la sûreté et le repos de l'État permettroient de rendre publics les autres projets, manifestes et mémoires, on y verroit toutes les circonstances de cette détestable conjuration. »

Mais, quand on eut interrogé les prisonniers, au lieu de crimes d'état énormes, comme seroient de noirs complots, des projets de dévastation et d'assassinat, que ces expressions sembloient indiquer, on n'entrevit que le dessein de faire assembler les états-généraux ; encore ce dessein, répréhensible

* Staal, p. 69.

par la raison que ceux qui le tentoient n'avoient aucun droit pour cela , punissable même à cause de liaisons avec un prince étranger , quoique parent , ce dessein se trouva dénué de preuves concluantes contre les personnes soupçonnées. A la vérité , les papiers enlevés à Porto-Carréro inculpoient fortement l'ambassadeur d'Espagne comme ayant abusé de son ministère pour exciter des troubles en France , mais l'inculpoient seul ; car , ces papiers n'étant que des copies , les personnes nommées et désignées pouvoient nier , et nièrent en effet qu'elles y eussent aucune part.

Après avoir promis au public des preuves d'une abominable conspiration , après avoir fait fulminer tous les parlemens du royaume contre les écrits de Cellamare , comme séditions , insolens , calomnieux , on étoit encore à chercher ce qu'il y avoit de si horrible dans cet affreux complot *. Il paroît que les conseillers du duc d'Orléans , ceux qui l'avoient excité à ces éclats , auroient fort souhaité de trouver le duc du Maine coupable. On poussa le désir jusqu'à l'injustice : « Car , un des prisonniers ayant écrit dans sa déposition que , lorsqu'il traitoit d'affaires avec la duchesse du Maine , elle rompoit la conversation dès que le duc du Maine paroissoit , le commissaire , blessé de ce qui tendoit à jus-

* Staal , t. II , p. 130 ; t. III , p. 48.

tifier ce prince , lui dit : « Ce n'est pas l'apologie du duc du Maine qu'on vous demande ; rayez cet article. » Il le raya , et ne fit pas sentir au magistrat que c'étoit prévariquer dans son ministère, de ne pas recevoir également ce qui étoit à charge et à décharge. »

Mais, malgré cette affectation de partialité, l'innocence du prince perçoit de tous côtés. Il n'y avoit point d'accusé non-seulement qui ne la reconnût, mais même qui ne la préconisât sans en être requis. Dans l'écrit qu'on exigea de madame de Staal comme condition nécessaire de sa liberté, après la relation des liaisons assez indifférentes formées et entretenues avec quelques intrigans par ordre de la princesse, et après avoir dit. « Voilà les seules choses où j'aie eu quelque part et dont j'aie été informée ; » elle ajouta, quoiqu'elle sût que par là elle ne faisoit pas sa cour : « Au surplus, j'ai entrevu que madame la duchesse du Maine se donnoit des mouvemens, et qu'elle étoit embarrassée dans quelques affaires dont je n'ai point su le détail ; j'ai seulement remarqué l'extrême frayeur où elle étoit que M. le duc du Maine en eût la moindre connoissance. »

* Ces confessions par écrit étoient un moyen qu'on avoit imaginé pour terminer cette affaire, et donner un air de grâce à la

* Staal, t. II, p. 276.

liberté que la justice accordoit. « Le régent étoit décidé à ne relâcher ni les chefs ni leurs adhérens , sans un aveu de leur part qui servît d'apologie à sa conduite. » Ainsi la duchesse du Maine en fit un , et tous les prisonniers à son exemple ; mais ce qu'il y a de singulier , c'est qu'il n'y eut aucune de ces déclarations qui ne fût auparavant concertée. Malgré les verrous , les geôliers et les gardes , les prisonniers se communiquoient leurs idées , convenoient de ce qu'ils diroient ou taistroient , se répondoient , se répliquoient ; jusqu'aux expressions , tout étoit minuté auparavant , et ils ne livroient leurs prétendues dépositions qu'après les avoir fait cadrer bien exactement les unes avec les autres. Le régent les lisoit dans le conseil , non sans doute qu'il les regardât comme des pièces probantes contre les prévenus du crime , mais comme une espèce de justification de l'éclat qu'il avoit donné à cette affaire.

La duchesse du Maine , après sa confession , qui ne laissa pas que de compromettre bien du monde , surtout en Bretagne , eut permission de revenir à Sceaux. Elle comptoit y trouver le duc son époux ; mais il refusa de s'y rendre , irrité de la captivité qu'elle lui avoit attirée par son imprudence. Cependant il se laissa ensuite fléchir , et revint auprès d'elle. Il y eut aussi un raccommodement

avec le duc d'Orléans. La duchesse vouloit entrer en explication. « Tout est oublié, lui dit-il ; » et en effet il ne s'en souvint plus.

On a reproché au ministre d'Espagne que son projet étoit vague et mal combiné ; mais peut-être n'a-t-il manqué que parce qu'il fut conçu trop tard. Qu'il l'eût fait éclater lorsque le duc du Maine étoit encore surintendant de l'éducation du roi ; que ce prince eût eu la hardiesse de mener au parlement le jeune monarque , dont les démarches dépendoient encore de lui ; qu'il l'eût fait escorter des principaux seigneurs , partisans de l'ancien gouvernement , ou mécontents du nouveau ; qu'en même temps une flotte espagnole eût paru sur nos côtes , une armée sur nos frontières , et que la fermentation de la capitale eût été habilement propagée dans les provinces , on ne peut douter que le régent ne se fût trouvé au moins dans de grands embarras , et que peut-être le succès n'eût légitimé le plan hasardé d'Albéroni.

* Quand il eut échoué , ce fut entre le duc d'Orléans et le cardinal ce qu'on peut appeler un combat à mort , c'est-à-dire un défi tacite , une lutte pour se renverser ; ce qui , entre politique et ambitieux , est une espèce de mort. Ils armèrent les deux royaumes ,

* Mém. rég. , t. II , p. 227 , 248 , 301 , 516 , 335 et 342.

moins pour les intérêts des deux nations que pour leur querelle et leur vengeance particulière. Albéroni continua à inquiéter la France par des préparatifs d'invasion en Angleterre. Mais déjà le chef de cette expédition romanesque n'étoit plus. Charles XII, plus soldat que général, avoit été tué par son imprudence à la fin de l'année précédente, au siège de Friderichs-Hall en Norwége; et cette année la flotte qui devoit porter en Irlande le prétendant et le duc d'Ormond son fidèle assistant, fut dispersée par la tempête. Le cardinal avoit formé encore des liaisons intimes avec des seigneurs de notre Bretagne, qui devoient lui livrer des places au moyen desquelles il comptoit tenir toutes les côtes le long de l'Océan en respect, et empêcher le régent de porter des secours à ses alliés. Celui-ci envoya une armée dans le Roussillon, avec ordre de pénétrer en Espagne, et déclara en même temps, dans un manifeste, « que c'étoit au seul ministre ennemi du repos de l'Europe qu'il en vouloit. »

Philippe s'étoit flatté qu'une désertion générale alloit lui livrer une armée presque entièrement composée d'officiers et de soldats mécontents, et qu'il connoissoit tous, pour ainsi dire, par leurs noms, pour avoir autrefois combattu sous lui et pour lui. Mais pas un François ne dévia du devoir : tous imitè-

rent leur chef, le maréchal de Berwick, l'un de ceux qui avoient le plus efficacement soutenu le trône de Philippe V, et qui, tout en conseillant à son fils aîné, le duc de Liria, de rester fidèle au service d'Espagne, montrait un semblable dévouement à la cause de la France. Ses succès en Espagne, malgré les intérêts opposés du malheureux prétendant son frère, furent rapides : toute la province de Guipuscoa tarda peu à être envahie, et une partie de la marine espagnole fut détruite dans ses ports, par le concours politique des Anglois à des opérations dont le dommage devoit rejaillir un jour sur la France. Mais quels que fussent les avantages des alliés, Albéroni n'en donnoit pas moins de grandes inquiétudes. Tous les jours on découvroit des mines qui auroient produit de grands bouleversemens si elles n'avoient été éventées.

C'étoit en Bretagne surtout que les trames les plus dangereuses avoient été ourdies. Cette province, accoutumée à voter ses charges avec une apparence de liberté, se voyoit dépouiller en ce moment de ce précieux privilège, et en conservoit un ressentiment qui, aigri par l'Espagne, alla jusqu'à la révolte. Les forces envoyées pour la réduire étoient presque gagnées par la même puissance ; vingt-deux colonels avoient, dit-on, promis d'arrêter le régent lui-même, si son humeur

guerrière l'amenoit parmi eux, et de le livrer à une flotte espagnole qui croisoit sur les côtes. Soit que ces desseins eussent été découverts par les papiers qui furent saisis, soit qu'on en eût connoissance par les révélations des conspirateurs arrêtés, une chambre de justice établie à Nantes fut chargée de faire le procès à plusieurs seigneurs bretons qui se trouvèrent chargés. Quatre d'entre eux eurent la tête tranchée ; les autres se sauvèrent , et la Bretagne resta tranquille. Le ministère de France, à force de négociations dans le Nord, réussit à détacher de l'Espagne les rois de Suède et de Danemarck , ainsi que la Russie, qu'Albéroni avoit gagnée. Il s'étoit même étayé du Turc , qui devoit envoyer une flotte dans la Méditerranée. Le régent ne trouva pas de meilleur expédient pour détruire ces trames , que d'en couper les fils , en remontant à la main qui les dirigeoit ; et, pour cela, de pousser vivement la guerre en Espagne , de pénétrer jusqu'au centre s'il le falloit , et de forcer ainsi la reine , qui conduisoit le roi , à abandonner le ministère , qui la conduisoit elle-même. Ce moyen réussit. L'empereur seconda ces plans de son côté , en faisant passer seize mille hommes en Sicile. Ceux-ci sous la conduite du comte de Merci , petit-fils du fameux général de ce nom , qui trouva la mort dans les champs de Nordlingue , pres-

sèrent de poste en poste le marquis de Leede, à qui la catastrophe de la flotte espagnole avoit enlevé tout espoir de retraite ; et ils le forcèrent, sous Palerme , à traiter de l'évacuation de l'île.

[1720] Leurs majestés catholiques, voyant que la guerre se faisoit sérieusement, que déjà Fontarabie et Saint-Sébastien étoient pris, et la Catalogne menacée, prêtèrent l'oreille à des propositions de paix. Elles ne furent autres que les conditions du traité de la quadruple alliance, dont les principales étoient « que l'empereur renonceroit à ses prétentions à la couronne d'Espagne, et reconnoîtroit Philippe V pour légitime roi des Espagnes et des Indes ; que, de son côté, le roi catholique renonceroit, en faveur de l'empereur, aux états démembrés de la monarchie espagnole, tant dans l'Italie que dans les Pays-Bas ; que la Sicile et la Sardaigne seroient cédées à l'empereur, gratifieroit de celle-ci le duc de Savoie ; que, si les ducs de Toscane et de Parme venoient à mourir sans postérité masculine, le fils aîné du roi d'Espagne et de la reine sa seconde femme, et, à son défaut, les autres enfans mâles de cette princesse et leurs successeurs mâles, hériteroient de ces duchés ; et que, dès à présent, le roi d'Espagne pourroit entretenir à ses ordres, dans ces duchés, six mille

hommes non espagnols, pour la sûreté de l'héritage. Enfin il y avoit un article secret, par lequel Philippe V devoit confirmer sa renonciation à la couronne de France; » et, à ce qu'on peut présumer, un autre article encore plus secret, par lequel le roi d'Angleterre promettoit de restituer Gibraltar à l'Espagne. Telles furent les conditions auxquelles souscrivit Philippe le 25 janvier 1720.

En les lisant, on est surpris que l'Espagne ait préféré, sous Albéroni, de se procurer par les armes presque tout ce qu'elle pouvoit auparavant obtenir par un traité; mais, outre que Philippe V ne devoit pas voir avec indifférence la Sicile, la Sardaigne et les Pays-Bas arrachés à sa puissance et ajoutés à celle de l'empereur, en récompense d'une simple renonciation au royaume d'Espagne, où Charles VI ne possédoit plus rien, il est hors de doute qu'Albéroni lui fit encore sentir que les promesses faites pour la Toscane et Parme, et pour la restitution de Gibraltar, étoient illusoires. Car, si on avoit eu véritablement dessein d'assurer ces États aux enfans de la reine, pourquoi exiger que les garnisons qu'on lui accordoit d'y mettre ne fussent pas des troupes espagnoles? Et, si on vouloit sincèrement rendre Gibraltar, pourquoi ne pas le faire sur-le-champ? ou du moins, pourquoi

ne pas joindre à la lettre du roi d'Angleterre un engagement authentique.

* De plus, la renonciation à la couronne de France, demandée de nouveau, ne devoit pas être agréable à Philippe V, si l'on en croit Saint-Simon, qui, ayant été ambassadeur en Espagne, connoissoit à fond ses dispositions scrupuleuses. « Ce prince, dit-il, ne pouvoit s'ôter de la tête la force des renonciations de la reine sa grand'mère, épouse de Louis XIV. Quant au testament de Charles II, il ne pouvoit comprendre que ce roi eût été en droit de disposer d'une monarchie dont il n'étoit qu'usufruitier. Il se regardoit donc comme un usurpateur; et, pour s'étourdir sur ses scrupules, il conservoit toujours un esprit de retour vers la France, et ne vouloit pas se fermer entièrement le chemin au trône de ses pères, s'il arrivoit malheur à son neveu. On ne peut nier que tout cela ne fût mal arrangé dans sa tête; mais enfin cela y étoit. »

Par toutes ces considérations, Albéroni n'aura pas eu de peine à persuader au roi et à la reine que dans la circonstance où ils se trouvoient, avec de fortes armées et beaucoup d'alliances, une bonne et franche guerre valoit mieux qu'un traité captieux. En effet il ne fut d'aucune utilité à l'Espagne, et les Anglois seuls en tirèrent de

* Saint-Simon, t. V, p. 71.

l'avantage, par les faveurs qu'ils procurèrent à leur commerce. Au reste, l'accomplissement des conditions de la quadruple alliance éprouva de longs délais. La forme à donner à tous les actes qui devoient constater et affermir les cessions et les échanges, présenta de grandes difficultés. Pour les lever, on convint d'un congrès, qui fut indiqué à Cambrai, et qui ne fut en activité qu'en 1722.

* Une des principales conditions de la paix avoit été la disgrâce d'Albéroni, qui quitta l'Espagne le 5 décembre 1719. Ce prélat, doué des vrais talens de ministre, qui sembloient devoir être si étrangers à son éducation et à sa naissance, montra pendant le court espace de son administration ce qu'on pouvoit attendre de l'Espagne bien gouvernée. Quoique tout-puissant, il essuya quelquefois des déboires de la part des seigneurs espagnols, dont la fierté ne plie pas aisément. Il semble que la reine ne lui fit pas rendre, dans son malheur, ce qu'elle devoit à un serviteur fidèle, plutôt sacrifié que puni. Il sortit d'Espagne en fugitif et en banni; « mais il soutint sa disgrâce et les persécutions qui en furent les premières suites en grand homme; et en effet c'en étoit un. Il prouva qu'il étoit victime des circonstances, et non d'aucune faute de conduite. Albéroni avoit voulu ser-

* Essais d'Argenson, p. 144.

vir son maître, comme Richelieu avoit servi le sien; mais le temps, les lieux et le maître même étoient bien différens. »

En sortant d'Espagne, il traversa les frontières de France accompagné d'un officier, chargé par le régent non de lui faire honneur, mais de le tenir sous sa garde comme un prisonnier. Gênes refusa de lui donner un asile, Rome le rejeta aussi. Il fut contraint de se cacher quelques années dans les états de l'empereur, d'où un nouveau pape le tira enfin, et lui donna la légation de la Romagne. Ce cardinal trouva encore moyen de faire parler de lui dans le monde, en entreprenant, pour le saint Siége, la conquête de la petite république de Saint-Marin, village situé à la vue de Rimini, sur une hauteur. « Cette entreprise d'Albéroni, remarque un auteur de mémoires, eut tout l'air de la parodie des *comédies héroïques* qu'il avoit jouées en Espagne vingt ans auparavant. » Tant il est vrai que le désir de dominer ne fait que s'assoupir dans un repos forcé, et qu'à la moindre occasion il se réveille !

C'est pendant le cours de ces événemens que la banque se remplissoit paisiblement de l'argent des François, et payoit avec cet argent les billets de l'État et autres engagemens royaux qu'elle retiroit. Lorsqu'à force d'en acquitter ils commencèrent à disparaître, et

que par là ce moyen de répandre avantagement les billets et les actions de la banque vint à manquer, Law en imagina un autre non moins industrieux ; ce fut de baisser l'argent en tenant toujours l'écu de banque à son premier taux, de sorte qu'on s'empressât de porter à la banque l'argent qui tomboit, et de recevoir en échange des billets qui se soutenoient. Quand le ministère, soit honte de son abondance, soit besoin d'une autre manœuvre, vouloit empêcher une chute de l'argent trop rapide, il en haussoit la valeur ; alors on le resserroit dans les bourses, comme un effet qui alloit devenir précieux, et il y restoit immobile jusqu'à ce qu'un décri le fît encore couler vers la banque.

* Il seroit difficile de dépeindre l'espèce de frénésie qui s'empara des esprits à la vue des fortunes aussi énormes que rapides qui se firent alors. Tel qui avoit commencé avec un billet d'État, à force de trocs contre de l'argent, des actions et d'autres billets, se trouvoit des millions au bout de quelques semaines. La rue Quincampoix, rue longue et étroite, étoit, on ne sait pourquoi, le rendez-vous des actionnaires et le théâtre de leur manie. On y vit des domestiques, arrivés le lundi derrière le carrosse de leur maître, s'en retourner dedans le samedi. La foule s'y

* *Mém. rég.*, t. II, p. 130.

pressoit au point que plusieurs personnes y furent étouffées.

Il n'y avoit plus dans Paris ni commerce ni société. L'artisan dans sa boutique, le marchand dans son comptoir, le magistrat et l'homme de lettres dans leur cabinet, ne s'occupoient que du prix des actions. La nouvelle du jour étoit leur gain ou leur perte. On s'interrogeoit là-dessus avant de se saluer. Il n'y avoit point d'autre conversation dans les cercles, et le jeu des actions remplissoit tous les autres.

A l'exemple des joueurs, on étoit cruel et impitoyable. Celui qui venoit d'être ruiné par la *baisse* subite des papiers dont il étoit porteur, ne craignoit pas d'égorger son ami, en l'engageant à les prendre avant qu'il en connût la défaveur. Aussi y eut-il des suicides, des assassinats, et tout ce que la cupidité et le désespoir peuvent enfanter de crimes.

Lorsque tout prospéroit aux actionnaires, lorsque, satisfait de contempler des richesses immenses dans leurs portefeuilles à côté de leurs coffres vides, ils se repaissoient encore d'espérances de plus grandes fortunes, le 21 mai 1720 parut, au moment où on s'y attendoit le moins, un édit qui réduisoit les actions à moitié. * Cette opération étoit de-

* Mém. rég., t. II, p. 402 ; t. III, p. 5 ; Vallars, t. II, p. 430.

venue nécessaire, parce que, profitant de l'enthousiasme, et se jouant de la crédulité publique, Law et le régent, à l'insu même l'un de l'autre, n'avoient pas craint de mettre sur la place infiniment plus de papier que l'argent réuni dans la banque n'en pouvoit payer. Ce coup imprévu tira la nation de son assoupissement, et fit disparoître les illusions de ses rêves agréables. A la confiance et aux espérances succédèrent les craintes et les réflexions douloureuses. Le parlement fit des remontrances, et le régent parut les accueillir.

Cette démarche du parlement, les raisons qui fondoient ses remontrances, dessillèrent les yeux et firent une plaie mortelle au système. En vain, pour le soutenir, Law, déclaré contrôleur-général des finances, employa-t-il les ressources de son génie, et le régent toute son autorité : leurs efforts furent inutiles. On fit frapper de nouvelles espèces plus légères, auxquelles seules on donna cours. Il y eut ordre de porter les anciennes à la monnoie, et le public s'obstina à garder les vieilles. Sous prétexte que les capitalistes resserroient leur argent pour entraver l'échange et la circulation des billets, on défendit à tout particulier d'avoir chez soi plus de cinq cents livres en argent comptant, et chacun n'en fut que plus attentif à le garder soi-

gneusement. Comme le volume d'une grosse somme pouvoit la déceler, il y en eut qui convertirent leur argent en perles et en diamans, et cette adresse fut encore défendue, mais inutilement. En vain aussi présentait-on un nouvel appât en redonnant aux billets leur première valeur, personne ne s'y laissa plus prendre.

* Les particuliers trouvoient dans le dépérissement de leur fortune des motifs puissans de ne plus se laisser éblouir par des chimères, et ils étoient encore excités à se tenir en garde par la résistance du parlement, qui refusoit d'enregistrer les édits que le ministère présentoit à l'appui du système. Fatigué de ces obstacles qui *détraquoient* sa machine, Law obtint que le parlement seroit exilé, et il fut envoyé à Pontoise le 2 juillet. Alors parut une multitude d'édits, déclarations, arrêts du conseil de finance, pour fixer le taux de l'or, celui de l'argent, borner l'argenterie et la bijouterie, augmenter le numéraire; donner les moyens de partager les actions, prescrire la manière de les couper, les transmettre, de tenir les registres, d'ouvrir et de fermer les comptes en banque. Enfin, en huit mois, on compte trente-trois édits de cette espèce, souvent destructifs les uns des autres; vrais tours de force, décelant

* Mém. rég., t. III, p. 3.

dans ceux qui donnoient ce spectacle beaucoup d'embarras et peu de ressources.

On a écrit que le régent avoit enrichi l'état. Peut-être le crut-il lui-même, puisqu'il répandit un compte sommaire dans lequel il annonçoit au public qu'il avoit payé, depuis la mort de Louis XIV, pour un milliard sept cent vingt-deux millions de dettes. Or, disoient ceux qui réfléchissoient avec maturité sur le système, pendant cet intervalle de cinq ans, la terre n'a pas vomie de son sein des monceaux de métaux précieux : elle n'a pas donné de récoltes doubles et triples ; il n'est pas tombé, comme du temps des fées, des pluies de perles et de diamans ; on n'a pas vu d'économies importantes ; de nouvelles découvertes en industrie et en commerce n'ont pas fait couler en France, à grands flots, les trésors des autres royaumes : c'est donc d'elle-même et de sa propre substance que la nation a tiré une somme si prodigieuse. C'est un tort fait à chaque citoyen, auquel on a enlevé par fraude, par artifice, par séduction, les gages et cautionnemens des avances qu'il avoit faites au gouvernement dans sa détresse ; or, appauvrir et ruiner chaque particulier, ce n'est ni payer les dettes de l'état, ni l'enrichir.

* Cette vérité n'est que trop prouvée par la peinture de l'état où la France se trouva

réduite quand le renversement de la banque eut fait cesser l'illusion , qui ne s'étoit pas bornée à Paris , mais qui s'étoit étendue dans toutes les provinces. La peste venoit de ravager Marseille et une partie de la Provence. Un incendie affreux venoit de dévorer la moitié de la ville de Rennes. Le régent , qu'on accusa méchamment d'avoir attiré ces fléaux pour occuper les esprits , crime dont il n'étoit pas capable , exhorta les évêques , par une lettre circulaire , de contribuer au soulagement des malheureux par des quêtes dans leurs diocèses. Voici ce que répondit celui de Castre : « Tous les soins en faveur des diocèses affligés de la contagion n'ont pu produire dans le mien que cent pistoles en espèces et cinq mille livres en billets. L'inondation de ces papiers a fait presque autant de mal dans nos cantons que les flammes en ont pu faire en Bretagne. Si le spectacle n'est pas si affreux , les effets n'en sont guère moins funestes. Nos maux sont plus cachés , mais ils n'en sont pas moins réels , et n'en sont que plus incurables. Qu'importe que nos maisons n'aient pas été réduites en cendres , si , de tout ce que nous avons de plus nécessaire , il ne nous reste qu'une matière qui n'est que propre à être jetée au feu ?

» Quel changement en six mois de temps ces billets n'ont-ils pas apporté aux fortunes

qui paroissent les mieux établies ! On ne sauroit le comprendre sans le voir , et on ne sauroit le voir sans être accablé de douleur. Plus de commerce , plus de travail ; plus de confiance , ni dans l'industrie , ni dans la prudence , ni dans l'amitié , ni dans la charité même. Le commerce , entièrement interrompu , rend l'industrie ou oisive ou inutile. La confiance détruite détruit l'amitié , ou en suspend les effets , en persuadant aux particuliers qu'il est désormais de la prudence de ne se fier à personne , et de ne prêter ni à leurs amis ni à leurs proches. La charité , toujours ingénieuse , ne sauroit l'être à présent que pour découvrir les besoins extrêmes partout où elle étoit en possession de trouver des ressources ; réduite à pleurer avec ceux qui pleurent , sans trouver aucune occasion de se réjouir avec quelqu'un , ni les moyens d'essuyer les larmes des pauvres et des affligés. » Il ajoute : Ce ne sont point ici des exagérations , c'est l'expression la plus simple d'une vérité connue de tous. » Ce tableau d'une misère réelle , et que toute la France éprouva , est une preuve que l'inaction d'une si grosse dette , si elle a eu lieu , n'a point enrichi l'état , à moins qu'on ne distingue l'état de ceux qui le composent , et que , par une erreur familière aux ministres courtisans , on ne croie que peu importe la misère

du peuple , pourvu que le trésor du prince soit rempli.

Mais d'autres maux produits par le système, maux plus grands que la misère qui ne frappe que l'individu, ce furent un luxe effréné qui gagna toutes les conditions, la désertion des campagnes, le surhaussement excessif du prix des ouvrages et des denrées, et, le pire de tout, la passion des richesses substituée à l'amour de l'honneur et de la vertu.

* Les fêtes somptueuses de Louis XIV avoient, à la vérité, inspiré le goût de magnificence, mais qui ne s'étendoit guère au-delà de la cour; au lieu que l'exemple des nouveaux enrichis, leur facilité à prodiguer l'or comme ils l'avoient gagné, leur profusion pour la table, les équipages, les ameublements, leur prodigalité à payer les commodités et les plaisirs qu'on leur présentait, communiquèrent une espèce de frénésie de parure, de bonne chère, de jeu et de bâtimens. « Tandis qu'on voyoit la misère au plus haut degré, et la France ruinée, il y avoit des gens qui faisoient abattre, comme insuffisans, des palais où le plus magnifique des rois s'étoit trouvé parfaitement bien logé avec toute sa cour, pour en faire de plus beaux. » Les denrées haussoient, baissoient,

* Villars, t. II, p. 433.

selon les variations de l'argent et des billets, et restèrent à la fin à un taux qui rendit la main d'œuvre plus chère, et empêcha souvent nos manufactures de soutenir la concurrence avec celles de nos rivaux. Les villes engloutirent les campagnes, c'est-à-dire que l'appât d'une fortune romanesque attira dans leurs murs les gens aisés, qu'une modestie et une frugalité héréditaires rendoient auparavant la ressource des pauvres cultivateurs; enfin, il n'y eut plus de proportion ni de délicatesse dans les alliances : l'opulence égalisa tout. L'homme de robe, le gentilhomme, le grand seigneur même, ne rougirent pas de savoir que la personne qu'ils alloient faire entrer dans leur famille en approcheroit ses vils parens, et y introduiroit des mœurs vicieuses ou au moins triviales.

* Il ne sera pas inutile de faire observer que dans le même temps l'épidémie de l'agiotage infecta aussi d'autres contrées. « La compagnie de la mer du Sud et l'allée du change à Londres valoient bien la compagnie de la mer du Mississipi et la rue Quincampoix de Paris. Il en étoit de même en Hollande. Les projets en idées s'y multiplioient partout. Qu'il passât par la tête d'un homme d'en proposer un au hasard, et même en badinant, les meilleures bourses s'y livroient.

* Mém. rég., t. II, p. 331.

On a vu sur un simple exposé de cette nature souscrire pour plus de douze millions en deux heures de temps , et la foule de ceux qui couroient à l'endroit indiqué , avec autant d'ardeur que si on eût distribué des trésors , étoit telle qu'on auroit trouvé cent millions dans la journée avec autant de facilité. On sait qu'un projet a gagné cent pour cent en deux jours avant qu'on sût s'il auroit lieu ; de sorte que dans ce court espace de temps ceux qui avoient seulement prêté leur signature ont gagné réellement le fonds de ce qui n'étoit qu'imaginaire. »

Law, cette espèce de magicien , qui avoit, comme d'un coup de baguette , fait passer tout l'argent de la France dans les coffres de la banque , ne profita pas des richesses qu'il avoit d'abord accumulées. Le régent, obligé de l'arracher plusieurs fois à la fureur du peuple , finit par le sauver en Flandre , d'où il passa à Venise avec sa famille , qui ne s'étoit préparé comme lui qu'une foible planche pour le naufrage. On rapporte qu'il y passa sa vie dans les réduits où se tiennent les banques , occupé de gageures , de chances , de loteries et de jeux auxquels le hasard préside.

Marseille , dont la sage défiance avoit constamment repoussé les trompeuses ressources de la banque , se vit livrée à un fléau plus terrible , par la négligence des officiers

de santé préposés à son lazaret. A la fin de mai, leur imprudence donna lieu à la communication prématurée de l'équipage et de la cargaison d'un vaisseau venant de Syrie et infecté de la peste. La honte d'avouer leur incurie les rendit long-temps opiniâtres à s'aveugler sur la nature de l'épidémie, mais les progrès effrayans qu'elle avoit faits au mois de juillet ne permettant plus de la méconnoître, de tardives mesures furent prises alors pour fermer le port, cerner la ville, et la pourvoir de vivres, dont elle se trouvoit manquer.

Pendant quelque temps on put rendre à la terre, non sans de grands dangers, et au prix des sommes les plus considérables, les dépouilles mortelles de ceux qui succomboient. Mais, lorsque l'on en compta jusqu'à cinq cents moissonnés dans un seul jour, l'appât du gain devint insuffisant pour dérober aux yeux l'affreux spectacle de tant de pertes, et des monceaux de cadavres entassés dans les rues ajoutèrent à la malignité du fléau qui avoit déjà fait tant de victimes. Ce fut alors que, par un dévouement au-dessus de tout éloge, le bailli de Langeron, chef d'escadre, dont la prudence avoit su isoler de la ville toutes les dépendances de la marine militaire, accepta la dangereuse mission d'y établir l'ordre que réclamoient ses besoins de tout

genre. Aidé du chevalier Rose et des généreux échevins Estelle et Moustier, il fit déblayer par des forçats, et ensevelir dans des fosses profondes, la multitude des cadavres qui encombroient les rues, les ruisseaux, et le port même. L'évêque de Marseille, Belzunce, secondoit leur zèle de ses exhortations pieuses; et, invulnérable comme eux à une contagion qu'il bravoit avec le même dévouement, il étoit par lui-même, et par les autres ministres de la religion, qu'il encourageoit de son exemple, le consolateur des mourans, et le soutien de ceux qui survivoient. Courbé sur le lit de douleurs des premiers, à toute heure et en tout lieu il leur administroit le secours de la religion sans redouter leur haleine meurtrière; et, à la tête des autres, il offroit au ciel, dans des processions expiatoires, les vœux touchans d'un peuple consterné sous le poids de son infortune.

Le ciel écouta leurs prières. A la fin de septembre un vent du nord commença à dissiper les miasmes putrides qui planoient sur la ville, et qui avoient réduit presque à moitié une population de cent mille âmes. Les grands ravages cessèrent à cette époque; mais les derniers symptômes ne disparurent qu'après un an depuis la première invasion. Aux désastres de l'épidémie succéda l'appréhension de la famine dans cette malheureuse cité,

que la contagion avoit privée de la ressource de son port. Touché de ses besoins , le pape Clément XI , par une sollicitude digne du père commun des chrétiens, fut des premiers à y pourvoir, et il y fit parvenir deux bâtimens chargés de grains , que l'évêque distribua aux indigens.

C'étoit contre ce chef vénérable de l'église, qui termina sa carrière dans les premiers mois de l'année suivante , après un pontificat de vingt ans , que s'élevoient , depuis le commencement de la régence, les prélats opposés à la bulle *Unigenitus*. Suivant leurs partisans , elle ne menaçoit rien moins que les libertés de l'église gallicane , et proscrivoit évidemment l'amour de Dieu , la nécessité de la grâce ; la doctrine de saint Paul et de saint Augustin. Des contes ridicules , et qui se détruisoient d'eux-mêmes , étoient propagés avec habileté pour faire croire qu'elle avoit été arrachée à la foiblesse du pontife ; et une affectation de rigorisme , cachet assez ordinaire de l'esprit de secte , donnoit du poids à ces assertions , et tendoit à faire oublier les vertus éminentes qui se trouvoient aussi dans les défenseurs de l'autorité.

Les jansénistes , mal vus de Louis XIV , étoient entrés naturellement dans les intérêts du duc d'Orléans. C'étoit la cause de la protection qu'ils avoient éprouvée dans les pre-

miers jours de la régence. Leur haine contre la bulle s'accrut de cette faveur ; et après une guerre d'écrits, les uns graves et savans, les autres aigres et piquans, une guerre d'instructions pastorales et de mandemens entre les évêques acceptans et opposans, le 1^{er} mars 1717, quatre évêques, du nombre desquels étoit Soanen, évêque de Senz, que ces disputes ont rendu célèbre, appelèrent solennellement de la constitution au futur concile. Ils vinrent en Sorbonne notifier leur appel dans une assemblée nombreuse de la faculté de théologie, qui y adhéra ; celles des arts, de droit et de médecines y joignirent. Les facultés de théologie de Reims et de Nantes, un très-grand nombre d'ecclésiastiques séculiers et réguliers, beaucoup de chapitres et de communautés se pourvurent par la même voie contre la constitution. Les quatre évêques eurent plusieurs imitateurs parmi leurs confrères, entre autres le cardinal de Noailles.

Les acceptans, qui étoient en plus grand nombre, jetèrent un grand cri contre cette atteinte portée à un décret enregistré, qu'ils regardoient comme loi de l'Eglise et de l'Etat ; leurs plaintes pressantes et réitérées parvinrent au régent, qui en fut très-embarrassé. Il tergiversa, tâcha de calmer les esprits, et promit d'envoyer à Rome chercher des expli-

cations et des moyens de concorde. En attendant , il écrivit aux opposans une lettre qu'il rendit publique , et par laquelle il défendoit d'appeler de la constitution sans nécessité. Ce mot étoit , à ce qu'en dit , une interpolation du chancelier d'Aguesseau , l'idole et l'espérance alors du parti , après le cardinal de Noailles. On supposa qu'il avoit espéré de cette adresse concilier peut-être toutes les opinions. Il ne fit que refroidir à son égard le régent , qui fut obligé de prendre la faute sur lui , mais qui commença à retirer l'appui qu'il avoit donné d'abord aux jansénistes. Ses premières nominations avoient toutes été en leur faveur , et c'est à cette occasion qu'il dit plaisamment au sortir du conseil : « Les jansénistes ne se plaindront pas de moi ; j'ai tout donné à la grâce , et rien au mérite. » Il s'en repentit quand il vit son choix repoussé par le pape. Cependant il tint bon , pour l'honneur de l'autorité royale ; mais il se promit dès lors de ne la plus commettre pour contenter un parti qui , malgré des soutiens éminens , étoit trop visiblement celui de la minorité. Dans la circonstance présente la circulaire déplut , et aux opposans , parce qu'elle prohiboit l'appel , et aux acceptans , parce qu'elle le permettoit dans le cas de nécessité , dont chacun seroit juge selon sa conscience droite ou erronée. Aussi l'acharnement continua-

t-il à se manifester entre les deux partis par des écrits pleins d'amertume.

On ne prévoyoit pas comment finiroit cette querelle, lorsque l'ambition d'un homme procura une surséance qu'on eut droit alors de regarder comme une véritable paix. L'abbé Dubois s'étoit déjà fait donner l'archevêché de Cambrai ; et , malgré ses principes et ses mœurs , il tendoit encore à la pourpre. L'embarras de Rome par rapport à sa bulle, dont l'état précaire en France lui donnoit de grandes inquiétudes, fit croire à l'archevêque que, s'il pouvoit soulager le pape de ce fardeau, ce seroit pour lui un acheminement sûr au cardinalat.

Deux choses étoient nécessaires pour parvenir à ce but : tirer des évêques opposans une acceptation , et du parlement , qui étoit exilé à Pontoise pour les affaires de finance , un nouvel enregistrement qui imposeroit nécessité à tout le monde : deux moyens qui paroissoient comme impossibles dans la chaleur où étoient les esprits. Cependant Dubois le tenta et y réussit , car c'est à lui qu'on a attribué le succès de cette affaire.

Le cardinal de Noailles appuyoit son appel sur ce qu'il prétendoit que la bulle , en condamnant certaines propositions du livre de Quesnel , dont un sens étoit très-catholique, n'attaquoit pas moins que des dogmes positifs,

des principes moraux , et de plus les libertés de l'église gallicane. En paroissant entrer dans les idées du prélat, Dubois l'entoura de théologiens qui lui remontrèrent que tout ce qu'il pouvoit désirer étoit que ces vérités fussent mises en sûreté, de manière que l'acceptation de la bulle ne les effleurât même pas. Cette acceptation, lui répétoit-on sans cesse , est nécessaire pour la paix de l'Eglise ; or un avantage si grand que cette paix méritoit bien quelque condescendance. On le fit donc consentir à dresser un écrit qu'il nomma *corps de doctrine*, dans lequel tous les points discutés , et qui paroissoient entamés par la bulle , étoient munis de preuves qui les mettoient hors d'atteinte à toutes les conséquences dangereuses qu'on pourroit tirer de la bulle contre eux. Noailles présenta son écrit à quarante de ses confrères assemblés en présence du régent ; ils le signèrent et acceptèrent la constitution, conformément au corps de doctrine. Il fut envoyé dans différens diocèses , et un grand nombre d'évêques y souscrivirent : c'est ce qu'on a appelé *l'accommodement des quarante*.

Cependant tous les obstacles n'étoient pas levés. Il restoit encore un petit nombre d'évêques opposans , et la Sorbonne même fit des protestations. Le cardinal en prit occasion de retarder le mandement qu'il avoit promis ,

sous les explications et interprétations consignées au corps de doctrine. Faisant même assez maladroitement dépendre ses sentimens de ceux d'une assemblée laïque, il en refusa la publication jusqu'à ce que la déclaration du roi pour l'acceptation de la bulle et la défense d'en appeler au futur concile fût enregistrée au parlement, qui témoignoit en général un éloignement prononcé pour la constitution, et qui prétendoit lui-même attendre l'exemple de son pasteur. Cette espèce de collusion fut punie par la formation d'un nouveau conseil de conscience, dont le cardinal fut exclu, et par la menace qui fut faite au parlement d'être relégué à Blois. Ce corps, déjà ennuyé de son exil à Pontoise, commença à s'effrayer. On parloit d'ailleurs de lui donner d'autres et de plus importans déboires : il étoit question du diminuer son ressort, et de lui substituer, dans l'enregistrement des lois, le grand conseil, qui, dans une espèce de lit de justice, auquel les pairs avoient assisté, venoit d'accepter la bulle. L'Ecossois Law, qui étoit encore dans le ministère, et qui trouvoit l'occasion de se venger du parlement, proposoit même d'en rembourser les offices avec son papier décrié, et de reconstituer des magistrats qui n'eussent d'autres fonctions que celles d'administrer la justice. D'Aguesseau enfin trembloit pour un corps

auquel il étoit tendrement attaché, et il hésitoit de se prêter à sceller les mesures violentes que l'on projetoit. Dans ces dispositions favorables à un accommodement, des négociations officieuses le procurèrent. Villars, comme autrefois Turenne en circonstances presque semblables, s'y entremît avec zèle, et obtint enfin du cardinal et du parlement le sacrifice d'une opinion particulière, qu'on leur donna le mérite de faire les uns et les autres au noble motif de la paix de l'Eglise et de l'Etat. Dans leur commune soumission, le cardinal prévint le parlement, et celui-ci enregistra la déclaration le 4 décembre 1720, « conformément aux règles de l'Eglise, et aux maximes du royaume sur les appels au futur concile, » réserve qui lui fut permise pour sauver au moins son honneur. Ainsi la constitution *Unigenitus* devint pour la seconde fois loi de l'Etat, et la paix parut être rendue à l'église de France. Le parlement revint à Paris, et Dubois fut fait cardinal l'année suivante par le pape Innocent XIII.

Le régent avoit eu un intérêt personnel dans cette affaire. Il vouloit marier sa fille au prince des Asturies, et faire épouser au roi Marie-Anne-Victoire, infante d'Espagne. Ce dernier mariage étoit mal assorti pour l'âge, la princesse n'ayant que quatre ans, et le roi, dont la constitution s'étoit extrê-

mement fortifiée, en ayant bientôt treize. Aussi cette disproportion fit-elle hésiter la cour d'Espagne, dirigée alors par le jésuite d'Aubenton, dont la cour de France avoit employé le crédit pour ruiner celui d'Albéroni. On dit que, pour se faire payer de ce service, lui et ses confrères, dirigés par leur général et par le pape, déterminèrent le roi, la reine, et les membres du conseil, leurs pénitens, à ne consentir au mariage que sous la condition que la bulle *Unigenitus* seroit reçue en France et enregistrée au parlement, et que la conscience du roi seroit remise à la direction d'un jésuite.

Malheureusement l'enregistrement de la bulle ne rendit pas encore la paix à l'église de France; il ne lui procura qu'une trêve passagère, et le vieux levain d'aigreur et de révolte continua à fermenter. Deux ans n'étoient point écoulés depuis l'acommodement, que le cardinal de Noailles, se reprochant peut-être ses ménagemens comme une foiblesse, donna de nouveaux témoignages d'humeur, en refusant des pouvoirs au père de Linières, jésuite, homme droit et sans intrigue. Dans la vue de satisfaire l'Espagne, on l'avoit donné au roi pour confesseur, sur la démission du modeste abbé Fleuri, auteur de l'histoire ecclésiastique, ancien sous-précepteur du duc de Bourgogne, et alors plus

qu'octogénaire, que le duc d'Orléans, au commencement de sa régence, avoit choisi, sur ce motif, « qu'il n'étoit ni janséniste, ni moliniste, ni ultramontain. » A sa retraite, et d'après l'obstination de l'archevêque, le roi, pour profiter du ministère du père de Linieres, se vit contraint de se rendre à Saint-Cyr, qui dépendoit du diocèse de Chartres.

[1721] Ces mouvemens dans le clergé et le barreau dont il a fallu suivre les minutieuses intrigues, déplaisoient singulièrement au régent, qui auroit voulu n'avoir qu'à traiter le fond des affaires, et abandonner le détail à quelqu'un plus fait que lui pour ces objets. Dubois, dont il avoit éprouvé la capacité, et dont il croyoit la soumission à ses volontés assurée, étoit celui qu'il avoit choisi pour cet emploi; et c'étoit aussi afin de le proportionner insensiblement au rang qu'il lui destinoit, qu'il l'avoit, dit-on, décoré de la mitre de Cambrai, et enfin du chapeau de cardinal. Mais, avant que de se décharger entièrement du détail des affaires, le régent se proposa de mettre un dernier ordre dans les finances.

Afin de constater la véritable dette de l'Etat, masquée par la valeur idéale du papier, le 26 janvier, sur l'avis des frères Paris, auxquels on devoit la première liquidation faite en billets d'Etat, au commencement de la régence, fut rendu un édit du conseil, portant

qu'il seroit fait une représentation générale de tous les effets publics alors en circulation. Les propriétaires devoient donner et même temps les déclarations de leur origine et du prix auquel ils les avoient acquis, en produisant les titres ou contrats par lesquels ils en étoient devenus possesseurs. On y apposoit alors un timbre, et c'est ce qui s'appeloit *viser*, d'où est venu le nom de *visa*. Sur plus de trois milliards d'effets qui devoient être en circulation, deux milliards deux cents millions seulement furent visés : le reste demeura dans le portefeuille de capitalistes qui s'obstinèrent à ne pas vouloir subir de réduction, et qui perdirent la totalité de leurs créances. La faveur de l'agiotage soutint encore quelque temps ces effets non visés, et l'année suivante on trouvoit encore soixante francs d'une action des Indes ou d'un billet de banque de mille livres. Mais ils ne tardèrent pas à s'anéantir absolument. Quant aux effets visés, il ne s'opéra sur leur montant qu'une réduction de cinq cents millions, en sorte que la dette fut liquidée à dix-sept cents millions environ. Le Pelletier de La Houssaye, contrôleur-général des finances après Law, déclara l'impossibilité de faire honneur en totalité à une pareille créance; et pour y satisfaire, au moins en partie, il proposa la création de quarante millions de

rentes sur l'hôtel-de-ville , et l'érection de quantité de charges ou offices lucratifs ou honorifiques , propres , sous ces deux rapports , à tenter la cupidité des particuliers. Quelque minces que fussent ces placemens , on dut se trouver encore trop heureux à ce prix de voir disparaître enfin cette masse énorme de papier sous laquelle la France avoit pensé être abîmée.

L'expédient du visa , malgré son utilité reconnue , ne pouvoit manquer d'entraîner bien des inconvéniens. D'abord il étoit très-désagréable de se trouver forcé de déclarer qu'on avoit vendu l'héritage de ses pères. Ensuite ceux qui s'étoient vus contraints de recevoir des billets , les uns pour des marchandises , d'autres pour des meubles , ne pouvant prouver qu'ils venoient de propriétés foncières , restoient avec des papiers sans valeur. A l'égard même des agioteurs de profession , c'étoit une injustice de les priver , par une formalité , du prix de leur industrie. Le ministère y mit même une violence honteuse : car plusieurs d'entre eux étant revenus se présenter au visa , on ne se contenta pas de ne point timbrer leurs effets , auxquels les préposés ne trouvèrent pas les conditions requises ; mais on retint les billets , et on renvoya les porteurs les mains vides. D'autres eurent ordre , sous peine d'exécutions , d'ap-

porter à la banque une certaine quantité d'actions pour être brûlées. On envoya garnison chez ceux qui n'obéissoient pas, on saisit leur or et leurs bijoux, et plusieurs furent mis en prison, « quoiqu'ils protestassent que ce n'étoit point un crime d'être devenus riches par les moyens inventés par la cour. »

D'où il est clair que cette opération du visa, dont on se promit d'abord de grands avantages, n'en eut que pour le fisc, qu'elle débarrassa d'une multitude prodigieuse de billets qu'il auroit fallu payer, et qu'elle ne fut utile qu'à un petit nombre de ceux qui avoient été contraints par les circonstances d'échanger leurs fonds contre le papier. Encore se fit-il des malversations dans la manière même d'opérer le visa. Des commis infidèles reçurent de l'argent pour reconnoître acquis pour des fonds des billets qui n'avoient pas cette origine, et pour leur procurer ainsi la faveur du visa. Les plus riches actionnaires, sans s'amuser à corrompre des commis, allèrent droit aux favoris et favorites du régent, « et leur offrirent des millions, moyennant que le reste de leur bien demeurât à couvert, ce qui leur fut promis et tenu; » c'est-à-dire que, moyennant un sacrifice qui n'entroit pas dans les coffres du roi, on visa et valida les effets d'une acqui-

sition suspecte. Ainsi le visa péchoit et dans le fond et dans la forme.

Le duc d'Orléans, qui, tenant en main la balance du système, auroit pu en incliner le bassin de côté, et verser dans sa maison des trésors immenses, n'y gagna rien, à la différence d'autres princes, dont les grands biens datent de cette époque. Mais, s'il n'en profita pas, tous ceux qui étoient autour de lui s'enrichirent, soit par les grâces que leur importunité obtint pour ceux qui les payoient, soit par les dons qu'ils arrachèrent pour eux-mêmes.

[1722] La première fois que Dubois entra au conseil d'État avec la dignité de cardinal, qu'il lui donnoit le pas sur les membres laïques, le chancelier, les pairs et maréchaux de France s'en absentèrent. Le duc de Noailles, un de mécontents, le rencontrant le soir, lui dit : « Cette journée sera fameuse dans l'histoire, monsieur : on n'oubliera pas d'y marquer que votre entrée au conseil a fait désertir tous les grands du royaume. » Le prélat montra dès ce moment comment il comptoit user de l'autorité. Il fit exiler sans ménagement ceux qui avoient marqué par leur absence leur improbation ; ceux qui s'étoient d'avance retirés dans leurs terres y reçurent ordre d'y rester, et on leur signifia que leurs pensions ne seroient plus payées.

D'autres personnes attachées au régent, plus confidantes de ses plaisirs que de ses affaires, furent aussi éloignées, par la seule raison qu'elles portoient ombrage au favori.

Cette inflexibilité du cardinal devoit faire craindre au prince ce qui pouvoit lui arriver à lui-même, lorsque Dubois se trouveroit premier ministre, au moment où le roi, qui approchoit de treize ans, seroit déclaré majeur. On présenta au régent ces conséquences : il les sentit. Mais, comme nous l'avons insinué, la lassitude des affaires, l'espérance de se livrer plus facilement et sans inquiétude à ses plaisirs, le fit passer par-dessus ces considérations ; et, le 22 août 1722, Dubois fut nommé premier ministre.

[1723] Louis XV, qui avoit été sacré à Reims le 26 octobre 1722, fut déclaré majeur au parlement dans un lit de justice, le 22 février 1723. Il vit aussi arriver, pour être élevée à la cour de France, l'infante d'Espagne, qui lui étoit destinée en mariage.

En prenant les rênes du gouvernement, le cardinal Dubois montra des dispositions louables. Il parut qu'il cherchoit à se réhabiliter dans l'opinion publique. Il fit des réglemens sages, montra de l'ordre et de l'application. On commençoit à croire avec étonnement qu'on pourroit être heureux sous son ministère, lorsqu'un ancien mal, long-

temps caché, se déclara avec violence au commencement du mois d'août. C'étoit un abcès dans la vessie. Le danger fut bientôt si pressant qu'il fallut décider le malade à cette fâcheuse alternative, de subir l'opération ou de mourir; encore les médecins ne promettoient-ils pas que l'opération auroit une issue heureuse. En effet, le 10 août, vingt-quatre heures après avoir été opéré, Dubois mourut à l'âge de soixante-six ans, avec le cynisme qu'il avoit affiché toute sa vie, et sans recevoir les sacremens de l'Eglise, qu'il éluda, sous le prétexte qu'il y avoit, pour l'administration d'un cardinal, un cérémonial particulier, sur lequel il falloir consulter d'abord ses confrères.

« On lui trouva des richesses immenses, une extrême quantité de vaisselle d'argent et de vermeil, la plus admirablement travaillée, les meubles les plus précieux, les bijoux les plus rares, des attelages parfaits de tous pays, et les plus somptueux équipages. » Il laissa onze cent mille livres d'argent comptant; c'étoit presque une année de son revenu connu, que Saint-Simon fait monter à quatorze cent cinquante-quatre mille livres, et dont les deux tiers étoient formés par une pension de l'Angleterre. Il se proposoit de joindre, à ses nombreuses abbayes, celles de Prémontré, de Cîteaux, de Cluni et

des autres chefs d'ordre, et de devenir par là une espèce de patriarche en France, projet renouvelé de Richelieu.

Au moment où Dubois ferma les yeux, le duc d'Orléans reprit le ministère. Comme si cette mort eût rompu le charme qui le retenoit dans l'oisiveté, on le vit s'occuper des affaires ; renoncer sinon au libertinage, du moins aux éclats les plus scandaleux de la débauche ; se borner à un seul attachement, espèce de modération que la dépravation des mœurs fait trop souvent regarder chez les grands comme une vertu.

Ce prince étoit affable, complaisant. Il écoutoit avec un air de bonté qui charmoit. Jusqu'aux refus, il avoit l'art de les faire supporter sans peine. On voyoit qu'il souffroit quand il ne pouvoit pas renvoyer content. Son regard, quoique perçant, étoit doux et flatteur. Aussi, malgré les malheurs causés par le système qui avoit renversé tant de fortunes, il étoit non pas aimé, mais adoré des Parisiens. Quand il sortoit du Palais-Royal, quand il y rentroit, ils se jetoient en foule au-devant de lui ; on couroit aux spectacles où on espéroit le voir. Les ministres étrangers se louoient de sa politesse et de ses égards. Ils admiroient la justesse de son esprit, sa pénétration, la sagesse et l'adresse de sa politique, son discernement

exquis , sa facilité à traiter , à tourner , à dé-mêler les affaires , sa netteté dans l'exposition , sa réserve dans les interrogations , son aisance et sa finesse dans les réponses. Le jeune roi , touché de son respect inaltérable , de son attention à lui plaire , de sa franchise , de la gaieté qu'il mêloit à l'instruction , n'en a jamais parlé (et il en parloit souvent) qu'avec estime et affection tant qu'il vécut , et avec regret quand il l'eut perdu.

La véridique histoire , en lui rendant la justice qu'il mérite , et en l'absolvant des crimes qu'il n'a pas commis , doit s'armer cependant de sévérité pour achever de le peindre. Le respect dû à la morale , qui fait tout l'homme , doit appeler à jamais le mépris sur un prince qui , bon par tempérament , pervertit les heureux dons qu'il avoit reçus en partage ; qui , indifférent entre le vice et la vertu , eut la honte ou le malheur de ne pas croire à la dernière ; et qui enfin , par les funestes exemples de dépravation et d'athéisme qu'il donna sur les marches du trône , doit être considéré comme l'auteur de la vaste et profonde corruption où nous sommes aujourd'hui plongés. Une attaque d'apoplexie , qui le surprit dans un excès de débauche , et qui , selon les affreux désirs qu'il avoit manifestés quelquefois , lui ôta tout d'un coup la connoissance , l'emporta en six heures ,

le 2 décembre, à l'âge de quarante-neuf ans.

Sitôt que le duc d'Orléans eut fermé les yeux, le prince de Condé, duc de Bourbon, et qu'on nommoit, ainsi qu'on l'a vu, M. le duc, se présenta au roi et demanda la place vacante. Le jeune monarque, assez embarrassé, jeta les yeux sur M. de Fleuri, ancien évêque de Fréjus, son précepteur, qui étoit auprès de lui, comme pour le consulter. Le prélat baissa les siens, ne fit aucun signe, et Louis consentit. Le brevet étoit tout prêt; il le signa. Aussitôt le duc prêta serment et fut proclamé premier ministre. Ces petites circonstances font voir que la place fut plutôt enlevée qu'obtenue; aussi le duc n'en jouit-il pas long-temps. Le conseil d'État fut composé de quatre personnes seulement : du roi, du premier ministre, de l'évêque de Fréjus, et du maréchal de Villars, du nom duquel on étoit bien aise de s'autoriser, mais auquel on communiquoit peu de choses.

Le duc de Bourbon n'avoit pas trente ans, n'étoit connu que par l'intérêt qu'il avoit pris pendant le système aux affaires de finance, qui ne lui avoient pas été infructueuses, et par son acharnement contre le duc du Maine son beau-frère; deux choses peu propres à lui attirer l'estime du public. Il étoit d'ailleurs dur, rude dans ses manières, privé d'un œil, ce qui rendoit son regard incer-

tain et son abord rebutant. Enfin il étoit gouverné par une maîtresse, madame de Prie, femme aussi habile que dissolue, à laquelle on attribue toutes les opérations politiques de son ministère. Dès les premiers jours il eut lieu de s'apercevoir, par la part exclusive que se réserva le précepteur dans les affaires ecclésiastiques, à quel degré celui-ci possédoit la confiance de son élève; mais il ne désespéra pas de la partager.

[1724] Il se présentoit une circonstance favorable à ce dessein. Le mariage du roi avec l'infante, mariage d'un prince de seize ans avec une princesse de six, n'étoit pas approuvé, parce qu'il faisoit envisager des fruits trop tardifs. On s'entretenoit assez publiquement de cet inconvénient, et le désir de voir naître au roi une postérité qui assureroit la tranquillité du royaume, étoit général, surtout depuis une légère indisposition que venoit d'éprouver le roi. Le ministre le souhaitoit plus qu'aucun autre, par la raison que la mort du jeune prince auroit placé sur le trône le duc d'Orléans, son compéiteur en pouvoir. Il saisit donc cette occasion de satisfaire la nation, de plaire sans doute au jeune monarque lui-même, et de lui donner une épouse qui, ayant obligation au ministre de sa fortune, feroit prévaloir son crédit auprès de son époux.

[1725] On tint conseil à ce sujet. Malheureusement l'infante ayant été amenée en France, il étoit plus fâcheux de la renvoyer qu'il ne l'auroit été de rompre son mariage de loin ; mais la résolution en fut prise ; et, de peur d'éprouver à cet égard de la cour d'Espagne des représentations qui causeroient des lenteurs, on n'en prévint le roi et la reine qu'en faisant partir la princesse. Il est vrai qu'on accumula auprès d'eux les excuses, les représentations, les motifs mêmes de religion, tirés du danger de précipiter leur neveu dans l'habitude du libertinage, si on prétendoit l'amuser long-temps d'espérances. On joignit à ces raisons l'attention de faire reconduire l'infante avec les plus grands honneurs. Elle a été depuis reine de Portugal.

Le roi d'Espagne, au commencement de l'année précédente, et par suite de ses anciens scrupules, avoit abdiqué en faveur de Louis I^{er} son fils aîné, âgé de seize ans seulement. Mais le jeune prince mourut la même année. Le mépris que la junte du gouvernement avoit fait des dispositions de Philippe, lui rendit le désir de reprendre les rênes de l'État. Les grands et son propre confesseur, le père Bermudès, lui opposèrent une décision théologique, qui déjà le déterminoit à regagner son palais de Saint-Ildephonse, lorsque le nonce du pape, se joignant aux sollicita-

tions de la France , vint l'absoudre du prétendu vœu de remonter jamais sur le trône , et dissiper ainsi les terreurs qui l'agitoient. Aussitôt qu'il reçut la nouvelle du renvoi de sa fille , il fit partir de son côté la jeune veuve de son fils aîné , ainsi que mademoiselle de Beaujolois , destinée à l'infant don Carlos , toutes deux filles du régent. Il rappela en même temps ses plénipotentiaires à Cambrai ; et , dans l'ardeur de son ressentiment , il ordonna au baron de Ripperda , Hollandois , son envoyé à Vienne , de traiter directement avec l'empereur , et paya du rang de premier ministre la paix que le négociateur conclut avec lui.

Pour remplacer la princesse , le ministre auroit pu donner au roi mademoiselle de Vermandois sa sœur ; mais détourné , dit-on , de ce choix par madame de Prie , qui redoutoit pour elle-même la sévérité de mœurs de cette princesse , il proposa au conseil Marie-Charlotte Leczinska , fille unique de Stanislas Leczinski , qui , porté par Charles XII sur le trône de Pologne , avoit été forcé d'en descendre lors des disgrâces de ce prince , et qui , depuis sa mort , vivoit , sous la protection de la France , à Wissembourg , en particulier peu aisé. Marie étoit plus estimable par ses vertus que remarquable par sa beauté , et avoit près de sept ans plus que le roi. Quand , au conseil , monsieur le duc demanda au précepteur son

avis, il répondit qu'il ne se mêloit pas de mariage. Les autres conseillers approuvèrent, le roi consentit, et épousa la princesse le 4 septembre 1725.

Les premières années du mariage de Louis XV ne furent pas, comme celles de Louis XIV, marquées par des tournois, des bals, des fêtes publiques, qui réjouissent le peuple et font quelquefois diversion à des réflexions moroses. Il vivoit retiré avec son épouse, qu'il chérissoit alors; il ne la quittoit que pour aller de Versailles à Rambouillet, château du comte de Toulouse, où la comtesse, femme douce, polie, prévenante et vertueuse, rassembloit une société assortie à son caractère, et très-agréable au roi, qui, né un peu sauvage, se plaisoit dans un cercle étroit. C'étoient presque tous des amis de l'ancien évêque de Fréjus. Le prélat voyoit avec grand plaisir son élève s'habituer dans cette compagnie; de son côté le duc n'en prenoit pas d'ombrage, parce que, pendant que le roi se complaisoit dans cette douce inertie, il gouvernoit à sa volonté, mais non selon celle du public.

Une de ses premières opérations, qui souleva le mécontentement, fut une déclaration contre les protestans, qui enchérissoit sur les anciennes rigueurs de Louis XIV contre eux. La médiation des Hollandois en faveur de

leurs coreligionnaires, et surtout les dispositions que faisoient déjà les étrangers pour profiter une seconde fois des mesures impolitiques du gouvernement, éclairèrent celui-ci. Des édits explicatifs atténuèrent d'abord la déclaration, et peu à peu l'opinion publique lui fit partager l'oubli où commençoient à tomber à cet égard les lois de Louis XIV.

Les finances étoient toujours un objet d'embarras pour le ministère, quoique les frères Paris, qu'il avoit appelés à son aide, contribuassent de tous leurs talens à y rappeler l'ordre. Quant au duc de Bourbon, il s'en occupoit de manière à faire croire qu'il songeoit moins à soulager le peuple qu'à consolider l'état de ceux qui s'étoient enrichis. Tel fut l'édit par lequel le roi déchargeoit la compagnie des Indes, qui avoit été liée à la banque, de tous les comptes que la première pouvoit avoir à rendre à la seconde. Ce privilège parut n'être statué qu'en faveur du duc de Bourbon et de ceux qui, comme lui, s'étoient enrichis pendant l'union de la banque à la compagnie. Avec l'édit présenté au parlement sur cet objet, et dans le temps même qu'on percevoit sans enregistrement, partiellement à la vérité et avec difficulté, le prétendu droit de joyeux avènement, qui fut affermé pour vingt-trois millions, il fut porté un deuxième édit qui, sans aucune exception

de personnes , imposoit un cinquantième denier sur tous les fruits de la terre , blés , vins , bois , et sur ceux de l'industrie , qui révolta toutes les classes de citoyens : le clergé et la noblesse , par l'atteinte donnée à leurs privilèges ; et le peuple , par la crainte d'une inquisition dans l'évaluation du revenu net sur lequel devoit se percevoir le droit. Pour prévenir la résistance ordinaire des jeunes conseillers , un troisième édit ôtoit à ceux qui n'avoient pas dix ans de service le droit de délibérer sur les affaires générales. Moyennant cette précaution , les édits furent enregistrés dans un lit de justice , de l'express commandement du roi , qui , à son retour du parlement , put juger , par le morne silence du peuple , de son extrême mécontentement.

Ces signes d'improbation s'adressoient moins au jeune monarque qu'au premier ministre. Le duc de Bourbon n'avoit pas la familiarité , l'espèce de bonhomie , la popularité qui faisoient supporter les défauts et les fautes du régent. Il n'étoit pas non plus , comme ce prince , agréable au roi , prévenant , patient dans le travail. Louis se plaisoit bien davantage avec son précepteur , qu'il trouvoit complaisant , auquel il étoit accoutumé , et qu'il estimoit pour sa modération , et pour l'attachement qu'il portoit à sa personne ;

aussi étoit-il toujours admis en commun avec le premier ministre , au lieu qu'il y avoit certains travaux , comme les affaires de l'église , dont celui-ci étoit exclu.

Il vint en tête au duc de Bourbon de rendre la pareille au précepteur, et de travailler aussi avec le roi sans lui. Le projet se fit de concert avec la reine , qui , devant tout au premier ministre , ne pouvoit se refuser à ses désirs. Sous quelques prétextes , on engagea le roi à tenir de temps en temps le conseil dans l'appartement de son épouse. Après y avoir été plusieurs fois admis sans difficulté , le précepteur se présente un jour comme à l'ordinaire : l'huissier le refuse ; sans insister , l'ancien évêque va se renfermer à Issi, sa maison de campagne. Pareille éclipse lui avoit réussi sous le régent. Le roi l'avoit fait revenir en montrant l'impatience d'un enfant contrarié ; ici il manifesta la colère d'un souverain presque insulté ; il envoya à Fleuri ordre de reprendre sa place auprès de lui. Les conseils chez la reine cessèrent , et le train des affaires ne fut pas interrompu.

[1726] On dit que le duc de Bourbon ne prévint pas sa disgrâce , ce qui est difficile à croire ; mais les gens de cour savent si bien dissimuler ce qu'ils voudroient cacher aux autres , qu'on a pu s'imaginer qu'il l'ignoroit lui-même ; du moins est-il certain qu'il n'en

soupçonna pas le moment. Le 11 juin, le roi, partant pour Rambouillet, parla comme à l'ordinaire au duc de Bourbon, et lui dit : « Ne me faites pas attendre pour souper. » Sitôt qu'il l'eut quitté, le duc de Charost, qui avoit des ordres de la veille, lui remit une lettre conçue en ces termes : « Je vous ordonne, sous peine de désobéissance, de vous rendre à Chantilly, et d'y rester jusqu'à nouvel ordre. » La reine, malgré son état de grossesse, reçut aussi une lettre mortifiante, par laquelle le roi lui commandoit de faire tout ce que l'évêque de Fréjus lui diroit, comme si c'étoit lui-même, et il en fut envoyé de pareilles aux ministres.

Les dispositions qui avoient accompagné le renvoi de M. le duc firent deviner facilement d'où partoît le coup, et les changemens qui alloient arriver. Le plus important, et qui les renfermoit tous, est que le roi déclara qu'il n'auroit plus de premier ministre, et qu'il gouverneroit par lui-même ; et, pour gouverner par lui-même, il ne vit plus que par les yeux, n'agit plus que par l'influence de l'ancien évêque de Fréjus son précepteur, qu'il fit aussitôt cardinal.

« S'il y a jamais eu quelqu'un d'heureux sur la terre, dit un historien, c'est sans doute le cardinal de Fleuri. On le regarda comme l'homme le plus aimable, et de la société la

plus délicate jusqu'à l'âge de soixante-treize ans ; et lorsqu'à cet âge , où tant de vieillards sont forcés de se retirer du monde , il eut pris en main les rênes du royaume , il fut regardé comme un des plus sages. » Le gouvernement qui commence est ordinairement le contraste de celui qui finit. Aussi vit-on des hommes nouveaux dans le ministère , des disgrâces , des exils , des emprisonnements , et même des libertés et des rappels. Le duc du Maine rentra en faveur. Les maréchaux d'Uxelles et de Tallard furent admis au conseil. Michel Robert Le Pelletier des Forts , neveu de Claude , successeur de Colbert , fut fait contrôleur-général à la place du président Dodun , qui avoit succédé lui-même à Le Pelletier de La Houssaye ; enfin le ministre de la guerre Leblanc , que le duc de Bourbon avoit retenu à la Bastille , et mis en jugement pour dilapidation , fut rappelé au ministère. Le chancelier d'Aguesseau rentra même en fonctions l'année suivante ; mais il n'eut point les sceaux ; ils furent donnés à M. de Chauvelin , qui eut en même temps le portefeuille des affaires étrangères.

Une des premières opérations du cardinal fut de supprimer l'édit du cinquantième , de diminuer quelques autres impôts et de faire des remises sur l'arriéré. L'augmentation des recettes générales , qui furent portées à

soixante millions , et des fermes à quatre-vingts , permirent ces actes de générosité. Ils se trouvèrent joints à des actes moins honorables , tels que la réduction des rentes viagères , sous prétexte qu'à la chute du système elles avoient été acquises à vil prix. On attribua aux intendants des fonds pour faire des distributions dans les provinces , et soulager les peuples. Enfin le roi plaça en différentes villes , sous des officiers expérimentés , six compagnies de cadets gentilshommes : établissement qui a été le prélude de l'école militaire.

Le commencement du nouveau ministère fut encore marqué par une fixation des monnoies qui termina enfin la longue fluctuation où elles avoient été depuis Louis XIV. Le marc d'argent , qui de quarante francs , à la mort de ce monarque , avoit monté en 1720 jusqu'à cent trente , et qui , quatre ans après , étoit redescendu à quarante-quatre , fut définitivement fixé à cinquante et un , par une déclaration du 18 juin 1726. Depuis ce temps , le marc n'ayant pas sensiblement varié , les espèces frappées alors ont continué , jusqu'à la fin du siècle et au-delà , à circuler pour la même valeur nominale qu'elles reçurent d'abord. Les espèces d'or seules ont éprouvé quelque augmentation du changement de rapport qui s'est introduit dans le commerce

entre la valeur de l'or et celle de l'argent, rapport qui, par la déclaration du 21 novembre 1785, a été fixé à quinze et demi, au lieu de quatorze et demi, que l'on comptoit auparavant.

[1727-32] L'Europe étoit alors en paix, à l'aide de négociations entamées, suspendues, reprises pendant plusieurs années dans toutes les cours. L'aperçu qu'il est nécessaire d'en donner fera connoître l'état respectif des puissances, et les intérêts qui ont causé les guerres suivantes. La quadruple alliance signée à Londres en 1718, ouvrage du cardinal Dubois, qui avoit rompu le projet formé par le cardinal Albéroni, de rejoindre à la couronne d'Espagne les états que les paix d'Utrecht, de Rastadt et de Bade en avoient détachés, ce traité, forcément accepté par les Espagnols, dès la fin de 1719, n'étoit pas encore exécuté en 1720. Les principales conditions en étoient que l'empereur Charles VI renonçoit à tous les états de la monarchie d'Espagne, et Philippe V, de son côté, abdi-quoit toute prétention sur les états d'Italie et des Pays-Bas qui avoient autrefois appartenu à la monarchie espagnole. Arrivant la mort du dernier mâle de la maison de Médicis, qu'on regardoit comme prochaine, l'empereur s'engageoit de donner l'investiture de la Toscane avec ses côtes et les îles adjacentes.

à don Carlos , fils aîné de Philippe V et d'Elisabeth Farnèse, à ses frères cadets , s'il n'avoit pas d'enfans , et successivement à leurs héritiers ; de manière qu'aucun d'eux ne pût jamais être en même temps roi d'Espagne , et que la Toscane ne pût jamais non plus devenir partie du royaume d'Espagne. Par ce même traité de Londres , la Sicile , que les traités , suites de celui d'Utrecht , donnoient au duc de Savoie , et où il s'étoit fait couronner , étoit adjugée à la maison d'Autriche , et le duc devoit recevoir et reçut en échange , bien à contre-cœur , l'île de Sardaigne , à laquelle on appliqua les honneurs de la royauté.

Un temps considérable se passa à libeller les actes et diplômes de ces échanges et cessions ; à chaque point , à chaque virgule , nouvelle difficulté de la part des contractans qui ne se soucioient pas de finir ; car Philippe V ne se dessaisissoit qu'à regret des états d'Italie et de Flandre , qui auroient fait de si beaux établissemens pour les enfans de sa seconde femme ; et il étoit pénible à Charles VI de renoncer à la couronne d'Espagne qu'il avoit portée. Pour arriver enfin à une décision , on étoit convenu , en 1720 , d'un congrès qui s'assembleroit à Cambrai ; mais il n'eut lieu qu'en 1722 , et n'eut même de l'activité qu'en 1724.

En attendant l'accommodement , les con-

fédérés de la quadruple alliance, qui se portèrent pour médiateurs entre Charles VI et Philippe V, suppléèrent aux formalités dont les rivaux différoient de convenir, en garantissant à chacun d'eux le partage du traité de Londres, par un acte signé à Paris le 21 septembre 1721. C'étoit un moyen d'arrêter tout d'un coup, par un effort commun, l'incendie que leur obstination voudroit allumer.

On voit, dans les discussions que l'empereur présenta au congrès de Cambrai, le germe d'une guerre générale : guerre de mer, pour des intérêts de commerce ; guerre de terre, pour des partages de famille. Ce prince venoit d'accorder à une association de commerçans le droit d'aller trafiquer dans les Indes sous sa protection. On l'appela la compagnie d'Ostende, parce qu'elle s'établit dans cette ville ; les Hollandois en furent jaloux. Ils prétendirent qu'elle nuiroit à leur commerce, surtout à celui d'Amsterdam ; que d'ailleurs elle étoit contraire aux stipulations expresses du vingt-sixième article du traité de la Barrière et du cinquième de celui de Westphalie, lequel défendoit aux Espagnols d'étendre leur commerce dans les Indes orientales, à l'ouest des îles Philippines. La république des Etats-Unis montrait l'intention de traverser le commerce de la com-

pagnie par la force , et Charles VI celle de le soutenir par le même moyen.

L'empereur jeta encore un autre point de discussion embarrassante entre les plénipotentiaires de Cambrai. Il étoit le dernier prince de la maison impériale d'Autriche. Se voyant sans enfans mâles , il avoit fait en 1718, sous le nom de pragmatique , un règlement par lequel il appeloit à la succession , au défaut d'enfans mâles , Marie-Thérèse sa fille aînée , ensuite ses autres filles , puis ses nièces et leurs enfans , selon l'ordre de primogéniture. Il demanda au congrès que cette pragmatique fût garantie par les puissances qui avoient des plénipotentiaires à cette assemblée. Les puissances maritimes y consentoient , à condition qu'il supprimeroit la compagnie d'Ostende. Cette condition ne lui convint pas , et il rappela de Cambrai ses ambassadeurs. Philippe en ayant fait autant à l'occasion du renvoi de sa fille , le congrès se dissipa de lui-même , et les deux principaux adversaires , l'empereur et le roi d'Espagne , qui s'étoient pour ainsi dire constitués plaident devant cette espèce de tribunal , prirent le parti de finir eux-mêmes leurs contestations.

Ils le firent , le 30 avril 1725 , par un traité signé à Vienne , dans lequel l'empereur assuroit le partage de don Carlos en Italie , et le roi d'Espagne garantissoit à Charles VI sa

pragmatique et la sûreté de la compagnie d'Ostende. Il se glissa aussi dans le traité des insinuations de secours mutuels, qui auroient lieu si l'Espagne tentoit de recouvrer sur l'Angleterre Gibraltar et le Port-Mahon, et si la Hollande vouloit détruire la compagnie d'Ostende. La France et l'Angleterre s'alarmèrent d'une alliance si étroite entre deux puissances jusqu'alors si ennemies. Elles y opposèrent le contre-traité de Hanovre, du 3 septembre de la même année, et entraînèrent dans leur parti la Hollande, la Suède et le Danemarck. La cour de Vienne attira à elle la Prusse et la Russie, deux puissances qui commençoient à mettre un poids dans la balance de l'Europe.

En même temps qu'on traïtoit de tous côtés, on armoit aussi. Au milieu des nuages et de l'obscurité des négociations, le tonnerre de la guerre grondoit, et l'orage paroissoit prêt à éclater. Les Espagnols avoient investi Gibraltar, et les Anglois bloquoient les galions à Porto-Bello. Fleuri, qui gouvernoit alors la France, se conduisoit comme un pilote habile qui, menacé par la tempête, étudie le choc des vents pour savoir de quel côté il dirigera ses voiles. Il lui parut plus avantageux et plus honorable de les tourner vers la conciliation et la paix, que de prendre parti dans cette querelle : il offrit sa média-

tion. La cour d'Espagne fit des difficultés pour l'accepter. Depuis le renvoi de l'infante, il régnoit entre elle et celle de France, entre l'oncle et le neveu, un froid très-marqué. Le cardinal, à force d'égards et de prévenances, réussit à rapprocher les esprits. Louis XV, à l'occasion de la naissance d'un enfant, écrivit à Philippe V une lettre soumise et presque suppliante, mêlée de complimens et d'excuses. L'oncle, toujours François sur le trône d'Espagne, et qui souffroit de son état d'inimitié avec son ancienne patrie, charmé d'être prévenu, fit la réponse la plus affectueuse et la plus tendre, et aussitôt la bonne intelligence fut rétablie, au moins entre les chefs des deux états, que des liens de parenté réunissoient, quand la politique les séparoit encore. Il ne manquoit plus au prélat-ministre que le suffrage de l'Espagne, quand il commença ses démarches auprès d'elle : les autres puissances, gagnées par son caractère de douceur et de modération, lui avoient donné leur confiance ; il leur proposa donc et en obtint des articles préliminaires de paix, qui furent signés à Paris le 31 mai 1727, quelques jours avant la mort de Georges 1^{er}, lequel eut pour successeur Georges II son fils.

Les principales conditions étoient un armistice de sept ans ; suspension pendant cet intervalle de la compagnie d'Ostende, et la

convocation d'un congrès général qui fut indiqué à Aix-la-Chapelle. Sa destination changea avant qu'il fût assemblé, et on le porta à Cambrai; mais, sur le vœu du cardinal, qui vouloit s'y trouver en personne, et par complaisance pour lui, il fut enfin fixé à Soissons, où il commença le 14 juin 1728.

Les députés de presque toutes les puissances de l'Europe s'y étoient rendus avec empressement; on donna à l'ouverture beaucoup de solennité. Le cardinal y parut comme un arbitre investi de la confiance générale; arbitre dont l'habileté et la prudence alloient concilier tous les intérêts et calmer toutes les passions. Il distribua des complimens et en reçut. Les plénipotentiaires l'imitèrent entre eux; les harangues, les visites, ou pourroit dire les repas et les plaisirs firent presque l'unique occupation de cette assemblée. Elle dura un an, languissante, incertaine autant sur les matières à traiter que sur l'ordre et la forme à leur donner. L'inaction la tua, et elle se sépara en juin 1729, un an juste après son ouverture.

Elle étoit devenue parfaitement inutile : pendant en effet que le prélat fixoit l'attention des peuples sur le congrès de Soissons, livré avec affectation à leurs regards, il s'occupoit secrètement de moyens plus efficaces

de procurer une paix générale. Les principaux obstacles qui s'y opposoient étoient l'obstination de l'empereur à mettre en activité sa compagnie d'Ostende malgré ses anciens engagements, et à faire garantir sa pragmatique. En même temps qu'il exigeoit ces avantages, il suscitoit des difficultés, par lesquelles il paroissoit vouloir éloigner l'établissement solide de don Carlos dans les états d'Italie qui lui étoient cédés. La reine d'Espagne, née Farnèse, et nièce du duc de Parme qui n'avoit pas d'enfans, étoit passionnée pour cet établissement. Le cardinal saisit habilement cette occasion de réconcilier tout-à-fait la cour de France avec celle d'Espagne. Il offrit à la reine de faire concourir l'Angleterre à sa satisfaction. Des soins qu'il se donna provint entre les trois couronnes un traité d'alliance qui fut signé à Séville en novembre 1729. Il garantissoit à don Carlos le droit de succession aux duchés de Parme et de Plaisance, après la mort du dernier souverain, qui ne pouvoit pas tarder. Pour assurer ce droit, les Anglois s'obligeoient à favoriser par mer le passage d'un corps de troupes espagnoles, qui devoit tenir d'avance garnison dans les principales villes de ce duché. Enfin les Hollandois accédèrent au traité de Séville, sous la promesse qui fut faite par les alliés de leur procurer une entière

satisfaction touchant la révocation de la compagnie d'Ostende.

L'empereur fut très-choqué de ce qu'on prétendoit lui imposer la loi au sujet de cette compagnie. Il fit même passer des troupes en Italie, pour empêcher le débarquement des garnisons espagnoles, qu'il disoit prématuré, puisque le duc de Parme Antoine Farnèse vivoit encore. Mais ce duc mourut au commencement de 1731, et Charles VI ne put dès lors empêcher d'entrer en jouissance un prince que l'ancien traité de Vienne et le testament du défunt appeloient à la succession.

Que reste-t-il à faire? dirent les ambassadeurs d'Angleterre et de Hollande à l'empereur, pour terminer la guerre de la succession qui tourmente l'Europe depuis trente ans, et pour en prévenir une non moins désastreuse? Que reste-t-il à faire, sinon de confirmer les arrangemens que vous avez déjà pris plusieurs fois avec la cour de Madrid, et d'assurer vos états à vos filles par la force qui seroit donnée à votre pragmatique? C'est en effet sur cette base que Charles, l'Angleterre et la Hollande signèrent une seconde fois à Vienne, en mars 1731, un traité par lequel les puissances contractantes renouvelèrent leurs anciennes alliances. Les états-généraux garantirent la pragmatique, l'em-

pereur s'engagea à faire cesser le commerce des Pays-Bas autrichiens aux Indes, soucrivit à tous les engagemens pris à Séville pour la succession des duchés de Parme et de Plaisance qui étoit ouverte, et pour celle du duché de Toscane, qui ne tarderoit pas à s'ouvrir, et dont le traité de Vienne promettoit l'investiture aux enfans de la princesse Farnèse, reine d'Espagne. Le grand-duc, quoique peu content de voir disposer si impérieusement de ses états, lui vivant, confirma ces arrangemens par un acte particulier signé à Florence la même année 1731. Il y reconnut don Carlos pour son successeur.

La paix que le cardinal s'efforçoit de maintenir au dehors étoit toujours troublée au dedans par les malheureuses querelles de religion. Le régent s'étoit flatté de les avoir terminées par l'enregistrement de l'édit qui ordonnoit de recevoir la constitution *Unigenitus*, et défendoit d'en appeler : mais il s'étoit toujours fait depuis, entre les acceptans et les appelans, une petite guerre qui tourmentoit les esprits. Le cardinal crut pouvoir mettre fin à toutes ces disputes par un coup d'autorité éclatant. Entre les quatre évêques appelans en 1727, se trouvoit Jean Soanen, évêque de Senez, prélat concentré dans son diocèse, sans habitudes ni protections à la cour. Il fut choisi pour faire un

exemple. On assemble, le 16 août 1727, à Embrun, métropole de Senez, un concile composé de treize évêques, sous la présidence de l'archevêque Guérin de Tencin. Jean Soanen y fut cité et comparut. Il étoit dénoncé comme auteur d'une instruction pastorale entachée d'erreurs capitales, injurieuse à la bulle *Unigenitus*, et recommandant la lecture des réflexions morales du père Quesnel, défendue par cette bulle. Soanen avoua l'ouvrage, le défendit, et, quoique âgé de quatre-vingts ans, répondit avec une fermeté qui étonna ses juges. Il n'en fut pas moins suspendu de ses fonctions, malgré son appel de la sentence au futur concile; et, même à cause de cet appel, il fut exilé dans l'abbaye de la Chaise-Dieu, où sa vie se prolongea jusqu'à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans. Il ne signoit plus que « Jean, évêque de Senez, prisonnier de Jésus-Christ; et le parti recevoit ses lettres comme celles d'un martyr.

Au commencement de l'année suivante, le cardinal de Noailles, appuyé de onze évêques, écrivit au roi une lettre dans laquelle ils se plaignoient du jugement du concile d'Embrun. En même temps partit de tous les coins de la France une multitude d'adhésions à la cause de l'évêque condamné; et enfin cinquante avocats de Paris s'élevèrent contre le même jugement, qu'ils attaquèrent

sur le fond et sur la forme : ainsi le barreau commença à s'immiscer dans la querelle.

La consultation fut supprimée par arrêt du conseil , comme opposée à la doctrine de l'Eglise, injurieuse à son autorité et contraire aux lois de l'Etat. De nombreuses lettres de cachet punirent en même temps d'exil les ministres du second ordre , qui signalèrent leur révolte contre l'épiscopat; et enfin cent docteurs en théologie furent exclus de la Sorbonne en 1729 pour la même cause, malgré un appel comme d'abus qu'ils interjetèrent au parlement, trop occupé alors de ses propres intérêts pour faire droit à leur plainte. Quant aux évêques, on les attaqua dans la personne de leur chef, auquel il fut fait de nouvelles avances pour les détacher d'eux. On y réussit, et sa défection fut due aux vives représentations du duc de Noailles son neveu , de la maréchale de Gramont sa nièce et du cardinal de Fleuri lui-même. Vaincu par leurs sollicitations, le cardinal de Noailles donna, le 11 novembre 1728, et six mois seulement avant de mourir, un mandement par lequel il accepta enfin purement et simplement la constitution *Unigenitus* , et révoqua tout ce qui avoit été écrit en son nom , au sujet du quesnellisme. Alors aussi il rendit aux jésuites les pouvoirs qu'il s'étoit obstiné à leur refuser jusque là. Ce fut ainsi que, mettant

un terme à ses longues variations, et rentrant dans l'humble voie de la soumission à l'autorité de l'Eglise, il déserta un parti qu'il avoit fait naître par trop d'attachement à son propre sens, mais qu'il ne lui fut pas donné de dissiper par son abandon. Rome mettoit tant de prix à obtenir son adhésion, pour les suites qu'on se flattoit qu'elle pourroit avoir, que Benoît XIII en fit part au sacré collège, et qu'il en ordonna de solennelles actions de grâces.

Mais le souverain pontife lui-même, pour avoir mal saisi l'esprit du moment, suscitoit alors de nouveaux sujets de querelles, en rendant général à toute l'Eglise l'office particulier de Grégoire VII, ce fameux Hildebrand, qui s'étoit proclamé supérieur à tous les rois, et distributeur de toutes les couronnes, et que Grégoire XIII avoit placé en 1584 dans le martyrologe romain. La légende étoit accompagnée d'une bulle que le parlement condamna avec des qualifications flétrissantes. Rome se plaignit, et, à cette occasion, renouvela ses instances pour le soutien de la constitution *Unigenitus*. Le roi voulut faire droit au pape, au moins sur ce dernier article, à défaut du premier; et, le 3 avril 1730, il donna une déclaration qui renouveloit l'obligation de la signature pure et simple du formulaire, et ordonnoit l'exécution de

la bulle *Unigenitus* et des autres constitutions des papes à ce sujet. Il la fit enregistrer dans un lit de justice, et défendit en même temps de délibérer sur l'enregistrement. Ce fut un nouveau sujet de négociation qui fit écarter l'appel des docteurs de Sorbonne, qui tenoit à cœur au gouvernement. Mais pour satisfaire aussi le parlement, le 12 juillet il adressa une circulaire aux évêques, pour les exhorter à ne point donner à la bulle la dénomination de règle de foi, mais seulement de jugement de l'église universelle en matière de doctrine : expédient qui ne satisfit personne. Il en fut de même de l'invitation qu'on fit à tous les partis de demeurer dans un silence charitable, qui ne fut gardé par aucun.

Une consultation peu mesurée de quelques avocats de Paris, en faveur d'un curé de diocèse d'Orléans, interdit par son évêque, commença à ressusciter les troubles en soulevant le zèle de M. de Vintimille, nouvel archevêque, qui avoit remplacé le cardinal de Noailles, et dont l'opinion étoit tout l'opposé de celle de son prédécesseur. Le corps des avocats, embrassant la cause de ses confrères, prétendit fixer l'étendue de la juridiction de l'archevêque. Onze d'entre eux furent exilés. Les autres cessèrent de plaider et intéressèrent le parlement à leur cause. Celui-ci, sans être mandé par la cour, se transporte jusqu'à

Marli, pour présenter des remontrances. Le cardinal étoit en ce moment à Issi. Le roi, privé de son conseil, refusa de voir le parlement, dont la démarche inconsidérée tourna à sa honte. Le prompt rappel des exilés modéra l'aigreur réciproque; mais bientôt elle reparut plus vive que jamais à l'occasion d'un mandement de l'archevêque, du 27 mars 1732. Il étoit dirigé contre les *Nouvelles ecclésiastiques*, journal satirique qui avoit la plus grande vogue, et qui, rédigé par des jansénistes inconnus, étoit distribué régulièrement malgré toute la vigilance de la police. Vingt-deux curés de Paris refusèrent de publier le mandement de leur évêque, et, suivant la mode du temps, en appelèrent comme d'abus au parlement, qui affecta d'être révolté des principes ultramontains qu'il contenoit. Un arrêt du conseil retira cette affaire au parlement. Celui-ci revendique opiniâtrément son droit de haute police sur tous les objets qui peuvent nuire à la tranquillité du royaume; deux conseillers, accusés d'avoir parlé trop librement dans une députation faite au roi à Compiègne, sont arrêtés. L'un d'eux, l'abbé Pucelle, neveu de Catinat, jouissoit d'une réputation méritée d'éloquence et de vertu. Le parlement cesse ses fonctions, et ne les reprend un instant, à la sollicitation de la cour, que pour déclarer le mandement de

l'archevêque de Paris abusif. Un arrêt du conseil casse celui du parlement, réserve à la grand'chambre la connoissance des appels comme d'abus, et, de l'avis même du chancelier d'Aguesseau, quatre nouveaux membres sont enlevés. Les conseillers des enquêtes et des requêtes, qui formoient la plus nombreuse partie du corps, donnent leur démission, disant, que, puisque les membres du parlement ont à craindre de se faire arrêter et exiler en opinant, ou de se déshonorer en gardant le silence, ils remettent leurs charges au roi.

La grand'chambre, composée des plus âgés, étoit restée, et négocia la réintégration de ses jeunes confrères. Ils reprirent leurs provisions, et sur-le-champ se rassemblèrent et firent de nouvelles remontrances. Convocation d'un lit de justice à Versailles, et nouvelles protestations des enquêtes et requêtes. Ils sont tous exilés en différentes villes du royaume. La grand'chambre seule reste encore et négocie de nouveau. D'Aguesseau, l'instrument forcé de tant de rigueurs, et Villars, qui avoit beaucoup de relations avec le parlement, s'emploient l'un et l'autre à rapprocher les esprits, en les portant d'un côté à la douceur et de l'autre à la soumission. Les exilés furent rappelés, et dans les derniers jours de l'année 1732, la cour et le

parlement étoient au même point dont ils étoient partis, sans que toutes les discussions, les coups d'autorité, la résistance, le retour à la soumission, eussent amené une décision qui pût faire espérer le rapprochement des esprits et la tranquillité pour la suite.

La même fermentation qui régnoit dans le parlement, renforcé par le *corps* des avocats, qui prit alors le nom d'*ordre*, se répandoit, par les suppôts du barreau, dans toutes les classes du peuple. Les ecclésiastiques acceptans et appelans s'y firent chacun un parti; ils se combattoient par des écrits aigres et mordans, qu'ils tâchoient, pour s'attirer des lecteurs, de rendre amusans, en y semant des anecdotes plaisantes, vraies ou fausses, contre leurs adversaires. La palme de ce genre est restée long-temps aux *Nouvelles ecclésiastiques*, ce pamphlet des jansénistes, qui a duré plus d'un demi-siècle; les molinistes prenoient leur revanche en livrant à la risée publique ce qui se passoit dans le cimetière de Saint-Médard, paroisse de Paris.

Là avoit été enterré un diacre nommé Pâris, qui n'eut rien d'éclatant dans sa vie qu'un zèle ardent contre la constitution. Mort en 1727, appelant, réappelant, adhérent à l'évêque de Senez, il fut préconisé comme un saint. Le bruit se répandit qu'il se faisoit des miracles à son tombeau; des malades et des

estropiés de tout genre y accoururent. Les patients n'étoient point rebutés, et les curieux, au contraire, étoient fort encouragés par ce qui s'opéroit de merveilleux à ce tombeau. Les malades, appelés par l'appât de la guérison, éprouvoient des convulsions extraordinaires, signes de grandes douleurs qui leur arrachioient souvent des gémissemens et des cris, symptômes assez étranges de la bienfaisante influence du prétendu saint invoqué. L'un se retiroit plus clairvoyant, disoit-il, que quand il s'étoit approché du tombeau; la jambe de l'autre, raccourcie auparavant, mesurée en quittant le tombeau, se trouvoit allongée de quelques lignes. La contagion de la sympathie et l'ébranlement de l'imagination produisirent, dit-on, des effets réels. Oncrioit miracle à pleine voix. « C'est l'œuvre de Dieu, » disoient les appelans; « c'est l'œuvre des démons, » disoient les acceptans; « c'est l'œuvre des hommes, l'œuvre des prêtres toujours frauduleux, et séducteurs intéressés de la populace, s'écrioient ceux qui furent appelés *philosophes*, et qui, ne redoutant plus les oppositions du clergé divisé d'opinions, se servant même des uns pour combattre les autres, faisoient croître dans le champ de l'église leurs systèmes destructeurs de la foi qui est due aux mystères. Le délire étoit au point que l'archevêque de Paris fut

forcé de motiver la défense d'adresser un culte public au diacre Pâris, sur ce qu'il n'étoit pas canonisé. Des avocats fanatiques se trouvèrent pour en appeler comme d'abus, et le parlement ne rejeta pas l'appel. Le désordre cependant qui résultoit du concours perpétuel des illuminés, des curieux et des filous qui se pressaient à toute heure autour du tombeau, fit prendre au gouvernement, en 1732, la résolution de fermer le cimetière. Les adeptes furent réduits à poursuivre, dans des maisons voisines, le cours de leurs prodiges; et le dernier excès du ridicule où ils donnèrent fut la juste peine d'un orgueil insensé qui avoit trop secoué les rênes de la dépendance.

Excepté ces démêlés, le cardinal vivoit dans une tranquillité parfaite. Sûr de la confiance exclusive de son élève, il passoit son temps dans sa maison de campagne d'Issi, n'en sortoit que pour se rendre à Versailles ou au conseil, ou à des conférences particulières avec le roi; sa compagnie ordinaire étoit un supérieur de séminaristes, qu'on appeloit *Sulpiciens*, et des évêques. La vie du roi son élève n'étoit pas moins monotone : timide par caractère, et religieux par les principes que lui avoit inculqués son instituteur, il ne connoissoit d'autre société habituelle que celle de la reine, qui lui avoit déjà donné plusieurs princesses, et, le 4 septembre 1729, un dau-

phin ; la chasse, qu'il aimoit passionnément, et des voyages fréquens à Rambouillet, dans son cercle chéri du comte et de la comtesse de Toulouse, occupoient tous ses momens. Point de plaisirs bruyans, point de fêtes que celles qu'exigeoient des circonstances impérieuses, comme la naissance du dauphin ; encore ne s'y livroit-il que comme entraîné, et non avec cette activité qui répandoit la gaieté dans toute la France pendant la jeunesse de Louis XIV. Sous Louis XV, au contraire, la nation étoit inerte, indolente, à l'exemple de la cour, et surtout du monarque, dont l'apathie incurable étoit fortifiée de l'inapplication où avoit été laissée son enfance, dans la crainte de fatiguer une complexion délicate. De vieux courtisans, Villars entre autres, lui firent des représentations à ce sujet ; mais il continua de montrer, ce qu'il n'a que trop prouvé depuis, que vivre pour soi-même étoit son principal délice.

[1733-34] Cette bienheureuse quiétude fut interrompue par la mort d'Auguste I^{er}, électeur de Saxe et roi de Pologne, arrivée le 1^{er} février 1733. Stanislas Leczinski avoit été élevé sur ce trône en 1704, par la protection de Charles XII, et fut forcé d'en descendre lorsque le roi de Suède cessa de pouvoir le soutenir. Il étoit naturel que Louis XV souhaitât d'y voir remonter son beau-père. Mais

ce prince, désabusé depuis long-temps des illusions de la grandeur, eût abandonné volontiers des prétentions dont il connoissoit tout le vide; et il est à croire que la crainte seule de faire soupçonner que son courage pût être au-dessous de sa fortune, le rengagea dans la carrière de l'ambition. La plus grande partie de la Pologne penchoit pour lui. Il se rendit à ses vœux; et, à l'aide d'un déguisement, parvenu à Varsovie le 8 septembre, il y fut proclamé le 12. Mais déjà, pour soutenir le fils d'Auguste, une armée russe étoit entrée en Pologne, sous le commandement du comte de Munich. Né en Westphalie, au pays d'Oldembourg, ce guerrier, par estime pour Luxembourg et Catinat, avoit fait sous eux ses premières armes, et au temps de la guerre de la succession il avoit suivi les drapeaux d'Eugène. Prisonnier à Denain, il reçut les consolations de Fénélon, et c'est du commerce de cet homme si aimable et si poli, qu'il passa, à la paix d'Utrecht, à celui du czar Pierre, et au service d'un pays encore demi-barbare, dont il adopta les mœurs. Son armée parvint sans obstacle jusqu'au lieu de l'élection, força les partisans de Stanislas à se dissiper, et, le 5 octobre, fit élire Frédéric-Auguste II pour roi de Pologne.

Ce prince, époux de l'aînée des filles de

l'empereur Joseph, et qui, à ce titre, pouvoit élever des prétentions à l'héritage d'Autriche, avoit eu le soin de se concilier Charles, par la promesse de garantir sa pragmatique. Aussi, aux troupes saxonnes qu'il avoit fait entrer en Pologne pour appuyer ses prétentions, l'empereur en avoit-il joint d'auxiliaires, sous le prétexte d'appuyer l'élection la plus légitime, et sa bienveillance avoit encore contribué pour beaucoup aux secours divers que l'électeur avoit obtenus de la czarine.

Celle-ci, Anne Ivanovna, nièce de Pierre-le-Grand, veuve du duc de Courlande, Frédéric Kettler, et sous laquelle les Moscovites commencèrent à influencer sur la politique de l'Europe, étoit le troisième souverain qui occupoit le trône russe depuis la mort du czar, arrivée en 1725. Catherine, veuve de ce prince, lui avoit succédé d'après la dernière volonté même du monarque, suivant le bruit du moins que cette princesse en fit répandre; et à sa mort, en 1727, Pierre II, petit-fils de son mari, et fils du malheureux Alexis, condamné à mort par son propre père, la remplaça. Pierre fut enlevé au bout de trois ans par la petite-vérole, n'étant encore âgé que de quinze ans; et ce fut alors que les grands du pays décernèrent la couronne à la nièce de Pierre-le-Grand, au

préjudice de sa fille , et la lui firent acheter par des concessions et des promesses qui n'eurent aucun effet.

Stanislas , réfugié à Dantzick , y attendoit les secours qui lui avoient été promis par la France , lorsque la place fut investie par les Russes. Le courage des Dantzickois , exalté par l'amour qu'ils portoient à leur prince , leur faisoit supporter depuis trois mois les privations et les travaux de tout genre , suites de leur situation , lorsque , le 13 mai , parut , à l'embouchure de la Vistule , le secours disproportionné de quinze cents François que le cardinal de Fleuri faisoit passer au roi de Pologne. C'étoit tout ce que l'éloignement des lieux et la jalousie de l'Angleterre avoient pu permettre de transporter sur des vaisseaux. Leur chef , le brigadier de La Mothe , mesurant d'un coup d'œil ses forces et celles de l'ennemi , rebroussa chemin sans balancer : mais , arrivé à Copenhague , le jeune comte de Bréhan de Plélo , envoyé de France en Danemarck , s'indigne d'une résolution qu'il croit flétrir l'honneur du nom françois ; et , se mettant lui-même à la tête de l'expédition , quoique pénétré de la certitude de n'en pas revenir , il ramène , au bout de quinze jours , sa petite troupe à la vue des murs de Dantzick. Il attaque sans délai une première ligne russe qui s'opposoit à son introduction dans

la ville , et la force en effet aux dépens de sa vie. C'étoit tout l'effort qu'on pouvoit attendre d'une poignée de braves , opposés à toute une armée ; ils ne purent franchir la seconde ligne. Réduits à se cantonner dans un poste avantageux , ils s'y soutinrent pendant un mois , et firent une capitulation honorable. Ils devoient être envoyés en France ; mais , sur l'avis qu'un vaisseau françois venoit de capturer un vaisseau russe , ils furent transportés à Pétersbourg ; ils y furent d'ailleurs traités avec une urbanité qui les surprit , et qu'ils s'attendoient peu à rencontrer dans un pas qu'ils supposoient encore barbare.

Les forces toujours croissantes des Saxons et de leurs alliés , les progrès nécessaires du siège , la trahison ou la lâcheté qui livra le fort de Wechselmunde , le blocus de la flotte russe , enfin le bombardement de la ville , la réduisirent , après quatre mois d'investissement , à l'impossibilité de tenir davantage. La circonstance la plus affligeante de sa position , c'est que la tête de Stanislas étoit mise à prix , et qu'on n'apercevoit aucun moyen de le soustraire à la rigueur de son sort , sitôt que la ville seroit rendue. Dans cette situation désespérante , le monarque consulte avec l'ambassadeur de France, Monti, le projet d'une évasion qui lui permettroit de rendre aux fidèles Dantzickois, qui se sacrifioient

pour lui , les moyens de traiter au moins de leur propre salut.

Le dimanche 22 juin , déguisé en paysan , et accompagné de trois guides grossiers , sur la fidélité desquels on n'avoit pas eu le temps de prendre des renseignemens bien certains , il s'éloigne à la nuit close des remparts de la ville ; et , à l'aide d'une nacelle , il s'efforce , avec ses compagnons , de gagner la Vistule à travers une inondation qui avoit empêché les approches de l'ennemi de ce côté. Il espéroit , avant la prompte renaissance du jour et la reddition de la place , qui ne devoit avoir lieu que le lendemain , mettre au moins ce fleuve entre lui et les Russes. Mais l'incertitude de sa course au milieu des ombres de la nuit ne lui avoit permis , lorsque le jour commença à poindre , de ne s'être éloigné encore que d'un quart de lieue. Réfugié dans une cabane abandonnée , il y attendoit avec impatience le retour de la nuit , également tardive et courte en cette contrée pendant l'été , lorsqu'une décharge générale de l'armée et de la flotte russe lui annonça que la ville avoit capitulé , et que désormais la sollicitude des alliés alloit se réduire à la poursuite d'un seul ennemi.

La nuit arriva enfin sans qu'ils eussent soupçonné que l'objet de leurs avides recherches étoit presque sous leurs mains. Stanis-

las , après deux heures d'une navigation pénible au travers des roseaux qui résistoient à la nacelle , gagna enfin la chaussée d'une rivière ; mais ce n'étoit point encore la Vistule. Il fut contraint de s'arrêter pendant le jour dans une chaumière habitée , où les Moscovites venoient souvent se rafraîchir , et où vinrent en effet quelques Cosaques , qui mangèrent avec ses compagnons de route , pendant que lui-même , séquestré dans un grenier , étoit couché sur une botte de paille , où il feignoit un sommeil qui étoit loin de ses yeux. Ce ne fut qu'à la troisième nuit qu'il gagna la Vistule ; mais il n'y rencontra point de bateau. Il fallut s'éloigner du fleuve , et chercher encore un nouvel asile. Dans celui-ci le monarque fut reconnu. Le confiant avec du prince envers son hôte fut payé de retour par un zèle aussi vif qu'intelligent , qui prépara les voies au passage. La nuit arrivée , le roi , à la clarté des feux de divers partis russes qui battoient la campagne à sa recherche , se remit en marche , guidé par son hôte ; et , après une lieue de chemin , qui ne se fit pas sans l'appréhension de plus d'une funeste rencontre , il arriva pour la seconde fois sur le bord du fleuve , et eut le bonheur de le traverser dans une barque due aux soins de l'honnête paysan qui l'avoit reçu.

Les plus pressans périls étoient dès lors

passés ; mais Stanislas étoit toujours en pays ennemi pour lui ; et , pour gagner le territoire neutre du roi de Prusse , il restoit à franchir le Nogat , branche orientale de la Vistule , qui se décharge dans le Frisch-Haff. Ce fut l'ouvrage de deux jours , qui eurent encore leurs alarmes. L'indiscrétion des guides , qui se crurent trop tôt hors de danger , l'occupation de plusieurs villages sur la route par les Saxons et les Moscovites , et l'enlèvement de tous les bateaux sur le Nogat , faillirent renouveler les inquiétudes où le monarque s'étoit trouvé. Une bienveillance inattendue , que la Providence lui ménagea de la part de tous ceux auxquels il s'adressa , leva ces derniers obstacles ; et le samedi 2 juillet , ayant gagné Marienwerder , première ville frontière de la Prusse ducale , il put y goûter en une entière sécurité.

Les Moscovites étoient trop éloignés de la France pour attirer sur eux la vengeance de celle-ci. Elle fut donc dirigée contre l'empereur ; et Louis XV s'empara d'abord de la Lorraine , patrimoine du duc François-Etienne , qui devoit épouser l'archiduchesse Marie-Thérèse , fille aînée de Charles VI. Il s'allia en même temps avec l'Espagne , qui éprouvoit des obstacles de la part de l'empereur pour le parfait établissement de don Carlos en Italie ; et enfin avec le roi de Sardaigne ,

qui avoit aussi des sujets de plaintes contre le même prince, et qui se flattoit d'obtenir de cette alliance le Mantouan et le Milanéz en échange de la Savoie.

Ce n'étoit plus le politique et guerrier Victor-Amédée qui donnoit des lois à cette dernière contrée. Il avoit abdiqué volontairement à la fin de 1730, en faveur de son fils Charles-Emmanuel III. Mais les illusions qu'il s'étoit faites des douceurs de la vie privée s'étoient bientôt évanouies, et des tentatives sourdes pour remonter sur le trône avoient été punies par une détention violente qui révolta toute l'Europe, excepté Louis XV son petit-fils. Le cardinal de Fleuri, du moins, pensa que la cause d'un prince qui avoit combattu ses deux gendres méritoit peu de compromettre la paix du royaume, et l'aïeul du roi ne dut qu'au retour des sentimens de piété filiale dans Emmanuel, d'être rendu enfin à la liberté. Il mourut d'ailleurs peu après son élargissement, et deux ans seulement après son abdication.

L'empereur fit tout ce qu'il put pour engager l'Allemagne dans sa querelle et faire déclarer cette guerre, qui lui étoit personnelle, guerre de l'Empire. Il y réussit, mais n'y gagna que d'ouvrir un plus vaste champ aux victoires des François. Les cours de Londres et de la Haie, intéressées par le voisinage

à la tranquillité des Pays-Bas , obtinrent une neutralité pour ces provinces ; en sorte que les principaux efforts se portèrent sur le Rhin. Le 12 octobre , le maréchal de Berwick passa le fleuve , s'empara de Kehl , et s'assura de trois passages pour la campagne suivante. Pendant le même temps , le vieux Villars , uni au roi de Sardaigne , poursuivant le plan d'invasion qu'il avoit proposé au conseil dès le mois de juin , s'emparoit de Pavie , Lodi , Pizzighitone , et enfin de Milan et son château , qui capitula le 30 décembre. Ce général expérimenté , persuadé que pour couvrir une conquête il faut conquérir au-delà , vouloit pousser les Impériaux jusque dans le Trentin , et leur fermer le retour en Italie ; mais le roi de Sardaigne rejeta cette seconde partie de son plan ; et ne voyant aucun intérêt pour lui dans des acquisitions qu'il ne devoit pas garder , il préféra se fortifier dans un pays dont il vouloit rester propriétaire incommutable.

[1734] Le marquis de Maillebois , fils du contrôleur-général Desmarets , fut donc employé pendant l'hiver à soumettre le reste des villes du Milanais ; et , à la faveur de cette faute grossière , quarante mille Impériaux , au retour du printemps , purent se trouver rassemblés sur la frontière. La campagne s'ouvrit favorablement pour eux. Le 2 de mai ,

ils surprirent un gué sur le Pô, et firent courir le plus imminent danger à Villars et au roi, qui, sans autre escorte que leurs gardes et une cinquantaine de grenadiers, s'étoient éloignés de l'armée pour observer l'ennemi. Cernés par quatre cents hommes, une captivité inévitable paroissoit les menacer, lorsque Villars, rappelant son ancienne vigueur, charge à la tête de sa petite troupe, disperse celle des Impériaux, et leur fait encore des prisonniers. Mais c'étoit le dernier effort que pouvoit se permettre son courage; il ressentoit une défaillance générale de ses forces, et les contrariétés qu'il éprouvoit contribuoient encore à en accélérer le déclin. A la fin du mois, il quitta l'armée pour s'acheminer vers la France, et ne put aller au-delà de Turin. Il y acheva sa carrière le 18 juin, et dans la même chambre, dit-on, où il étoit né quatre-vingt-trois ans auparavant, pendant que son père étoit ambassadeur en Piémont. Il eut encore le temps d'apprendre la mort du maréchal de Berwick, qui, le 19 juin, avoit été tué d'un coup de canon dans la tranchée devant Philisbourg. Comparant l'agonie pénible qui le retenoit dans son lit, à la mort brusque obtenue par Berwick au champ d'honneur : « Cet homme-là, dit-il, a toujours été heureux. » Ainsi finirent ces deux grands hommes, restes précieux du siècle de Louis XIV, et les

derniers dépositaires de ce feu sacré qui avoit fait éclore tant de grandes pensées et de grandes choses.

L'armée du maréchal de Berwick receloit dans son sein des hommes destinés à le remplacer un jour sous le rapport des talens militaires. C'étoient les deux Belle-Isle, petits-fils de l'infortuné Fouquet, et surtout le comte Maurice de Saxe, fils naturel du dernier roi de Pologne. Il avoit fait ses premières armes en Flandre, sous Eugène, servi sous le czar à Riga, combattu Charles XII à Stralsund, mérité d'être élu à la principauté de Courlande, dont l'exclut la jalousie des Russes, et s'étoit définitivement fixé en France, où il servoit alors avec le grade de maréchal de camp. L'armée opposée, commandée par Eugène, comptoit dans ses rangs des guerriers non moins illustres : entre autres le prince royal de Prusse, depuis le grand Frédéric, qui, âgé de vingt-un ans, avoit suivi son père à l'armée. Ce dernier, ennemi de la France comme membre de l'Empire, offroit alors, comme prince indépendant, un noble asile à Stanislas, dans sa ville de Königsberg.

Le duc de Noailles, qui, au commencement de la campagne, avoit forcé les lignes d'Etlingen, et le marquis d'Asfeld, qui avoit investi Philisbourg, élevés l'un et l'autre à la dignité de maréchal de France, partagèrent,

après la mort du duc de Berwick, le commandement de l'armée d'Allemagne, tandis qu'en Italie le marquis de Coigni et le comte de Broglie, promus au même grade, remplacèrent Villars. Les premiers poursuivirent le siège de Philisbourg. D'Asfeld couvrit le camp françois de lignes inexpugnables, qu'Eugène jugea impossible de forcer; en sorte que la ville, après cinquante jours de tranchée ouverte, se vit contrainte de capituler. C'étoit un grand exploit en présence d'un général tel qu'Eugène. Les François s'y bornèrent, ou du moins, et malgré l'avantage du nombre, toutes leurs tentatives pour faire un pas de plus furent rendues inutiles par les savantes précautions du prince. Ce fut son dernier exploit militaire; et le rival de Villars mourut deux ans après lui.

Le comte de Merci, qui avoit recueilli en Italie les débris des armées impériales, fut moins heureux qu'Eugène. Battu le 29 juin à Parme, par le maréchal de Coigni, il laissa la vie sur le champ de bataille, ainsi que son aïeul à Nordlingue. Le comte de Kœnigseck, envoyé pour lui succéder, surprit le maréchal de Broglie sur la Secchia, le 14 septembre, et cinq jours après, poursuivant son premier avantage, il attaqua de nouveau les alliés, réunis sous Guastalla et Luzara, et aussi empressés que lui de combattre pour laver la

honte de leur échec. Kœnigseck fut battu , mais il ne perdit guère que le champ de bataille , et son habileté rendit la victoire sans résultat.

A la faveur de cette puissante diversion des alliés sur le Rhin et dans le Milanez, don Carlos abordoit à Naples , et repoussoit le vice-roi Visconti, trop foible pour lui résister. Les Impériaux se retirèrent sur la Pouille, et gagnèrent Bitonto, près de Bari, où ils se retranchèrent. Le général espagnol , comte de Montemar , les y suivit , et les ayant forcés à mettre bas les armes , le 25 mai , en reçut le glorieux renom de duc de Bitonto. Don Carlos , sans permettre aux Autrichiens de respirer , descend au mois d'août avec une partie de ses troupes en Sicile , où le joug allemand étoit peu goûté, et où tout, à l'exception de Messine et de Syracuse , s'empressa de se soumettre.

[1735] L'année suivante ces deux villes se rendirent. Kœnigseck , appréhendant de perdre ses communications avec l'Allemagne, fut contraint de fuir vers l'Adige; et de foibles avantages du comte de Seckendorff sur le Rhin n'y améliorèrent pas la position de l'empereur. Attaqué si violemment de tous les côtés , il chercha à négocier sous la médiation des Anglois et des Hollandois , qui ne voyoient pas sans inquiétude les triomphes

de la France et de l'Espagne. Ils proposèrent des préliminaires qui furent signés à Vienne, le 3 octobre 1735, et suivis d'une suspension d'armes qu'on proclama le même mois en Italie. Don Carlos avoit été couronné à Palerme roi de Sicile, dès le 3 juillet de cette année.

Par les préliminaires de Vienne, Stanislas renonce au royaume de Pologne, n'en conservant que le titre sa vie durant. En dédommagement, on lui accorde les duchés de Lorraine et de Bar, qui seront réversibles en pleine souveraineté à la France après sa mort; et au duc François-Etienne on assure, en échange, la possession du grand-duché de Toscane, si-tôt que la mort de Jean Gaston, dernier mâle de la maison de Médicis, qui ne devoit pas tarder, ouvriroit cette succession. L'infant don Carlos, en échange de Parme et de Plaisance, obtint de l'empereur la cession de Naples et de la Sicile, ainsi que les ports de Toscane, pour lui, pour ses descendans, et à leur défaut pour les autres enfans d'Elisabeth Farnèse, reine d'Espagne, et pour leurs descendans selon l'ordre de primogéniture. Le roi de Sardaigne a pour sa part le pays de Tortone et de Novarre, ainsi que les fiefs des Langhes, voisins de ses états du Piémont. L'empereur rentre dans les duchés du Milan et de Mantoue, que le sort des armes lui avoit

enlevés, et les rois d'Espagne et de Naples renoncent à toutes les prétentions qu'ils pouvoient avoir sur Parme et Plaisance, ainsi que sur la Toscane et ses dépendances. Les choses furent rétablies sur le Rhin comme elles l'étoient avant les hostilités.

Enfin, et c'est ce qui contribua encore à rendre l'empereur facile, la France se rendit garante de la pragmatique autrichienne et de la succession par elle établie. L'article est conçu en ces termes : « La France accepte la pragmatique, telle qu'elle existe par l'acte solennel publié le 19 avril 1719, promet de la défendre, maintenir, et, comme on dit, garantir de toutes ses forces contre qui que ce soit, toutes les fois qu'il en sera besoin. » L'Espagne, qui regrettoit toujours les possessions enlevées à son sceptre par le traité d'Utrecht, refusa d'abord de souscrire à ces préliminaires; mais, hors d'état de faire valoir seule ses prétentions, elle y consentit enfin l'année suivante. La rédaction des traités définitifs auxquels prirent part presque toutes les puissances de l'Europe, pour les intérêts divers qu'elles avoient à ces transactions, éprouva encore de longs retards. Le traité de Vienne ne fut signé qu'en 1738, et l'Espagne n'y accéda même qu'en 1739. Dès 1737 cependant Stanislas avoit été investi de la Lorraine, et le prince lorrain étoit entré en

possession de la Toscane, dont il hérita cette année par la mort du grand-duc.

Ce fut durant l'oisiveté de ces années de paix que les courtisans corrupteurs, spéculant sur les vices et les foiblesses du maître, s'essayèrent à corrompre les mœurs d'un prince que son apathie seule eût défendu de l'erreur des passions. Des intrigues, préparées avec un art infernal, y firent coopérer jusqu'aux vertus de la reine, et, triomphant de l'attachement exclusif qu'aimoit à lui garder le monarque, le firent enfin tomber dans les pièges qui lui étoient tendus. La comtesse de Mailli, Louise-Julie de Nesle, fut la première qui lui fit oublier ses devoirs; mais sa faveur fut courte: et bientôt supplantée par ses propres sœurs, et notamment par la plus jeune, qui fut créée duchesse de Châteauroux, cette première maîtresse, sans prendre le voile comme madame de La Vallière, expia dans les exercices d'un repentir religieux le crime de sa séduction.

[1736-39] Vers ce même temps se déclarèrent les premiers symptômes des troubles qui, en agitant la Corse, préparèrent son union avec la France, union qui, en rendant François les habitans de cette île, a influé sur la destinée de l'Europe, et en a changé toute la face. La lassitude d'un joug pesant, des privilèges abolis, des assassinats tolérés,

des impositions maintenues après l'engagement solennel de les supprimer, tels furent les griefs mis en avant par les Corses pour se soulever contre l'autorité génoise, qui, depuis quatre siècles, dominoit dans l'île. Impuissans à comprimer cette insurrection, les Génois recoururent à l'empereur, qui avoit intérêt de fermer à l'Espagne cette porte de l'Italie. Six mille Impériaux, accordés par lui et commandés par le prince de Wurtemberg, eurent bientôt reconquis la plaine sur l'inexpérience des insulaires. Mais les montagnes leur vendirent leur indépendance; et Louis Giafferi leur chef y fit même éprouver un échec considérable aux Allemands. Cette perte, et celles qu'éprouvèrent encore les Impériaux par les maladies, inspirèrent au prince des pensées de conciliation. Il offrit aux Corses la médiation de l'empereur pour le rétablissement de la paix, ainsi que pour le maintien de leurs droits, et il parvint à la leur faire accepter.

Mais à peine elle étoit agréée que quatre des chefs corses sont arrêtés par ordre du sénat de Gênes. La guerre se rallume aussitôt; et déjà les insurgés appeloient la domination de l'Espagne, lorsque l'empereur, garant des stipulations violées, fit rendre les chefs, mais ne put obtenir du gouvernement génois de traiter les Corses en concitoyens. Cette impo-

litique obstination ramena les hostilités, et avec d'autant plus d'avantage pour les insurgés, que les troupes autrichiennes, appelées à la défense de leur propre territoire pendant la guerre de la succession de Pologne, évacuèrent le pays.

Sur ces entrefaites débarque en Corse, en 1736, un baron de Neuhoff, aventurier westphalien, qui amenoit aux insulaires, sur un petit vaisseau, dix pièces de canon, quatre mille fusils et quelque argent, obtenus par lui du dey d'Alger, qu'il avoit leurré de la perspective de soumettre l'île à son pouvoir. L'enthousiasme, habilement excité par le baron qui faisoit parade d'un crédit imaginaire dans toutes les cours de l'Europe, se propage avec une telle activité, qu'une acclamation générale le proclame souverain de l'île, sous le nom du roi Théodore, et il entretient le prestige par des succès sur les Génois. Cependant ses moyens pécuniaires, épuisés en peu de mois par une représentation politique, le forcent à quitter l'île pour aller chercher de nouvelles ressources. Il intéresse à sa fortune une compagnie de commerçans d'Amsterdam, qu'il flatte de la possession exclusive du commerce de la Corse; et des fonds qu'il en obtient il équipe une frégate et quelques bâtimens chargés d'armes et de poudre, avec lesquels il reparoit à l'impro-

viste devant Ajaccio , assiégée par les siens. Il se proposoit de tenir la place resserrée par mer , ainsi qu'elle l'étoit par terre , lorsqu'un coup de vent le jeta dans le golfe de Naples , où ses vaisseaux avariés furent saisis , et où lui-même fut arrêté. Il parvint à s'échapper de prison ; mais son crédit étoit épuisé , et ne lui permit plus de donner suite à ses premiers desseins.

Gênes , dans l'intervalle , avoit réclamé l'intervention de la France , comme quelques années auparavant celle de l'empereur. Un plan de pacification , dressé sous les yeux du cardinal de Fleuri , fut destiné à être porté en Corse par le comte de Boissieux , neveu de Villars. Il partit dans les premiers jours de 1738 , et on lui donna cinq régimens pour appuyer sa médiation. Ces forces devinrent suspectes aux habitans , surtout quand on leur demanda leurs armes. Ils feignirent de se résigner à leur sort , et profitèrent de la sécurité qu'ils avoient inspirée pour surprendre les François et les repousser dans Bastia. Le comte de Boissieux , déjà malade , en mourut de chagrin , et fut remplacé en 1639 par le marquis de Maillebois. Les bonnes dispositions de celui-ci soumirent l'île en trois semaines ; mais cette conquête fut sans aucun fruit , parce que les événemens d'un plus grand intérêt qui agiterent l'Europe l'année

snivante forcèrent la France de retirer presque aussitôt ses troupes. Ainsi les Corses reprirent la supériorité sur les Génois ; et , s'ils eussent pu étouffer leurs propres discordes , il est probable qu'à la faveur des longues hostilités où se trouvèrent engagées les puissances prépondérantes de l'Europe , ils auroient invariablement affermi leur indépendance.

[1740] L'empereur avoit peu joui du bénéfice de la paix. Les préliminaires du traité de Vienne étoient à peine signés , qu'il se vit engagé dans une nouvelle guerre contre la Turquie. Une alliance contractée en 1726 avec la Russie le mettoit dans l'obligation de donner des secours à cette puissance , qui s'étoit laissé gagner aux sollicitations perfides de l'usurpateur du trône de Perse , Thamas Kouli-Kan , lequel avoit besoin d'occuper les Turcs pour vaquer sans trouble à une expédition qu'il méditoit dans l'Inde. Eugène n'étoit plus : l'Autriche s'en aperçut à ses revers. Une paix honteuse et précipitée vint y mettre un terme par le sacrifice des conquêtes de ce grand général. Temeswar, Belgrade , et toute la partie de la Servie dont il avoit accru l'héritage de la maison d'Autriche à la paix de Passarowitz , en furent détachées par celle de Belgrade , du premier septembre 1739. Mais , à ce prix même ,

Charles s'estimoit heureux de pouvoir assurer à sa fille l'intégrité du reste de ses domaines. Depuis vingt ans c'étoit le but de toutes ses transactions politiques, et il se flattoit de l'avoir atteint, lorsqu'il mourut le 20 octobre 1740. Il descendit au tombeau avec cette ferme confiance que, par la garantie de sa pragmatique, jurée par les principales puissances de l'Europe, l'archiduchesse Marie-Thérèse, sa fille aînée, alloit entrer dans la possession paisible de tous les états de la maison d'Autriche; mais à peine avoit-il les yeux fermés, qu'il se présenta une foule de prétendants, et que se vérifia le mot du prince Eugène : « Que la meilleure de toutes les garanties seroit une armée de cent mille hommes. »

Les électeurs de Bavière et de Saxe réclamoient la succession entière; le premier, comme descendant d'une fille de l'empereur Ferdinand I^{er}, à laquelle elle étoit attribuée à défaut d'hoirs mâles, selon lui, et à défaut d'hoirs de ses fils, selon la cour de Vienne; le second, ce roi de Pologne, que Charles avoit mis sur le trône comme époux de la fille aînée de l'empereur Joseph. Le roi d'Espagne faisoit aussi revivre des droits surannés sur les royaumes de Hongrie et de Bohême, comme descendant de la branche aînée par son aïeule, femme de Louis XIV, et par la

nière de celui-ci ; non qu'il visât directement à la possession de ces royaumes , mais afin de se faire de ces prétentions le droit de ménager , aux dépens de la maison d'Autriche , un établissement en Italie pour l'infant don Philippe , qui venoit d'épouser la fille de Louis XV. Le roi de Sardaigne réclamoit , de son côté , le duché de Milan , du chef d'une trisaïeule ; et le roi de Prusse différentes portions de la Silésie , auxquelles les électeurs de Brandebourg avoient un droit de réversion par des pactes de famille et de confraternité avec les princes silésiens , portions qu'il soutenoit avoir été injustement enlevées à sa maison par celle d'Autriche , sous le prétexte que ces pactes violoient les lois féodales , et en vertu de renonciations équivoques qui avoient été extorquées par la violence. « En un mot , disoit-il dans l'exposition de ses droits , je demande , par force et les armes à la main , ce que la force et la supériorité des armes m'a ravi et me retient. »

Rien n'étoit moins prouvé que ses titres , mais toute prétention est bonne quand on a une armée nombreuse et bien disciplinée , un trésor bien fourni , de la capacité et de l'audace ; or , tels étoient les moyens du jeune Frédéric II , électeur de Brandebourg , et roi de Prusse , par la mort de son père , arrivée cette même année. Aussi songea-t-il moins à

raisonner qu'à agir. Il ne négligea pas pourtant la voie de la négociation ; et, au prix de l'abandon qu'il sollicitoit, il promettoit d'accepter la pragmatique et de la soutenir. Marie, qui n'avoit pu être conseillée encore par l'infortune, rejette ses propositions : dès lors il entre en Silésie. C'étoit à la mi-décembre que ses demandes étoient ainsi rejetées, et à la fin du même mois il étoit maître de Breslau, capitale de la province, et de plusieurs places susceptibles de fortifications qu'il mit en bon état de défense.

[1741] Mais, dès le mois de mars de l'année suivante, le comte de Neuperg, le négociateur infortuné de la paix de Belgrade, tiré de sa captivité par Marie-Thérèse, débouchoit de la Moravie et faisoit reculer le roi de Prusse au-delà de la Neisse. Grotkau retomba entre les mains des Autrichiens, et Olhau, le magasin de l'armée prussienne, étoit menacé du même sort, lorsque Frédéric se détermina aux hasards d'une bataille pour le sauver. Elle se livra le 9 avril, dans les champs de Molwitz. Les Prussiens avoient l'avantage de l'infanterie ; les Autrichiens celui de la cavalerie. Le baron de Romer, qui commandoit la gauche de ceux-ci, profitant de sa supériorité, accable par un vigoureux effort la droite des ennemis, menée par le roi de Prusse lui-même. Il la dissipe, et tourne aussitôt sur le

flanc de l'infanterie , où il jette quelque désordre. Frédéric juge la bataille perdue , et soit de son propre mouvement , soit de l'avis de son général , le maréchal de Schwerin , qui se chargeoit de la retraite , il prend le parti de se mettre en sûreté par la fuite. Il étoit à trois lieues du champ de bataille , lorsque la fortune du combat changea. Depuis son départ , Schwerin avoit obtenu sur les Antrichiens à son aile les mêmes succès que Romer à l'aile opposée ; et celui-ci ayant été tué dans sa quatrième charge contre l'inébranlable infanterie prussienne , dirigée par le prince d'Anhalt , le sort de la bataille fut fixé. Neuperg se retira sous Neisse , que sa présence maintint encore quelque temps , et qui succomba comme les autres places de la Silésie , lorsque la reine de Hongrie rappela son armée à la fin d'octobre , pour l'opposer à des dangers plus imminens.

Pendant que Frédéric agissoit on délibéroit à Versailles. Le cardinal de Fleuri , soit lassitude des affaires , bien excusable à quatre-vingt-huit ans , soit confiance absolue dans la capacité du comte de Belle-Isle , lui avoit laissé prendre un grand ascendant dans le conseil. On ne peut décider si le désir de se rendre considérable par la guerre suggéra au comte le parti qu'il proposa , ou si ce fut une vraie conviction et l'avantage de la France

qui lui fit représenter au conseil que , l'exécution de la pragmatique devant donner à la maison d'Autriche dans l'Europe une prépondérance que la maison de Bourbon avoit toujours redoutée , il falloit profiter , pour l'abattre, de l'occasion qui se présentoit de former contre elle une ligue puissante. Le cardinal étoit retenu par la garantie si solennelle jurée à la pragmatique dans le traité de Vienne, et sans doute par la crainte d'une guerre qui alloit fatiguer ses dernières années. Quant à Louis XV , on sait comment il se comportoit dans le conseil : il écoutoit, jugeoit solidement, disoit son avis, mais avec tant d'indifférence, qu'il n'imposoit nullement la nécessité de partager son opinion. On assure qu'après avoir manifesté son sentiment et indiqué le meilleur parti à suivre, il lui est arrivé de dire : « Vous verrez qu'ils prendront le plus mauvais. »

C'est ce qui arriva dans cette circonstance : on décida de s'opposer à la pragmatique , mais point assez ouvertement pour être publiquement convaincu d'infidélité à une promesse qui devoit être sacrée. Le comte de Belle-Isle fut chargé de cette affaire. Il prit le biais de faire avec l'électeur de Bavière une alliance offensive et défensive, qui obligeoit à le secourir dans les guerres qu'il pourroit avoir, ce qui donnoit à la France le

droit de choquer la pragmatique, sans pouvoir être accusée directement de mauvaise foi. Le négociateur fit entrer dans son plan la jonction de l'Espagne, et les deux cours signèrent de concert à Versailles, le 28 mai 1741, une alliance avec l'électeur de Bavière, à laquelle se joignirent successivement les rois de Prusse et de Sardaigne, celui de Pologne comme électeur de Saxe, et les électeurs palatin et de Cologne.

La réunion de tant de forces fit croire que le partage de la succession de Charles VI seroit l'affaire d'un coup de main. Voici comme on en assignoit les diverses parties : à l'électeur de Bavière, la couronne impériale, le royaume de Bohême, la haute Autriche et le Tyrol; à l'électeur de Saxe, la Moravie et la haute Silésie; le surplus au roi de Prusse; enfin les possessions autrichiennes d'Italie au roi d'Espagne, pour y former un établissement à l'infant don Philippe, frère de don Carlos, sauf quelques districts pour le roi de Sardaigne. L'électeur palatin et celui de Cologne n'avoient point de partage, mais trouvoient dans le traité d'alliance l'avantage d'avoir des sauvegardes pour leurs états pendant la guerre. On laissoit à Marie-Thérèse la Bohême, la Hongrie, les Pays-Bas, la basse Autriche et les duchés de Carinthie et de Carniole. Dans cette espèce de conjuration

générale contre cette princesse, il lui restoit l'électeur de Hanovre, roi d'Angleterre, les subsides du parlement de ce pays, et surtout le désir, ou plutôt la passion des Anglois de susciter des embarras à la France, dont l'intention de protéger les Espagnols, alors en guerre avec la Grande-Bretagne, avoit été pressante, d'anéantir en conséquence sa marine, déjà détériorée par les ménagemens pusillanimes du cardinal à leur égard, et par ses économies mal entendues; et enfin d'envahir telles de ses colonies qui seroient à leur convenance, ou du moins de placer dans l'étendue des mers des stations fortifiées, comme des balises dans un chenal difficile, pour arriver au commerce universel.

Tel étoit depuis long-temps le but presque unique de la politique de l'Angleterre, et c'étoit aussi la cause qui venoit de la constituer en guerre avec l'Espagne. Peu satisfaite, et du privilége qu'elle avoit obtenu au traité d'Utrecht, de l'*assiento* des nègres, accord qui lui donnoit le droit de pourvoir de nègres, durant trente ans, les colonies espagnoles, et de la permission qui y avoit été jointe de commercer librement dans les mêmes colonies avec un vaisseau de cinq cents tonneaux, elle avoit frauduleusement étendu cette concession, d'abord en doublant les dimensions du bâtiment, et peu après en

faisant suivre, à quelque distance, des bâtimens inférieurs qui ne laissoient pas désemplir *le vaisseau* dit *de permission* : en sorte que ce navire équivaloit lui seul à toute une flotte. Le besoin que l'Espagne eut quelque temps de l'Angleterre lui fit fermer les yeux d'abord sur une contravention extrêmement préjudiciable à son commerce, et dont l'usage tarda peu à être considéré comme un droit par les négocians anglois qui s'y livroient. De là des résistances lorsque les gardes-côtes espagnols reçurent des ordres formels pour empêcher la contrebande, et de là encore, de la part de ceux-ci, des insultes, des voies de fait et même des cruautés. Le capitaine anglois Jenkins, arrêté par eux en pleine mer, eut une oreille coupée, et fut menacé même d'un sort plus funeste. Interrogé à la barre du gouvernement sur cette barbarie et sur des paroles outrageantes du capitaine espagnol à l'égard du roi d'Angleterre, il provoqua au plus haut degré l'indignation de l'auditoire par l'éloquente simplicité de sa narration. « Quand on m'eut ainsi maltraité, dit ce marin, on me menaça de la mort. Je recommandai alors mon âme à Dieu et ma vengeance à ma patrie. » Les deux nations étant également exaspérées, l'une de l'audace de la contrebande, l'autre des traitemens qui en furent la suite, le cardinal de Fleuri in-

terposa en vain ses bons offices pour les concilier. Il parvint bien à leur faire signer un accord; mais aucune des parties ne fut fidèle à l'observer. Les hostilités s'engagèrent d'elles-mêmes en 1739, et, au commencement de 1740, l'amiral Vernon s'étoit emparé de Porto-Bello.

En exécution du traité de Versailles, une armée de quarante mille François, auxquels on donna le nom de troupes auxiliaires, passa le Rhin sur la fin d'août, sous les ordres du comte de Belle-Isle, devenu maréchal de France; et, ayant gagné Donawert, elle s'embarqua sur le Danube pour se rendre à Passau, dont l'électeur venoit de s'emparer. Dans le même temps, le maréchal de Maillebois, avec une armée aussi forte, se portoit en Westphalie, et arrêtoit un corps de trente mille hommes que Georges II, roi d'Angleterre, menoit au secours de la reine de Hongrie. La supériorité des François, prêt à s'emparer de son électorat de Hanovre, le força de renoncer à ce projet, et de signer un traité de neutralité le 27 septembre 1741.

L'armée combinée de France et de Bavière pénétra sans obstacle dans la haute Autriche. L'électeur se fit couronner à Lintz en qualité d'archiduc, occupa Ens par un détachement, poussa même au-delà, et envoya jusqu'aux portes de Vienne des partis qui sembloient

annoncer à cette capitale un siège prochain. C'étoit le plan d'invasion qu'avoit tracé Villars quarante ans auparavant, et qu'il avoit en vain conseillé au père de l'électeur. Le fils commit la même faute que son père. Tandis que l'on trembloit à Vienne des simples apparences d'un siège, l'électeur appréhendoit de son côté la longueur dont il pourroit être, longueur qui permettroit aux secours de Hongrie de traverser ses projets, et aux Saxons de conquérir, peut-être pour leur propre compte, cette Bohême sur laquelle il avoit jeté son dévolu. Ainsi la jalousie commençoit déjà à diviser sourdement les alliés. La France d'ailleurs ne voulut qu'affoiblir la maison d'Autriche, et il n'étoit pas dans son intention d'en dépouiller entièrement l'héritière. Du concours de ces vues différentes sortit la résolution de diriger immédiatement l'armée sur la Bohême. Elle quitta donc les bords du Danube, à la fin d'octobre, sous la conduite de l'électeur et du maréchal de Broglie, qui remplaçoit le maréchal de Belle-Isle, nommé plénipotentiaire à Francfort pendant l'élection de l'empereur; et à l'exception de quinze mille hommes qui furent laissés à Lintz au marquis de Ségur pour la garde du pays, elle se dirigea en plusieurs colonnes sur Prague, sous les murs de laquelle on arriva le 23 novembre.

Le grand-duc, époux de Marie-Thérèse , qui n'avoit pu empêcher le roi de Prusse de conquérir la Moravie , profitant d'un armistice qu'il venoit de conclure avec lui, accourut au secours de la place, et coupa les communications des alliés avec le Danube. Il ne leur restoit de salut, aux approches de l'hiver, que dans la prise de Prague; mais, dans la proximité où se trouvoit le grand-duc, qui n'étoit plus qu'à cinq lieues , ce ne pouvoit être que le résultat d'un coup de main. Il fut arrêté pour la nuit du 25 au 26 novembre , et l'exécution en fut confiée au comte de Saxe, alors lieutenant-général. Le comte disposa trois attaques, et assigna la principale à Chevert, simple lieutenant-colonel du régiment de Beauce , mais l'un des hommes les plus fermes et les plus intrépides de l'armée, doué surtout d'un don particulier pour inspirer sa confiance au soldat. On n'oubliera jamais l'ordre qu'il donna en cette occurrence à l'un de ses grenadiers : « Vois-tu cet enfoncement , lui dit-il en lui montrant l'angle rentrant d'un bastion? tu monteras par là; on te crierà, qui vive? une fois, deux fois, trois fois; ne réponds pas, et avance toujours : la sentinelle te mettra en joue, tirera, te manquera; tu fondras aussitôt sur elle, et je suis là pour te soutenir. » Soit habitude d'une soumission qui n'admet point de réplique, soit con-

viction que les choses doivent se passer ainsi que l'a prévu son chef, le soldat, sans faire la moindre objection, monte avec tranquillité, exécute de point en point sa consigne, et Chevert se trouve effectivement sur ses pas pour le secourir. Le rempart est occupé, les portes sont ouvertes, et la ville est prise sans le moindre désordre et sans qu'il en ait coûté plus d'une cinquantaine d'hommes. Le 29 décembre l'électeur est couronné roi de Bohême, dignité fatale à sa maison; et, un mois après, il est encore élu empereur à Francfort, sous le nom de Charles VII. Ce fut le terme de ses succès.

Les Espagnols, sous les ordres du duc de Bitonto, débarquoient en même temps en Italie. Ils y avoient été transportés sous l'escorte d'une flotte françoise et espagnole. Soit respect pour la neutralité de l'Angleterre, soit égard pour la France, ou cause d'infériorité, l'amiral anglois Haddock, qui croisoit dans la Méditerranée, ne troubla point le passage. Ces troupes traversèrent les états du grand-duc, qui, pour conserver son territoire intact, fut contraint de se déclarer neutre dans la cause de sa femme et son fils.

Mais déjà le roi de Sardaigne se repentoit de ses engagemens avec les alliés. Les prétentions trop affichées de l'Espagne à la totalité des possessions autrichiennes en Italie

contrarioient trop les vues qu'il avoit toujours manifestées lui-même sur la Lombardie , pour qu'il pût entrer sincèrement dans les intérêts de Philippe. Il en fut détaché entièrement avant la fin de l'année par le sacrifice de quelques parties de cette province, auquel se résigna sagement Marie-Thérèse ; et d'ennemi de cette princesse , il devint un de ses plus utiles défenseurs , par le double service qu'il lui rendit, de fermer les Alpes aux Espagnols et aux François, et de remettre à sa disposition, pour les employer en Allemagne, la majeure partie des troupes destinées par elle à défendre l'Italie.

Un autre secours lui arrivoit encore de Hongrie. Réfugiée dans ce royaume lorsqu'elle vit menacée la capitale de l'Autriche, elle assembla les états, et s'y présentant avec son fils, depuis Joseph II, qu'elle portoit dans ses bras, et qui étoit âgé de quelques mois : « Abandonnée, dit-elle, de mes amis, persécutée par mes ennemis, et attaquée par mes plus proches parens, je n'ai de ressource que dans votre fidélité et dans ma constance. Je remets en vos mains la fille et le fils de vos rois, qui attendent de vous leur salut. Gardez-vous de trop craindre mes adversaires. Parjures à leurs engagements envers mon père, ils le seront à ceux qu'ils ont pris entre eux. Ils se diviseront pour le partage des dé-

pouilles d'une femme et d'un enfant qui ne sont rien pour eux, mais qui sont beaucoup aux yeux du Dieu protecteur de l'innocence et vengeur des traités. Puisse cet enfant que je vous présente et que je vous confie, croître pour vous aimer et pour vous défendre un jour, ainsi qu'il aura été défendu par vous!» Attendris par le touchant abandon de ces paroles, que Marie prononça en latin, l'idiome des états, les magnats, oubliant leurs vieux griefs contre les précédens monarques, tirent leurs sabres, et s'écrient avec enthousiasme : « Mourons pour notre roi Marie-Thérèse. »

Ce noble élan fut suivi de prompts effets : une cavalerie nombreuse et une nuée de troupes légères, sous les noms de hussards, croates, pandours et talpaches, sortirent de cette contrée et des contrées voisines, et portèrent par toute l'Allemagne la terreur de leurs armes et de leur indiscipline. Avec leur aide, dès la fin de l'année, ou dès les premiers jours de l'année suivante, le général Kevenhuller et le partisan Mentzel avoient reconquis l'Autriche, envahi la Bavière, et forcé le marquis de Ségur, après une longue et inutile résistance, à capituler à Lintz, au moment même où l'électeur étoit proclamé empereur à Francfort : vaine compensation qui ne pouvoit le dédomniager de la perte de ses états.

La Russie n'avoit pu porter de secours à sa fidèle alliée. Les intrigues de la France avoient su lui susciter au dehors et au dedans des embarras qui l'en détournèrent. Par les instigations de celle-ci, et à l'aide de ses subsides, la Suède venoit de déclarer la guerre à la Russie, que travailloit encore une fermentation sourde, occasionnée par les prétentions de la famille de Pierre-le-Grand au trône. Sept jours seulement après la mort de Charles VI, la czarine Anne Ivanovna l'avoit suivi au tombeau, et avoit institué pour lui succéder Ivan de Brunswick son petit-neveu, âgé de deux mois, fils d'Antoine Ulric, frère du duc régnant de Brunswick, et d'Anne de Mecklenbourg sa nièce, laquelle étoit fille elle-même de Catherine Ivanovna, sœur aînée de la czarine. Au préjudice du père et de la mère de l'enfant, elle avoit établi pour régent son favori Biren, duc de Courlande. Ce fut une première cause de dissensions, dont Biren ne tarda pas à être victime. Au bout d'un mois il étoit relégué en Sibérie, et le duc et la duchesse de Brunswick reconnus régens. Mais, étrangers l'un et l'autre au pays par la naissance, et dirigés par d'autres étrangers, Ostermann et Munich, leur gouvernement fut vu d'un œil d'envie; et un parti se forma bientôt pour la princesse Elisabeth, seconde fille de Pierre-le-Grand, et évincée déjà trois fois

de la succession paternelle. Assurée , par ses émissaires , du régiment des gardes , elle se transporte , dans la nuit du 5 au 6 décembre 1741 , à leur caserne , et de là au palais , où furent arrêtés à la fois le jeune czar, son père, sa mère , leurs ministres et leurs conseils. Elisabeth fut proclamée avec le jour , sans que cette révolution eût coûté une goutte de sang, présage heureux d'un règne débonnaire , qui ne vit pas une seule exécution. Dans le cours de l'année, elle fit reconnoître pour son successeur, par tous les corps de l'Etat , Charles-Pierre-Ulric de Holstein-Gottorp, fils de sa sœur aînée.

[1742] Cependant le duc d'Harcourt, envoyé par la France au secours de la Bavière , ayant passé le Rhin le 10 mars , arriva assez tôt pour faire lever le siège de Straubing. Dans le même temps le comte de Saxe prenoit Egra , sur la frontière occidentale de la Bohême , poste important qui fut le salut de l'armée françoise, en lui donnant une communication avec la Bavière. Le roi de Prusse, de son côté, après s'être emparé du comté de Glatz, avoit pénétré en Bohême, et battoit à Czaslaw le prince Charles de Lorraine , frère du grand-duc , pendant que le maréchal de Broglie remportoit à Sahay un avantage pareil sur le prince de Lobkowitz : la fortune enfin de l'empereur sembloit reprendre le

dessus, lorsqu'une nouvelle défection vint le replonger dans un abîme plus profond. Ce fut celle du roi de Prusse. Ses victoires diminuèrent l'éloignement de Marie-Thérèse à traiter avec lui; et les pressantes sollicitations de l'Angleterre, en obtenant pour Frédéric l'abandon du comté de Glatz et de la Silésie, détachèrent facilement un prince à qui les irrésolutions, la foiblesse et les négociations du cardinal faisoient craindre d'être sacrifié. Le 11 juin la paix fut signée à Breslau entre les deux puissances. Les Saxons y étoient compris : en sorte que les François, réduits en Bohême à trente mille hommes, se virent comme livrés aux efforts de deux armées qui, réunies, comptoient le double de soldats, et qui pouvoient encore se recruter.

De Budweiss, sur la frontière méridionale de la Bohême, où le maréchal de Broglie avoit poussé le prince de Lobkowitz, et où il attendoit un renfort qui fut coupé, il rétrograda à la hâte et non sans quelque perte derrière la Blanitz, où il arrêta l'ennemi, et d'où, à la faveur de la nuit, gagnant une marche, il arriva, sans être entamé davantage, jusqu'à Prague, mais sans pouvoir s'opposer non plus à l'investissement de la ville et de son camp par le comte de Kœnigseck. Le maréchal de Belle-Isle vint prendre part aux dangers qu'avoit appelés son impru-

dente exaltation ; et, muni de pleins pouvoirs, il joignit aux faits d'armes les articles de la négociation. Pour prix de la liberté de l'armée françoise, il offroit d'abandonner la Bohême, et il permettoit au cardinal de Fleuri de rejeter sur lui tout le blâme de l'agression, dans des lettres où le prélat déclaroit avoir été entraîné à la guerre malgré lui. Soit aveuglement du succès, ou conseil de sa propre sûreté, la reine de Hongrie livra au mépris de l'Europe la foiblesse du cardinal, en faisant imprimer ses lettres, et exigea qu'au préalable de toute stipulation l'armée françoise se rendît prisonnière ; condition déshonorante, que ne pouvoient accepter deux maréchaux. La tranchée fut donc ouverte ; mais lorsqu'on croyoit les assiégés abattus par le découragement et la disette, une sortie de douze mille hommes, commandés par le duc de Biron, détruisit en un seul jour les longs ouvrages des assiégeans, et l'avis de l'arrivée prochaine du maréchal de Maillebois, chargé de faire lever le siège, ranima encore leur courage. A son approche d'Egra, les Autrichiens abandonnèrent en effet leurs lignes, et le maréchal de Broglie put marcher au-devant de lui jusqu'à Tœplitz. Mais le grand-duc et son frère tenoient les défilés intermédiaires avec des forces si imposantes, que Maillebois crut inutile d'essayer de les forcer. Pen-

sant avoir atteint le but de son expédition par la levée du blocus qu'il avoit procurée, et considérant qu'il n'avoit plus de vivres que pour peu de jours, il se rapprocha du Danube; et, en menaçant l'Autriche, il fit évacuer la Bavière. Cependant on fut mécontent de lui, et son armée fut donnée au maréchal de Broglie, qui, pour la rejoindre, s'échappa de Prague, habillé en courrier.

Contraint de se réfugier de nouveau dans cette ville, privé désormais de toute espérance de secours, et menacé encore de la disette, qui, malgré toutes les précautions prises pendant la levée du siège, devoit bientôt assaillir une population de cent mille âmes, Belle-Isle ne prolongeoit plus sa résistance que dans l'espoir de saisir quelque heureuse occasion d'échapper à la vigilance de l'ennemi. L'hiver vint la lui offrir. Les environs de la ville, ravagés par les Autrichiens à l'époque du premier siège, les forçoient de tenir leurs cantonnemens éloignés. Ils n'avoient laissé que des troupes légères sur la gauche de la Moldau, qui traverse la ville, et la crainte des glaces que charrioit la rivière leur avoit même fait lever les ponts par lesquels communiquoient leurs quartiers. Le maréchal profite de ces circonstances, et, la nuit du 16 au 17 décembre, muni de vivres pour douze jours, il sort en silence à

la tête de douze mille hommes de pied et de trois mille chevaux, et se dirige sur Egra, éloignée de trente-huit lieues. Le temps nécessaire au rétablissement des ponts conservant au maréchal l'avance qu'il s'étoit donnée, il put continuer sa route sans être presque inquiété que par les troupes légères. Les grands obstacles vinrent de l'extrême rigueur de la saison. Des otages enlevés de Prague moururent de froid dans les voitures du maréchal. Les longues nuits qu'il falloit passer au bivouac au milieu de la glace et de la neige, et sans rencontrer toujours le bois nécessaire à allumer des feux, enlevèrent à l'armée un monde prodigieux. La terre étoit jouchée de pelotons d'officiers et de soldats dont les membres avoient été saisis par la gelée, et qui traçoient de la manière la plus lamentable la route de l'armée. A peine cinquante hommes tombèrent sous le fer de l'ennemi, et douze cents périrent de froid dans le chemin. Le dixième jour enfin on gagna Égra, et cinq cents hommes périrent encore à l'hôpital des suites de cette pénible retraite. Elle fit un juste honneur à la sagacité, à la résolution, à l'intelligence et à la conduite du maréchal; mais on eut tort, dans le temps, de la comparer à celle des dix mille. Cinq cents lieues de pays, depuis les environs de Babylone, et à peu de distance du golfe Per-

sique , jusqu'à la colonie grecque de Trébizonde , sur le Pont-Euxin , parcourus en cinq mois par un moindre nombre de guerriers , malgré les défilés , les montagnes et les fleuves qui les arrêtoient à chaque pas , malgré les pluies , le froid , la neige qui les assiégeoient , et la faim qui les minoit ; malgré enfin des armées innombrables qui ne cessoient de les harceler : c'est là un fait unique dans l'histoire et qui n'a pas encore son pendant.

Chevert , demeuré à Prague avec cinq à six mille malades , ne s'en montra pas plus disposé à se rendre prisonnier. Egalement pressé par la ville et par l'armée , il contint l'une et l'autre , en menaçant , si on ne lui accorderoit une capitulation honorable , de mettre le feu aux quatre coins de la ville et de s'ensevelir sous ses ruines. Sa fermeté connue en imposa ; et , le 2 janvier , il obtint du prince de Lobkowitz , conformément à ses désirs , de rejoindre ses compagnons d'armes à Egra. L'armée regagna les frontières de la France , et il ne fut laissé dans Egra qu'une simple garnison , qui , isolée au milieu de l'Allemagne évacuée par les François , fut réduite à se rendre à la fin de l'année.

En Italie , le roi de Sardaigne et les Autrichiens faisoient reculer les Espagnols , et s'étoient emparés de Modène , quand l'appar-

rition en Savoie des François et de l'infant don Philippe appela le roi de Sardaigne à la défense des Alpes. Les efforts des deux nations se brisèrent contre les obstacles qu'il leur opposa ; mais ses derrières pouvoient être inquiétés par la réunion des Espagnols et des Napolitains , lorsqu'un événement inattendu vint l'affranchir de cette crainte.

Renonçant à leur neutralité , les Anglois forcèrent don Carlos, avec lequel ils n'étoient point en guerre , à s'y soumettre lui-même et à rappeler les troupes dont il aidait les Espagnols. Ce fut l'effet de la brusque expédition du capitaine Martin , détaché par l'amiral Mathews , qui avoit remplacé Haddock dans la Méditerranée. Le 12 août il se présente à l'improviste , avec douze vaisseaux , dans le port de Naples, qui n'étoit point préparé à une attaque , et , nouveau Popilius , il donne au roi une heure pour accéder à ses propositions. La menace de réduire la ville en cendres , en cas de refus , ne permit pas au prince de délibérer. Les Anglois s'étoient flattés en Amérique d'un succès plus directement profitable à leurs intérêts , et furent trompés dans leur attente. Trente vaisseaux de ligne et douze mille hommes de débarquement attaquèrent Carthagène et furent repoussés. Ils cherchèrent à s'en dédommager en Allemagne , et , au mépris de leurs enga-

gemens, ils y firent passer des troupes qui hivernèrent dans le pays de Liège.

[1743] Lemaréchal de Noailles, également recommandable comme administrateur et comme guerrier, avoit été chargé de les observer sur le Mein, où ils s'étoient avancés au retour de la belle saison. Ils y étoient réunis aux Hanovriens et à un corps de troupes de la reine de Hongrie. Le comte de Stairs, élève de Marlborough, le même qui étoit ambassadeur en France à la fin du règne de Louis XIV et au commencement de la régence, les commandoit. Georges II et le duc de Cumberland son second fils s'étoient rendus à l'armée. De l'avis exprès du roi, elle s'étoit enfoncée jusqu'à Aschaffembourg, au-dessus de Hanau, entre les montagnes du Spessart et le Mein, dont le cours et les passages, tant au-dessus qu'au dessous de l'armée angloise, étoient au pouvoir des François. Dans cette imprudente position, elle tarda peu à ressentir les inconvéniens de la disette, et à se voir menacée même du sort plus fâcheux d'être contrainte à mettre bas les armes. Le plus prompt retour pouvoit seul prévenir ce malheur ; mais le maréchal avoit fait des dispositions propres à le rendre extrêmement hasardeux. Non-seulement dans un passage étroit par où l'armée angloise devoit défiler, le corps de bataille et l'arrière-garde devoient

être foudroyés par les batteries disposées de l'autre côté du Mein ; mais un autre danger attendoit en même temps la tête de l'armée dans le village de Dittengen. Le duc de Gramont , neveu du maréchal , lieutenant général et colonel des gardes françoises , y étoit caché avec toute la maison du roi , derrière un ravin profond où il falloit que descendît l'armée angloise , et où elle devoit être attaquée avec avantage. Enfin un corps de troupes étoit destiné à passer le Mein à Aschaffembourg , sur les derrières de l'ennemi , pour le presser dans le défilé et lui interdire la retraite. De ces habiles dispositions , louées par le roi de Prusse , bon connoisseur en pareille matière , devoient résulter et la destruction de l'armée angloise , et la prise peut-être du roi ; ce qui eût pu amener la paix. Un courage déplacé ruina tant de belles espérances.

Le 26 juin , dans la nuit , et par le plus grand silence , le roi avoit levé son camp. Mais il étoit observé , et le maréchal n'attendoit , pour donner l'ordre de l'attaque , que l'instant où l'ennemi seroit engagé de toutes parts , lorsque le duc de Gramont , par une impatience , une audace , ou une présomption également inexcusables , quitte son poste et marche en avant du ravin. L'armée angloise se forme aussitôt dans l'espace étroit dont elle

peut disposer, sous la protection d'une artillerie formidable, avantageusement postée sur une colline. Le duc ne laisse pas de l'assaillir, et engagé un combat d'autant plus inégal, que, masquant par cette mouvelle imprudence l'artillerie qui devoit rompre les rangs ennemis, ce second moyen de victoire fut encore perdu.

Contraint de renoncer à ses habiles combinaisons, le maréchal se voit réduit à aviser aux moyens de seconder la témérité de son neveu, et fait passer l'armée de l'autre côté du Mein, dans un champ resserré qui ne pouvoit la contenir. Mais ni ses dispositions nouvelles, ni la présence et l'exemple de cinq princes du sang et d'une noblesse nombreuse, ne purent réparer tant de fautes. On vit un régiment d'élite, celui des gardes françoises, repasser le Mein à la nage, d'où leur vint le sobriquet de *Canards du Mein*, qui a fait verser bien du sang dans les combats particuliers. Après trois heures d'une mêlée sanglante et inutile, le maréchal fit sonner la retraite; et, repassant sur la gauche du Mein, il laissa le champ et le passage libre aux Anglois. Le roi d'Angleterre et le duc de Cumberland ne s'étoient pas moins distingués que les princes françois, et le dernier eut la jambe percée d'une balle. Comme on se dispoit à le panser, ses yeux s'arrêtèrent sur

un mousquetaire françois grièvement blessé, qui avoit été porté près de sa tente. « Commencez , dit-il aux chirurgiens , par panser cet officier françois ; il est plus blessé que moi ; il pourroit manquer de secours , et moi je n'en manquerai pas. » Le roi d'Angleterre ne s'arrêta sur le champ de bataille que le temps d'en prendre possession , et d'y réparer ses forces par quelque nourriture ; il continua sa marche sur Hanau , recommandant ses blessés à la générosité françoise.

Pendant ce temps le maréchal de Broglie , trop foible pour se soutenir sur le Danube devant le prince Charles , qui se trouvoit à la tête d'une armée nombreuse , se retiroit avec peine , lorsqu'un corps de douze mille hommes que lui avoit fait passer le maréchal de Noailles , sous la conduite du marquis de Ségur , lui facilita sa retraite sur le Rhin. Le prince l'y suivit , mais il fit de vains efforts pour franchir cette barrière , qui lui fut fermée par le maréchal de Coigni , comme celle de la basse Alsace le fut au roi d'Angleterre par le maréchal de Noailles. Rebuté de ces inutiles tentatives , le prince prit de bonne heure ses quartiers dans le Brisgau , et le roi d'Angleterre dans les Pays-Bas. Le barbare Mentzel , qui avoit trouvé moyen de percer en Lorraine , fut tué d'un coup de fusil sur les remparts de Saarbruck.

L'évacuation de la Bavière par les François la fit retomber sous la puissance de l'Autriche. Le malheureux Charles VII, obligé encore une fois d'abandonner sa capitale, se vit réduit à intéresser la compassion de celle qu'il s'étoit imprudemment promis de dépouiller. Elle écouta enfin des propositions qu'elle avoit long-temps rejetées; et le 27 juin, jour même de la bataille de Dettingen, l'empereur obtint un traité par lequel il renonçoit à ses prétentions sur l'Autriche, s'engageoit, ainsi que l'Empire, à demeurer neutre pendant la continuation de la guerre, et laissoit la Bavière sous la main de Marie-Thérèse jusqu'à la conclusion de la paix générale. Ainsi la France se trouva avoir à supporter tout le poids d'une guerre dans laquelle elle avoit paru n'entrer que comme auxiliaire. Feignant encore de n'être que partie secondaire, elle donna une déclaration pour retirer ses troupes d'Allemagne, puisque les parties intéressées sembloient être d'accord. La véritable raison, c'est qu'elles ne pouvoient plus s'y soutenir.

Le cardinal de Fleuri ne vit pas cette révolution. Il étoit mort à la fin de janvier, âgé de quatre-vingt-dix ans moins quelques mois, et après avoir tenu seize ans, malgré son grand âge, le timon de l'Etat. Plein d'urbanité dans ses manières, de simplicité dans ses mœurs, ennemi du faste et étranger à la cupidité, ce

ministre trouva dans les qualités qui faisoient le fond de son caractère les deux bases sur lesquelles il établit son administration ; la paix au dehors , et l'économie au dedans. A l'aide de ces deux moyens , aussi puissans que modestes , il cicatrisa peu à peu les plaies qu'avoient faites à la France et les guerres de Louis XIV et les folies du système. Le royaume lui doit encore la réunion de la Lorraine , qui avoit été inutilement tentée depuis plusieurs siècles ; et les sciences , l'important voyage des astronomes françois Bouguer , Godin et La Condamine à Quito , sous l'équateur ; et celui de Maupertuis , Clairault , Camus et le Monnier , à Tornéo , sous le cercle polaire , pour mesurer dans ces latitudes extrêmes un degré du méridien , et vérifier la théorie de Newton sur l'aplatissement des pôles de la terre , et sur l'accroissement de la longueur des degrés terrestres , à mesure qu'on s'éloigne de l'équateur.

Mais parce qu'il n'est rien de bon qui , sous quelque rapport , ne prête à la critique , on a accusé le cardinal d'avoir trop sacrifié à l'amour ou au besoin même de la paix. Persuadé qu'il n'y avoit que les Anglois qui pussent troubler la tranquillité dont il vouloit jouir au dehors , il montra trop la crainte de les mécontenter. Ceux-ci en devinrent exigeans , et Fleuri porta , dit-on , la condescendance

jusqu'à mesurer sur leurs désirs, quelquefois impérieux, les forces de la marine. Il s'y résigna avec d'autant moins de difficulté, que, dans le retranchement des dépenses qu'il auroit fallu faire pour cet objet, il trouvoit à satisfaire le goût d'économie qui lui étoit naturel, et qu'il comptoit d'ailleurs sur le caractère également pacifique de Robert Walpole, qui dirigeoit alors le cabinet britannique. Mais lorsqu'une opposition fougueuse eut précipité celui-ci de sa place, un an précisément avant la mort de Fleuri, et que les circonstances ramenèrent la guerre, la marine décrépite qui restoit et l'adolescente qu'on y joignit ne purent résister à celle des Anglais, qui étoit en pleine vigueur.

Un reproche plus grave et mieux fondé peut-être; c'est celui d'un zèle persécuteur à l'égard du jansénisme, pour lequel on suppose qu'il n'eut pas l'indifférence convenable à un homme d'Etat. Mais lorsque des ecclésiastiques du second ordre, mettant leur propre sens au-dessus des décisions de l'épiscopat, seul juge compétent de la doctrine dans la république chrétienne, ne cessoient de perpétuer le trouble en renouvelant avec acharnement leurs déclamations contre la bulle *Unigenitus*, bulle acceptée par l'immense majorité des évêques, et devenue loi de l'Etat par des enregistrements multipliés,

et que des censures ou des interdictions provoquées par leur révolte ils appeloient au parlement qui recevoit leur appel, il falloit bien que le gouvernement intervînt entre deux autorités opposées ; et, selon le parti en faveur duquel il prononceroit, il ne pouvoit manquer d'être traité par l'autre de persécuteur. Tel fut le cas où se trouva le cardinal. Obligé d'en courir la chance, il crut qu'il étoit de la dignité du pouvoir suprême de ne pas tergiverser dans ses sentimens, et qu'il étoit d'ailleurs aussi juste que conséquent de s'arrêter sans variation à la cause de la loi et à l'opinion de la majorité des juges. Il reste à savoir si, dans l'exécution de ce plan raisonnable, il sut se tenir d'ailleurs dans les bornes de la modération, et si l'exil qui éloignoit des ministres insubordonnés des lieux où ils fomentoient le schisme, n'étoit pas de toutes les rigueurs la moindre qu'il pût employer.

[1744] L'objet primitif de la guerre avoit disparu, et rien dès lors ne sembloit plus aisé à conclure que la paix. Elle étoit offerte par la France et repoussée par Marie-Thérèse, qui étoit aveuglée à son tour par l'ivresse du succès, et qui se flattoit de trouver dans la continuation de la guerre des dédommagemens aux cessions qu'elle avoit faites en Silésie et dans le Milanez, et peut-être même

l'occasion de rentrer dans ces provinces et dans le royaume de Naples. Elle étoit entretenue dans cet espoir par un nouveau traité d'alliance qu'elle venoit de contracter à Worms avec l'Angleterre et le roi de Sardaigne : en sorte que la France se vit contrainte de renoncer, malgré son inclination, au rôle d'auxiliaire, et de déclarer franchement la guerre à des puissances avec lesquelles elle se trouvoit depuis long-temps dans un état trop réel d'hostilités.

Les premiers jours de cette année avoient même été témoins de deux entreprises spécialement dirigées par la France contre l'Angleterre. Le délabrement de la marine n'avoit pas été si complet que, par les soins du ministre de ce département, Jean-Frédéric Philippeaux, comte de Maurepas, petit-fils du chancelier de Pontchartrâin, quatorze vaisseaux ne se trouvassent alors équipés dans le port de Toulon pour seconder seize vaisseaux espagnols, qui, après avoir transporté des troupes et des munitions à don Philippe, y étoient bloqués par trente-quatre vaisseaux de ligne anglois aux ordres de l'amiral Matthews. Le 22 février, la flotte combinée osa, malgré son infériorité, braver l'expérience des Anglois, et le résultat d'un combat indécis fut à l'avantage des alliés, en ce qu'ils purent gagner Carthagène, pendant que

l'amiral anglois alloit se réparer à Minorque. De Court, âgé de quatre-vingts ans, commandoit les François, et don Joseph de Navarros les Espagnols. Malgré mille preuves de bravoure qu'avoit données l'amiral anglois, l'orgueil national, humilié de ce qu'il n'avoit pas vaincu, le traduisit devant une cour martiale, qui le jugea au moins incapable de servir; et le vieux de Court, qui avoit sauvé l'amiral espagnol d'une ruine certaine, accusé par lui de l'avoir laissé tomber dans cette détresse par un secours tardif, fut relégué dans ses terres. Le seul Navarros, qui, à la vérité, avoit résisté à cinq vaisseaux anglois; mais qui, blessé au commencement de l'action, n'y avoit eu de part que celle que lui firent prendre ses lieutenans, Girardin et De l'Age, officiers françois, en recueillit toute la gloire, et fut comblé d'honneurs dans sa patrie.

Dans le même temps, vingt-six autres vaisseaux françois, sous le comte de Roquefeuille, sortoient de Brest et gagnoient en plusieurs divisions les côtes de l'Angleterre. Ils y transportoient vingt-quatre mille hommes et le prince Charles-Édouard, fils du chevalier de Saint-Georges. Courageux, entreprenant, secret, indifférent à la fatigue, ferme dans l'adversité, modéré dans le succès, on pouvoit tout attendre de son carac-

tière , et il avoit encore le comte de Saxe pour guide et pour appui. Aucun moment d'ailleurs ne pouvoit être plus favorable pour une semblable expédition. La majeure partie des troupes angloises étoit sur le continent , et la plupart des vaisseaux anglois en commission. Mais il ne faut qu'un coup de vent pour rompre les opérations maritimes les mieux concertées. Souvent cette cause avoit ruiné les espérances des Stuarts. Cette fois encore elles subirent la même fatalité. Déjà on touchoit aux côtes de Kent , lorsque le 6 mars un ouragan violent rejeta la flotte sur les côtes de France , où plusieurs bâtimens se perdirent.

Ce ne fut qu'après cette agression formelle , agression légitimée par une foule d'autres , dans lesquelles les Anglois avoient assailli les vaisseaux françois sous le prétexte mensonger de les prendre pour des vaisseaux espagnols , que la guerre fut solennellement déclarée. On prit en même temps des mesures pour la pousser avec vigueur. L'impôt du dixième , qui avoit été levé dans la guerre de Pologne , avoit déjà été rétabli. Le contrôleur-général Orri , qui avoit succédé à Des Forts en 1730 , y joignit les ressources dont il alimentoit depuis ce temps le trésor royal ; savoir , des rentes sur les gabelles , sur les aides , les tailles , les postes ; des tontines , des emprunts viagers , une loterie royale ,

des créations d'offices nouveaux et des taxes sur les anciens. On essaya d'autre part d'ébranler la fidélité du roi de Prusse aux engagemens qu'il avoit contractés à Breslau ; et ce prince , qui croyoit avoir des motifs pour soupçonner quelques regrets à la reine de Hongrie sur l'abandon de la Silésie , promit en effet une diversion. Enfin don Carlos , que la nécessité seule avoit retenu dans la neutralité , fut excité à la rompre ; et les Génois , qu'avoit aliénés le traité de Worms , par lequel Marie-Thérèse mettoit au nombre des cessions faites par elle au roi de Sardaigne les droits qu'elle prétendoit avoir sur le marquisat de Final , quoiqu'il eût été vendu par son père à la république , furent encore invités à faire cause commune avec la France.

Quant au plan de campagne qui fut adopté , le prince de Conti , digne petit-neveu du grand Condé , devoit commander les François dans les Alpes , et y seconder don Philippe et les Espagnols ; le maréchal de Coigny , demeurer sur la défensive en Alsace ; et les hostilités principales être portées dans les Pays-Bas. Le maréchal de Noailles devoit s'attacher aux sièges des places fortes , et le comte de Saxe , promu à la dignité de maréchal de France , en couvrir les opérations. Le roi se rendit à l'armée , et la duchesse de Châteauroux , dame d'honneur de la reine ,

osa prendre congé de cette princesse pour le suivre.

Contre les cent mille François qui envahissoient les Pays-Bas, les alliés n'opposoient que soixante et dix mille hommes, commandés par Wade, élève de Marlborough, et le comte d'Aremberg, élève d'Eugène. Les Hollandois devoient se joindre à eux, et s'étoient déjà avancés dans les plaines de Lille; mais la promptitude de l'invasion déconcerta leurs desseins. Le roi arriva à Lille le 12 mai, et le 10 juillet Menin, Ypres, Knoque et Furnes étoient déjà en son pouvoir. On se flattoit de conquérir le reste de la Flandre avec la même rapidité, lorsqu'on apprit que le prince Charles, à la tête de quatre-vingt mille hommes, avoit passé le Rhin à Spire le 1^{er} juillet, qu'il s'étoit emparé des lignes de Weissembourg, et avoit repoussé au-delà de Saverne le maréchal de Coigni, trop foible pour lui résister. Il fallut changer de plan, porter les principales forces en Alsace, et se tenir au contraire en Flandre sur la défensive. On en donna le soin au maréchal de Saxe, à qui on ne laissa que quarante-cinq mille hommes; mais les savantes manœuvres de ce général pendant le reste de la campagne suppléèrent au petit nombre, et fixèrent sa place au rang des premiers capitaines.

Le maréchal de Noailles, avec le reste des

forces , se dirigea sur le Rhin. Le roi l'y suivoit lorsqu'il fut arrêté à Metz par une maladie. Pendant ce temps le roi de Prusse , jugeant l'armée autrichienne suffisamment occupée par l'armée françoise , et inquiétée encore sur ses derrières par les troupes de Bavière et de la régence de Hesse-Cassel , entra de nouveau en Moravie et en Bohême , et en douze jours fit capituler, le 16 septembre, à Prague , une garnison de dix-huit mille hommes , qui , à la vérité , ne s'attendoit guère à y être attaquée. Mais déjà , dès le 24 août , le prince Charles avoit repassé le Rhin sans avoir été entamé par les François , qui , au lieu de le suivre et d'essayer de l'arrêter par une action , quel qu'en pût être l'événement , se bornèrent à investir Fribourg , dont les châteaux tinrent deux mois et ne se rendirent , faute de vivres , que le 25 novembre. Le roi , qui étoit venu au siège après son rétablissement , repartit pour la capitale aussitôt après la reddition de la ville , qui capitula le 1^{er} novembre.

Cependant le prince Charles se hâtoit vers la Bohême. Aidé par la diversion de vingt-cinq mille Saxons que le roi de Pologne venoit de mettre à la disposition de la reine , sous la promesse d'une partie de cette Silésie qu'elle ne possédoit plus , il harcela et fatigua tellement les Prussiens , en les tenant

dans de continuelles alarmes pour leurs magasins, que, le 27 novembre, ils évacuèrent Prague, après en avoir fait sauter les fortifications. L'empereur seul gagna à tous ces mouvemens : la Bavière se trouva évacuée, et, pour la troisième fois, il put rentrer à Munich, mais dans un état de détresse et de dénûment que sa dignité rendoit encore plus sensible, et qui dut beaucoup diminuer pour lui les amertumes de la mort, qui le surprit dans les premiers jours de l'année suivante.

En Italie, le prince de Conti et don Philippe avoient ouvert la campagne dès le premier avril, qu'ils avoient passé le Var, et s'étoient emparés de Nice sans combat. Avec plus de fatigue et de gloire, ils s'étoient rendus maîtres de Villefranche, où le roi de Sardaigne, retranché dans les montagnes avec vingt mille hommes, avoit été battu et forcé de s'embarquer sur la flotte angloise de l'amiral Mathews, qui le transporta à Vado avec ses troupes. Les deux généraux se proposoient de suivre les côtes de la mer ; mais la menace de l'amiral anglois, de considérer la violation du territoire de Gênes comme une infraction de sa neutralité, les forcèrent de renoncer à ce projet. Ils remontèrent en conséquence jusqu'à Château-Dauphin, à l'entrée de la vallée de la Sture. Le bailli de Givry et le brave Chevert escaladèrent le roc

le 19 juillet; et, malgré l'artillerie des Piémontois et la présence du roi de Sardaigne, ils en atteignirent le sommet et l'emportèrent après un combat sanglant qui coûta deux mille hommes aux assiégés et le double aux alliés. L'acharnement fut égal de part et d'autre; tous les défenseurs du fort y périrent: il fallut en arracher le roi de Sardaigne, qui vouloit se faire tuer dans les retranchemens; et, du côté des François, on vit des grenadiers profiter du recul des pièces d'artillerie pour se jeter dans le fort à travers les embrasures.

Mais ce n'étoit pas assez de cet exploit pour pénétrer en Piémont: il falloit emporter encore le poste des barricades, triple retranchement de quelques toises, dans la largeur de la vallée, entre deux montagnes dont la cime se perdoit dans les nues, et, au débouché, enlever le fort de Démont. On trouva heureusement le moyen de tourner le premier obstacle, et Démont, incendié par un boulet rouge qui porta dans un magasin de mèches, se rendit à discrétion le 17 août. Dès lors le Piémont fut mis à contribution, et la tranchée fut ouverte le 13 septembre devant Coni. Une bataille que le roi de Sardaigne, renforcé de dix mille Autrichiens, hasarda pour secourir la place, ne remplit pas son objet; mais le gouverneur, confiant en l'ap-

proche de la mauvaise saison, ne laissa pas de tenir. Sa constance fut payée de succès. Au bout de trois semaines, la chute des neiges et le débordement de la Sture avertirent les assiégeans de faire une prompte retraite, ce qu'ils exécutèrent en Dauphiné et en Savoie, après avoir fait sauter les fortifications de Démon.

Des événemens moins importans en eux-mêmes, et plus considérables par leurs résultats, avoient occupé la scène au centre de l'Italie. Le comte de Gages, qui, dès l'année précédente, avoit remplacé le duc de Bitonto, s'étoit joint, dans les états romains, aux troupes de don Carlos. Le prince de Lobkowitz, d'autre part, s'étoit avancé au-delà de Rome. Il avoit pénétré dans l'Abbruze, saisi Aquilée, et publié sans effet un manifeste par lequel les Napolitains étoient invités à changer de maîtres. Pendant que les deux armées s'observoient, don Carlos pensa être fait prisonnier dans Vallettri, dont le comte de Brown s'empara le 11 août par un coup de main. Gages recueillit les fuyards, et calmant bientôt la terreur qui se répandoit de toutes parts, il s'attacha à couper la retraite aux Autrichiens. Il en résulta un combat assez vif, où les derniers furent repoussés. Cet échec, et les pertes que les maladies dues aux chaleurs d'un climat étranger leur faisoient faire cha-

que jour, les déterminèrent à regagner le Bolonois; et ainsi finit la campagne.

C'étoit le 4 août que le roi étoit arrivé à Metz, où le maréchal de Schmettau, envoyé par le roi de Prusse, venoit concerter avec lui le mouvement des armées. Le 8, le roi fut attaqué d'une fièvre putride, et six jours après il étoit à l'extrémité. La duchesse de Châteauroux et le duc de Richelieu ne quittoient pas le roi. Le duc, premier gentilhomme de la chambre et familier du monarque, avoit contribué à l'élévation de la favorite, et en attendoit en échange la continuation de sa faveur. Leurs soins réunis tendoient à éloigner tout le monde de la personne de Louis XV, et ils affectoient de ne point croire à son danger, pour repousser les secours que la religion offroit au prince, et se faire un jour un mérite auprès de lui, s'il en réchapoit, de lui avoir épargné les inutiles terreurs de la mort. Mais le duc de Chartres, en qualité de représentant du premier prince du sang, et stimulé par les avis de son père, força des consignes qu'il n'eût pas été donné à d'autres de pouvoir lever, et assisté de François de Fitz-James, évêque de Soissons, fils du maréchal de Berwick, et premier aumônier du roi, il lui annonça son état, et le remit entre les mains du prélat. Celui-ci fit goûter au monarque les consolations célestes;

mais il y mit un prix , celui de faire cesser le scandale d'un attachement illégitime. Le moribond s'y résigna , et donna l'ordre du renvoi de la duchesse. Mille opprobres de la part du peuple accompagnèrent son départ et son voyage. Pendant le même temps la reine arrivoit pour prodiguer ses soins à son époux. Elle le retrouva donnant l'espoir d'une guérison prochaine , et disposé à réparer ses injustices envers elle. Le peuple , ravi de voir son prince rendu à la fois à la vie et à la vertu , le proclama le *Bien-aimé* , et se livra dans toute la France à un enthousiasme inexprimable. Accablé de toutes parts de témoignages de sensibilité , le roi demandoit ce qu'il avoit pu faire pour mériter tant d'amour ; et le peuple lui savoit gré , comme d'un acte de modestie , de la naïveté de sa question. Mais , poursuivi bientôt par des conseils corrupteurs , il se lassa d'un empressement qui imposoit des efforts à sa faiblesse. Des rencontres qui sembloient fortuites , et qui étoient ménagées par l'adresse de la séduction , le rengagèrent dans ses coupables liens. La duchesse fut rappelée avec éclat , et le prélat , qui n'avoit fait que remplir les obligations étroites de son ministère , fut exilé dans son diocèse. Ce triomphe du vice fut de courte durée , et quelques jours s'étoient à peine écoulés depuis le retour de la favorite à

la cour , qu'elle se sentit frappée des atteintes de la mort. Moins heureuse que le monarque, elle y succomba; et cette funèbre et effrayante leçon fut encore perdue pour lui.

[1745] L'aigreur réciproque qui avoit gagné les puissances belligérantes leur fit négliger la nouvelle occasion de terminer leurs différends , que leur offroit la mort de Charles VII, arrivée le 20 de janvier. L'Angleterre , piquée des tentatives de la France pour rétablir Charles-Edouard sur le trône de ses pères, maintenoit de tout son pouvoir, par d'immenses subsides, les anciennes prétentions de la reine de Hongrie. Celle-ci en formoit de nouvelles à la dignité impériale pour son époux , et la France au contraire se proposoit de l'assurer dans la maison de Bavière, et d'en décorer le jeune électeur Maximilien-Joseph. Mais ce prince, poussé jusqu'à Augsbourg par les troupes autrichiennes qui étoient rentrées en Bavière, et éclairé par les malheurs de son père sur les illusions du diadème, fit sa paix avec Marie-Thérèse, lui promit sa voix pour le grand-duc, et reconnut la légitimité du vote de Bohême que la force avoit rejeté lors de l'élection de Charles VII.

Trompée encore une fois dans ses espérances de paix, la France se vit forcée à de nouveaux efforts pour la conquérir. On réso-

lut de se tenir sur la défensive en Allemagne, et de porter les grands coups en Italie, et surtout en Flandre. Le maréchal de Saxe y commandoit encore cette année. Le 1^{er} mai, après avoir donné le change aux ennemis, il investit Tournai, qui, en vertu du traité de la Barrière, tenoit garnison hollandaise. L'armée alliée, commandée par le duc de Cumberland, s'ébranla pour la secourir. Déjà elle étoit proche, lorsque le maréchal, laissant quinze mille hommes dans ses lignes pour contenir la garnison, se forme dans une plaine au-delà de l'Escaut, ayant le village de l'ontenoy devant son centre, celui d'Autuin à sa droite, et le bois de Bari à sa gauche, tous ces postes hérissés de canons qui les rendoient inabordables. Le 11 mai cependant il fut attaqué dans cette position par l'armée combinée. Les Anglois occupoient le centre; les Autrichiens, sous le comte de Kœnigseck, tenoient la droite; les Hollandois, qui s'étoient enfin prononcés, formoient la gauche sous le prince de Waldeck. Les deux armées étoient à peu près égales, et chacune comptoit environ quarante-cinq mille hommes. Le roi, ainsi que le dauphin qui sortoit à peine des fêtes de l'hyménée, s'étoient rendus à l'armée sur l'apparence prochaine d'une bataille.

L'action s'engagea sur les neuf heures du

matin par une canonnade long-temps prolongée, qui n'offrit point de résultat sensible. Kœnigseck donnoit le conseil de s'en tenir à ce genre d'attaque, qui suffisoit pour interrompre les travaux du siège; mais l'impatience des Anglois s'en irrite, et avec une rare intrépidité ils s'avancent contre le village de Fontenoy. Cependant, toujours repoussés par l'artillerie formidable qui les foudroie, ils renoncent à aborder les François par ce point, et s'engagent, pour parvenir jusqu'à eux, entre le village et le bois. Mal secondés par leurs auxiliaires, qu'une résistance opiniâtre empêcha de marcher d'un pas égal, seuls ils se portent en avant, exposés à tout le feu des batteries de Fontenoy et des redoutes de Bari. C'est alors que, pour essayer d'y dérober leurs flancs, la nécessité les fit se resserrer en une épaisse et redoutable colonne, qui, par sa masse et son feu toujours roulant, écrasait les foibles corps d'infanterie successivement opposés à son attaque. Dans sa marche lente, mais continue, cette espèce de forteresse ambulante perça deux lignes d'infanterie françoise. Il ne lui restoit plus qu'à dissiper la réserve de cavalerie: alors, hors de la portée des batteries, elle eût pu rabattre sur sa gauche et enlever Antoin, où le maréchal avoit marqué le quartier du roi et du dauphin. Déjà l'alarme s'y répandoit,

et l'on avoit conseillé au roi le parti prudent de la retraite. Il s'y refusoit, craignant de porter peut-être le découragement dans l'armée, lorsque le maréchal, survenant, confirma le monarque dans sa résolution, en lui annonçant une victoire qui ne pouvoit plus tarder. Les pertes en effet que l'artillerie ne cessoit de faire éprouver à la colonne diminuoient de plus en plus sa consistance, et le moment approchoit où elle devoit la perdre tout-à-fait. On le hâta, sur l'avis de Richelieu, à l'aide de quatre pièces de canon qui avoient été réservées pour couvrir, en cas de nécessité, la retraite du monarque, et qui, inutiles à l'effet du combat, furent livrées par lui pour coopérer au succès de la journée. Pointées sur le front même de la colonne, elles en éclaircissent les rangs; et, mettant obstacle à ce qu'ils pussent se reformer, un vide considérable tarda peu à s'y faire remarquer. Aussitôt le signal de la charge est donné à une cavalerie d'élite, qui, la pénétrant de toutes parts, la dissipe en moins d'un quart d'heure, comme par enchantement. Ce qui échappe à un massacre affreux fait une retraite périlleuse sous le feu des batteries de Bari, et n'est hors de danger qu'après avoir laissé neuf mille hommes sur le champ de bataille. Les vaincus ne furent point poursuivis. Un plus grand intérêt ramena l'armée victorieuse

dans les lignes de Tournai, qui, dix jours après, devint le prix de cette importante victoire.

Elle fit d'autant plus d'honneur au maréchal de Saxe, qu'il étoit mourant alors, et qu'incapable de monter à cheval c'étoit en litière qu'il se faisoit transporter partout où sa présence étoit nécessaire. Le roi, au milieu des cris de triomphe qui retentissoient sur le champ de bataille, fixa l'attention de son fils sur le spectacle déchirant du carnage; et, en lui faisant envisager avec horreur à quel prix s'achète une victoire, il lui donna l'utile leçon de ménager le sang de ses peuples. Le jeune prince, dans un transport de bravoure qu'il avoit fallu réprimer, avoit mis l'épée à la main lors de la dernière charge contre la colonne, et avoit voulu donner avec les braves qui la dissipèrent. Le maréchal de Noailles renouvela en cette occasion l'exemple de patriotisme et de générosité donné par le maréchal de Boufflers à la bataille de Malplacet. Il n'hésita point à agir en second sous le maréchal de Saxe, qui non-seulement étoit son cadet, mais presque son ouvrage. Un boulet de canon lui enleva, dans cette journée, l'imprudent neveu qui lui avoit ravi une victoire certaine, et qui n'avoit cependant pas cessé de lui être cher. Lorsqu'on apprit au roi cette mort: « Combien d'autres, dit-il en sou-

pirant, nous aurons à pleurer ce soir! » Les ennemis, affoiblis par leurs pertes, ne purent mettre obstacle aux rapides progrès de l'armée françoise. Le reste de la campagne fit tomber en son pouvoir Gand, Bruges, Oudenarde, Dendermonde, Ostende, Nieuport, Ath, toute la Flandre en un mot; et enfin, au cœur de l'hiver et lorsqu'on croyoit la campagne terminée, la capitale du Brabant, Bruxelles, où l'on trouva des munitions pour nourrir l'armée pendant quatre mois.

Les succès n'étoient pas moindres en Italie. Gênes, malgré les menaces des Anglois, avoit adhéré à l'alliance françoise et espagnole, et, malgré le bombardement de ses places, y avoit persisté. Elle avoit joint dix mille hommes et un train d'artillerie à l'armée de don Philippe et du maréchal de Maillebois, qui remplaçoit le prince de Conti, mécontent de son collègue, et qu'on avoit cette année envoyé en Allemagne. Tandis qu'ils entrent par le ponant dans l'état de Gênes, le comte de Gages y arrivoit par le levant, et tous ensemble ils descendent dans le Montferrat. Il s'emparent de Serra-Valle, en présence des Piémontois et des Autrichiens réunis à Novi, et ensuite de Plaisance, de Parme et de Pavie. Le roi de Sardaigne et le comte de Schullembourg, réfugiés sous le canon de Tortone, ne s'y croient point en

sûreté, et, mettant le Tanaro entre eux et les ennemis, ils se couvrent à la fois de cette rivière et du Pô, vers le point où le premier se jette dans le second. L'adresse du comte de Maillebois, fils du maréchal, qui feint de marcher sur Milan, les sépare; aussitôt le Tanaro est franchi, et les Piémontois, battus à Bassignano, reculent jusqu'à Casal, qui tombe bientôt au pouvoir des alliés, ainsi que les villes d'Alexandrie, de Valence, d'Asti et enfin de Milan, où don Philippe reçut, au mois de décembre, le serment de fidélité du sénat et du peuple. Toutes les possessions autrichiennes d'Italie, à quelques citadelles près, étoient conquises, et le roi de Sardaigne étoit presque réduit à sa capitale, menacée d'un siège.

L'armée d'Allemagne, dont le but étoit de s'opposer à l'élection du grand-duc, réduite par les renforts qu'on en tiroit pour la Flandre, devint incapable de remplir son objet. Le grand-duc lui-même, avec une armée supérieure, couvrit Francfort et força même le prince de Conti à repasser le Rhin. Dès lors rien n'empêcha l'effet de la majorité des suffrages que l'impératrice s'étoit assurée, et le 15 septembre son époux fut élu empereur malgré les protestations du roi de Prusse, et même malgré ses victoires. Le 4 juin, en effet, il avoit battu le prince Charles à Fried-

berg en Silésie, et acquitté, ainsi qu'il l'écrivoit à Louis XV, la lettre de change tirée sur lui à Fontenoy. Depuis, quoique surpris et inférieur de moitié, il le battit encore à Solr ou Prandnitz en Bohême; et le 15 décembre enfin une nouvelle défaite des Autrichiens et des Saxons, à Kesseldorff, sous les murs de Dresde, lui livra cette capitale de la Saxe, d'où s'éloigna le roi de Pologne, et où entra aussitôt Frédéric en vainqueur plein d'aménité. Mais déjà le roi d'Angleterre interposoit de nouveau sa médiation pour le réconcilier avec l'impératrice. Le peu d'avantages, d'une part, que tiroit le roi de Prusse de la diversion de la France en Flandre, où il prétendoit que les victoires de Louis XV ne lui profitoient pas plus que si elles eussent été remportées sur le Scamandre, et d'une autre part, le désir naturel à l'impératrice de sauver un allié dépouillé de ses états, et de porter en Italie les forces que réclamoit la défense de la Bohême, facilitèrent le rapprochement; et dès le 25 décembre, moyennant la cession du comté de Glatz, ajoutée par l'impératrice à celle de la Silésie, et un million d'écus d'empire que se soumit à payer le roi de Pologne, le roi de Prusse fut rendu à sa neutralité.

Les Anglois s'étoient emparés, au mois de juin, de Louisbourg et de toute l'île Royale ou du cap Breton, voisine de l'Acadie, con-

quête importante , qui les rendoit à peu près maîtres exclusifs des pêcheries de Terre-Neuve, et qui interrompoit en partie les communications de la France avec le Canada. Mais presque dans le même temps l'Angleterre eut à trembler pour ses propres foyers. Le prince Edouard , que n'avoit pu porter l'année précédente en Angleterre une flotte de vingt vaisseaux de ligne , osa confier sa fortune à une petite frégate de dix-huit canons , frétée par un négociant de Nantes , et qui portoit sept officiers , quelques fusils, et peu d'argent. Avec ce foible appareil il débarque , au mois d'août , sur l'une des îles occidentales de l'Ecosse , gagne la côte voisine de Loch-Aber , et publie un manifeste où il s'annonce pour revendiquer ses droits , à l'aide seule de ses concitoyens. Cette déclaration lui donne aussitôt une armée de trois mille montagnards , avec lesquels il s'avance jusqu'à Perth. Le 15 décembre il y est déclaré régent des trois royaumes pour son père ; et, quatre jours seulement après, fortifié des secours qu'il reçoit dans cette ville , des nobles Ecossois et de leurs vassaux qui s'attachent à sa cause , il est proclamé de nouveau à Edimbourg.

Cependant sir John Cope , général des troupes angloises dans le nord de l'Ecosse , qui avoit refusé d'abord de croire à la nou-

velle du débarquement du prince , rassemble les troupes régulières qui sont à sa disposition , ainsi que les Écossois attachés à la maison régnante , s'embarque avec quatre mille hommes à Aberdeen , descend à Dunbar près d'Édimbourg , et s'approche de cette ville jusqu'à Preston-Pans. Le jeune Edouard n'hésite point à l'y attaquer avec trois mille montagnards seulement , et il ne fallut à leur courage que dix minutes pour triompher du nombre et de l'expérience de leurs ennemis. De ceux-ci , cinq cents furent tués , neuf cents blessés , et quatorze cents faits prisonniers. Munitions , armes , bagages , artillerie , tombèrent au pouvoir des vainqueurs , et leur procurèrent les moyens offensifs qui leur manquoient. Le prince , dont la tête avoit été mise à prix par la régence d'Angleterre , s'en vengea avec grandeur par l'humanité dont il usa envers ses prisonniers ; et sa clémence rehaussa l'éclat de sa victoire.

L'Écosse cependant étoit loin de lui être entièrement dévouée , et une grande partie suivoit par choix les drapeaux de son adversaire. Sans laisser aux siens le loisir de calculer leur foiblesse , Edouard profite de la confiance que leur inspire leur succès pour les diriger sur Londres même. Il entre dans le Northumberland , s'empare de Carlisle , descend jusqu'à la hauteur de la principauté

de Galles, et ne pouvant y pénétrer faute de ponts, se rabatsur Derby, à trente lieues de Londres, où la consternation commençoit à se repandre. Mais déjà le duc de Cumberland avoit été rappelé du continent avec des troupes réglées, et il avoit pris poste à Stafford, près de Derby. Edouard ne s'étoit avancé d'une manière si hasardeuse au cœur de l'Angleterre, que pour donner l'occasion de se déclarer aux nombreux partisans qu'on l'avoit flatté d'y rencontrer. Mais, soit qu'il eût été abusé, soit que l'arrivée du duc de Cumberland eût comprimé les volontés, personne ne remua. Une bataille pouvoit seule ouvrir au prétendant le passage jusqu'à la capitale; mais la modicité de ses forces lui défendoit de la tenter. Sa position devenoit d'autant plus critique qu'il étoit encore observé par le général Wade, qui, demeuré stationnaire à l'est pendant l'invasion du prince, se trouvoit à portée de lui couper la retraite. C'étoit pourtant le seul parti qui lui restât. Il le prit dix jours après son entrée à Derby, et l'exécuta, malgré toutes les difficultés de la saison, avec un secret et une activité qui mirent en défaut ses adversaires, et en même temps avec un respect des personnes et des propriétés qu'on étoit loin d'attendre de ses montagnards, et qui eût fait honneur à l'armée la mieux disciplinée et la mieux pourvue.

Rentré en Écosse, il y trouva quelques foibles secours en hommes et en argent qui lui venoient de la France et de l'Espagne, mais qui, disproportionnés avec ses besoins, n'avoient pour but que d'occuper les Anglois hors du continent. La politique de quelques puissances du nord, qui voyoient cette expédition de mauvais œil, enchaînoit la bonne volonté de la France, qui craignoit d'accroître le nombre de ses ennemis.

[1746] Poursuivi avec mollesse, le jeune prince n'eut pas plutôt gagné l'Écosse qu'il s'attacha à la prise du fort de Stirling. Sans expérience des sièges, et sans autre artillerie que le canon de bataille dont il avoit pu s'emparer en battant ses ennemis, il se consumoit devant cette place, lorsque le général Hawley s'avança pour la dégager. Hawley s'étoit vanté de dissiper l'insurrection avec deux régimens de dragons. Il en avoit davantage quand, arrivé le 24 janvier à Falkirk, les montagnards se présentèrent fièrement à sa rencontre. Au choc de sa cavalerie ils opposèrent une décharge à bout portant qui la rompit. Dans sa suite, elle porta le désordre dans les rangs de l'infanterie, déjà incommodée du vent et de la pluie qui la frappaient au visage, et la déroute des Anglois fut complète sans que leur perte fût considérable.

Un renfort de six mille Hessois amenés par

le duc de Cumberland , qui succéda à Hawley dans le commandement de l'armée , délivra Stirling. A son approche , Edouard fit retraite à Inverness , pour être à portée des secours qu'on pourroit lui faire passer. Le duc ne l'y suivit point , et s'établit à Aberdeen , s'attachant d'abord à enlever les postes épars de l'ennemi. Il quitta enfin ses quartiers vers la fin d'avril , passa sans obstacle la rivière de Spey , qu'Edouard auroit pu disputer avec avantage , et s'approcha d'Inverness. De son côté , le prétendant marchoit au-devant de lui avec le désir de le combattre et l'espoir de le surprendre ; mais , arrivé à la vue des Anglois , ses gens se trouvèrent tellement excédés de fatigue et de faim , qu'ils étoient incapables de combattre , et il crut devoir se retirer sur Culloden , pour leur faire prendre du repos et de la nourriture. Ils se livroient avec excès et sécurité à la satisfaction de ce double besoin lorsqu'ils furent surpris à leur tour par les Anglois. Edouard eut peine à ranger ses troupes en bataille : son artillerie mal servie fut sans effet , tandis que celle des Anglois faisoit d'énormes ravages parmi les siens. En vain , fatigués du spectacle de leurs pertes , cinq cents montagnards s'élancent sur les batteries qui les causent ; en vain ils fondent avec la même impétuosité sur les colonnes ennemies , ils s'épuisent dans leurs

succès par des résistances nouvelles que la supériorité du nombre permet de leur opposer, et une charge de cavalerie achève leur défaite. La moitié demeura sur le champ de bataille, et le reste se divisa en pelotons qui ne purent plus se rallier.

Blessé, mais échappé aux fureurs de cette journée, où l'on vit l'impitoyable vainqueur explorer le champ de bataille, non pas pour sauver les mourans, mais pour les massacrer, Edouard marcha cinq jours et cinq nuits sans pouvoir se reposer, suivi d'une vingtaine de compagnons de son infortune, qui furent bientôt contraints de l'abandonner pour ne pas éveiller par leur nombre l'attention de ceux qui le cherchoient. Il ne lui en resta que deux, dont il fut encore obligé de se séparer de temps en temps. Avec eux il se rend dans un petit port, où ses partisans de France étoient convenus de faire aborder les vaisseaux chargés des secours qu'ils pourroient lui fournir. Il les y attend ; mais, presque reconnu, il est forcé de fuir. Il passe la nuit dans les boues d'un marais, et s'éloigne au point du jour de ce lieu funeste. Cependant les vaisseaux qui paroissoient au loin envoient un canot sur le rivage ; le prince n'arrive pas à temps, et les vaisseaux gagnent le large. L'infortuné se rejette dans ces pays sauvages : il y marche à l'aventure, ne sachant à qui se

fier, sans asile, sans gîte fixe ; tantôt il erre sur des montagnes inaccessibles, tantôt il s'enfonce dans les réduits profonds des cavernes, tantôt enfin sur une mer orageuse, il est ballotté d'île en île dans les plus frêles embarcations, et toujours il est livré aux rigueurs de la température et au tourment de la faim. Travesti en paysan et caché même sous des habits de femme, il donne le change à l'avidité de la recherche d'un ennemi barbare qui a dévasté et brûlé vingt lieues de pays autour de lui pour lui enlever tout asile. Contraint cent fois de confier son sort à la discrétion du pauvre, qui n'ignore pas qu'une somme de trente mille livres sterling est promise à qui le livrera, aucun n'est tenté de devenir riche au prix d'une telle lâcheté. Un jour, exténué par la fatigue et affaibli jusqu'au désespoir, il se détermina à frapper à la porte d'une cabane ennemie. Le maître paroît : « Le fils de votre roi, lui dit le jeune prince en l'abordant, vous demande du pain et des habits. Je sais que vous êtes mon ennemi ; mais je vous crois assez de vertu pour ne pas abuser de ma confiance et de mon malheur. Prenez les haillons qui me couvrent, gardez-les ; peut-être pourrez-vous un jour me les rendre sur le trône de la Grande-Bretagne. Attendri et pénétré à la vue d'une infortune si auguste, le paysan prodigua à son hôte tous les secours que lui

permet sa pauvreté, et lui garde un secret fidèle. Enfin, après cinq mois de courses, languissant et affoibli, succombant à la maladie par l'excès des fatigues et des inquiétudes, à peine couvert d'habits en lambeaux, Edouard est recueilli, le 29 septembre, par un corsaire de Saint-Malo, qui avoit abordé secrètement à la côte de Lochnanagh, et qui le débarque à Roscof près de Morlaix, le 10 octobre, non sans avoir couru le nouveau danger de tomber dans une croisière anglaise.

Mille atrocités suivirent en Angleterre la défaite du prétendant. Les prisons se remplirent des défenseurs de sa cause, et les échafauds furent inondés de leur sang. Pendant ce temps, plongé dans les délices de Paris et à l'abri de ces catastrophes cruelles, Edouard en apprit les détails avec indifférence : telle est du moins l'assertion de quelques écrivains. Mais, pour l'honneur de l'humanité, il faut repousser une imputation qui n'est pas croyable, qui fut peut-être l'ouvrage de la politique, et qui, si elle n'étoit une calomnie, laisseroit à demander ce que c'est donc que l'héroïsme. Appliquons ici plutôt cette noble sentence d'un historien de nos jours (M. Lacretelle) : « Ayons de la foi pour les belles actions, et réservons le doute et l'incrédulité pour les mauvaises. »

La ruine absolue du jeune prince et la désfection du roi de Prusse changerent la perspective flatteuse que la fin de la dernière campagne avoit offerte à la France. Des négociations avec le roi de Sardaigne furent entamées pour ramener l'équilibre rompu par l'accroissement des forces que l'Autriche alloit avoir en Italie. Charles-Emmanuel s'y prêta volontiers ; mais l'Espagne , qui pour le satisfaire devoit se départir d'une partie de ses prétentions , y persistoit avec inflexibilité. Louis néanmoins , se portant fort pour cette puissance , qu'il se proposoit d'amener à ses desirs , continuoît à vouloir traiter. Emmanuel ne s'y refusoit pas , mais sous la condition de pouvoir masquer aux Autrichiens , par des apparences d'hostilités réelles , les négociations pacifiques qui existoient entre la France et lui. Suivant ces termes , il se présente devant Asti , que défendoient neuf bataillons françois. Leur chef , secrètement instruit du mystère que l'on fait aux Espagnols et aux Autrichiens des dispositions amicales des deux nations , épargne le sang humain ; et , après une résistance simulée , livre une garnison que la paix va rendre à ses foyers. Les Espagnols crient à la trahison , la division s'introduit dans le conseil entre eux et les François , et elle est telle que le maréchal de Maillebois , inquiet pour sa

propre sûreté au milieu des Espagnols , s'en sépare , et les met ainsi dans la nécessité d'évacuer eux-mêmes Alexandrie, dans la crainte d'y être forcés , comme les François l'avoient été à Asti.

Le roi de Sardaigne signifie alors la rupture des négociations , et dans le même temps trente mille Autrichiens, sous le jeune prince de Lichtenstein , descendent en Lombardie. Ils font évacuer Milan à don Philippe , et par d'autres succès partiels enlèvent tous les points d'appui des François et des Espagnols. Le danger commun rapproche ceux-ci, mais sans mettre plus d'unité dans leurs conseils. Le maréchal vouloit qu'on se hâtât de regagner l'état de Gênes , dont la défense eût été facile ; mais follement entêté de son duché de Parme , don Philippe ne peut se résoudre à le perdre de vue. L'armée combinée y est atteinte par les Autrichiens, et un engagement opiniâtre s'y livre le 15 juin sous les murs de Plaisance. La victoire , après neuf heures de combat, demeura aux Autrichiens. Les François y perdirent dix mille hommes , et compensèrent foiblement cette perte par la fierté d'une retraite qui fit honneur au comte de Maillebois, fils du maréchal , et qui permit à l'armée de rentrer dans l'état de Gênes. Mais neuf mille Espagnols et sept mille François, qui restoient d'une armée naguère si floris-

sante, ne se crurent point en état de le défendre, et gagnèrent les uns la Savoie, et les autres la Provence. Gênes, mal pourvue de vivres, et déjà bloquée par une escadre anglaise, se trouva ainsi dans la nécessité d'ouvrir ses portes aux Autrichiens, qui y entrèrent le 6 septembre, pendant que le roi de Sardaigne, de son côté, faisoit capituler Savone et Final, recouvroit le comté de Nice et pénétrait en France.

Antibes fut d'abord investie par les alliés. Pour en pousser le siège, il falloit de l'artillerie; elle leur manquoit. Ils se résolvent à la tirer de Gênes. Les Autrichiens en ordonnent l'extraction, et poussent l'oubli des convenances jusqu'à forcer les bourgeois de la descendre de leurs remparts. Déjà ulcérés par des contributions exorbitantes, qui, exigées sans délai, avoient tari les trésors de la banque, et épuisé ensuite les ressources des particuliers, dont les plaintes étoient punies par de nouvelles taxes, ceux-ci, avec un dépit concentré, se résignoient à ce surcroît d'humiliation, lorsqu'un coup de canne, donné par un officier autrichien à l'un des malheureux conducteurs de l'artillerie, fut comme une étincelle électrique qui en un moment fit passer tout le peuple de l'extrémité de l'abjection à toute l'exaltation du courage et de la vengeance. Tous les Autrichiens répandus

par la ville, et bien loin de la pensée d'un soulèvement, sont massacrés sur l'heure. Le marquis de Botta leur chef, qui partageoit leur sécurité, avoit son quartier dans un faubourg : les portes de la ville lui sont fermées. L'arsenal est enfoncé, le tocsin sonne, les paysans d'alentour affluent au secours de la populace armée, et cette troupe inexpérimentée, suppléant par son énergie à ce qui lui manque sous le rapport de l'art, pousse le marquis non-seulement hors de ses murs, mais hors même du territoire de la république.

Cet événement eut une influence immédiate sur la Provence, où les Autrichiens menaçoient Toulon et Marseille. Déjà le comte de Brown, qui avoit tout rançonné et dévasté jusqu'à la Durance, commençoit à manquer de vivres, qu'il tiroit auparavant de Gênes, lorsque le maréchal de Belle-Isle, savant dans la guerre de chicane, arriva avec quelques troupes, rassura la province, et arrêta dès le premier moment les progrès de l'ennemi. Aidé depuis d'un renfort d'Espagnols envoyé par le nouveau roi d'Espagne Ferdinand IV, qui venoit de succéder à Philippe V son père, il fit craindre aux Autrichiens d'être cernés, et les détermina ainsi à une promptre retraite : elle eut lieu dans les premiers jours de l'année suivante.

La France étoit plus heureuse en Flandre

qu'en Italie. Leroi, qui s'y étoit rendu, fut témoin d'une partie des conquêtes du maréchal de Saxe et du prince de Conti. Celui-ci avoit été rappelé d'Allemagne, où sa présence étoit inutile depuis la neutralité des Cercles, qui avoit été procurée par le roi de Prusse. Louvain, Malines, Arschot, Anvers, Mons, Saint-Guillain, Charleroi, Namur enfin, furent le fruit et des coups de vigueur et des savantes manœuvres du maréchal. Le mois d'octobre étoit arrivé. Il fit proposer au prince Charles, qui commandoit les alliés, de prendre l'un et l'autre leurs quartiers. Mais le prince, qui se rappeloit peut-être la prise de Bruxelles au cœur de l'hiver dernier, se défiant d'une proposition qui n'avoit été suggérée que par amour de l'humanité, répondit qu'il n'avoit pas de conseils à recevoir de ses ennemis. « Puisqu'il s'y refuse, dit Maurice, il faut donc l'y forcer, et il lui présenta la bataille qui fut acceptée. Le prince Charles, adossé à la gauche de la Meuse, étoit posté entre Liège et Maestricht, couvrant cette place, objet des ardens désirs du maréchal, qui, maître de ce point important, eût inondé la Hollande sans obstacle. Les villages de Liers, de Waremet de Raucoux, munis d'une artillerie nombreuse, étoient sur le front des alliés. Il falloit les emporter pour parvenir jusqu'aux ennemis, et les François étoient

dans la même position où se trouvèrent les Anglois à Fontenoy : mais ils furent plus heureux dans leurs manœuvres. Les postes de Warem et de Raucoux, emportés à la baïonnette , permirent à leur impétuosité de se déborder dès lors avec moins de danger. La victoire en fut le fruit, mais la brièveté des jours , à l'époque du 11 octobre , leur déroba une partie des avantages qu'ils en devoient attendre. Le prince Charles , de tous les généraux le moins déconcerté par une défaite, repassa la Meuse à la faveur de la nuit, et put protéger encore Maestricht.

Les Anglois inquiétèrent les côtes de Bretagne et firent une tentative inutile contre la ville de Lorient, dépôt de la compagnie françoise des Indes orientales. Le 3 octobre , ils débarquèrent au nombre de cinq mille hommes; mais, soit terreur panique , soit crainte des avaries que pouvoit éprouver leur flotte en cette saison sur une côte découverte , ils se rembarquèrent cinq jours après. Ils ignoroient alors les pertes que leur propre compagnie faisoit en ce moment au centre même de sa puissance. La Bourdonnaie , gouverneur de l'île de Bourbon, dont la colonie nouvellement formée l'avoit été des débris d'une colonie plus ancienne dans l'île voisine de Madagascar, et Dupleix, gouverneur de l'établissement de Pondichéry, sur la côte orien-

tales de la presqu'île de l'Inde, leur portoient ces coups funestes.

La Bourdonnaie, qui avoit prévenu sans succès le ministère qu'en vain l'on se flattoit de maintenir dans un état de neutralité les établissemens commerciaux des deux nations dans cette partie du monde, et qui n'avoit pu l'amener à lui confier des forces suffisantes pour y protéger les propriétés françoises, avoit suppléé par son industrie à la négligence du gouvernement. Il construisit lui-même des navires, arma des bâtimens marchands, et se forma ainsi une escadre de neuf petits vaisseaux, avec laquelle il affronta et battit, à la hauteur de Negapatnam, la flotte angloise de l'amiral Peyton, lui enleva pour un temps l'empire de ces mers, et en profita pour mettre le siège devant Madras, chef-lieu des établissemens anglois sur la côte de Coromandel. Ils'en empara le 21 septembre; mais, astreint par ses instructions à ne point garder de conquêtes, il mit la ville à rançon moyennant onze cent mille pagodes, environ dix millions de nos livres. Dupleix, que l'on soupçonne de préventions jalouses à l'égard de La Bourdonnaie, refusa de ratifier cette convention, et prit possession de la ville. Il prétexta que le traité n'étoit point assez avantageux à la compagnie, dont les intérêts avoient pu être sacrifiés à ceux du

général , et il dénonça au gouvernement , comme un traître, un guerrier plein de zèle et de lumières, qui , au lieu des honneurs et des grâces qu'il sembloit devoir attendre dans sa patrie à son retour , n'y trouva que des fers. Ce ne fut qu'après trois ans de souffrances à la Bastille que son innocence fut reconnue, et il ne sortit de son cachot que pour succomber aux infirmités qu'il y avoit contractées.

[1747] L'année 1747 s'ouvrit à Versailles par des fêtes, à l'occasion du second mariage du dauphin. L'année précédente, au mois de juillet, il avoit perdu l'infante Marie-Thérèse sa première épouse : elle étoit morte en couches d'une fille qui ne survécut que deux ans à sa mère. Sa seconde femme , Marie-Josèphe, fut choisie chez les alliés mêmes des ennemis de la France. Elle étoit fille de l'électeur de Saxe, qui avoit évincé Stanislas du trône de Pologne, et lui avoit fait courir tant de dangers à Dantzick ; mais la gloire du maréchal de Saxe, son oncle naturel , avoit commencé à écarter des préventions que les qualités personnelles de la princesse achevèrent de dissiper. Dès les premiers jours de son mariage, elle donna des preuves de l'agrément et de la solidité de son esprit. Le dauphin avoit conservé pour la mémoire de l'infante un attachement profond, que trahi-

rent ses larmes au milieu même des apprêts de l'hymen. La dauphine s'en aperçut : « Laissez couler vos pleurs en liberté, monsieur, lui dit-elle; ils m'apprennent ce que je dois attendre de votre estime si j'ai le bonheur de la mériter. » L'étiquette exigeoit encore que l'un de ses brillans atours fût un bracelet orné du portrait de son père. La reine n'osoit y porter les yeux; elle crut cependant devoir s'y résigner. « Ma fille, lui dit-elle, voilà donc le portrait de votre père? — Oui, maman, répond la dauphine; voyez comme il est ressemblant. » En même temps elle l'approche de ses yeux, et lui fait reconnaître Stanislas.

Gênes avoit peu tardé à voir reparoître sous ses murs les Autrichiens et les Piémontois, et les excès qui avoient accompagné sa délivrance lui avoient fait une nécessité de se défendre. Mais, de quelque dévouement que fussent animés ses citoyens, ils auroient bientôt succombé, si la France n'eût trouvé moyen de leur faire passer, avec quelques secours en argent, quatre à cinq mille hommes, qui, sous le commandement du duc de Boufflers, digne héritier du mérite militaire de son père, parvinrent à tromper la vigilance de la flotte angloise. Fortifiés de cette troupe expérimentée, les Génois attaquent avec avantage les postes les plus rapprochés des assiégeans, et

les forcent de s'éloigner de plus en plus de leur enceinte. Dans le même temps le maréchal de Belle-Isle passoit le Var ; et , rentrant dans le comté de Nice , il obligea le roi de Sardaigne à abandonner Gênes pour courir à la défense de ses propres états. Les Autrichiens , délaissés par lui , ne se croyant plus assez forts pour réduire cette ville , se retirèrent ; et la flotte angloise levant dès lors un blocus devenu inutile , Gênes fut entièrement délivrée. Attaqué de la petite-vérole , le duc de Boufflers , dont l'habileté et la constance avoient amené ce succès , ne vit pas l'heureuse issue de ses travaux , et ce fut le duc de Richelieu , envoyé pour le remplacer , qui en recueillit les fruits. Inscrit au livre d'or de la noblesse de Gênes , et honoré d'une statue placée parmi celles des grands hommes qui avoient bien mérité de la république , la reconnoissance génoise s'acquitta envers lui de ses services et de ceux de son prédécesseur.

Le véritable auteur du salut de Gênes , qu'il avoit opéré par sa diversion , le maréchal de Belle-Isle , toujours livré à son caractère entreprenant , imagina d'inquiéter alors le roi de Sardaigne pour le Piémont même , et fit remonter à cet effet le comte de Belle-Isle son frère jusqu'au-delà de Briançon , pour forcer le col de l'Assiette , sur le chemin

d'Exiles. Quatorze mille hommes , partagés en trois divisions, devoient l'attaquer en tête et à revers. Le comte, arrivé le premier au rendez-vous avec sa colonne , ne juge point à propos d'attendre les deux autres , et sans artillerie, avec une témérité que le succès ne pouvoit excuser, il aborde des retranchemens épais , construits sur un roc presque inaccessible , garnis d'une artillerie formidable, et défendus en partie par des déserteurs qui n'avoient pas de quartier à attendre et par d'autres troupes dont le nombre , encore problématique , a été enflé ou diminué selon qu'on a voulu flétrir ou justifier l'entreprise du général françois. Deux heures d'inutiles efforts , et pendant lesquelles les Piémontois purent choisir leurs victimes à leur gré, coûtèrent aux François deux mille blessés , quatre mille morts , presque tous leurs officiers, et parmi eux le chef imprudent qui les guidait, et qui planta en vain un drapeau dans les retranchemens ennemis. Privé par ses blessures de l'usage de ses mains, il essayoit encore, avec plus de désespoir que de véritable courage, d'arracher, dit-on, les palissades avec ses dents , lorsqu'il reçut le coup mortel. Après cet affreux désastre, qui arriva le 22 juillet, on se trouva trop heureux de pouvoir hiverner encore dans le comté de Nice.

Les Hollandois , qui , sous la qualité de simples auxiliaires des ennemis de la France , faisoient à celle-ci une guerre trop réelle , espéroient toujours , de leur apparence de neutralité , que leur territoire continueroit à être affranchi des calamités de la guerre , et en étoient d'autant moins ardens à voir finir des démêlés où leur commerce trouvoit à bénéficier. Mais , désabusé de l'espoir d'en faire les médiateurs d'un accommodement , le roi changea de politique à leur égard , et forma la résolution de les amener , par leurs propres périls , à des dispositions sincèrement pacifiques. Sans leur déclarer toutefois la guerre , il leur fit signifier que , de même que trois ans auparavant vingt mille Hollandois avoient pris poste près de Lille sans prétendre faire la guerre au roi , de même il comptoit entrer cette année sur leur territoire sans aucun dessein hostile contre la république , et avec la seule intention de priver l'Autriche et l'Angleterre des ressources que ces puissances en retiroient. A cette notification , l'alarme se répandit dans les Provinces-Unies , et le peuple , se croyant dans les mêmes circonstances où l'avoit placé l'invasion de Louis XIV , voulut recourir aux mêmes moyens de salut , et força ses magistrats à proclamer stathouder , et stathouder héréditaire , le prince d'Orange , Guillaume-

Charles-Henri Frison, de la branche de Nassau-Diest, fils de celui qui se distingua à Malplaquet, et arrière-petit-fils d'Albertine de Nassau-Dillembourg, seconde sœur du fameux Guillaume III, et son héritière par testament.

Le duc de Cumberland, qui cette année commandoit les alliés en Flandre, et qui, au grand détriment de la santé des soldats, avoit levé ses quartiers de bonne heure, étoit repassé sur la gauche de la Meuse dans l'intention de couvrir Maestricht, par où le maréchal de Saxe paroissoit s'obstiner à commencer les opérations contre la Hollande. Ce dernier essaya de l'effet d'une bataille pour parvenir à investir la place; elle fut présentée et acceptée le 2 juillet à Laufeld, village occupé par les alliés en avant de la ville. Ce fut aussi le point sur lequel se dirigèrent les efforts qui devoient décider de la victoire. Trois fois les François en furent chassés : ce ne fut qu'à la quatrième attaque qu'ils en demeurèrent les maîtres, et que la journée se déclara pour eux. L'armée battue repassa le fleuve; mais, cantonnée dans le duché de Limbourg, elle fut toujours à portée de défendre Maestricht. Dans l'impossibilité de la déloger de ses positions, le maréchal avisa au moyen de l'y retenir, et de faciliter ainsi la conquête du Brabant hollandois. A la faveur de ce

plan, les forts de l'Écluse, du Sas de Gand, de la Perle, de Liefskenhock, de Zantberg, les villes d'Axel et de Terneuse, passèrent en peu de temps sous la main des François, qui prétendirent ne les garder qu'à titre de dépôt; mais la plus brillante de leurs conquêtes fut celle de Berg-op-Zoom. Cette ville, qui avoit résisté au duc de Parme et à Spinola, où depuis Cohorn avoit épuisé toutes les ressources de son art, que ses marais défendoient d'une circonvallation entière, à qui ses communications avec la mer offroient la ressource des ravitaillemens de toute espèce, et qui étoit protégée enfin par une armée campée au milieu des inondations qui les couvroient l'une et l'autre, passoit pour imprenable, et sembloit devoir l'être. Cependant elle fut investie par le comte de Lowendahl. Du service de Russie, qu'il avoit quitté à l'avènement d'Elisabeth, ainsi que Keith et Lasce, dans la crainte de partager le sort de Munich, Lowendahl, né à Hambourg, du petit-fils d'un bâtard du fameux Frédéric III, roi de Danemarck, avoit passé au service de France en qualité de lieutenant-général. Malgré ses talens, deux mois de travaux opiniâtres, un feu perpétuel et des pertes considérables avoient permis à peine de faire une brèche médiocre au corps de la place; mais la valeur françoise y trouva un accès suffi-

sant pour l'emporter d'assaut le 16 septembre, au moment où la mauvaise saison alloit rendre impossible la prolongation du siège. Cet exploit important valut au comte le bâton de maréchal.

On trembloit à Amsterdam, et l'on n'étoit pas sans inquiétude à Londres. Cependant les Anglois obtenoient sur mer d'immenses avantages, et ils achevoient de détruire les restes de la marine françoise, qui, depuis le commencement des hostilités, luttoit avec quarante vaisseaux contre cent vingt que comptoit alors l'Angleterre. Le 14 juin, le marquis de la Jonquière, se rendant aux Indes orientales avec six vaisseaux qui escortoient un convoi, tomba, à la hauteur du cap Finistère, dans une escadre de dix-sept vaisseaux anglois commandés par les amiraux Warren et Anson, et ne put sauver que l'honneur. Quatre mois après, huit vaisseaux, derniers débris de notre puissance navale, destinés pour l'Amérique et commandés par M. de l'Etanduère, se trouvant également interceptés près de Belle-Isle par l'amiral anglois Hawke, fort de quatorze vaisseaux, on se battit avec le même courage qu'à Finistère, et à peu de chose près avec la même fortune. Cependant un convoi de deux cent cinquante voiles fut sauvé : mais des vaisseaux de guerre, deux seulement, le Ton-

nant, monté par l'*Etanduière*, et l'*Intrépide*, par le comte de Vaudreuil, purent rentrer à Brest, et formèrent alors toute la marine de la France. Ce combat est célèbre dans les annales de la marine françoise, pour la résistance qu'offrit *le Tonnant*, attaqué quelque temps par la ligne entière des Anglois : fatigués de leurs efforts, ceux-ci, le considérant comme une proie qui ne pouvoit les fuir, le laissent respirer un moment; mais, trompés dans leur attente, ils recommencent un combat aussi inutile que le premier. Il parvient à leur échapper, remorqué par l'*Intrépide*, qui étoit venu partager ses dangers, et qui eut également part à sa gloire.

[1748] La lassitude de cette guerre, qui duroit depuis huit ans, la difficulté de fournir au recrutement des armées; les dévastations et les contributions qui frappaient les pays envahis, la ruine des commerçans de toutes les nations belligérantes, le désir des rois de Prusse et de Sardaigne de consolider leurs acquisitions par une paix générale, l'appréhension surtout des Hollandois sur leur propre existence, et leurs instances auprès de leurs alliés, étoient de grands acheminemens à une pacification pour laquelle un congrès avoit déjà été ouvert à Breda, et tenu depuis à Aix-la-Chapelle. Mais, malgré le vœu général, les dispositions présentes étoient plus hos-

tiles que jamais; les alliés attendoient même un secours de trente mille Russes qui avoient déjà atteint la Moravie, et il ne falloit pas moins qu'un grand coup pour donner une impulsion décisive aux velléités pacifiques. Le maréchal de Saxe, qui ne cessoit de répéter que la paix étoit dans Maestricht, se prépara à le porter. Menaçant à la fois Bréda et Luxembourg, il inquiéta les alliés sur son véritable dessein; et quand ceux-ci, toujours incertains de son point d'attaque, se furent enfin déterminés à abandonner les bords de la Meuse, rabattant à l'improviste sur ses deux rives, il parvint enfin à cerner Maestricht. Sa prédiction se vérifia avec une exactitude singulière, car cette ville fut investie le 15 avril, et le 30 les préliminaires si désirés étoient signés à Aix-la-Chapelle entre la France, l'Angleterre et la Hollande. Les autres puissances belligérantes y accédèrent successivement, et dès le 18 octobre ils furent convertis en une paix définitive, avec une précipitation d'ailleurs et une incurie impardonnables, et qui, d'un moyen de rétablir la bonne intelligence entre les peuples, fit naître au contraire la cause d'une nouvelle guerre.

Jamais, après des hostilités aussi longues, et auxquelles tant de puissances avoient pris part, on ne vit de moindres mutations dans

leurs domaines. L'Espagne ne perdit rien ; elle consentit seulement à accorder aux Anglois la continuation de l'*assiento* des nègres pour quatre ans, dont ils auroient eu le droit de jouir encore si la guerre ne fût survenue. Ce qui regardoit l'Allemagne avoit été presque définitivement réglé dans l'accord de la reine de Hongrie avec le roi de Prusse : ainsi il n'y eut pas grand travail à ce sujet. Les difficultés ne furent pas non plus considérables pour l'Italie, qui demeura à peu près partagée comme elle l'étoit auparavant. A l'exception de l'état de Plaisance et du marquisat de Final, le roi de Sardaigne demeura en possession de ce qui lui avoit été concédé au traité de Worms par la reine de Hongrie, savoir du Vigévanasque et de la partie du Pavésan entre le Pô et le Tésin. Le marquisat de Final fut reconnu aux Génois, et les duchés de Parme, de Plaisance et de Guastalle furent donnés à don Philippe, frère cadet de don Carlos, en reconnoissance de ce que la France rendoit les Pays-Bas à l'impératrice, la Savoie et Nice au roi de Sardaigne.

Les Anglois, qui avoient essayé en vain de recouvrer Madras, et aussi vainement de s'en dédommager sur Pondichéri, assiégée par l'amiral Boscawen, et glorieusement défendue par Dupleix et par Bussi son lieutenant, furent rétablis dans l'Inde sur le pied où ils

étoient avant la guerre. De leur côté, ils restituèrent Louisbourg et l'île Royale, ou le cap Breton ; mais ils se firent accorder l'Acadie d'une manière indéfinie, abandonnant la fixation des limites à des discussions amicales qui auroient lieu à ce sujet, et suivant cette stipulation insignifiante, « que toutes choses seront remises sur le pied qu'elles étoient ou devoient être avant la guerre. » On a droit de conjecturer, par les suites de cette clause suspensive, qu'ils dévoreroient d'avance la totalité des possessions françoises dans ces climats, pour s'approprier exclusivement la pêche de la morue et le commerce des pelleteries ; et que, s'ils soumirent leurs prétentions à des conférences, ce n'étoit que pour mûrir en quelque manière les moyens de l'invasion projetée. On rendit aux Hollandois tout ce qu'on leur avoit pris ; de sorte qu'après huit ans d'une guerre sanglante et ruineuse, qui accrut de douze cents millions la dette de l'État, il ne resta rien à la France, pas même la satisfaction de secouer l'opprobre de Dunkerque, et de rendre à cette ville l'avantage de son port.

On croit qu'il y eut dans le traité d'Aix-la-Chapelle un article secret touchant le prétendant. Le jeune prince, retiré à Paris, reçut en effet du roi, d'abord des insinuations, ensuite des exhortations pressantes, puis des

ordres de quitter la France. Persuadé que s'il s'éloigne il sera oublié pour toujours, il s'obstine à rester ; mais il est enlevé et transporté au-delà des frontières , non sans qu'un cri d'indignation ne s'élevât de toutes les parties de la France contre la foiblesse du monarque, qu'on accusoit d'obéir servilement à l'Angleterre, et d'oublier la noble prérogative de son royaume , d'être l'asile des rois malheureux. Depuis ce temps, et jusqu'à sa mort, arrivée en 1788, Charles-Edouard a mené en différens pays une vie obscure, mais avec la gloire de ne s'être pas refusé aux occasions, de les avoir recherchées, et de s'être exposé à tout pour recouvrer la couronne de ses pères.

[1748-57] Louis XV s'étoit montré, dans plusieurs occasions de cette guerre, d'une manière qui lui mérita quelque gloire militaire ; mais, peu sensible à ces triomphes, on le vit souvent les abandonner brusquement pour revenir se livrer, dans l'indolence de sa cour, aux désordres qui ont fait le déshonneur de sa vie. A la duchesse de Châteauroux avoit succédé dans l'intimité du roi une femme des dernières classes du peuple, à qui sa beauté avoit procuré l'alliance du sieur Le Normand d'Étioles, sous-fermier, et qui fut connue depuis sous le nom de la marquise de Pompadour. Une mère dépravée avoit bercé son

enfance de la pensée coupable de captiver le cœur d'un monarque, et ses artifices y réussirent. Mais, politique dans son projet, la passion n'y entra pour rien. Aussi n'eut-elle aucune des jalousies de l'amour; au contraire, du temps de sa plus grande faveur, et indubitablement par ses soins, puisque rien dans l'État n'étoit réglé que par elle, on vit le monarque françois, le roi très-chrétien, au mépris des mœurs et des regards de l'Europe, se former, à l'exemple des potentats musulmans de l'Asie, un véritable sérail de beautés vulgaires qui ne pouvoient prétendre à la domination, y prodiguer des sommes qui eussent suffi, pendant des années entières, à l'entretien de flottes nombreuses et d'armées considérables. On estime que cent millions d'acquits au comptant, billets qui, sans spécification du service auquel ils étoient affectés, n'avoient besoin que de la signature du monarque pour être acquittés, défrayoient en majeure partie ces honteuses dépenses. Il nous reste une multitude de mémoires sur cette partie de la vie privée de Louis XV, dont il vaut mieux sans doute laisser ignorer les détails que de les présenter même sous le sceau du blâme. Quoique l'on couvre le feu pour l'empêcher de petiller, il brûle toujours. On remarque seulement cette différence entre Louis XV et Louis XIV son bisaïeul, qu'il

a malheureusement trop imité dans ses déréglemens, que ce dernier monarque, mettant de la dignité jusque dans ses vices, eut presque l'art de les ennoblir par le voile brillant de la galanterie dont il les couvrit; au lieu que le petit-fils s'est déshonoré par des amours vils que ne purent excuser la surprise ou le délire de la passion, et par des désordres abjects dont le bas peuple même fuit la honte. Par un contraste fort bizarre, au milieu de ses plus grands déréglemens, Louis XV conserva toujours beaucoup de respect pour la religion, et l'on remarque qu'alors même il étoit de la plus grande exactitude à en remplir certaines pratiques. Il ne souffroit pas qu'on y portât atteinte dans les discours, et il a souvent témoigné que les disputes de l'église lui faisoient moins de peine pour les embarras qu'elles lui causoient, que pour le triomphe qu'elles procuroient aux incrédules.

La doctrine de ceux-ci, doctrine qui menaçoit et qui devoit ébranler également le trône et l'autel, faisoit aussi de rapides progrès. C'étoit la suite d'un débordement d'écrits et de pamphlets prétendus philosophiques, dont les sarcasmes nombreux, moins aiguisés par le bon goût que par l'oubli grossier de toutes les bienséances, n'outrageoient pas moins la morale et l'autorité que la religion. Voltaire, que l'éminence et la variété

de ses talens littéraires eussent environné d'une gloire pure et non contestée, s'il n'eût trop souvent prostitué sa plume à ce mauvais genre de composition, enivré alors d'une espèce de fureur contre le christianisme, s'étoit fait chef et patriarche de la nouvelle secte. Diderot et d'Alembert étoient comme ses lieutenans; d'Argens, Boulanger, Freret, de Prades, La Mettrie, et autres adeptes moins connus, tenans factieux des sociétés d'Helvétius et d'Holbach, en étoient pour ainsi dire le corps d'armée. Quelques noms plus illustres méritèrent à certains égards d'enfler cette liste scandaleuse : tels furent ceux de Buffon, de Montesquieu, de Condillac, qu'on ne sauroit cependant y agréger sans injustice. Le paradoxal et inconséquent J.-J. Rousseau fit bande à part : un ton plus décent, un style parfait, une élocution entraînante, l'air surtout d'être persuadé, lui acquirent plus d'estime, quoiqu'il fût presque aussi peu estimable, et conquirent à la philosophie les esprits d'un naturel plus doux, que révoltoient l'âcreté et le cynisme de l'école de Voltaire.

Ce fut en cette occurrence que parut en 1749 l'édit de *main-morte*, qui interdisoit au clergé, déjà privé de la faculté d'aliéner ses biens, celle d'en accumuler de nouveaux. Ce fut le dernier que scella le chancelier

d'Agnesseau, qui, âgé alors de quatre-vingt-un ans, demanda et obtint sa retraite l'année suivante. Il eut pour successeur dans sa dignité Guillaume de Lamoignon de Blanc-Mesnil; mais les sceaux furent donnés à l'auteur de l'édit, au contrôleur-général de Machault, qui depuis 1745 remplaçoit Philibert Orri, trop économe au gré de madame de Pompadour. La favorite avoit eu le crédit de faire congédier de même, en 1749, le comte de Maurepas, fort aimé du roi, et qui tenoit depuis vingt-sept ans le ministère de la marine, mais qui s'étoit permis de sanglantes épigrammes contre la marquise. Son emploi passa à Antoine Rouillé, auquel on n'accordoit aucune notion en marine, dont le court ministère néanmoins fut marqué par d'utiles progrès dans le nombre et la forme des constructions, et par l'émulation des connoissances qu'il fit naître parmi les marins. Le seul comte d'Argenson, ministre de la guerre, second fils du garde des sceaux de même nom, et dernière créature du cardinal de Fleuri, qui l'avoit élevé au ministère quelques jours avant sa mort, résistoit à la marquise par le besoin qu'on croyoit en avoir. Ce fut lui qui fit instituer, en 1751, l'école militaire, pour l'instruction de cinq cents gentilshommes dépourvus de fortune. On lui devoit déjà d'avoir fait accorder la noblesse

au mérite des militaires parvenus au grade d'officier-général, et même à ceux qui, n'ayant atteint que celui de capitaine, comptoient un père et un aïeul dans le même grade.

Les dispositions de l'édit de main-morte étoient si évidemment sages, qu'il n'avoit éprouvé aucune contradiction. Il n'en fut pas de même de la tentative nouvelle que fit l'année suivante le contrôleur-général pour obtenir du clergé une estimation de ses biens, afin de les faire concourir aux charges publiques dans la même proportion que ceux des autres citoyens. Plus heureux que les autres ordres de l'Etat, le clergé avoit su se maintenir jusqu'alors dans le droit de discuter l'impôt qui lui étoit demandé, et de l'accorder librement, d'où étoit provenu le nom de don gratuit. On ne pouvoit lui faire un crime d'avoir su se conserver son droit; mais ce fut à lui une maladresse de le vouloir défendre en alléguant ses immunités, et même un malheur d'y réussir. Il y parvint à l'aide de quelques légers sacrifices, dont il accrut son don gratuit, et eut même le crédit de faire transférer à la marine le ministre dont il redoutoit la fermeté dans le contrôle. M. de Séchelles, et un an après M. de Moras son gendre, que la marquise lui donna pour successeur, ne pouvoient inquiéter la chose

publique que par leur insuffisance. Peu avant cette translation, M. de Machault avoit fait rendre, le 17 septembre, le fameux arrêt pour la liberté du commerce des grains dans l'intérieur du royaume, disposition qui devoit donner une nouvelle vie à l'agriculture. M. Rouillé, son prédécesseur au ministère de la marine, passa alors à celui des affaires étrangères.

Le triomphe du clergé parut odieux à la philosophie. Plus que jamais il devint en butte à ses traits, et malheureusement il prêtoit alors au mépris et à la calomnie par le scandale de nouvelles dissensions religieuses, qui affoiblirent son autorité en le commettant avec la magistrature. L'indiscrétion des jansénistes avoit souvent donné lieu à ces résurrections soudaines de troubles que l'on croyoit étouffés. Cette fois on ne put la reprocher qu'à leurs adversaires. M. de Beaumont étoit alors établi sur le siège épiscopal de la capitale. Orthodoxe dans sa foi, instruit, désintéressé, charitable, il possédoit toutes les vertus de son ministère; mais il ignore peut-être la mesure de condescendance dont la prudence lui faisoit une loi. C'est un principe reconnu, qu'il y a des tolérances nécessaires à l'égard de certains esprits qui ne sont pas assez forts pour porter toute vérité; et il n'est pas moins constant que cette tolé-

rance doit aussi avoir des bornes, pour n'être pas complice du vice ou de l'erreur. La limite d'ailleurs qui sépare à cet égard le bien du mal est si difficile à déterminer, qu'on ne sauroit faire un crime à la bonne foi de l'avoir méconnue, et c'est le cas où se trouva l'archevêque de Paris. On peut croire qu'il se méprit sur la nature des circonstances où il se rencontra, et on pourroit même l'assurer sous l'autorisation de l'illustre Benoît XIV, que le roi fit intervenir dans ces tristes démêlés.

La bulle *Unigenitus* excommunioit les adhérens du quesnellisme. Mais alors, ensevelis sous le ridicule des scènes de Saint-Médard, déchus de l'estime qu'ils s'étoient longtemps acquise, dépourvus des bénéfices qui auroient pu leur rendre de l'influence, ils végétoient dans un silence presque absolu, où ils achevoient de s'éteindre, et où ils se seroient éteints en effet, si l'on ne fût venu stimuler de nouveau l'opiniâtreté de leurs sentimens. L'archevêque conçut le scrupule de profaner les sacremens de l'Eglise, en les accordant à des mourans suspects de jansénisme; et au lieu de supposer charitablement que ceux qui les réclamoient en étoient apparemment dignes, ou qu'ils avoient abjuré les erreurs qui pouvoient les empêcher de l'être, il crut que sa conscience ni lui permettoit

pas de tolérer des sacrilèges possibles , et qu'elle lui faisoit un devoir de s'assurer par toutes les voies que les réclamans étoient en effet en communion avec l'Eglise par leur orthodoxie. Le moyen qu'il imagina, ou plutôt qu'il remit en vigueur, fut celui des billets de confession qui attestoient le nom du directeur des malades , ainsi que la foi des requérans à l'égard de la bulle *Unigenitus*. On l'avoit employé autrefois contre les protestans , et depuis contre les appelans ; et même en quelques diocèses , tels que celui de Sens , on en avoit étendu l'usage à la communion pascale.

Le célèbre Coffin , successeur de Rollin à l'université de Paris , le duc d'Orléans , dit le Dévot , et plusieurs autres personnages plus ou moins marquans , se trouvèrent ainsi privés , à l'article de la mort , de la consolation des secours spirituels. Le parlement , qui ne reconnoissoit pas d'excommunication notoire , et qui exigeoit qu'elle fût signifiée pour être constante , jugea qu'il y avoit lieu à l'appel comme d'abus , et décréta le curé de Saint-Etienne-du-Mont, Bouettin , qui avoit refusé les sacremens. Le clergé vit dans cet acte de rigueur une prétention à dispenser les choses spirituelles , et se plaignit que l'autorité judiciaire empiétoit sur la juridiction ecclésiastique , et mettoit la main à l'encen-

soir. Le conseil du roi entra dans ses sentimens, et cassa le décret du parlement. Aux remontrances de la cour, le roi répondit qu'il se chargeoit de faire justice de l'indiscrétion des pasteurs, et témoigna le désir qu'on assoupît ces querelles. Mais, au mépris de son vœu, le parlement rendit, le 18 avril 1752, un arrêt solennel portant défense de faire refus de sacremens faute de billets de confession, et sous prétexte du respect qui étoit dû à la constitution *Unigenitus*. Un nouvel arrêt du conseil annula celui du parlement, déclara la volonté du monarque de se faire rendre compte de ces différends avant que ces cours n'en connussent, enjoignit de respecter la bulle comme loi de l'Eglise et de l'Etat, et ordonna enfin le silence sur les contestations. Mais, pour l'obtenir, les esprits étoient trop échauffés; et les évêques, comme le parlement, continuèrent à se faire une guerre sans relâche, dans laquelle le roi interposa sa médiation et la compromit.

Au commencement de 1753 surtout, et au sujet d'un refus de sacremens à une religieuse, l'aigreur fut portée à son comble, et eut des suites bien graves. Le parlement mit l'archevêque lui-même en cause, saisit son temporel et convoqua les pairs. Le roi fait défense à ceux-ci de se rendre à l'appel des magistrats, et ordonne aux derniers de sur-

seoir à toutes poursuites pour refus de sacre-mens. Le parlement fait des remontrances que le roi refuse d'entendre. Alors, se livrant à une espèce de révolte déclarée, et oubliant qu'il n'étoit qu'une création des rois, dont il avoit reçu toutes ses attributions, le parlement déclare ne pouvoir obtempérer et ne vouloir se départir, en conséquence, de ses poursuites. Le roi ne pouvoit mollir sans que son autorité ne cessât d'exister. Par le conseil du comte d'Argenson, le 9 mai, les membres des enquêtes et des requêtes furent exilés. La grand'chambre, de laquelle on avoit attendu plus de déférence, parut livrée au même fanatisme, et fut envoyée d'abord à Pontoise et ensuite à Soissons. Une chambre royale, composée de conseillers d'Etat et de maîtres des requêtes, fut installée aux Grands-Augustins, pour suppléer au défaut que laissoit le parlement dans la distribution de la justice ; mais elle ne put le suppléer, parce que les avocats, procureurs, greffiers et autres officiers subalternes, refusèrent de faire le service. Cet état de choses dura quatorze mois.

Enfin, le 23 août 1754, la naissance du duc de Berri, trop connu depuis sous le nom de l'infortuné Louis XVI, parut au roi une occasion favorable de se relâcher de sa sévérité ; et par ses ordres le contrôleur-général de Machault, ennemi du comte d'Argenson,

entama une négociation qui , le 5 septembre, amena la réintégration du parlement. Il fut convenu qu'on ne donneroit pas de suite aux procédures commencées , et que le silence le plus absolu seroit gardé sur ces matières. Le parlement fut même chargé d'y tenir la main. Malheureusement le roi ne s'étoit pas suffisamment assuré de la discrétion des évêques. Les refus recommencèrent ; le parlement les punit par des bannissemens et des amendes ; et comme il n'ordonna pas d'administrer les sacremens , le roi l'appuya et exila même l'archevêque de Paris et les évêques d'Orléans et de Troyes qui avoient soutenu leurs inférieurs dans ces actes.

Mais qui sait s'arrêter dans ses triomphes ? La faveur accordée au parlement le rendit entreprenant à son tour ; et, à l'occasion de quelque nouveau refus qu'il réprima , il reçut le procureur-général appelant comme d'abus de la bulle *Unigenitus* elle-même , en ce qu'aucuns ecclésiastiques lui attribuoient le caractère et les effets de règle de foi. C'étoit un peu tard s'en apercevoir. Le conseil se vit contraint de réprimer cette nouvelle entreprise qui pouvoit tout replonger dans le chaos , et rappela comment maintes fois la bulle avoit été reconnue loi de l'Eglise et de l'Etat. Cette déclaration rendit quelque énergie au clergé , qui depuis le retour du parle-

ment avoit été retenu dans l'humiliation.

Dans son assemblée ordinaire de l'année 1755, pour voter sur le don gratuit accoutumé, il profita de la réunion d'une partie de ses membres pour aviser aux moyens de rendre le calme aux esprits et aux consciences. Mais les évêques se divisèrent sur ce point : seize furent pour une opinion, et dix-sept pour une autre ; ils ne purent s'accorder que dans une consultation qu'ils adressèrent au pape pour recevoir ses instructions. C'étoit une œuvre digne de Benoît XIV, pontife plein de charité, qui avoit su se concilier l'estime et le respect de tous les dissidens de la communion romaine, et auquel on attribua des projets de réunion pour les différentes sectes séparées de l'Eglise. Il répondit aux demandes des prélats, et aux instances même du roi, par une lettre angélique, faite pour rapprocher les partis, mais qui par sa sagesse même ne pouvoit être encore appréciée par des esprits trop émus. Rappelant les constitutions apostoliques de ses prédécesseurs sur l'autorité de la bulle, règle de foi qu'on ne pouvoit enfreindre sans crime, il déclaroit indignes en effet des sacremens, et assimilés aux pécheurs publics, ceux dont la révolte étoit ouverte et notoire ; mais, quant aux malades qui étoient simplement soupçonnés, il vouloit, afin de prévenir tout scandale,

qu'ils fussent seulement avertis du danger où ils mettoient leur salut , en persistant dans des sentimens réprouvés par l'Eglise, et qu'ils fussent administrés d'ailleurs à leurs risques et périls. Ce bref du 16 octobre 1756 fut supprimé le 17 novembre par le parlement, sous le prétexte qu'il contrevenoit à la loi du silence, prétexte misérable qui décéla peu de bonne foi dans le désir d'étouffer les troubles , et qui au contraire manifestoit une mauvaise humeur dont les suites funestes tardèrent peu à se faire sentir , et à inspirer enfin aux magistrats de tardifs et inutiles regrets.

On entroit alors en guerre avec l'Angleterre, et les hostilités menaçoient de s'étendre en Allemagne. Il falloit des impôts , et pour les rendre légitimes on avoit besoin de l'enregistrement du parlement. Ce corps s'étoit promis de faire acheter son acquiescement. La cour espéra éluder ses projets par un lit de justice qui fut convoqué à Versailles pour le 21 d'août. Le parlement refusa d'opiner , et protesta à son retour à Paris. Dans le même temps il se liguoit avec les autres parlemens du royaume contre les atteintes du grand conseil, qu'il soupçonnoit le monarque de vouloir lui substituer ; et , à l'effet d'offrir plus de résistance, il essayoit de former de toutes les cours supérieures un seul corps de magistrature , un parlement unique,

distingué seulement en différentes classes.

A ces prétentions, dont le chancelier de Lamoignon exposa le danger dans le conseil, le roi opposa le 13 décembre un nouveau lit de justice dans lequel il fit enregistrer trois déclarations. Par la première on renouveloit l'injonction du respect dû à la bulle, mais celle-ci n'étoit plus qualifiée de règle de foi; le jugement des refus de sacremens étoit renvoyé aux tribunaux ecclésiastiques, mais l'appel comme d'abus étoit réservé au parlement : foibles restrictions, trop insuffisantes pour atténuer l'amertume de ce qui restoit à faire connoître. La seconde déclaration étoit relative à la police du parlement : les chambres ne pouvoient plus s'assembler sans la permission de la grand'chambre; aucune dénonciation ne devoit se faire que par l'organe du procureur-général; point de voix délibérative avant dix ans de service; ordre d'enregistrer les édits après la réponse du roi aux remontrances permises; défense enfin d'interrompre le cours de la justice sous peine de désobéissance. La troisième déclaration compléta la stupeur par la suppression de la majeure partie des chambres des enquêtes et des requêtes, foyer ordinaire de toutes les résolutions extrêmes. Les magistrats demeurèrent quelque temps étourdis de ce coup inattendu; mais, revenus à eux-mêmes, et

outrés de n'avoir pu faire prévaloir leurs systèmes, ils crurent aussi honorable pour eux qu'embarrassant pour la cour, d'offrir leurs démissions : trente et un membres seulement de la grand'chambre eurent la fermeté de ne pas céder à la séduction de l'exemple, et de braver l'opinion de passer pour des lâches.

Il faut l'avoir vu pour concevoir l'espèce de frénésie qui s'empara des Parisiens, que les remontrances sur les impôts, adroitement mêlées aux représentations sur les affaires de l'Eglise, attachoient fortement au parlement. On savoit que les résolutions vigoureuses contre les édits vexatoires partoient presque toujours de la jeunesse, et le règlement du lit de justice l'excluoit presque entière. De là des regrets pour ceux qui étoient supprimés par force, des louanges et des applaudissemens pour les démissionnaires volontaires qui s'attachoient au sort des exclus, et de violens reproches à ceux qui ne les imitoient pas. On se regardoit de mauvais œil, on se contarioit dans les conversations; le schisme régnoit dans le clergé, la discorde dans les familles. Les propos contre le gouvernement, et même contre le roi, qui se tenoient surtout dans les maisons des magistrats démis, étoient violens et malheureusement trop capables d'ébranler des têtes foibles.

On en eut la preuve dans ce qui arriva à

Versailles le 5 janvier 1757. Le roi, montant en carrosse, fut frappé d'un coup de couteau par Robert-François Damiens, scélérat sombre, débauché, et poursuivi pour vol. Le coup ne fut pas mortel. On voit par son procès qu'il n'avoit pas de complices, et qu'il fut porté à ce crime par le mécontentement général qui s'exhaloit en discours peu ménagés sur la conduite du roi. L'assassin lui-même déclaroit n'avoir pas eu le dessein de le tuer, mais seulement de l'avertir de mieux gouverner. Il n'en fut pas moins condamné, par le petit nombre de magistrats qui restoient encore de la grand'chambre, au supplice des criminels de lèse-majesté. Le zèle qu'ils marquèrent en cette rencontre et l'abattement du peuple touchèrent le roi. Il est vrai qu'il se fit une révolution subite dans les esprits. On étoit comme étonné de s'être livré à des excès dont l'effet avoit pensé être si funeste. Cette disposition engagea les plus opiniâtres à ne point trop chicaner sur les conditions d'un accommodement. Il ne fut pas moins équivoque que les précédens : toujours quelques clauses pour l'un et l'autre parti. Rétablissement de la plupart des conseillers démis, mais non pas de tous ; liberté de reparoitre accordée à quelques-uns des évêques qu'un zèle trop ardent pour la bulle avoit fait confiner dans leurs diocèses ou

ailleurs, et exil au fond du Périgord de l'archevêque de Paris, dont on fit envisager au roi l'obstination à refuser les sacremens comme l'une des causes du danger qu'il avoit couru ; enfin injonction nouvelle de garder le silence sur les matières controversées ; pardon, amnistie et oubli général du passé. A ces conditions, le parlement fut rétabli le 1^{er} septembre ; et tel fut le dernier acte des querelles religieuses dont le jansénisme fut la cause avouée.

Dans le premier moment de la catastrophe, dans celui où l'on avoit cru devoir trembler pour la vie du monarque, la favorite avoit été écartée, et le dauphin, qui, avec les qualités de son aïeul le duc de Bourgogne, étoit retenu comme lui par la défiance dans la contrainte et l'inutilité, avoit été appelé au conseil. Il n'y demeura qu'un moment ; les alarmes dissipées ramenèrent madame de Pompadour triomphante. M. de Machault, l'homme selon le cœur du roi, mais qui avoit comme intimé à la favorite l'ordre de s'éloigner, et le comte d'Argenson, qui avoit hautement triomphé de sa disgrâce, lui furent sacrifiés, et le ministère fut désormais sans vigueur. Le département de la guerre fut confié au neveu du comte, associé à son oncle depuis 1751, à M. de Paulmy, fils du marquis d'Argenson, qui avoit eu la direc-

tion des affaires étrangères de 1744 à 1747 , et l'auteur des *Considérations sur le gouvernement*. Quant à M. de Machault , il fut remplacé par le contrôleur-général Périne de Moras , qui cumula les deux emplois , et qui s'y trouva aussi insuffisant que Chamillard l'avoit été autrefois à celui des finances et de la guerre. Le reste du ministère se composoit du comte de Saint-Florentin , que sa souplesse conserva dans son emploi , et de l'abbé de Bernis , comte de Lyon , et depuis cardinal , qui n'avoit encore de réputation que celle qu'il s'étoit acquise par des vers agréables , mais qui , protégé par la marquise , fut porté par elle au département des affaires étrangères.

[1750-53] Pendant qu'avec une surabondance de zèle les docteurs traitoient les affaires de l'Eglise , des commissaires françois et anglois commencèrent , à la fin de septembre 1750 , à discuter à Paris , avec une patience de négociateurs , les intérêts que les stipulations mal définies de la paix d'Aix-la-Chapelle avoient laissés à régler entre la France et l'Angleterre. Ces intérêts étoient : 1^o les limites de l'Acadie ou Nouvelle-Ecosse , que les Anglois étendoient jusqu'au fleuve Saint-Laurent , et que les François , au moyen des forts de Beau-Séjour et de Gasparaux , qu'ils avoient bâtis dans l'isthme ,

vis-à-vis de ceux qu'y avoient les Anglois, resserroient dans la péninsule entre Terre-Neuve et la Nouvelle-Angleterre ; 2^o les îles Caraïbes, de Sainte-Lucie, la Dominique, Saint-Vincent, et Tabago, dont les deux nations se disputoient la propriété.

Il n'est pas étonnant que, pour de pareils objets qui demandoient des vérifications sur les lieux, par conséquent des voyages et des délais, qui en sont une suite nécessaire, les conférences se soient prolongées. Pendant les controverses, qui durèrent cinq ans, tantôt animées, tantôt languissantes, les deux nations se tenoient comme dans un état de guerre. Les François bâtissoient des vaisseaux et renforçoient leur marine; les Anglois virent dans ces précautions, non-seulement l'intention de se défendre, mais même le dessein formé d'attaquer; et, croyant devoir trancher par l'épée le nœud des difficultés, dont ils craignoient peut-être que la solution ne fût pas à leur avantage, ils prirent brusquement le parti de prévenir leurs adversaires, et portèrent, en 1754, les hostilités sur les confins des provinces objets de la querelle.

[1754] Ils avoient franchi les montagnes des Apalaches, qui séparoient leurs colonies des colonies françoises du Canada et de la Louisiane, prétendant qu'un espace de mille ou douze cents lieues, interposé entre ces

deux provinces, ne pouvoit en faire partie, et qu'ils y avoient un droit égal aux François. Ceux-ci, qui avoient le plus grand intérêt à ne pas laisser interrompre la communication de leurs établissemens, alléguoient la possession, et apportoit en preuve une chaîne de forts qu'ils avoient construits dans ces déserts, tant sur les lacs d'où coule au nord le fleuve Saint-Laurent, que sur l'Ohio, qui, prenant sa source près des mêmes lacs, descend au midi dans le Mississipi, et par ce fleuve dans le golfe du Mexique. Mais cette preuve étoit le grief même dont se plaignoit l'Angleterre, qui méditoit la ruine de ces points d'appui, et qui, dans ce dessein, cherchoit à s'en donner à elle-même de semblables dans ces contrées. De là la construction furtive de divers forts, et entre autres de celui de la Nécessité, dans le voisinage du fort Duquesne, que les François avoient sur l'Ohio.

Instruit de cette entreprise, le commandant des établissemens françois sur l'Ohio députa au fort de la Nécessité un officier nommé Jumonville, chargé d'une lettre par laquelle les Anglois étoient invités à ne point troubler la paix par leurs sourdes usurpations. Mais tandis que l'envoyé, croyant se rendre à une conférence pacifique, se détachoit d'une escorte de cinquante hommes qui l'accompagnoit, il est assassiné d'un coup de fusil, et

sa troupe est arrêtée prisonnière. Le chef qui commandoit les Anglois en cette circonstance étoit le major Washington, qui depuis s'est rendu si célèbre par des exploits d'un autre genre.

Cet événement étoit du 24 mai, et dès le 8 juillet Villiers, frère de Jumonville, envoyé pour punir les violateurs du droit des gens, recevoit à capitulation le fort de la Nécessité, qu'il eût pu emporter d'assaut s'il eût été moins généreux. A l'étonnement extrême des sauvages, qui ne pouvoient comprendre sa modération, il sacrifia sa vengeance particulière à la satisfaction de rompre les liens des compagnons de son frère. La promesse lui fut donnée de les faire revenir de Boston, où ils avoient été conduits; mais elle ne fut jamais entièrement exécutée.

[1755] L'échec éprouvé par Washington éveilla la sollicitude du cabinet de Londres, qui fit passer de nombreux renforts dans ses colonies, et qui, sans déclaration de guerre, se crut autorisé à concerter des plans d'invasion contre les établissemens françois. L'expédition la plus considérable, dirigée contre le fort Duquesne, fut confiée au général Braddock, officier désigné par le duc de Cumberland lui-même comme également recommandable et sous le rapport du courage et sous celui des connoissances militaires.

Mais cette tactique de manœuvres et de déploiemens, dont Braddock pouvoit être fier en Europe, étoit un talent inutile dans les forêts épaisses et infrequentées de l'Amérique. Cependant il lui donna de la présomption, et elle s'accrut encore par la comparaison qu'il fit de la supériorité de ses troupes, montant à cinq à six mille hommes, et du petit nombre de ses adversaires. Parti du fort de Cumberland, sur la fin de juin 1755, et instruit que les François attendent un renfort, il se hâte de prévenir cette jonction; et, plein de la pensée que l'ennemi doit trembler de son approche et se cacher dans ses retranchemens, il ne s'occupe que de l'attendre, et néglige d'explorer les voies qui conduisent à lui. Le 9 juillet, il touchoit presque à son but, et s'applaudissoit à la fois de l'habileté de sa diligence et de la rectitude de son jugement, lorsque, au milieu d'une gorge étroite et au plus épais d'un bois presque impraticable, une décharge inattendue, partant d'ennemis invisibles, jette une terreur panique dans sa troupe, qui se débande aussitôt. Braddock essaye en vain de la rallier; l'officier seul entend sa voix; mais ce foible support ne peut rappeler la fortune du combat, et l'imprudent général, honteux de reculer, et s'obstinant à tenir ferme, ne fait qu'assurer sa ruine. Cet heureux coup de main fut le fruit

du courage de deux cent cinquante François seulement, et de cinq à six cents sauvages qui les secundoient, et qui, montés sur des arbres, ou tapis derrière des broussailles, portoient dans les rangs anglois, avec une adresse merveilleuse, des coups certains qui s'adressèrent principalement aux officiers. Le général Braddock fut du nombre de leurs victimes, et ce fut Washington qui fit la retraite. On trouva sur Braddock tout le plan de l'invasion du Canada, tracé en pleine paix par son gouvernement, qui sans doute s'étoit proposé de faire concorder les opérations maritimes avec celles qu'il projetait sur terre.

Le 10 juin en effet, au moment que Braddock se mettoit en mouvement pour son expédition, l'escadre angloise de l'amiral Boscawen attaquoit et enlevait, à la hauteur de Terre-Neuve, deux vaisseaux de guerre françois, séparés d'une escadre qui avoit porté des renforts au Canada; et immédiatement après trois cents bâtimens marchands, qui, sur la foi de la paix, parcouroient les mers avec sécurité, furent enlevés comme l'eussent été par des forbans des navires sans défense. Cette perte fut immense pour la France, qui, forcée à une guerre maritime, se vit ainsi privée de l'expérience irréparable de cinq à six mille matelots.

[1756] Le cabinet de Versailles ne pouvoit

se méprendre sur l'impossibilité d'éviter la guerre ; mais ses dispositions pour la soutenir n'étant pas encore faites , il continua à négocier, et demanda réparation des brigandages commis à l'égard de sa marine marchande. Un refus positif d'y satisfaire tant que subsisteroit la chaîne de forts au-delà des Apalaches , signifié le 13 janvier 1756 par Henri Fox , depuis lord Holland , et alors ministre des affaires étrangères , amena enfin des deux parts les déclarations de forme qu'on ne pouvoit plus différer. La France avoit à cette époque soixante-trois vaisseaux de ligne , mais quarante-cinq seulement étoient en état d'être équipés. M. de Machault eut le talent de distribuer de telle sorte ce petit nombre de bâtimens , qu'il tint en échec toute la marine angloise. Une démonstration de descente préparée sur les côtes de Normandie , une flotte tout armée dans le port de Brest , disposée à la favoriser , une autre à Toulon , dont la destination étoit inconnue , quelques vaisseaux en divers parages de l'Amérique , et l'envoi du marquis de Montcalm en Canada , opérèrent cet effet. L'Angleterre , qui s'étoit flattée de tout envahir sans obstacle , se vit réduite , dès les premiers jours de la guerre , à trembler pour ses foyers ; et , tandis qu'elle appeloit à son aide des troupes prises sur le continent , la

France , profitant de son erreur , débarquoit le 17 avril à Minorque une armée de douze mille hommes , qui , sous le commandement du duc de Richelieu , entreprit le siège du fort Saint-Philippe , la place la plus forte de l'Europe après Gibraltar.

Ses fortifications , tracées sur les dessins de Vauban , et à l'épreuve de la bombe et du canon , étoient taillées dans un roc qui au dedans receloit des casemates où le soldat trouvoit un abri sûr , et au dehors offroit une croûte impénétrable qui ne permettoit pas d'ouvrir des tranchées. Enfin des mines nombreuses pouvoient engloutir à chaque instant les braves que leur courage , malgré tant d'obstacles , eût rendus maîtres de quelques points importants des défenses de la place. Depuis deux mois on travailloit avec assez peu de progrès à établir des batteries d'attaque , lorsqu'on signala une escadre angloise de quatorze vaisseaux de ligne , arrivant au secours des assiégés. Elle étoit commandée par l'amiral Byng , fils du vainqueur de Passaro. Quoique inférieur de trois vaisseaux , l'escadre françoise , sous les ordres du marquis de la Galissonnière , n'hésita pas à se porter en avant pour faire échouer le projet des Anglois ; et le 20 mai il s'engagea entre les deux escadres un combat célèbre , où l'art et le courage eurent une égale part , mais

qu'une artillerie servie avec la plus grande activité décida en faveur des François. Byng, extrêmement maltraité, et après d'inutiles efforts pour s'approcher de la ville et la ravitailler, fut obligé de gagner la baie de Gibraltar, conduisant plusieurs de ses vaisseaux à la remorque.

Malgré l'échec de la flotte angloise, l'issue du siège était incertaine, et les maladies qui gagnoient l'armée sembloient même présager une retraite. Le maréchal crut devoir essayer dès lors de se procurer par un assaut ce qu'il désespéroit d'obtenir des moyens méthodiques qu'il avoit employés jusque là. L'ordre en fut donné pour le 27 juin. Le soldat, descendu dans des fossés de vingt et de trente pieds de profondeur, sembla un instant réduit à l'impossibilité de gravir le roc, parce que les échelles se trouvèrent trop courtes. Mais, parvenus au dernier échelon, les officiers et les soldats s'élançant à l'envi sur les épaules les uns des autres, et malgré un feu terrible gagnent par ce moyen le sommet du rocher. Ainsi furent emportés trois des cinq forts extérieurs qui soutenoient la place. Frappé d'épouvante, le lieutenant-général Blakeney demanda à capituler, et cette place, réputée imprenable, tombe au pouvoir des François.

Ceux-ci, en y entrant et en considérant

la force de ses défenses, et les dangers qu'ils avoient courus, furent effrayés à leur tour de leur audace, et essayèrent en vain de répéter de sang-froid la manœuvre hardie qui leur avoit livré cette forteresse. Ce coin de terre, témoin de tant d'exploits glorieux au nom françois, vit encore un moyen de discipline qui fait honneur à la sagacité du général. Celui-ci, après mille défenses sévères et toujours inutiles pour extirper l'ivrognerie de son armée, s'avisa de mettre à l'ordre que tout soldat qui seroit trouvé ivre seroit privé de l'honneur de monter à l'assaut; et dès ce moment il ne fut plus question de ce vice dans l'armée.

L'amour-propre de l'Angleterre fut encore plus humilié de cette expédition qu'il ne l'avoit été au commencement de la guerre précédente; mais, plus malheureux que l'amiral Matthews, Byng en fut la victime. On ne pouvoit disconvenir qu'il n'eût été brave et qu'il n'eût fait de véritables efforts pour remplir sa mission; mais ils n'avoient point été heureux; on trouva qu'ils avoient été insuffisans; et, en torturant le code pénal, Byng fut déclaré coupable et condamné à la peine capitale. L'infortuné amiral avoit reconnu de bonne heure la violence des préventions élevées contre lui, et l'impossibilité de les vaincre; aussi disoit-il à ses amis :

« Cessez de me défendre; mon procès est une affaire de politique, et non pas l'examen de ma conduite. »

L'Angleterre ne chercha point alors à s'assurer l'aide de l'Autriche, autrefois sa fidèle alliée. Elle craignit que la seule conquête des Pays-Bas par les François ne la contraignît à restituer celles que la supériorité de sa marine lui promettoit en Amérique et dans les Indes. La France, qui de son côté pouvoit concevoir la pensée d'établir des compensations par l'invasion de l'électorat de Hanovre, en étoit détournée par un examen plus réfléchi de sa position : une guerre continentale devoit diminuer d'autant ses ressources pour soutenir la guerre maritime. Ces deux puissances néanmoins se trouvèrent entraînées malgré elles par l'ambition de l'Autriche. Marie-Thérèse regrettoit toujours la Silésie, et faisoit des armemens qui inquiétoient le roi de Prusse. Elle s'étoit même unie, pour le dépouiller, à la Russie et à l'électeur de Saxe, et elle cherchoit, par des offres séduisantes, et surtout par des prévenances multipliées envers madame de Pompadour, à engager encore la France dans sa querelle.

Frédéric eut connoissance de ces menées par l'Angleterre, qui jeta sur lui les yeux pour défendre l'électorat, en cas d'attaque. Leur intérêt mutuel leur fit signer à Lon-

dres , le 16 janvier 1756 , une alliance qui avoit pour but d'empêcher l'entrée des troupes étrangères en Allemagne. Cette convention ne faisoit aucun tort aux intérêts bien entendus de la France ; mais son amour-propre fut piqué d'une mesure qui sembloit lui imposer une loi , et le dépit , joint aux séductions de l'Autriche , donnèrent lieu à une contre-alliance du premier mai , qui , après les longsefforts des deux maisons l'une contre l'autre , parut une monstruosité. Un secours de vingt-quatre mille hommes étoit stipulé par ce traité en faveur de celle des deux puissances qui seroit attaquée sur le continent ; et cette clause , très-inutile à la France qui n'étoit menacée par personne , tarda peu à l'entraîner dans d'autres engagements plus considérables , qui paralysèrent tous ses efforts sur mer , et finirent par causer la destruction entière de sa marine.

Cependant le roi de Prusse , menacé d'un orage qui sembloit devoir l'anéantir , ne s'effraya pas , et essaya de compenser , par sa célérité à prévenir les desseins de ses ennemis , la disproportion de ses forces avec les leurs. Quoique toutes les dispositions fussent à la guerre , partout on étoit encore en pleine paix. Au mépris de cet état de choses , mais contraint par la nécessité de sa propre conservation , Frédéric , dont le trésor étoit abon-

dant, l'armée toujours prête et parfaitement instruite, fait entrer à l'improviste en Saxe le prince Ferdinand de Brunswick son beau-frère, qui, le 20 d'août, s'empara de Leipsick. Un mois après lui-même étoit entré à Dresde, d'où le roi de Pologne, pris au dépourvu, venoit de sortir, faisant porter à son ennemi des propositions de paix, auxquelles celui-ci ne répondit que par ces paroles sèches et accablantes : « Tout ce que vous me proposez » ne me convient pas. » Plus ferme que son mari, la reine de Pologne, fille de l'empereur Joseph, étoit demeurée à Dresde. Frédéric y étoit à peine arrivé, qu'il se transporte au palais, et de là aux archives. La reine lui en ferme l'entrée de sa propre personne : mais, sans respect pour sa dignité, on l'écarte par la force, et Frédéric extrait le fatal traité qui justifie son invasion.

L'armée saxonne, montant à dix-sept mille hommes, s'étoit rassemblée à Pirna sur l'Elbe, à peu de distance de Dresde, dans un camp inattaquable par sa position, mais mal pourvu de vivres, où elle attendoit avec sécurité la jonction de ses alliés. Frédéric la bloque avec une partie de ses troupes, et avec le reste il marche vers la frontière de Bohême, au-devant du maréchal de Brown, commandant une armée de cinquante mille Autrichiens, que Marie-Thérèse envoyoit contre lui, après

lui avoir fait faire une vaine sommation d'évacuer l'électorat. Brown avoit déjà passé l'Eger ; et, suivant le cours de l'Elbe, il approchoit de Pirna lorsque , le premier octobre, il rencontra à Lowositz la foible armée de Frédéric, moins forte que la sienne de moitié. Mais l'habileté du monarque , l'enthousiasme qu'il inspire à ses soldats , et l'arme terrible de la baïonnette, triomphent du nombre , et forcent Brown à repasser l'Eger. Frédéric revole aussitôt à Pirna, dont les défenseurs , consternés de sa victoire , et abattus par la faim , sont contraints de capituler.

Aussi habile politique que savant guerrier, il tente alors de se faire un allié du prince même qu'il vient de dépouiller ; mais, rebuté des défiances du vaincu , il retire ses offres , lui permet de gagner la Pologne , et agit dès lors en souverain dans sa conquête , et s'y procure les ressources qu'il avoit attendues des négociations , en y recrutant son armée, et en y incorporant l'armée saxonne elle-même toute entière. Ainsi s'ouvrit la guerre dite de *sept ans* , de la même manière à peu près , et par le même prince qui avoit donné le signal de celle qu'avoit terminée la paix d'Aix-la-Chapelle.

Du reste , cette guerre ne ressemble pas à celle de la pragmatique , qui a été entremê-

lée de traités perpétuels : celle-ci fut non-seulement très-sanglante , mais encore très-opiniâtre , sans presque aucune proposition d'accommodement , parce que les trois puissances ne pouvoient se persuader que du moins à la longue elles ne parvinssent à réduire un prince dont les forces étoient si inférieures , et que lui au contraire , soutenu par son courage et un génie fécond en ressources , ne se laissoit ni abattre par les revers ni endormir par les succès. Une défaite étoit pour lui le prélude d'une victoire : il multiplioit ses troupes en les faisant pour ainsi dire voler d'une extrémité de ses états à l'autre. Vaincu, poursuivi, il se représentoit en force où on l'attendoit le moins. Il perdit sa capitale et la reprit, fit face au roi de Suède, qui de bonne heure grossit la ligue de ses ennemis ; à la France qui envoya contre lui des forces imposantes ; aux Russes et aux Autrichiens enfin , qui , commandés par d'habiles généraux , l'investirent , percèrent ses Etats , et séparèrent ses armées : mais ces échecs multipliés deviennent pour Frédéric un moyen de triomphe plus éclatant ; il concentre ses efforts, rentre dans ses places , pénètre chez ses ennemis , leur fait désirer la paix , et à force de constance et de talens obtient et mérite à la fois et le repos et le surnom de Grand. Tel est le tableau gé-

néral de cette guerre, dont les détails ne sont pas plus glorieux pour la France que ses motifs pour la faire n'étoient justes, et que la politique qui la dirigea n'étoit prudente.

Le soldat françois se montra, comme à l'ordinaire, brave, intrépide, amateur de la gloire de sa nation : mais il fut souvent mal commandé. L'intrigue des familles, l'ascendant d'une favorite, la considération du nom et de la naissance, plus que la capacité, donnèrent des chefs aux armées. Il y eut dans celles de terre des trahisons connues et non punies ; dans les flottes, des lâchetés dissimulées. Nos escadres, ou exposées imprudemment ou mollement défendues, disparurent de dessus la mer, pendant que nos ennemis y promenoient insolemment leur pavillon à la vue de nos côtes qu'ils insultèrent quelquefois. A la vérité, on gagna des batailles autant qu'on en perdit, et nos efforts sur le continent de l'Europe furent assez heureux ; mais ils ralentirent nos opérations maritimes. Les Anglois s'emparèrent de presque tous nos établissemens dans les autres parties du monde, ruinèrent ainsi la compagnie des Indes, et anéantirent notre commerce.

Frédéric n'avoit aucun tort à l'égard de la cour de Versailles, si ce n'est quelques plaisanteries qu'il s'étoit permises sur la foiblesse

du monarque dans son conseil , où il ne se donnoit pas la peine de dominer , et sur ses attachemens peu relevés , qui devinrent plus vils encore dans la suite. Le monarque prussien ne cherchoit qu'à conserver la Silésie ; la France auroit dû l'aider , parce que c'étoit autant de forces arrachées à la maison d'Autriche , qui n'étoit que trop puissante. Mais le ressentiment de Louis XV , les flatteries de l'Autriche envers madame de Pompadour , traitée d'amie et de bonne cousine dans des lettres confidentielles de Marie-Thérèse , et les supplications de la jeune dauphine , que l'on fit intercéder pour son père , en ordonnèrent autrement , et amenèrent cette fatale détermination , dont tous les inconvéniens avoient été prévus.

[1757] La Francenese contenta plus d'être auxiliaire , et au lieu de livrer seulement les vingt-quatre mille hommes qu'elle s'étoit si gratuitement engagée à fournir , et que commandoit le prince de Soubise , elle fit passer en Allemagne une autre armée de soixante mille hommes destinée à conquérir le Hanovre , et à en faire la compensation des conquêtes de l'Angleterre hors du continent. Le maréchal de Saxe n'existoit plus alors pour la conduire à la victoire : cet illustre guerrier , qui ne fut grand d'ailleurs qu'à la tête des soldats , étoit mort , en 1750 , des suites

funestes d'une intempérance habituelle. Mais c'étoit un de ses élèves, le maréchal d'Estrées, qui tenoit sa place. Dans un temps où la marquise distribuoit tous les emplois, et où il falloit l'aduler pour y parvenir, le maréchal, petit-fils de Louvois, et neveu par sa mère du dernier maréchal d'Estrées, du nom et des biens duquel il avoit hérité, n'avoit dû qu'à son mérite le choix qui avoit été fait de lui. Aussi, à peine étoit-il nommé, que déjà l'on s'occupoit de son successeur, et que l'intrigue faisoit espérer à plusieurs officiers-généraux de son armée de pouvoir l'être. Dans le nombre, on citoit particulièrement le comte de Maillebois, petit-fils de Desmarests, et gendre du ministre de la guerre.

Le duc de Cumberland, trop foible pour résister aux soixante mille François qui envahissoient l'électorat, n'avoit opposé au passage du Rhin et à l'occupation de la Hesse qu'une retraite nécessaire, mais prudente, qui ne laissoit pas que d'exiger de la circonspection de la part du maréchal. Les envieux de ce dernier en prenoient occasion de le calomnier. Ce n'étoit point avec cette timide réserve qu'on devoit, disoient-ils, conduire des François; et, mieux dirigés, depuis longtemps ils auroient dû avoir dissipé l'ennemi. A ces plaintes, dictées par la jalousie, le maréchal répondit le 20 juillet, en attaquant

l'armée hanovrienne à Hamelen, sur la droite du Weser. Le général anglois, fortement retranché derrière un bois, avoit sa droite appuyée à la ville, et sa gauche au village d'Ilarstenberk, au pied des montagnes qui séparent la Westphalie du pays de Hanovre, et qui, couvertes de bois, étoient coupées de ravins et garnies d'artillerie. L'intrépide Chevert, chargé de tourner cette gauche et de la forcer, s'acquitta de sa mission avec son intelligence et sa bravoure accoutumées, et de là se porta sur le centre de l'ennemi, imaginant que le comte de Maillebois, qui commandoit à la droite, et dont l'habileté étoit connue, alloit faire occuper le poste qu'il abandonnoit : mais la lenteur de celui-ci à se mouvoir permit au prince héréditaire de Brunswick de le prévenir, et de couper le retour à Chevert. L'inaction du comte, après cette première faute, et même ses dispositions de retraite, faillirent rendre inutiles les succès de Chevert, et compromettre le salut d'une armée victorieuse, qui ce jour-là devoit anéantir l'armée angloise. Trompé par les fausses mesures et les faux avis même de son lieutenant, le maréchal alloit ordonner qu'on cédât le champ de bataille, lorsqu'il reconnut que l'ennemi étoit lui-même en pleine retraite. Il le poursuivit jusqu'à Hanovre, qui lui ouvrit ses portes, et ce fut là

le terme de ses progrès. Une cabale , pendant qu'il battoit l'ennemi , venoit de lui donner le maréchal de Richelieu pour successeur , et elle eut la honte de déplacer , dans tout l'éclat de son triomphe , un général habile , que la trahison même n'avoit pu priver de la victoire. Ainsi du moins fut taxée la conduite du comte de Maillebois. Traduit au tribunal des maréchaux de France , des égards pour son père , et la faveur d'une protection puissante parurent avoir arrêté le cours de la justice : on ne connut de son procès et de son jugement que la courte détention qu'il subit au château de Dourlens , et après laquelle il reparut à la cour.

Le maréchal de Richelieu , suivant les plans de son prédécesseur , qui , après les lui avoir communiqués en bon citoyen , étoit parti en héros (Lett. du maréchal de Richelieu), pressoit l'armée battue avec une activité quel'on comparoit , avec peu de justice , à la lenteur du maréchal d'Estrées. Dans les premiers jours de septembre il avoit tellement acculé les Hanovriens aux environs de Stade , sur l'Elbe , qu'ils devoient être contraints de subir sous peu le sort des troupes saxonnes au camp de Pirna. Dans cette situation presque désespérée , le duc de Cumberland eut recours à la médiation du roi de Danemarck ; et sous cette foible garantie fut conclue , le 8 sep-

tembre, la fameuse et équivoque convention de Closterseven, qui renvoyoit une partie de l'armée hanovrienne dans ses foyers, confinoit le reste dans Stade, mettoit l'électorat, jusqu'à la fin de la guerre, sous la main de la France, et par laquelle enfin le maréchal se félicitoit d'avoir tout à la fois et dissous l'armée angloise, et enlevé au roi de Prusse l'appui qu'il s'étoit promis de ce côté pour couvrir ses états.

Ce prince, dès le commencement de la campagne, laissant un foible corps sous les ordres du vieux général Lehwald, opposé aux Russes qui s'approchoient lentement, avoit pris l'offensive en Bohême, se flattant d'annéantir par sa célérité deux armées que l'impératrice formoit dans ce royaume; la première aux ordres du prince Charles de Lorraine, et la seconde sous ceux du maréchal de Daun. Frédéric, après avoir repoussé le comte de Kœnigseck, qui défendoit la frontière, pénétrésans obstacle jusqu'à Prague, et y rencontre le prince Charles. Une pareille ardeur de combattre, qui enflammoit les deux chefs, leur fait supporter avec impatience, et même avec mépris, les avis plus prudents ou plus timides de leurs habiles lieutenans, Schwerin d'une part, et Brown de l'autre; et, le 6 mai, le signal de la destruction de quarante mille hommes est donné. Telle

fut en effet la suite de l'acharnement mutuel des combattans , qui rendit cette bataille la plus meurtrière de toutes celles qui furent livrées dans le cours du dix-huitième siècle. Schwerin demeura sur le champ de bataille , et Brown mourut , peu de jours après , des blessures qu'il y reçut. La victoire resta au roi de Prusse ; et, quoique ses pertes fussent presque égales à celles du vaincu , il osa investir dans Prague quarante mille Autrichiens qui avoient échappé au carnage.

Cependant le maréchal de Daun , ayant reçu ses renforts , s'avançoit au secours de la place. Frédéric forme le dessein de le surprendre , et , laissant le maréchal Keith avec vingt mille hommes seulement dans ses lignes , il s'échappe avec le plus grand secret. Daun recule devant lui , et semble céder à l'ascendant d'un monarque victorieux. Frédéric , sourd aux représentations de ses généraux , qui soupçonnent une feinte dans cette retraite , ne l'en presse que plus vivement. Le maréchal s'arrête enfin , le 18 juin , sur l'Elbe , vers Kolin et Chotzemitz , où il s'étoit choisi un champ de bataille sur la croupe d'une colline , et où échouèrent , contre ses habiles dispositions et contre l'immobilité de ses soldats , sept assauts furieux des Prussiens , et tout l'art et toute la tactique savante et nouvelle dont Frédéric étoit l'inventeur. La perte de

vingt-cinq mille soldats que firent en cette occasion les Prussiens , en morts , blessés et déserteurs , et une sortie heureuse de la garnison de Prague , à la nouvelle de la bataille, forcèrent Frédéric à lever le siège et à évacuer même la Bohême. Ce fut à l'occasion de la bataille de Chotzemitz, et pour récompenser les braves qui s'y distinguèrent , et ceux qui suivroient leur exemple , que l'impératrice institua son ordre de Marie-Thérèse.

A ce premier revers qu'éprouvoit le roi de Prusse succédèrent coup sur coup la défaite de son allié à Hastembeck ; celle du général Lehwald à Welau sur la Prégel en Prusse , par le général russe Apraxin ; un avantage du prince Charles sur le prince de Brunswick-Bevern et sur le maréchal Keith dans la Silésie ; et la capitulation enfin de Closterseven , plus sensible pour lui qu'une bataille perdue. Dans le même temps les Russes étoient entrés à Mémel , les Suédois en Poméranie ; et le général autrichien Haddick avoit mis Berlin à contribution. Frédéric , retranché dans la Saxe qu'il ravageoit , mais tenu en échec par le maréchal de Daun , et entouré d'ennemis puissans et victorieux , sembloit destiné à être enveloppé bientôt dans l'immense filet tendu autour de lui. Personne ne doutoit de sa ruine prochaine, et lui-même y crut quelques instans. Il avouoit , dans des

lettres confidentielles , ne voir que dans la mort un remède à sa position désespérante. Peu à peu la gaieté soulagea son âme , et la confiance enfin s'y établit. Ses ennemis la firent renaître en partie par leurs fausses mesures. Apraxin, maître de pénétrer en Silésie après sa victoire , se retira ; ce qui permit à Lehwald de se porter en Poméranie et d'en chasser les Suédois. Le maréchal de Richelieu , d'une autre part , attendoit dans l'inaction la ratification de sa convention avec le duc de Cumberland , et se laissoit prévenir à Magdebourg par le prince Ferdinand de Brunswick qui mit cette place hors d'atteinte.

Vingt-cinq mille François cependant , sous les ordres du prince de Soubise , avoient quitté la Hesse ; et , réunis à l'armée des Cercles , forte de trente mille hommes et commandée par le prince de Saxe-Hildburghausen , menaçoient d'aller chercher le roi de Prusse en Saxe , lorsque celui-ci , forcé de battre ses ennemis séparément , pour leur échapper , jugea à propos de frapper les premiers coups de ce côté. Par une habileté admirable il se dérobe avec vingt mille hommes à la surveillance du maréchal de Daun , et vient renforcer un foible corps de ses troupes , qui ne pouvoit qu'observer les mouvemens des Impériaux. Mais on étoit alors à la fin d'octobre , et déjà les alliés , renonçant à leur premier

projet , repassoient la Sala pour prendre des quartiers d'hiver. C'étoit précisément ce que désiroit prévenir Frédéric , qui ne vouloit point avoir à trouver cet ennemi en tête au retour du printemps , et qui avoit besoin d'ailleurs d'exploits éclatans pour rétablir sa réputation et l'influence de ses armes. Pour amener donc les alliés au combat , il cesse de dissimuler son infériorité , affecte de la crainte , et même avec une précipitation hasardeuse , mais qui étoit nécessaire à son dessein , il se retire vers Mersebourg , et se cache pour ainsi dire à Rosbach. Les alliés , qui avoient laissé échapper le moment favorable de le poursuivre , se ravisent quand il est hors de danger , et , le 5 novembre , se flattant de lui couper la retraite sur la Saxe , ils s'approchent de son camp , et se mettent en devoir de le tourner. Frédéric entretient leur sécurité par un repos absolu , et laisse tranquillement défiler leurs colonnes le long de ses retranchemens. Mais , quand il juge qu'elles sont suffisamment fourvoyées , et hors d'état de pouvoir se reformer , tout à coup ses tentes s'abaissent et offrent à l'ennemi en désordre une armée rangée en bataille et protégée par des batteries élevées qu'il leur est impossible de faire taire. Les premières décharges dissipent les troupes stupéfaites des Cercles , déjà à demi vaincues par la surprise , et cette armée nombreuse ,

qui s'étoit promis de tourner la foible armée de Frédéric , est tournée elle-même. La cavalerie prussienne tombe par des chemins inaperçus sur la cavalerie françoise qui est prise à dos , et l'infanterie , qui se croit trahie , se débande en un clin d'œil. Le combat ne dura pas un quart d'heure : la réserve , commandée par le comte de Saint-Germain , n'eut pas le temps d'arriver , et ne put que recueillir les fuyards qui regagnèrent , les uns la Hesse , et les autres la Franconie. Ils avoient laissé trois mille morts et sept mille prisonniers , tandis que le roi de Prusse perdit à peine cinq cents hommes.

Le maréchal de Richelieu tarda peu à ressentir en Westphalie le contre-coup de la défaite de Rosbach , et à reconnoître l'insuffisance des précautions qu'il avoit prises pour s'assurer de l'armée hanovrienne. Sitôt en effet que la force qui la contenoit dans Stade , plutôt que le respect pour ses engagements , vint à se relâcher , par suite de l'échec éprouvé par les François , les prétextes abondèrent pour éluder la capitulation ; et sous un nouveau chef , le prince Ferdinand de Brunswick , qui se prétendit étranger à ces transactions , elle reparut en campagne , couvrant de nouveau les états du roi de Prusse et les conquêtes de ce monarque. En vain le maréchal rappela au prince les stipulations du duc de Cumber-

land; en vain il menaça de mettre tout à feu et à sang dans le pays qu'il occupoit, si l'Angleterre persistoit à méconnoître ses engagements; en vain, avec une sévérité outrée, il mit à exécution ses menaces dans le Hanovre qu'il garda encore tout l'hiver, le prince n'en continua pas moins de suivre sa pointe, et par d'habiles manœuvres, semant l'inquiétude parmi les quartiers du maréchal, auxquels il fit craindre de se voir coupés, il parvint, malgré un léger échec, à rejeter les François de l'autre côté de l'Aller.

De Rosbach Frédéric avoit revolé en Silésie, où, pendant son absence, et sept jours après sa victoire, le prince de Bevern avoit été battu et fait prisonnier par le prince Charles à Breslau. Cette ville et celle de Schweidnitz étoient même tombées au pouvoir des Autrichiens, et la Silésie paroissoit sur le point d'échapper à la Prusse. Il falloit encore un coup de témérité pour prévenir cette perte; Frédéric le tenta: le soldat, que son absence avoit découragé, applaudit à sa résolution; et, quoique inférieur de moitié, il aspire à se retrouver en présence du prince Charles. Fier de ses derniers succès, celui-ci s'indignoit de la réserve de Daun, qui conseilloit d'attendre l'ennemi; il voulut lui épargner une partie du chemin, et se priva des avantages d'une position choisie. Les deux

armées se rencontrèrent le 8 décembre dans les plaines de Lissa, près Breslau. A peine Frédéric avoit aperçu l'ennemi, qu'il le jugea vaincu : mais ce ne fut pas d'ailleurs sans employer un art profond et des mouvemens énigmatiques qui décurent la sagacité du maréchal, et qui procurèrent aux Prussiens une victoire plus complète encore que celle de Rosbach. Les Autrichiens jonchèrent de leurs corps le champ de bataille, et perdirent plus de vingt mille prisonniers, dont la majeure partie s'étoit réfugiée à Breslau. Telles furent sur le continent les opérations importantes de cette campagne célèbre ; au dehors la lutte resta circonscrite entre la France et l'Angleterre.

Elle fut à l'avantage de la France dans le Canada, où MM. de Montcalm et de Vaudreuil s'emparèrent du fort d'Oswego ou de Chouaquen, sur le lac Ontario, et du fort Georges ou Guillaume-Henri, l'un des boulevarts des établissemens anglois sur le lac du Saint-Sacrement, au sud de celui de Champlain. Ils détruisirent ce dernier, ce qui déconcerta les projets des Anglois sur les colonies du Canada et de la Louisiane. Plusieurs escadres, dirigées de divers points sur Louisbourg, déjouèrent une autre invasion méditée par l'Angleterre et confiée à l'amiral Holbourne, qui commandoit quinze vaisseaux de ligne. Mais,

lorsqu'il approchoit de la rade pour mettre son plan à exécution, dix-huit vaisseaux qu'il aperçut l'y firent renoncer. Cependant, ayant reçu un renfort, il se disposoit à une attaque, lorsqu'une tempête furieuse désempara tous ses bâtimens et le força de relâcher à Halifax. La flotte françoise, qui avoit été très-avariée par la même tempête, ne se crut pas en état de le poursuivre ; et l'amiral, M. Dubois de La Mothe, crut devoir regagner Brest, où quatre mille malades, qu'il débarqua en arrivant, parurent le justifier : mais ce funeste départ livra Louisbourg sans défense à une nouvelle attaque des Anglois l'année suivante, et, faute de secours, cette importante colonie fut perdue pour le royaume. Quelques tentatives de descente sur les côtes de France, foibles diversions aux premiers succès des François en Allemagne, n'eurent aucun effet, et ne tournèrent qu'à la honte des Anglois ; ils ne furent heureux cette année que dans les Indes orientales.

La paix d'Aix-la-Chapelle n'y avoit point interrompu les hostilités entre les deux compagnies. Auxiliaires de divers princes de l'Inde, Dupleix d'un côté, et Saunders de l'autre, avoient continué de s'affronter sous les enseignes des soubas, nababs et rajahs, qui, dans la décadence du puissant empire du Mogol, se disputoient les royaumes, les

provinces et districts dont la politique ou la foiblesse du prince investissoit souvent plusieurs concurrens à la fois. Les Anglois dans le Tanjaour, et les François dans le Décan et dans la nababie d'Arcate, où se trouve Pondichéri, avoient recueilli les effets de la reconnaissance du parti qu'ils avoient fait triompher. Mais dans cette distribution les François avoient été les plus favorisés, et, outre un vaste territoire autour de Pondichéri et de Karigal, ils avoient encore acquis, au sud et sur la frontière du Tanjaour, l'île de Chéringham, formée par les diverses branches du Caveri, et au nord Masulipatam et Chicacol, avec quatre ou cinq provinces qui procuroient deux cents lieues de côtes à leur commerce. Enfin Dupleix avoit eu le crédit de se faire offrir la nababie du Carnate par la cour de Delhi. Mais, soit que la France fût effrayée de la puissance de son propre agent, soit jalousie des ministres, soit crainte d'en inspirer aux Anglois, on lui enjoignit de renoncer à une dignité qui devoit assurer aux François la prépondérance dans l'Inde, et on lui refusa les secours qu'il sollicitoit pour la rendre inexpugnable. Les Anglois, au contraire, faisoient passer Clive dans la presque île avec des renforts. Cette différence de conduite amena une révolution dans l'Inde. L'audace de Dupleix ne put suppléer à sa foiblesse; il éprouva

un échec, dont les suites, à l'immense préjudice de la France, firent passer la nababie d'Arcate, des mains de Chanda-Saeb, qui la tenoit de la protection des François, entre celles de Mehemet-Ali-kan son rival, l'ami et le protégé des Anglois. Ces événemens furent le prétexte du rappel de Dupleix; et cet homme, qui avoit joué dans l'Inde le rôle d'un souverain, arrivant à Paris, lorsque La Bourdonnaie sortoit de la Bastille, se vit oublié, et réduit à disputer les restes de sa fortune aux représentans de la compagnie. M. Godeheu, qu'on lui donna pour successeur, homme dénué de toute ambition et appliqué aux seuls intérêts commerciaux de la compagnie, ménagea une trêve avec Saunders, et renonça d'accord avec lui à toutes les dignités indiennes, et à prendre part désormais aux querelles des princes du pays. Telle étoit la situation des affaires dans l'Inde lorsque la guerre éclata.

La compagnie françoise avoit scrupuleusement exécuté le traité; et, sous l'administrateur pacifique qui tenoit les rênes du gouvernement, des hostilités qui s'élevèrent entre les Anglois et le souba du Bengale n'avoient pas été pour elle une occasion de chercher à reconquérir la supériorité qu'elle avoit laissé perdre. Mais peut-être y pensoit-elle, lorsque la guerre se ralluma entre les métropoles.

L'occasion étoit favorable. Le souba venoit de s'emparer du fort de Calcutta, qui protégeoit le principal établissement des Anglois sur le Gange. Ce fut en cette occasion que cent quarante-six Anglois, qui en formoient la garnison, furent entassés dans un caveau qui n'avoit que dix-huit pieds en carré, et deux petites ouvertures seulement par où l'air pouvoit à peine s'introduire. On n'osa éveiller le souba pour lui transmettre les supplications de ces malheureux captifs, qui, périssant faute de pouvoir respirer, sollicitoient d'être transférés ailleurs. Le lendemain vingt-trois seulement étoient en vie, et de ceux-ci plusieurs moururent encore des suites de la contagion qu'ils contractèrent dans cette affreuse nuit.

Mais déjà une flotte angloise sous l'amiral Waston, après avoir châtié les brigandages du pirate Angria, près de Bombai, arrivoit à la fin de 1756 dans ces parages, et descendoit à terre l'heureux Clive. Il ne lui fallut que deux heures pour reprendre Calcutta; et deux mille Européens suffirent pour détruire l'armée du souba, forte de soixante mille Indiens. Jaffer-Ali-kan, ministre du vice-roi, sourdement incité par les Anglois, profita de ses revers pour le supplanter, et paya ses protecteurs de retour par des concessions qui acheminèrent rapidement les Anglois à la

souveraineté du Bengale, que leur abandonna un empereur détrôné. Affranchi d'inquiétude de ce côté, Clive tourna ses armes contre l'établissement françois de Chandernagor, sur le Gange, au-dessus de Calcutta : il s'en empara en cinq jours, au mois de février, malgré cent soixante bouches à feu et une garnison de cinq cents François et de sept cents Cipayes ; et, par cette conquête, les Anglois se virent encore délivrés d'une concurrence qui long-temps leur avoit enlevé la moitié du commerce de cette riche contrée.

[1758] La légèreté du maréchal de Richelieu, à l'époque de la convention de Closterseven, ses dévastations dans le Hanovre, et la ruine de la discipline parmi les troupes, favorisée par sa connivence, ou au moins par son insouciance, avoient occasionné son rappel ; et l'on jugea même qu'il ne falloit pas moins que le double ascendant de la naissance et de la dignité réunies en un prince du sang, pour réorganiser l'armée et en imposer à l'esprit de rapine et de licence qui en avoit infecté tous les rangs. Le comte de Clermont, oncle du prince de Condé, et frère de M. le duc et du comte de Charolois, prince qui s'étoit distingué en différentes occasions, fut celui sur qui on jeta les yeux pour remplir cette tâche difficile. Le châtiment de quelques fournisseurs infidèles, et le renvoi de cin-

quante-deux officiers , qui furent cassés pour cause d'insubordination , signalèrent son arrivée à l'armée. Il s'occupa ensuite d'en resserrer les cantonnemens, qui, disséminés sur un front de cinquante lieues , prêtoient aux entreprises de l'ennemi pour les couper les uns des autres. Mais sa prévoyance ne put prévenir ce malheur. Des ordres conditionnels , mal interprétés , firent évacuer Verden et ouvrirent par cette ville un passage sur l'Aller au prince Ferdinand, qui se trouva ainsi au centre des quartiers françois. Une marche rétrograde et l'évacuation du Hanovre furent la suite obligée de ce malentendu ; mais une position respectable derrière le Weser, entre Minden et Hamelen , permettoit de tenir encore l'ennemi en échec, lorsque la première de ces villes, capitulant au bout de cinq jours , quoique renfermant huit bataillons et autant d'escadrons , découvrit la gauche de l'armée et la mit dans une nouvelle nécessité de reculer sans pouvoir se donner d'autre ligne d'appui que le Rhin. La Westphalie fut donc entièrement évacuée , et les François se cantonnèrent dans la Gueldre , de l'autre côté du fleuve.

Mais une nouvelle négligence de la part d'un officier-général permit au prince Ferdinand de passer le Rhin à Emmerick, en sorte qu'il se rencontra encore une fois au milieu

des divisions françoises. Le comte de Clermont ne parvint à les réunir qu'à la hauteur de Crevelt, près de Dusseldorf, où il attendit l'ennemi, et où s'engagea, le 23 juin, un combat qui fut encore à la honte des François. L'aile gauche, commandée par le comte de Saint-Germain, fut presque la seule portion de l'armée qui fit quelque résistance, et le salut même en fut gravement compromis par la retraite hâtive et malheureuse de tout le reste sur Cologne. Sept mille morts du côté des François demeurèrent sur le champ de bataille, et parmi eux se trouva le comte de Gisors, fils du maréchal de Belle-Isle, jeune guerrier de la plus grande espérance. Dusseldorf, Neuss, Ruremonde, tombèrent au pouvoir des Hanovriens et des Prussiens, dont les troupes légères portèrent l'effroi jusqu'à Bruxelles. Le comte de Clermont, qui prétendoit pour la troisième fois avoir été mal obéi, demanda lui-même son rappel, et fut remplacé par le marquis de Contades, depuis maréchal de France. Le dauphin avoit sollicité en vain de paroître à l'armée pour rendre quelque confiance au soldat. « Votre lettre, mon fils, lui répondit le roi, m'a touché jusqu'aux larmes; je suis ravi de reconnoître en vous les sentimens de nos pères, mais il n'est pas encore temps que je vous sépare de moi. »

Le salut vint d'où on ne l'attendoit pas ; d'une diversion que tentoit alors le maréchal de Soubise, qui, parti des bords du Mein, rentroit dans la Hesse, et dont l'avant-garde, aux ordres du duc de Broglie, défit à Sondershausen, proche Cassel, et un mois précisément après la bataille de Crevelt, huit mille Hanovriens commandés par le prince d'Isembourg. Cet incident, qui rétablit les François dans le Hanovre, rappela le prince Ferdinand de l'autre côté du Rhin, où s'étoit aussi porté le maréchal de Contades, et devint pour le prince de Soubise l'occasion de réparer l'affront de Rosbach. Le 10 octobre en effet il battit de nouveau les Hessois, unis aux Hanovriens, à Lutzelberg, près de Cassel ; mais la saison déjà avancée pour les opérations militaires ne lui permit pas de profiter de son avantage, et il reprit ses quartiers d'hiver sur le Mein, d'où il étoit parti ; ainsi sa dernière victoire ne fut guère profitable qu'à lui-même, par le bâton de maréchal de France qu'elle lui acquit.

Le roi de Prusse de son côté avoit ouvert la campagne par la prise de Schweidnitz, et de là s'étoit porté en Moravie, province que n'avoit pas encore désolée le fléau de la guerre. Il espéroit enlever Olmutz avant que le temporiseur Daun ne pût la secourir. Mais moins d'habileté d'une part dans la tactique de siège

que dans celle de bataille , et de l'autre la brave résistance du gouverneur, trompèrent les calculs du monarque. Daun eut le temps d'arriver ; mais, toujours prudent , il évita les occasions d'une affaire générale dont il redoutoit l'événement , et appliqua ses soins à couper les convois à l'ennemi , ce qui devoit le conduire au même but. La sagesse des plans qu'il concerta , et l'activité de Laudhon à les exécuter , obtint l'effet qu'il s'étoit proposé , et Frédéric , privé de vivres , fut obligé de décamper. Mais il entra en Bohème , dans le dessein de rompre au moins les communications entre les Autrichiens et les Russes , qui ; déjà maîtres de la Prusse , pénétroient au cœur du Brandebourg, et qui, sous les ordres du nouveau général Fermer, assiégeoient alors Custring sur l'Oder.

C'étoit le point qu'il étoit le plus urgent de secourir. Laissant donc le prince Henri son frère, avec une partie de son armée, opposé à Daun, Frédéric, avec le reste et les troupes du comte de Dohna, qu'il rappela du blocus de Stralsund, se porta au-devant des Russes. Le 25 août il étoit en leur présence à Zorn-dorf , presque sous les murs de Custring, et il y donna le signal d'un combat à outrance. Irrité des atrocités gratuites commises sur ses sujets par les Russes, il avoit donné ordre de ne faire aucun quartier, et ne pénétra que

trop les troupes de son indignation. Aussi la fureur plus que l'art dirigea-t-elle les combattans dans cette bataille meurtrière, qui eut trois reprises dans le même jour. Les Prussiens perdirent onze mille hommes et les Russes le double, outre trois mille prisonniers. La nuit, qui sépara les combattans presque sur le champ de bataille, leur laissa la vaine gloire de se proclamer vainqueurs les uns et les autres; mais les Russes, effectivement plus affoiblis, levèrent le siège et regagnèrent la Pologne.

Tranquille de ce côté, Frédéric, condamné à une activité dont il ne pouvoit se relâcher sans périr, revole vers son frère, que Daun pressoit aux environs de Dresde. Celui-ci tenoit le prince en échec, pendant qu'un corps d'Autrichiens assiégeoit Neiss en Silésie. Le roi de Prusse se proposoit de secourir cette place, et se promettoit d'en venir à bout à l'aide de l'habituelle circonspection de l'Autrichien. Daun en effet n'apportoît aucun changement à sa prudente tactique; mais, en y restant fidèle, il n'épioit pas moins l'ennemi pour profiter de la moindre négligence qu'il se permettoit. Cette occasion, qu'il attendoit avec patience et persévérance, il crut l'avoir trouvée enfin le 14 octobre à Hochkirchen en Lusace, près de Budissin. Après une journée où, par des mesures de

précautions excessives, il avoit affecté plus de défiance de ses forces qu'à l'ordinaire, il pénétre la nuit par un bois épais jusqu'au camp prussien, l'attaque à l'improviste dans les ténèbres, s'empare des batteries et disperse les bataillons, qui essaient en vain de se rallier. L'intrépide Laudhon surtout renverse tout ce qui tente de résister. Keith et le prince François de Brunswick, frère du prince Ferdinand, sont tués; le prince d'Anhalt est blessé, et Frédéric enfin, après des efforts qui ne firent qu'ajouter à ses pertes, est contraint à la retraite. Mais, ce qui fut un sujet d'admiration pour toute l'Europe, c'est que ce monarque, après avoir perdu son artillerie et tous ses équipages, osa camper à une demi-lieue du champ de bataille, et y défier le vainqueur. Il y attendit les munitions qui lui manquoient pour suivre ses premiers desseins sur Neiss, et cette ville fut effectivement sauvée. Le général autrichien espéroit se dédommager sur Dresde; mais, à la vue des flammes dont le gouverneur de Schmiettau embrasa les superbes faubourgs de la ville, préjugéant une défense désespérée de la part des Prussiens, et les malheurs qui retomberoient sur une cité populeuse, où résidoit encore la famille du roi de Pologne, il cessa de la presser, par respect pour l'humanité, et prit ses quartiers en Bohême,

évitant le roi de Prusse qui revenoit en Saxe.

En Angleterre, un nouveau ministère, à la tête duquel étoit M. Pitt, depuis lord Chatham, donnoit une nouvelle énergie aux opérations maritimes mal combinées jusqu'alors, et s'attachoit surtout à celles qui avoient pour but la conquête du Canada. Vingt mille hommes cette année, commandés par le général Abercrombie, menaçoient le fort Duquesne sur l'Ohio, et celui de Carillon ou de Ticonderago, au nord du lac Saint-Georges ou du Saint-Sacrement; et, dans le même temps, l'amiral Boscawen, avec vingt-trois vaisseaux de ligne, débarquoit seize mille hommes, sous le général Amherst, à Louisbourg. Presque toutes les escadres que les François avoient mises en mer cette année pour communiquer avec cette colonie et celle du Canada, avoient été interceptées ou forcées à demeurer stationnaires dans les ports.

C'étoit avec quatre mille hommes seulement que le marquis de Montcalm, au fort de Carillon, attendoit les vingt mille du général Abercrombie. Un retranchement de troncs d'arbres, enlacés les uns dans les autres, et dont les branches aiguës offroient comme un rempart de piques et de chevaux de frise, venoit à peine d'être achevé lorsque l'ennemi parut. Les Anglois, comptant sur leur nombre et

se proposant de faire parade de leur courage, n'attendent point leur artillerie et donnent un assaut précipité. Mais l'obstacle qu'ils rencontrent, plus difficile à surmonter qu'ils ne l'avoient imaginé, les livre au feu des remparts sans qu'ils puissent s'y dérober. Néanmoins leur fureur aveugle se soutint pendant cinq heures, et ce ne fut qu'au bout de ce temps qu'ils se retirèrent avec une perte de quatre mille hommes. Ils abandonnèrent même totalement leur entreprise, quoiqu'ils eussent encore des forces plus que suffisantes pour réussir. La prise du fort Duquesne sur l'Ohio, et de celui de Frontenac ou Cataraconi au nord du lac Ontario, et surtout la conquête de Louisbourg, les dédommagèrent de cet échec. Cette malheureuse ville, abandonnée à ses seules forces, mais espérant toujours des secours, tint jusqu'à la dernière extrémité, et ne se rendit, le 27 juillet, qu'à la veille d'un assaut qu'elle n'eût pas pu soutenir. Pendant le siège on vit madame de Drucourt, femme du gouverneur, animer lesoldat, sur le rempart, de sa présence et de sa bourse, et même de son exemple, en tirant chaque jour plusieurs coups de canon. Quelques vaisseaux, parvenus dans la rade, mais en trop petit nombre pour pouvoir se défendre, avoient été brûlés avant la reddition de la place; et ainsi

commencèrent les désastres qui devoient anéantir de nouveau notre marine.

Cependant une escadre françoise, aux ordres du comte d'Aché, destinée pour les Indes orientales, avoit été plus heureuse que celles que l'on avoit tenté de faire passer en Amérique; et elle avoit débarqué à la fin d'avril à Pondichéri un renfort de deux mille hommes, à la tête desquels étoit le comte de Lalli, qui devoit prendre le commandement en chef dans l'Inde. Outre cette mission, le général avoit encore celle de surveiller les agens de la compagnie et les membres du conseil souverain, qu'on avoit eu l'imprudence de lui représenter avant son départ comme des hommes sans honneur, et ne songeant qu'à s'enrichir. Avec un caractère dur, bouillant, absolu, accoutumé au commandement militaire, qui ne souffre aucune réplique, cette funeste attribution ne manqua pas de lui faire bientôt de nombreux ennemis. Le militaire du pays voyoit d'ailleurs avec peine ravir à l'habile Bussi, le bras droit de Dupleix, une dignité à laquelle ses talens diplomatiques et l'expérience qu'il avoit de la tactique militaire particulière à ce pays sembloient également l'appeler. Enfin la désunion la plus complète existoit entre M. de Lalli et M. d'Aché, et présageoit la ruine d'une colonie qui

ne pouvoit se soutenir que par leur concert.

Les premières opérations néanmoins furent heureuses. Après avoir brûlé deux frégates angloises à Gondelour, enlevé ce fort et soutenu le 29 avril, avec égalité, un combat naval contre l'amiral anglois Pocock, on débarqua à Pondichéri; et aussitôt commencèrent les apprêts du siège du fort Saint-David, la plus forte place des Anglois sur la côte. Dès lors commença aussi à se manifester la mésintelligence des deux chefs. L'amiral Pocock s'étoit mis en mer dans l'espoir de faire avorter les desseins des François, et cependant M. d'Aché demeuroit tranquille à Pondichéri, sous prétexte d'infériorité. Il fallut que M. de Lalli le menaçât de le faire arrêter s'il n'appareilloit sur-le-champ. Ce procédé violent eut le plus heureux effet. A peine l'amiral avoit pris le large, que la flotte angloise disparut, ce qui amena la reddition du fort, où l'on trouva d'immenses munitions de guerre. M. de Lalli ordonna la démolition de tous les ouvrages, et ce fut peu après le prétexte d'une terrible représaille sur Pondichéri. Divicoté, à dix lieues de Saint-David, où l'on conçut quelque temps l'espoir de creuser le seul port qui se fût trouvé sur la côte de Coromandel, tomba également au pouvoir des François.

Tant de succès donnoient la confiance de s'emparer de Madras , le chef-lieu des établissemens anglois , et M. de Lalli se proposoit d'y marcher. Mais il lui falloit le concours de l'amiral ; il fut impossible de l'obtenir, et, apparemment à l'abri du renouvellement des voies de fait du général , M. d'Aché alla établir une croisière aux atterrages de Ceylan, sous prétexte de favoriser l'arrivée des secours qu'il attendoit de l'Île-de-France. Forcé de renoncer à une expédition dont l'issue heureuse étoit presque certaine , M. de Lalli en tenta une autre au midi , contre le rajah de Tanjaour , allié des Anglois. Les secours de ceux-ci firent échouer les François devant la capitale du rajah , et les obligea à une retraite pénible et dangereuse sur Karikal. La prise d'Arcate , capitale de la nababie , dédommagea de ce revers. Mais bientôt une nouvelle apparition de l'escadre de l'amiral Pocock fit craindre pour Karikal, et même pour Pondichéri. Une sommation du conseil fut envoyée à M. d'Aché , pour qu'il eût à se hâter de venir protéger la capitale des établissemens françois sur la côte. Il obéit , mais il parut vouloir éviter de se compromettre avec la flotte angloise. Peut-être avoit-il des ordres d'en agir ainsi , et de ne point compromettre sans nécessité une escadre dont la présence dans ces parages suffisoit pour

déjouer les desseins de l'ennemi; mais l'amiral anglois ne lui laissa pas le choix de suivre ses instructions ou ses plans à cet égard; et la menace de l'attaquer dans la rade même força, le 3 août, M. d'Aché à accepter, à la vue de Négapatnam et de Karikal, un second combat qui fut aussi indécis que le premier. L'amiral Pocock étant rentré à Madras, il sembloit que ce dût être à l'amiral françois un motif de demeurer à Pondichéri. Cependant il partit aussitôt pour l'Ile-de-France, malgré les instances du général et du conseil, et quoiqu'il s'en fallût encore de six semaines que les vents de la mousson pussent favoriser sa route. Il allégua l'épuisement des Anglois, qui ne leur permettoit plus d'être un objet de terreur, et son propre épuisement, qui lui faisoit une loi d'assurer sa jonction avec trois vaisseaux qu'on lui envoyoit de France, et qui devoient faire de sa flotte le salut de l'Inde françoise.

Indépendamment de leurs expéditions lointaines en Amérique, en Asie et en Afrique, où ils s'emparèrent de l'établissement françois du Sénégal, les Anglois avoient encore tenté trois descentes sur les côtes de France, moins sans doute dans le dessein d'y faire des progrès que dans l'intention de tenir en échec des forces qu'on eût pu envoyer en Allemagne. La première eut lieu à Saint-

Malo. Quinze mille hommes y débarquèrent le 5 juin, canonnèrent la ville et se rembarquèrent, au bout de six jours, à l'approche des secours qui arrivoient. La seconde se fit à Cherbourg le 8 août ; elle n'eut pas plus de durée et encore moins de résultats que la première. La troisième eut des suites plus fâcheuses, mais pour les Anglois. De Saint-Brieux, où ils descendirent le 3 septembre, ils s'acheminèrent sur Saint-Malo, et le 11 ils entroient sans difficulté à Saint-Cast, où la flotte avoit rendez-vous, lorsqu'ils rencontrèrent le duc d'Aiguillon, gouverneur de la province, qui les y attendoit. A cette vue, ils ne pensent qu'à se rembarquer, mais ils ne purent y parvenir sans une perte de près de cinq mille hommes tués, noyés ou prisonniers.

Le ministère avoit totalement changé à la fin de cette année. M. de Moras, qui, accablé de son double fardeau, avoit déjà cédé le contrôle l'année précédente à M. de Boulogne, résigna encore celle-ci la marine à M. Berryer, qui de la police passa à cet emploi. Le marquis de Paulmi eut pour successeur le maréchal de Belle-Isle, qui, par la sagesse de ses réglemens et sa fermeté à les faire observer, eût rétabli peut-être la discipline dans l'armée, si sa carrière eût été plus longue. Enfin le cardinal de Bernis, que ses

instances pour la paix avoient ruiné dans l'esprit de sa protectrice , toujours dévouée à Marie-Thérèse , fut reniplacé par le duc de Choiseul , dont le père avoit été membre du conseil aulique de l'empereur , son grand-chambellan , et son plénipotentiaire en France. Lui-même étoit ambassadeur à Vienne , et il en revenoit en ce moment. Agréable à cette cour , il fut proposé par la favorite , malgré sa réputation de frondeur et de philosophe ; deux titres à la malveillance du monarque , mais qui passaient alors pour les gages d'une grande capacité. La première opération diplomatique du nouveau ministre répondit à l'attente de ses protecteurs ; ce fut une convention secrète , en date du 30 décembre , confirmative de l'alliance de 1756 , et bien plus onéreuse pour la France , en ce qu'on rendoit obligatoire pour elle , et toujours sans équivalent , l'immensité du secours qu'elle fournissoit depuis la guerre , mais qu'elle accordoit au moins librement. Une confirmation d'alliance , en date du 7 décembre , entre les cours de Londres et de Berlin , avoit été le motif ou le prétexte de celle-ci.

[1759] Au commencement de la campagne de 1759 , le maréchal de Contades étoit sur la gauche du Rhin ; le duc de Broglie , qui venoit de succéder au prince de Soubise appelé

au conseil , avoit ses quartiers sur le Mein ; l'armée des Cercles , à sa droite en Franconie , étoit observée par le prince Henri ; enfin le roi de Prusse , toujours en Saxe , épioit à la fois le maréchal de Daun en Bohême , et les Russes , qui sous le nouveau général Solticow approchoient du Brandebourg. Le prince Ferdinand avoit projeté d'enlever Francfort , de séparer ainsi les deux portions de l'armée françoise , et d'établir le théâtre des hostilités entre le Mein et le Danube , contrées que n'avoit pas encore dévastées la guerre. Mais , arrivé le 13 avril , avec quarante mille hommes , près de Berghen , il reconnut que le duc de Broglie , y ayant rassemblé ses quartiers avec célérité , et réuni vingt-cinq mille hommes , étoit disposé à le recevoir. Frustré de l'espérance de le surprendre , il l'attaqua néanmoins ; et , malgré l'avantage du nombre , il fut battu et repoussé jusqu'à Cassel. Le maréchal de Contades passe alors le Rhin ; et , réuni au duc , il pénètre en Westphalie , s'empare de Munster et de Minden , et se flatte de chasser le prince au-delà du Weser , et de cerner peut-être encore une fois l'armée hanovrienne. Mais à Minden même le prince cessa de reculer : il avoit apprécié son ennemi ; et , tout en ayant l'air de le fuir , il l'attendoit près de cette ville , le premier août. Il lui avoit offert comme

une amorce un foible corps, qui paroissoit posté pour protéger sa retraite et n'être pas soutenu; mais, au fort de la mêlée, survenant tout à coup, il fond sur l'armée françoise, dont la disposition vicieuse entraîna la défaite, et amena une déroute aussi honteuse que celle de Rosbach et de Crevelt. Les François rebroussèrent à leur tour jusqu'à Cassel, abandonnant tous les magasins qu'ils avoient en Westphalie. Le maréchal de Contades se plaignit vainement d'avoir été mal secondé par le duc de Broglie, qu'il accusoit d'avoir attaqué trop tard; il fut rappelé, et le commandement laissé à son collègue, qui fut encore décoré, à quarante-un ans, du bâton de maréchal de France.

Le roi de Prusse, de son côté, voulant prévenir la jonction des Autrichiens et des Russes, avoit envoyé au-devant de ceux-ci le comte de Dohna, qui avec trente mille hommes avoit la mission d'en arrêter le double. Il ne put la remplir, et fut forcé, le 23 juillet, à Palzig ou Zulichau, près de Crossen sur l'Oder, à un combat inégal après lequel aspiraient les Russes, impatiens de se venger des cruautés des Prussiens à Zorndorf. Cette action livra aux Russes Crossen et Francfort, où ils firent leur jonction avec Laudon. Mais déjà, le 11 août, Frédéric, qui n'avoit laissé que vingt mille hommes en Saxe, en

avoit soixante mille à leur opposer sous les murs de la dernière ville, et le lendemain s'engagea une nouvelle bataille à Kunersdorf sur la droite de l'Oder. Elle commença à midi, et à six heures du soir Frédéric avoit détruit la gauche des Russes, emporté leurs retranchemens et enlevé cent pièces de canon. Solticow éprouvoit une perte qui le forçoit à la retraite. Mais Frédéric, voulant l'auéantir, le forçoit depuis une heure à continuer le combat, lorsque Laudon, qui n'avoit pu donner encore, survint et chargea si vigoureusement la cavalerie prussienne, qu'il la mit dans une déroute complète, et ramena la victoire du côté des Russes. Frédéric passa la nuit à deux lieues du champ de bataille, avec cinq mille hommes seulement; et le lendemain, recueillant ses débris, il prit une position pour couvrir Berlin. Mais Solticow étoit trop affoibli par une perte de vingt mille hommes, et double de celle des Prussiens, pour penser à se porter en avant. Il essaya seulement de se rapprocher de Daun : mais, par les dispositions de Frédéric, cette jonction ne put s'opérer, et la disette des vivres dans un pays ruiné par tant d'armées contraignit encore une fois les Russes à retourner sur leurs pas.

Défait de ce redoutable ennemi, Frédéric revient sur Dresde, dont l'armée des Cercles,

commandée par le prince de Deux-Ponts , s'étoit emparée pendant les mouvemens des grandes armées, et forme même l'audacieux dessein de couper au maréchal de Daun la retraite sur la Bohême. Il échoua partout; et le général Finck , détaché par lui avec dix-huit mille hommes dans les montagnes de Maxen , près de Pirna , y fut cerné par le maréchal; et, après un combat sanglant, forcé de mettre bas les armes le 20 novembre. Mais Daun , qui savoit vaincre, ne savoit tirer aucun profit de ses victoires , et la fin de trois campagnes plus meurtrières qu'aucune de celles des guerres précédentes , trouva les puissances belligérantes dans la même position à peu près que quand elles avoient levé leurs quartiers.

Avec moins d'éclat , les Anglois avoient des succès plus réels sur mer et dans les colonies. Quarante mille hommes qu'ils avoient portés sur divers points dans le Canada , devoient leur assurer la conquête d'un pays où la France ne pouvoit faire passer de renforts. Cependant le siège de Québec, l'une des expéditions projetées par eux , pensa échouer par le courage et l'intelligence du gouverneur Ramsai et de sa garnison; et les Anglois , échappés au danger de voir détruire leur flotte dès l'abord par huit brûlots qui ne furent par dirigés avec assez de sang-froid

pour opérer leur effet, ne surent long-temps qu'incendier la ville par leurs bombes sans oser en approcher : ce ne fut qu'au bout de deux mois, et lorsque la saison déjà avancée rendoit plus problématique que jamais l'issue du siège, que le général Wolf, qui commandoit l'expédition, et qui avoit à soutenir la réputation qu'il s'étoit faite à la prise de Louisbourg, se décida à un véritable effort, en essayant de gagner les hauteurs qui commandoient la ville. Les François avoient négligé de les occuper, les croyant suffisamment protégées par une ceinture de rochers escarpés qui les environnoient. Le marquis de Montcalm, accouru au secours de la place avec trois mille cinq cents hommes, ne s'aperçut de son erreur que lorsque les Anglois eurent gravi ce poste important. Il résolut de les en déloger, et il s'en suivit une bataille, moins célèbre par le nombre des combattans que par l'influence qu'elle eut sur les destinées de ce pays, et particulièrement aussi par la mort des deux généraux, également dignes d'estime l'un de l'autre pour leurs talens, mais surtout pour les sentimens d'humanité qu'ils rappelèrent en ces déserts, où la fréquentation des sauvages les faisoit trop oublier. Wolf, plus heureux que son rival, vit fuir les François découragés de la perte de leur chef, et put prévoir la reddition de

Québec, qui eut lieu en effet le 10 septembre, six jours après la bataille. Le fort de Niagara, entre les lacs Érié et Ontario, après une vigoureuse résistance, qui avoit coûté la vie au général anglois Prideaux, avoit cédé pareillement aux efforts de Johnson son successeur; et le général Amherst, le conquérant de Louisbourg, envoyé contre le fort Carillon, le trouva évacué et détruit. Ainsi le Canada, privé de tous ses points d'appui, sembloit devoir être assujetti. Mais quelques braves, sous le commandement de MM. de Vaudreuil et de Lévis, et toujours soutenus par l'espoir d'un secours de la métropole, disputèrent encore un an cette possession aux Anglois. Peu s'en fallut même qu'ils ne reprissent Québec au retour du printemps. Un contre-temps impossible à prévoir fit manquer la surprise qu'ils avoient méditée; et ce ne fut qu'à la fin de la campagne de 1760 que, cernés à Montréal et privés de toute espérance ultérieure, ils capitulèrent pour toute la colonie. Une partie des Antilles françoises avoit également succombé à la supériorité des forces angloises dans ces parages.

Dans l'Inde, M. de Lalli, privé, pour attaquer Madras, de la flotte du comte d'Aché, essaya de s'en passer, et attendit le départ de l'amiral Pocock pour mettre à exécution le projet qu'il méditoit depuis long-temps.

Au commencement de décembre 1758, quatre mille Européens et trois mille Cipayes ou fantassins indiens se mirent en marche pour cette expédition, et le 14 on pénétra dans la ville Noire, qui reçoit son nom de la couleur de la majeure partie de ses habitans, et qui est proprement le faubourg de la ville Blanche, ou fort Saint-Georges, réservé aux seuls Anglois. Dans une sortie que firent ceux-ci le même jour, ils firent prisonnier le comte d'Estaing, commandant le régiment de Lorraine; mais ils y furent d'ailleurs assez maltraités pour ne pas essayer de troubler l'établissement des batteries. Elles commencèrent à jouer le premier janvier 1759, et avec assez de succès pour faire brèche aux remparts. Cet avantage fut de courte durée : faute de poudre le feu se ralentit; les Anglois ranimèrent le leur pour démonter nos pièces, et au bout de six semaines l'artillerie de l'ennemi, les maladies et la désertion avoient emporté le tiers de l'armée. Sur ces entrefaites, l'apparition d'une escadre de six vaisseaux, qui venoit de Bombai et qui mouilla le 17 février dans la rade de Madras, déterminâ une retraite précipitée sur Arcate. Les Anglois firent de vains efforts pour la troubler; ils furent battus à Vandavachi : mais une révolte, qui s'éleva soudainement parmi les troupes françoises, auxquelles on devoit

une année de solde , ne permit pas de poursuivre ce succès , et donna au contraire à l'ennemi le temps de se fortifier. A défaut d'argent dans les caisses , il fallut que les officiers de Lalli se cotisassent pour satisfaire le soldat, qu'une amnistie solennelle et exigée acheva de rendre à l'obéissance , mais non à la bonne volonté, et trop tard d'ailleurs pour rien entreprendre de salutaire.

Cependant M. d'Aché , qu'on n'attendoit plus , tant la saison étoit déjà avancée , reparut enfin dans les premiers jours de septembre avec un renfort de trois vaisseaux. Privé à l'Ile-de-France de la ressource des vivres sur laquelle il avoit compté , il s'étoit vu forcé de s'en pourvoir jusqu'au cap de Bonne-Espérance ; et telle étoit la cause de son retard. Mais à peine arrivé dans les mers de l'Inde , il y fut attaqué le 10 septembre par l'amiral Pocock , à la hauteur de Negapatnam , et rendit contre lui un troisième combat , que sa supériorité laissa néanmoins aussi indécis que les deux autres. Pocock entra à Madras : quant à l'amiral françois , il se prétendit battu , ou du moins trop maltraité pour demeurer à Pondichéri, qu'il supposa privé des moyens de radoub nécessaires à la flotte. Malgré des instances plus pressantes encore que celles de l'année précédente , malgré la promesse de lui fournir tout ce

dont il pourroit avoir besoin pour se réparer , malgré enfin une nouvelle protestation formelle qui le rendoit responsable de la perte de la colonie, il fut inflexible : et, fidèle apparemment à des instructions positives , il fit voile pour l'Ile-de-France , après avoir débarqué le peu de troupes et de munitions dont il étoit chargé pour l'Inde. Cet incident augmenta le découragement qui naissoit déjà de la pénurie des ressources , du peu de concert des chefs , de l'indiscipline du soldat , et de la dispersion de l'armée en divers corps éloignés les uns des autres ; ce qui facilita aux Anglois plus concentrés les moyens de reprendre l'offensive , et d'enlever plusieurs des forts qui couvroient au loin Pondichéri.

La France , qui ne connoissoit pas encore toute l'étendue de ses désastres , faisoit mine alors de vouloir venger , au sein même de la Grande-Bretagne , ceux dont elle étoit instruite. Deux armées, l'une en Bretagne, sous le duc d'Aiguillon, l'autre à Dunkerque, sous Chevert, menaçoient l'Angleterre d'une descente. M. de La Clue , avec douze vaisseaux, abandonnant le port de Toulon, devoit rejoindre à Brest le maréchal de Conflans , qui en commandoit vingt et un , et protéger avec lui cette expédition. Mais bientôt le commodore Boys , devant Dunkerque, et les amiraux Hawke et Boscawen , le premier devant

Brest et l'autre devant Toulon , tinrent étroitement bloquées les flottes françoises. Cependant un coup de vent force Boscawen à quitter sa station, et à se radoubier à Gibraltar. La Clue , qui eût pu le suivre et mettre à profit son désastre , tarda à se mettre en mer , en sorte que son adversaire étoit réparé lorsque lui-même , passant par le travers de Gibraltar, fut signalé dans la nuit du 16 au 17 août, et atteint le lendemain par quatorze vaisseaux anglois , sur la côte de Portugal , près de Lagos et du cap Saint-Vincent. Pour comble de malheur , une bourrasque ou une fatalité qu'on craignit d'approfondir , avoit séparé de lui pendant la nuit cinq de ses vaisseaux , et ce fut avec sept seulement qu'il eut à soutenir l'effort de l'ennemi. L'issue du combat répondit à la disproportion des forces : trois vaisseaux françois furent pris , deux brûlés sur la côte; les deux derniers se sauvèrent à Lisbonne.

L'amiral Hawke devant Brest avoit éprouvé le 12 octobre le même contre-temps que Boscawen devant Toulon , et le maréchal de Conflans avoit commis par une timide prudence la même faute que M. de La Clue. Il ne mit en mer qu'à la mi-novembre , et rencontra le 20 , et au sud de Belle-Isle , la flotte angloise toute réparée , et forte de vingt-trois vaisseaux de ligne. L'action étoit enga-

gée entre les deux partis , lorsqu'un coup de vent , ou une fuite honteuse , ou une manœuvre malhabile de l'amiral françois , sépara les combattans. M. de Conflans , au moyen de ses pilotes côtiers , s'étoit flatté d'une retraite facile au milieu des écueils qui bordoient la côte , et qui devoient être une cause de perte pour les Anglois. Mais son arrière-garde , livrée par cette mesure à la réunion des efforts de l'ennemi , la défection de l'avant-garde , qui se dirigea sur l'île d'Aix , et l'entrée inattendue de l'une de ses divisions dans la rivière de Vilaine , d'où elle ne put ressortir , firent de cette journée , connue sous le nom de la bataille de M. de Conflans , une journée d'opprobre , dans le désordre de laquelle un vaisseau fut pris , deux furent brûlés , et trois autres s'échouèrent ou s'engloutirent.

Tant de revers s'accroissoient de l'embarras du trésor public , dont les administrateurs déplacés chaque année ne pouvoient rien opérer d'utile. Aussi stérile en ressources que son prédécesseur , M. de Boulogne avoit cédé le portefeuille à M. de Silhouette , maître des requêtes , dont on attendoit des merveilles d'après la restauration des finances du duc d'Orléans , due à son intelligence. Sa première opération parut justifier le choix qu'on avoit fait de lui. Réduisant à moitié les profits des fermiers-généraux , il créa soixante-douze

mille actions de mille livres chacune , auxquelles il attribua le bénéfice de l'autre moitié , appât qui produisit en effet soixante et douze millions en vingt-quatre heures. Quelques économies dans les dépenses , et la suspension de divers privilèges concernant la taille , ajoutèrent au concert de louanges dont on chargeoit déjà le nouveau ministre. Mais bientôt celles-ci commencèrent à décliner , lorsque , par des retranchemens sur les pensions , il vint à s'attaquer aux classes plus relevées de la société ; et elles se convertirent même tout-à-fait en sentimens de haine , à l'occasion d'un édit de subvention territoriale que , le 22 septembre , il fit enregistrer en lit de justice à Versailles. Cet édit soumettoit à l'impôt , sans exception , tous les corps qui jusque-là s'étoient fait un privilège et même une gloire de s'y soustraire. La magistrature fut par sa position la première à réclamer , et son opposition fut si vive , que l'édit ne put avoir d'exécution. Les bourses des grands capitalistes se refermèrent en même temps , et la pénurie reparut.

M. de Silhouette auroit dû se retirer alors. Il avoit indiqué , dans l'égale répartition des charges entre les citoyens , le seul fonds qui pût former la base d'un système régulier de finances , et suppléer aux expédiens toujours petits , précaires et désastreux. des imagina-

tions fiscales. Ce n'étoit point sa faute si la cour, par sa prodigalité, et les riches, par une cupidité mal entendue, mettoient un égal obstacle au rétablissement de cette partie de l'administration qui donne la vie à toutes les autres. Il demeura ; et, comme il se trouva privé des moyens énergiques qu'il avoit médités, il se réduisit lâchement et honteusement aux mesquines inventions de ses prédécesseurs. La suspension d'une partie des paiemens exigibles sur le trésor royal, et une exhortation aux citoyens de porter leur argenterie à la monnoie pour être convertie en espèces, ne produisirent que des murmures, peu de ressources, et, ce qu'il y eut de pis, détournèrent l'Angleterre de traiter avec une puissance dont elle crut toutes les ressources épuisées. Poursuivi par le mécontentement et par le ridicule, M. de Silhouette se vit contraint de résigner son emploi ; et M. Bertin, son successeur, remplaça sa subvention inexécutée par l'établissement d'un troisième vingtième, par un doublement de capitation, et par des emprunts de diverses natures, que le parlement, l'année suivante, se montra moins difficile à enregistrer.

[1760] Le maréchal de Broglie justifia par de nouveaux succès la dignité qui venoit de lui être conférée. Quittant ses cantonnemens sur le Mein pour se porter de nouveau sur la

Hesse, le 10 juin il battit le prince héréditaire de Brunswick, Charles-Guillaume, à Corback, à quelques lieues à l'ouest de Cassel, et prépara ainsi la prise de cette dernière ville et de celle de Minden par le prince Xavier de Saxe, frère de la dauphine. Le prince de Soubise s'avançoit en même temps du Rhin vers la Hesse. A cette double attaque le prince Ferdinand opposa une diversion sur le Bas-Rhin, et il en confia le commandement au prince héréditaire son neveu, qui commençoit à se faire une réputation militaire, que de fréquentes défaites ne lui ont pas enlevée. Clèves et Rhinberg tardèrent peu à tomber en son pouvoir, et Wesel étoit bloqué par lui lorsque le marquis de Castries, détaché par le maréchal de Broglie, vint faire face au prince héréditaire, et s'établit à Clostercamp, près de Rhinberg, sur la gauche du fleuve. Il fut attaqué le 16 octobre, et remporta une victoire qui délivra Wesel, et força le prince de se replier sur l'armée de son oncle. Un dévouement sublime a rendu cette journée mémorable. Le chevalier d'Assas, capitaine au régiment d'Auvergne, envoyé pendant la nuit à la découverte, tombe dans un détachement de grenadiers hanovriens, tout près de surprendre le camp. « Si tu parles, tu meurs. » lui dit-on en le saisissant, et vingt baïonnettes sont sur sa poitrine. Il se

recueille un moment , puis s'écrie de toute sa force : « Auvergne ! à moi , c'est l'ennemi ! » Il tombe mort à l'instant ; mais le camp ne fut pas surpris. Le combat de Clostercamp finit la campagne de ce côté , et permit aux François de prendre leurs quartiers dans la Hesse et dans la Westphalie.

Le roi de Prusse , posté sur l'Elbe au-dessous de Dresde , observé par l'armée des Cercles , par le maréchal de Daun , et toujours menacé chaque année par les Russes , se voyoit à la veille de perdre la Silésie. L'entreprenant Laudhon , après avoir forcé à se rendre prisonnier , à Landshut , le corps du général Fouquet , que le courage le plus opiniâtre et la résistance la plus désespérée ne purent soustraire à son sort , s'étoit porté sur Breslau. Mais ses efforts furent inutiles ; les Russes arrivèrent trop tard pour le soutenir , et le prince Henri , par d'habiles manœuvres , fit lever le siège , et prévint encore la jonction : cependant il n'auroit pu se maintenir longtemps avec cet avantage , si son frère ne fût arrivé à son secours. Frédéric avoit pris position à Lignitz ; bientôt il s'y trouva pressé par Daun , par Laudhon et par Lasci , qui devoient l'attaquer de concert. Le 15 août , instruit de leur plan , Frédéric décampe la nuit même , et tombe sur Laudhon , qui s'avançoit pour le surprendre ; et qui se trouva

surpris et investi lui-même au milieu d'une armée. Moins d'audace et de présence d'esprit dans ce dernier, et sa division entière étoit perdue. Au lieu de reculer d'abord, il se précipite sur la gauche des Prussiens, qu'il enfonce, couvre pendant ce mouvement une partie de son artillerie par un ruisseau qu'il lui fait repasser; puis, à l'aide de son feu, et pendant que les Prussiens se reforment, il traverse lui-même le ruisseau, et sauve au moins les deux tiers de son monde. Cette brillante retraite obtint des éloges du vainqueur. « Je n'ai point vu, dit-il, de manœuvre plus belle dans toute la guerre, et le plus beau jour de Laudhon est celui où je l'ai battu. »

Le monarque marche aussitôt sur Breslau. Ce mouvement détermina les Russes à repasser l'Oder, et à chercher, pour pénétrer en Brandebourg, quelque point moins défendu. Ils le rencontrèrent vers Francfort, et parvinrent même, le 9 octobre, jusqu'à Berlin, qui fut mis une seconde fois à contribution, et où les Cosaques mutilèrent une foule de monumens des arts. Mais cette irruption de barbares en eut la foible consistance; et Frédéric quittoit la Silésie, pour voler à la défense de sa capitale, que déjà ils avoient repassé l'Oder, et regagné la Pologne, comme il leur étoit ordinaire.

Daun , qui l'avoit suivi en Saxe , étoit plus difficile à éloigner. Le 3 novembre Frédéric l'attaqua près de Torgau sur l'Elbe. A huit heures du soir Daun étoit victorieux , et le mandoit à sa cour. A dix heures , et malgré les ténèbres de la nuit , le général prussien Ziethen , s'étant emparé des hauteurs de Supplitz , le combat changea de face ; et Frédéric , qui pensoit à la retraite , força Daun à la faire. Celui-ci avoit été blessé grièvement à la jambe , et le roi de Prusse avoit reçu une légère contusion à la poitrine. O'Donnell , qui , au défaut de Daun , commanda la retraite , la fit sous Dresde , où les Autrichiens prirent leurs quartiers ; et le résultat d'une bataille qui coûta trente mille morts aux deux partis fut de reculer les cantonnemens autrichiens d'une douzaine de lieues.

Les Anglois poursuivoient pendant ce temps leurs progrès dans l'Inde ; et une nouvelle bataille à Vandavachi en hâta le cours. Le colonel Coote , Irlandois comme M. de Lalli , battit ce dernier , fit prisonnier M. de Bussi , enleva immédiatement Arcate , puis tous les forts qui protégeoient de plus près Pondichéry , et enfin , avec quatre mille Anglois et dix mille Indiens , mit le siège devant cette ville , qui renfermoit quatre-vingt mille habitans , mais qui ne comptoit effectivement que sept cents défenseurs. L'amiral anglois

Stevens interceptoit en même temps ses communications par mer, et elle attendit en vain que M. d'Aché vînt la dégager de ce côté. Accoutumé à braver les protestations, il venoit d'en agir à l'Île-de-France comme il avoit fait à Pondichéri; et les plus vives réclamations du gouvernement et des habitans, qui pressoient son départ, sur le motif qu'ils étoient affamés par la présence de son escadre, n'avoient pu lui faire changer de résolution. Enchaîné apparemment par des instructions positives de protéger l'île, menacée, à ce qu'on supposoit, par les Anglois, ce qui étoit peut-être une adresse de leur politique, il demeura stationnaire sur un point qui ne fut pas attaqué, et abandonna entièrement celui qui ne pouvoit se soutenir que par ses secours : leçon frappante du danger des instructions trop absolues dans des parages si éloignés.

Forcé de se renfermer dans les murs de Pondichéri, le seul des établissemens indiens qui restât à la France sur la côte, M. de Lalli s'y vit entouré de tous les ennemis que la fatalité de sa mission, l'âpreté de son commandement, la dureté et l'ironie de ses propos, lui avoient faits, et qui se trouvoient intéressés à le faire échouer. Il demanda des vivres, et chacun cacha les siens; de l'argent, il n'y en avoit point dans les caisses; du soulagement à ses soldats, excédés de gardes et

de corvées , et personne des habitans ou des employés de la compagnie ne se prêtoit à les suppléer, ou ne s'y prêtoit qu'à regret et à force de contraintes. Un secours négocié chez les Marates par le marquis de Bussi manqua faute d'argent, en sorte qu'il ne resta d'espoir que dans les pluies abondantes de l'arrière-saison, et la violence des orages dans ces mers à la même époque. Mais ni les pluies ni les orages ne purent vaincre l'obstination des Anglois, qui étoient soutenus par la perspective d'anéantir sans retour dans l'Inde, avec un peu de constance, la puissance des François. Ils persistèrent sept mois dans un blocus incommodé pour eux par l'intempérie de la saison, mais cent fois pire pour les assiégés, par les horreurs de la disette. La garnison, exténuée par la faim, n'avoit pas la force de tenter des sorties, et elle étoit découragée encore par l'impossibilité de réparer ses pertes. Le général, aigri par les contrariétés qu'il éprouvoit au dedans et au dehors, et également prévenu contre le citoyen et contre l'ennemi, n'attendoit aucun secours du premier qu'il taxoit de malveillance, et refusoit de traiter avec le second qu'il accusoit de mauvaise foi. Il arriva ainsi, sans avoir pu s'arrêter à aucune détermination avec les uns ou avec les autres, jusqu'à l'époque où il n'y eut plus de vivres dans la ville que pour un

jour. Sommé alors par le conseil souverain de demander une suspension d'armes, il persista à ne vouloir point capituler en forme, et se borna à ne pas s'opposer à l'occupation de la place, qui, le 15 janvier 1761, fut ainsi livrée comme à discrétion. Le vainqueur au reste ne prétendoit pas lui faire d'autres conditions, et il abusa de sa fortune d'une manière déplorable. Non-seulement les fortifications furent rasées, mais les magasins, les églises, et le palais du gouverneur, l'édifice le plus magnifique de l'Inde, furent encore abattus. On prétend que ce fut une espèce de représailles, et que les instructions données par la compagnie aux comtes de Lalli et d'Aché, interceptées par l'ennemi, défendoient à ces généraux d'accorder aucune composition aux établissemens anglois dont ils pourroient s'emparer.

Les officiers de l'armée et tous les agens de la compagnie furent transportés en Angleterre. M. de Lalli, sur des bruits défavorables à son honneur que l'on faisoit circuler en France, demanda et obtint la permission de passer de Londres à Paris. Mais ses nombreux ennemis reçurent la même faveur, et tardèrent peu à le dénoncer comme la cause des malheurs de l'Inde. Des inculpations particulières on en vint à un procès. Le conseil de Pondichéri en corps présenta requête au par-

lement, et le procureur-général rendit plainte contre le comte de Lalli, comme coupable de vexations, concussions, trahisons et crimes de lèse-majesté.

Ses amis, témoins de l'animosité de ses parties et des manœuvres employées pour le perdre, lui conseilloyent de quitter la France. « Moi ! s'écria-t-il, frémissant de colère, moi ! que je fuie, taché du soupçon d'une infâme trahison ! j'y perdrai plutôt la vie. » Fort au contraire du sentiment de son innocence, il offre de se constituer prisonnier à la Bastille ; et cette généreuse requête fut déloyalement accueillie. Il demeura quinze mois dans le cachot de La Bourdonnaie avant de subir son premier interrogatoire, fut ballotté ensuite en divers tribunaux, et renvoyé enfin à celui de la grand'chambre du parlement. Captif et privé du secours d'un conseil, que les lois du temps, préjugant le crime dans le simple prévenu, refusoient aux accusés de haute trahison, et réduit à ses seules écritures, que la prudence ne dictoit pas toujours, contre des ennemis adroits, libres et opulens, il succomba dans cette lutte inégale ; et, le 6 mai 1766, il fut condamné, après dix-huit mois de procédures, à être décapité, « comme dûment atteint et convaincu d'avoir trahi les intérêts du roi, de l'État et de la compagnie des Indes, d'abus d'autorité, vexations et concus-

sions. » On fut étonné de ce que la sentence ne portoit pas expressément qu'il avoit vendu la ville. Ces mots, « avoir trahi les intérêts du roi, » ne paroissent pas l'équivalent de ceux qu'on auroit dû employer pour caractériser une vile et basse perfidie, qu'il falloit nommer en propres termes si elle étoit prouvée, ne fût-ce que pour justifier la rigueur d'une pareille sentence contre un officier-général qui, à la tête d'un régiment de son nom, avoit combattu pour la France dans huit batailles rangées; assisté à dix-huit sièges, dont plusieurs avoient réussi sous sa direction; reçu quatorze blessures, et qui étoit recommandable enfin par la science des marches et des campemens, par son activité, et par une continuité de services aussi utiles que brillans.

Des procédés despotiques, qui furent prouvés, mais qui pouvoient trouver leur excuse dans des momens difficiles où l'obéissance étoit urgente; des discours peu mesurés, mais que le sentiment de l'honneur et du devoir arrachent à un homme vif et emporté qui ne voyoit autour de lui qu'indifférence, lâcheté ou trahison; des rigueurs enfin, mais employées contre des révoltés, attestoient plus les torts de son caractère que de sa conduite; mais, présentés jusqu'à satiété aux yeux du public, ils avoient offusqué son ju-

gement, détourné l'attention de son véritable objet. et formé contre l'accusé un préjugé confus , dont les magistrats ne surent peut-être pas se défendre. Pour lui, il étoit loin de se croire coupable. Aussi , au prononcé du jugement, tout son être se révolta-t-il contre l'injustice , et il ne put se retenir de la reprocher à ses juges avec toute la véhémence de son caractère. Ce fut le prétexte d'une nouvelle barbarie : le magistrat chargé de l'exécution d'une sentence déjà trop rigoureuse ne rougit pas de flétrir d'un bâillon infâme , et de traîner au supplice dans un humiliant tombereau un militaire chargé d'honorables cicatrices , qu'il pouvoit être dans l'intention du foible monarque de laisser conduire à la mort, mais du moins sans ignominie. Voltaire osa le premier appeler de cette sentence au tribunal de l'opinion publique, en observant, du comte de Lalli, que c'étoit un homme sur lequel tout le monde avoit droit de mettre la main , excepté le bourreau. La faveur qu'il avoit commencé à donner à cette cause eut des suites heureuses ; et , cinq jours avant sa mort, peut-être put-il éprouver quelque satisfaction de savoir l'arrêt du parlement juridiquement infirmé par le conseil, qui , le 25 avril 1778, réhabilita la mémoire de l'infortuné général, et accorda ce triomphe aux efforts réunis de l'éloquence et de la piété

filiale. Le sort de M. de Lalli , que l'histoire ne doit pas laisser ignorer , avertit du danger qu'il y a d'être entraîné à choquer sans prudence des corps puissans en richesses et en crédit.

[1761] Tant de pertes , que la France avoit éprouvées depuis quelques années , ne pouvoient être réparées par elle seule dans l'état de délabrement où étoit sa marine. Le duc de Choiseul , qui , à la mort du maréchal de Belle-Isle , arrivée au commencement de cette année , venoit d'être investi du ministère de la guerre , et qui , sans avoir le titre de premier ministre , en exerçoit réellement le pouvoir , tenta , en mars 1761 , des négociations avec l'Angleterre. Georges II étoit mort à la fin de l'année précédente , et les dispositions de Georges III son petit-fils , dirigé par lord Bute , qui désapprouvoit une guerre ruineuse pour l'Angleterre , malgré ses conquêtes , offroient une chance de succès. Mais M. Pitt conservoit encore assez de crédit pour les faire échouer. Louis ordonna que les conditions équitables , et même déjà un peu humiliantes qu'il offroit , fussent mises sous les yeux du public , pour ranimer l'énergie de la nation , comme avoit fait Louis XIV après les infructueuses conférences de Gertruydemberg ; mais Louis XV ne réussit pas. Pendant son règne , qui étoit déjà long , il

ne s'étoit pas , comme ce grand monarque , acquis l'estime des François. On ne le croyoit pas , ainsi que son bisaïeul, touché des maux du peuple , sensible à la gloire de la nation ; on imita son apathie et son insouciance. L'écrit fut lu tranquillement sans qu'on montrât la moindre indignation de la superbe indifférence de l'ennemi , ni aucune empressement pour abattre son orgueil.

Le ministre, dans l'impossibilité de remuer cette masse devenue inerte, tenta d'émouvoir les Espagnols, et imagina d'associer à la marine françoise, si déchue, celle de l'Espagne, qui étoit dans un état de vigueur respectable. Ce n'étoit plus Ferdinand II qui régnoit sur cette contrée, mais Charles III son frère, roi des Deux-Siciles, fils, comme lui, de Philippe V, mais de la seconde femme de ce prince. Ne pouvant, aux termes du traité d'Aix-la-Chapelle, réunir les deux couronnes sur sa tête, après avoir fait constater l'imbécillité de son fils aîné, il avoit fait reconnaître Ferdinand, son troisième, pour lui succéder à Naples, et étoit passé en Espagne avec le second, Charles-Antoine, destiné à y régner après lui. Charles accueillit les propositions de Louis XV, et, se liant généreusement à sa fortune, il en résulta le traité célèbre connu sous le nom de *pacte de famille*, lequel fut signé à Paris le 16 août 1761, et trois mois

après les offres de paix faites à l'Angleterre. Cet acte , qui avoit été négocié avec le plus grand secret , stipuloit des secours respectifs entre toutes les branches de la maison de Bourbon, pour le maintien de leurs États, et déclaroit ennemi de chacune des puissances contractantes , quiconque à l'avenir le deviendrait de l'une d'entre elles; il ne devoit d'ailleurs avoir d'application , suivant le deuxième article , que lorsque la paix auroit terminé la guerre subsistante entre la France et l'Angleterre. Mais , parce qu'il étoit sensible que plus d'un incident pouvoit hâter l'effet de ces stipulations , on jugea convenable de faire en constructions maritimes des efforts qui pussent réparer le vide de trente-sept vaisseaux de ligne et de cinquante-six frégates que l'on avoit perdus depuis la guerre , et de donner ainsi à l'Espagne une garantie de ne pas soutenir la lutte avec les seules forces qu'elle avoit à fournir. De là des offres multipliées de vaisseaux de diverses grandeurs par des provinces, des villes, et des corporations dont on eut le talent d'exciter le patriotisme. De là encore la concentration des ministères de la guerre et de la marine entre les mains du duc de Choiseul , qui dès lors se déchargea , pour la forme , de celui des affaires étrangères en faveur de César-Gabriel , comte de Choiseul , depuis duc de

Praslin, son parent, ou du moins issu d'un même aïeul, tige commune, vers la moitié du quinzième siècle, des branches de Beaupré et de Praslin. Le ministre de la marine Berruyer fut dédommagé de son emploi par celui de garde des sceaux, dont le roi n'avoit pas disposé depuis la retraite de M. de Machault.

L'inutilité des démarches pour amener la paix avoit rendu nécessaire la continuation des hostilités. Le prince Ferdinand ouvrit la campagne par l'investissement de Cassel, où s'étoit enfermé avec dix mille hommes le comte de Broglie, frère du maréchal, et il fit couvrir le siège par le prince héréditaire. Mais un avantage que le maréchal remporta sur celui-ci à Grunberg fit lever le siège et rétablit les armées dans leurs quartiers. Elles en sortirent de nouveau à la fin de juin : les maréchaux de Soubise et de Broglie effectuèrent même une jonction à Soest, près de la Lippe; et, plus forts d'un tiers que les princes de Brunswick, ils sembloient devoir les écraser à Filingshausen, où ils les attaquèrent le 16 juillet, le lendemain de leur réunion. Le défaut de concert entre les généraux françois leur fit éprouver à eux-mêmes la honte d'une défaite, et les replaça l'un et l'autre aux points d'où ils étoient partis. Le maréchal de Broglie se plaignit d'une jalousie envieuse, qui, pour lui dérober la victoire, ne l'avoit pas soutenu.

dans ses premiers succès; et le prince de Soubise, d'une vanité coupable, qui, pour acquérir une gloire sans partage, s'étoit abstenu de concentrer l'attaque, et de lui en indiquer le moment; ce qui avoit permis au prince Ferdinand de porter la presque totalité de ses troupes sur l'aile du maréchal. Dans cette espèce de procès entre les deux chefs de l'armée, le public fut pour le maréchal, mais la favorite fut pour le prince; et le premier fut exilé.

Le roi de Prusse eut encore à combattre cette année l'armée des Cercles et le maréchal de Daun en Saxe, Laudhon et les Russes, sous le feld-maréchal Butturline, en Silésie. Il opposa le prince Henri aux premiers, et marcha lui-même contre les autres. Laudhon gêna tellement sa marche, qu'il ne put empêcher les Russes de passer l'Oder au-dessous de Breslau, et de se réunir aux Autrichiens entre Javer et Hohenfriedberg. On s'attendoit à une bataille, et la supériorité des alliés leur en promettoit une issue favorable; mais Frédéric, qui ne voyoit aucun avantage pour lui, même dans une victoire, laquelle ne pourroit manquer de l'affoiblir considérablement, changea sa tactique accoutumée, et mit tous ses soins à se retrancher d'une manière inexpugnable. Il réduisit ainsi l'ennemi à l'inaction, et la disette, qui, dans un pays foulé

par tant d'armées, ne pouvoit manquer de se faire bientôt sentir, sépara ses adversaires. Les Russes quittèrent les premiers leur position et descendirent l'Oder pour protéger une division de leur armée qui, sous le comte de Romansow, assiégeoit Colberg sur la Baltique. Frédéric leva alors son camp dans l'intention de traverser leurs desseins. Mais son éloignement laissa à Laudhon la liberté de se présenter devant Schweidnitz, qu'ils avoient dégarni de troupes: il attaqua à l'improviste et si vivement, qu'il étoit dans la place avant que le commandant eût pu proposer une capitulation. Cet incident, qui donnoit des quartiers d'hiver aux Autrichiens dans la Silésie, força Frédéric à se rapprocher de Breslau, et livra par suite Colberg aux Russes, qui s'en emparèrent le 16 décembre, et qui se procurèrent les moyens d'alimenter désormais leur armée par mer, et de commencer leurs opérations de meilleure heure. Ainsi, non-seulement la campagne fut défavorable au roi de Prusse, mais tout faisoit présager que la suivante seroit sa ruine, lorsqu'un événement inattendu vint le sauver.

[1762] Cet événement étoit la mort de l'impératrice Elisabeth Petrowna, qui eut lieu le 5 de janvier 1762. Pierre III, son neveu et son successeur, admirateur fanatique du héros prussien, voyoit avec peine les Russes

concourir à la destruction de son idole. Sa première démarche fut de rappeler ses troupes, et peu après il en mit une partie à la disposition de Frédéric. Dans le même temps les Suédois, mal payés des subsides que leur avoit promis la France, et hors d'état de suffire par eux-même aux dépenses de la guerre, firent aussi la paix, en sorte que le monarque prussien, que l'on avoit cru réduit à la position défensive la plus alarmante, se vit en état au contraire de reprendre l'offensive. Trompant la pénétration du maréchal de Daun, il investit Schweidnitz vers la mi-juillet; mais cette ville, qui avoit été enlevée l'année précédente par un coup de main, munie alors de nombreux défenseurs, exigea un siège d'autant plus long que le maréchal s'efforçoit d'y mettre obstacle. Pendant sa durée, une nouvelle révolution pensa changer encore une fois la fortune du roi de Prusse.

Pierre III, livré au délire des innovations, changeoit et brusquoit tout en Russie, sans égard aux opinions religieuses du peuple, aux mœurs et aux préjugés de la nation, et malgré les sages avis de Frédéric, qu'il faisoit profession de considérer comme son ami et comme son maître, et qui, tout philosophe qu'il étoit lui-même, se gardoit bien d'appliquer ses principes particuliers au gouvernement de son état. Le mécontentement inévi-

table que souleva de toutes parts une conduite si irréfléchie suggéra l'idée de le supplanter à Catherine d'Anhalt-Zerbst son épouse, menacée d'être répudiée, et de voir déclarer son fils illégitime. Le sénat, qui avoit essuyé des duretés du monarque, lors des remontrances qu'il avoit hasardé de lui présenter au sujet de ses nouvelles institutions, et la garde impériale, qu'humilioit le régime prussien qu'on vouloit lui faire adopter, entrèrent facilement dans les vues de Catherine; une journée lui suffit pour se rendre maîtresse de la personne de l'imprévoyant empereur, que l'on força d'abdiquer le 10 juillet, et qui mourut le 17.

Catherine, reconnue solennellement par l'Empire, et bien aise néanmoins d'appuyer son autorité de la présence de ses troupes, voulut demeurer neutre dans les débats de l'Europe, et rappela son armée de la Silésie. Mais la lenteur du comte de Czernicheff à exécuter ses ordres, sous divers prétextes, retenant encore quelque temps en échec une partie des forces du maréchal de Daun, qui ignoroit cette révolution, permit à Frédéric de poursuivre ses approches et de reprendre enfin Schweidnitz le 4 octobre, après deux mois et demi d'un siège célèbre par le talent des ingénieurs qui dirigeoient l'attaque et la défense: l'un étoit l'ingénieur prussien LeFebvre, et l'autre le comte de Gribeauval.

Frédéric et Daun demeurèrent le reste de la campagne dans un état mutuel d'observation; mais les secours que le premier envoya au prince Henri son frère, qui avoit été forcé de reculer devant le comte de Stolberg, général cette année de l'armée des Cercles, lui rendirent, le 29 octobre, à la journée de Freyberg, près de Dresde, la supériorité qu'il avoit perdue, et forcèrent le comte de rétrograder à son tour dans la Basse-Saxe.

Les généraux françois n'avoient pas été plus heureux sur le théâtre ordinaire de leurs opérations. Le vieux maréchal d'Estrées, qui avoit commencé la guerre par la victoire d'Hastenbeck, rappelé au commandement par la disgrâce du maréchal de Broglie, la termina d'une manière moins glorieuse. Passant la Dimmel à Wilhelmstadt, dans le dessein de se rapprocher de Cassel, et d'en prévenir le siège, lui et le prince de Soubise furent attaqués, à leur désavantage, le 24 juin, par le prince Ferdinand. Ils gagnèrent néanmoins Cassel; mais peu après ils reculèrent jusqu'à Francfort. Le prince de Condé prit, le 30 octobre, la revanche de cet échec à Joannesberg, près de Fridberg, au nord de Francfort, où il battit le prince héréditaire, et rétablit, sinon les progrès, l'honneur au moins des armes françoises. Le prince Ferdinand, en effet, se rendit maître de Cas-

sel le 1^{er} novembre; mais ce fut le dernier exploit de cette guerre, les préliminaires ayant été signés le 3 novembre, à Fontainebleau, entre les cours de France, d'Angleterre et d'Espagne.

Cette dernière puissance s'étoit impliquée, pour son malheur, dans le dernier acte de cette sanglante tragédie. L'Angleterre, à qui les articles du *pacte de famille* n'étoient pas bien connus, en prit de l'ombrage. Elle en demanda communication, et la demanda d'un ton qui choqua la fierté espagnole. Son ambassadeur devoit faire expliquer la cour de Madrid sur la résolution de joindre ou non ses armes à celles de la France, et prendre la moindre tergiversation pour une déclaration de guerre. Charles répondit que la rupture étoit l'ouvrage même des ministres anglois, lorsqu'ils s'étoient permis de hasarder une question si inconsiderée; et dès lors la guerre fut allumée. La marine angloise, à qui la réduction de presque toutes les colonies de la France laissoit le champ libre à de nouvelles conquêtes, fut dirigée dès lors contre les colonies espagnoles; et Cuba, Manille, douze vaisseaux de ligne et cent millions de prises devinrent, dans le cours de l'année, la proie des Anglois. Une foible diversion sur le Portugal, que l'Espagne et la France attaquèrent, sans trop de justice,

dans la vue d'en faire un objet de compensation , eût pu être vaine, selon les apparences , sans les dispositions pacifiques du lord Bute , qui étoit parvenu à éloigner enfin M. Pitt d'un cabinet qu'il ne gouvernoit plus. Les Espagnols , qui dès 1760 s'étoient portés pour médiateurs , et qui avoient même fait convenir les parties belligérantes d'un congrès à Augsbourg , remirent alors leurs offres en avant par la médiation de la Sardaigne , et elles furent agréées. On s'envoya de part et d'autre des ambassadeurs , et les hostilités cessèrent enfin par les préliminaires de Fontainebleau.

Il n'étoit plus question que de la Prusse et de la reine de Hongrie. Cette princesse avoit armé l'Empire contre Frédéric. Pour accélérer la paix , il crut devoir forcer l'Empire à la neutralité. Dans cette intention , il y fit entrer un corps d'armée , qui s'avança jusqu'à Ratisbonne. Les électeurs de Bavière et de Mayence et les cercles voisins menacés demandèrent la paix , et s'engagèrent à retirer leurs contingens de l'armée de l'Empire. La France , de son côté , refusa tout secours à l'impératrice. Elle se trouva ainsi seule avec la Saxe contre le roi de Prusse. N'ayant rien pu gagner sur Frédéric quand elle avoit toute l'Europe pour elle , Marie-Thérèse ne pouvoit se flatter de réussir quand elle en

étoit abandonnée : de sorte qu'après avoir marchandé avec le Prussien , offert de partager entre eux le différend , de lui laisser la Silésie , mais de retenir le comté de Glatz , ce qu'il ne voulut pas accorder , elle fut obligée de conclure la paix aux conditions qui plurent au monarque. Elle fut signée à Huberstsbourg , le 15 février 1763 , entre lui , l'impératrice-reine et l'électeur de Saxe , roi de Pologne. Par ce traité , tout fut rétabli entre les trois puissances comme il étoit avant la guerre , sans presque aucun changement. Un article séparé assura la voix du roi de Prusse à l'archiduc Joseph , qui fut élu roi des Romains l'année suivante , et qui , à ce titre , succéda à l'Empire le 18 août 1765. Tel fut le résultat de sept campagnes aussi meurtrières que dispendieuses.

[1763] Cinq jours auparavant , c'est-à-dire le 10 février 1763 , la paix définitive avoit été signée à Paris entre la France et l'Angleterre , l'Espagne et le Portugal. Il faut , quoi qu'il en coûte à la fierté françoise , cruellement outragée , faire connoître en détail ce honteux traité de Paris et ses funestes effets.

La France cède aux Anglois (art. 2 et 3) l'Acadie ou la Nouvelle-Ecosse , le Canada et ses dépendances , « le Canada , la plus ancienne des colonies françoises , et toute peu-

plée de François ; » l'île du Cap-Breton et toutes les autres îles dans le golfe et fleuve de Saint-Laurent. On laisse à la France la liberté de la pêche dans le golfe , à trois lieues des îles , et hors du golfe , à quinze lieues du Cap-Breton. Les pêcheurs pourront baraquier et sécher leur poisson dans les îles de Saint-Pierre et de Miquelon, que leur cède l'Angleterre, mais sans pouvoir y élever de fortifications. « Tout cet article sur la pêche est écrit en général d'un style qui soulève contre la morgue du vainqueur. » La Martinique, la Guadeloupe, Marie-Galande, la Désirade, la Martinique et Beille-Isle (art. 7) seront restituées à la France; la Grenade et les Grenadins à l'Angleterre, et elle aura en entier les îles Caraïbes de Saint-Vincent, de la Dominique et de Tabago, dont la jouissance étoit auparavant commune aux deux nations. Par l'article 5, Dunkerque dut être remis dans l'état d'inutilité fixé par le traité d'Aix-la-Chapelle; « et en conséquence un commissaire anglois revint y présider à la démolition des ouvrages de défense et au comblement du port. » Le fleuve de Mississipi, dans toute sa longueur, devint (art. 6) la limite de la Louisiane et des établissemens anglois dans le nord de l'Amérique, la Nouvelle-Orléans demeurant néanmoins à la France. L'Angleterre (art. 9) gardera le Sé-

négal en Afrique, et la France seulement l'île de Gorée, « île stérile, sans eau, éloignée du commerce de la poudre d'or, de l'ivoire et des autres richesses africaines; commerce que les François avoient fondé. » Enfin les possessions angloises et françoises, sur les côtes de Coromandel, de Malabar, du Bengale et dans toutes les Indes orientales, sont remises (art. 10) à ceux qui les possédoient avant la guerre, à condition que les François n'y enverront pas de troupes: « clause qui dispense de toute réflexion. »

L'île de Minorque et le fort Saint-Philippe sont restitués à l'Angleterre; et la France rend aussi au roi son électorat de Hanovre, et aux alliés de ce prince, en Allemagne, tout ce qu'elle avoit pris sur eux. La paix d'Espagne se fit encore aux dépens de la France, parce qu'elle accorda aux Espagnols la Louisiane en échange de la Floride et de baie de Pensacola, qu'ils abandonnèrent aux Anglois, comme aussi le droit de couper du bois de Campêche dans la baie de Honduras. Elle confirma aussi aux Portugais la cession déjà faite de la navigation de l'Amazone, ainsi que les terres et les forts qui l'approchoient.

Les Anglois eurent soin de faire rappeler nommément, dans ce traité de Paris, ceux de Westphalie, de Nimègue, de Ryswik,

d'Utrecht, de Bade, de la triple et quadruple alliance de Vienne et d'Aix-la-Chapelle. Cette mention leur étoit nécessaire pour leur garantir les acquisitions faites en un siècle dans les quatre parties du monde.

A la paix de Westphalie, en 1648, ils ne possédoient hors de chez eux que les îles de Jersey et Guernesey; et à la paix de Paris, en 1763, c'est-à-dire, dans l'espace de cent quinze ans, ils se sont trouvés posséder :

En Europe, outre Jersey et Guernesey, Gibraltar, Minorque, et l'avantage de rendre Dunkerque inutile;

En Afrique, Sainte-Hélène, et des forts et des comptoirs dans les rivières de Sénégal et de Gambie, et sur les côtes de la Guinée ou Nigritie;

En Asie, le port de Bombai et l'île de Salcette, le fort Saint-David, la ville de Gondelour, le fort Saint-Georges, Madras, le Bengale, avec la ville de Calcutta, le fort Williams, Bancouli, etc.

En Amérique, la Barbade, Saint-Vincent, l'Anguille, la Barboude, Saint-Christophe, Newis, Antigoa, Montferrat, la Dominique, la Grenade et les Grenadins, les Bermudes, la Jamaïque, Bahama, les côtes du continent septentrional, garnies de villes opulentes depuis la Caroline jusqu'à l'Acadie ou la Nouvelle-Ecosse, presque toutes les îles de ces

mers , et enfin le Canada , la baie d'Hudson et des privilèges pour couper des bois dans la baie de Honduras.

C'est alors aussi que la marine de France étant presque anéantie , les Anglois ont pu se flatter de posséder l'empire des mers. Sans doute Louis XV sentit la honte du traité de Paris. S'il connut les moyens que le royaume lui fournissoit de se soustraire à cette humiliation, on croit qu'il ne les mit pas en œuvre, parce qu'il voyoit dans leur emploi des sollicitudes, des embarras , et qu'il lui auroit fallu des efforts et de l'activité, ce à quoi il ne pouvoit se résoudre ; et le duc de Choiseul , ministre ardent , se plia à la volonté du maître , peut-être jusqu'à l'occasion de la revanche.

Après les guerres , deux événemens signalent le règne de Louis XV ; l'expulsion des jésuites et la destruction des parlemens ; deux corps qui , après avoir long-temps combattu l'un contre l'autre , ont disparu de l'arène presque ensemble.

[1764] On se rappelle les querelles élevées dans l'église de France à l'occasion du formulaire et de la constitution, les signatures exigées , le refus de sacremens , les discussions aigres et violentes qui du clergé passèrent au barreau , l'interruption de la justice , l'exil enfin des magistrats , précédé par celui

des prêtres, des curés et d'autres ecclésiastiques respectables. Un grand nombre de personnes, dans toutes les classes, également vexées, attribuant ces maux aux jésuites, à leur ambition, au moins à leur faux zèle, en gardoient un profond ressentiment, et n'attendoient que l'occasion de se venger. Elle se présenta en 1760 avec des circonstances propres à déterminer contre eux l'opinion publique, qui leur étoit déjà très-défavorable.

Depuis long-temps on les accusoit de songer plus, dans les missions, à leur profit qu'à l'avantage de la religion, et de faire sous ce voile un commerce immense, qui leur procuroit les richesses avec lesquelles ils gagnoient des créatures dans les cours des princes, et gouvernoient les royaumes catholiques. Que cet emploi des produits du commerce soit vrai ou faux, il est certain qu'ils en faisoient un très-considérable. Un de leurs pères, nommé La Vallette, visiteur-général et préfet apostolique des missions établies à la Martinique, y emmagasinoit des marchandises, chargeoit des vaisseaux, tenoit une banque publique, des commis et des comptoirs dans les autres îles, et répandoit son papier, qui avoit un grand crédit dans toutes les villes commerçantes de France, et même de l'Europe entière.

Ses navires, comblés de richesses, parcou-

roient les mers avec sécurité, lorsque les Anglois, se permettant des hostilités inattendues, en saisirent plusieurs adressés aux frères Léoney et Geouffre, qui tenoient une maison de banque considérable à Marseille. Dans l'attente de deux millions de marchandises, ils avoient accepté pour un million et demi de lettres de change. Quelques-unes pressoient. Les banquiers ont recours au père de Saci, procureur-général des missions, qui tenoit à Paris la correspondance de La Vallette. Il écrit à ses supérieurs de Rome. Il y eut une fatalité dans cette affaire. Le général venoit de mourir; l'élection d'un successeur demanda du temps. Il ne fut pas plutôt en charge qu'il envoya ordre de fournir des fonds aux Léoney. Le courrier arrive le 22 février 1756, et ils avoient déposé leur bilan le 19. N'ayant pu sauver l'éclat, les jésuites crurent devoir retirer leur appui à ceux qui en quelque sorte n'étoient que leurs prête-nom.

Quatre ans se passèrent d'abord en démarches soumises des banquiers auprès des religieux, en supplications de les aider, ensuite en menaces de les mettre en cause. Les jésuites font quelques efforts; mais, soit mauvaise volonté, soit impuissance, ils suspendent des secours périodiques qui étoient promis. Les paiemens cessent. Il paroît une multitude de

créanciers, et les tribunaux retentissent de leurs plaintes. Les jésuites obtiennent des lettres-patentes qui réunissent toutes les contestations à ce sujet par-devant la grand'-chambre du parlement de Paris. Ils avoient, dit-on, le dessein d'éviter la plaidoirie et de faire appointer le procès pour le rendre interminable par les écrits qui résulteroient de cette marche ; mais, contre leur attente, il fut décidé que la cause seroit appelée. Toutes ces manœuvres durèrent quatre ans, comme nous l'avons dit, et ce ne fut qu'à la fin de 1760 que le procès commença véritablement.

Les jésuites y firent la plus grande faute que l'on puisse commettre en affaires, qui est de varier dans les défenses. Toute la société étoit intimée. Ils prétendirent d'abord que les négociations du père La Vallette ne devoient intéresser que la maison de la Martinique ; ensuite ils dirent que ce n'étoit pas même la maison, mais le père La Vallette seul qui devoit être inculpé, comme violateur des canons de l'Eglise, qui défend le commerce aux religieux, comme coupable par conséquent d'un délit personnel. Or, comme en fait de crime personnel il n'y a pas de garant, la dette du père La Vallette ne pouvoit retomber même sur la maison de la Martinique, moins encore sur toute la société.

Les Léoney répondoient : « Dans le gouvernement des jésuites tout est soumis au pouvoir du général : il est le seul propriétaire et dispensateur des biens de la compagnie; le père La Vallette n'a pu être que l'agent et le préposé du chef, » et ils prouvoient cette assertion par les constitutions de la société qu'ils invoquoient et qu'ils citoient. Les jésuites offrent de démontrer par ces mêmes constitutions que la société en général n'est propriétaire de rien; que les biens appartiennent à chaque collège ou maison, et qu'elles ne sont point solidaires l'une pour l'autre. Leur offre est acceptée; en conséquence, arrêt du 17 avril 1761, qui ordonne que leurs constitutions seront déposées au greffe pour y subir un examen.

Il ne fut pas long quant à la solidarité. Dès le 8 mai parut l'arrêt qui condamnoit le général, et en sa personne la société, à acquitter les lettres de change, et à tous les dépens, dommages et intérêts. Ils se soumirent : ils trouvèrent moyen de payer en six ou sept mois plus de douze cent mille livres, sans toucher aux biens de la société; et il est probable qu'en peu d'années ils auroient acquitté le reste, sans le nouveau coup que le parlement leur porta. Depuis longtemps une conjuration étoit ourdie contre eux. « C'est proprement la philosophie, dit

d'Alembert , qui devoit savoir à quoi s'en tenir à cet égard; c'est proprement la philosophie qui, par la bouche des magistrats , a porté l'arrêt contre les jésuites; le jansénisme n'en a été que le sollicitateur. » Déjà, sous un prétexte de complicité de quelques-uns de leurs membres avec l'assassin d'un roi débauché, sur qui un père et un mari offensé avoient tenté de venger leur injure, Carvalho, marquis de Pombal, et ministre de confiance du roi Joseph I^{er}, avoit eu le crédit, en 1759, de les expulser du Portugal : on devint jaloux en France de suivre cet exemple.

La société des jésuites se composoit de cinq classes : 1^o des novices, qui étoient admis à faire des vœux simples après deux années de noviciat; 2^o des frères convers, livrés aux occupations serviles des maisons religieuses ; 3^o des écoliers approuvés, ainsi nommés de ce qu'ils étoient envoyés dans les collèges pour y apprendre les langues savantes, et pour les y enseigner ensuite; 4^o des profès, qui, âgés au moins de trente-trois ans, ayant régenté sept ans et fait une troisième année de noviciat, prononçoient les trois vœux ordinaires de pauvreté, de chasteté et d'obéissance, et devenoient alors capables de posséder les charges de l'ordre jusqu'à celle de recteur de collège; 5^o enfin les profès des quatre vœux, dont les talens

distingués étoient mis en œuvre, moyennant un quatrième vœu d'obéissance particulière au pape, en tout ce qui concernoit le salut des âmes et la propagation de la foi. Sur tous les membres de la société dominoit un chef unique qui portoit le nom de général. Sa dignité étoit à vie. Il étoit assisté d'un conseil formé d'un profès de chacune des nations dans lesquelles les jésuites étoient établis; mais il n'étoit pas tenu de déférer aux avis du conseil. Seul, il avoit le droit de faire de nouvelles constitutions, d'assembler le chapitre général, de le dissoudre, et d'admettre enfin dans la société et d'en exclure, sans être tenu de rendre compte de sa conduite. Tel étoit l'institut des jésuites, et ce régime célèbre qui a été considéré par quelques-uns comme le modèle d'une monarchie tempérée.

Mais que ce mérite en soi fût un titre à la louange ou au blâme, « de l'examen des constitutions résulta, dit un écrivain, un tableau admirable et effrayant tout à la fois de cet ordre, dont tous les membres, unis ensemble par la conformité de la morale et par la ressemblance de la doctrine et des mœurs, et avec leur chef par les liens d'une soumission aveugle et d'une obéissance ardente et prompte, étoient ainsi pénétrés du même esprit, gouvernés par une seule âme, et for-

moient dans l'État un corps absolument distinct, ne recevant de lois que celles d'un étranger, son général, absolu sur les volontés, sur les cœurs, sur la morale, sur les biens, sur le régime extérieur et sur l'institut même. « Tel fut du moins l'exposé du rapporteur, l'abbé Chauvelin, ardent janséniste, qui, rapprochant historiquement la naissance et les progrès de la société de son état actuel, la représenta comme un colosse redoutable, qui de ses bras embrassoit les deux mondes et affectoit l'empire de l'univers. Il n'oublia pas de lui reprocher l'attachement aux maximes ultramontaines, réprouvées en France, les maximes régicides répandues dans les livres de plusieurs de ses casuistes, qu'il prétendit être la doctrine du corps. Il ajouta que les jésuites n'avoient été reçus en France que pour enseigner comme des particuliers, qu'ils en avoient même été exclus comme ordre religieux, que leur existence dans le royaume étoit l'effet de la tolérance et non le fruit de l'adoption, qu'il n'y avoit pas de contrat formé entre l'Etat et ces religieux, et qu'il n'y avoit d'autre formalité à suivre à leur égard, pour les détruire, que de dégager des liens de l'ordre ceux qui voudroient rester en France, et de renvoyer les autres. »

Cette conclusion auroit eu aussitôt son

effet , si les partisans nombreux que les jésuites avoient à la cour n'eussent fait entendre au roi qu'il ne falloit pas précipiter cette affaire, ni laisser les accusés entièrement à la discrétion des magistrats , qui avoient d'anciennes injures à venger. Le roi défendit en conséquence, par une déclaration du 2 août 1761 , que pendant un an il fût rien statué définitivement ni provisoirement sur tout ce qui pouvoit concerner l'institut , les constitutions et les établissemens de la société ; et en même temps il nomma une commission de son conseil pour réviser les pièces de ce procès.

Les commissaires s'adjoignirent des évêques au nombre de douze. On réduisit l'examen à ces quatre propositions : De quelle utilité sont les jésuites en France ? Quel est leur enseignement sur les opinions ultramontaines , et la doctrine régicide des casuistes ? Quelle est leur conduite intérieure , et quel usage font-ils , à l'égard des évêques et des curés , des privilèges qui leur sont accordés par les papes ? Enfin , comment peut-on remédier aux inconvéniens de l'autorité excessive que leur général exerce sur eux ? Ce fut principalement ce dernier article qui fixa l'attention des commissaires. Mais, sur leur propre demande et préalablement à toute décision , le roi convoqua encore , à la fin

de 1761, une assemblée extraordinaire d'évêques, pour avoir leur avis et sur l'institut des jésuites et sur l'utilité de ces religieux dans le royaume. Sur cinquante et un prélats qui se trouvèrent chez le cardinal de Luynes, quarante-cinq furent entièrement favorables à la société, et l'assemblée ordinaire du clergé, de l'année suivante, lui donna de nouveaux témoignages de l'intérêt qu'elle prenoit à sa conservation en France.

De ces suffrages honorables, et de ceux de plusieurs autres évêques qui n'avoient pas fait partie de ces réunions, la commission établie par le roi conclut enfin à la nécessité, non d'éteindre la société, mais de modifier l'existence des jésuites en France. On dressa en conséquence un plan d'accommodement qui fut envoyé au pape et au général de l'ordre, Ricci. Mais le dernier, dit-on, répondit avec hauteur : *Sint ut sunt, aut non sint*; « qu'ils soient ce qu'ils sont, ou ne soient point. » Ce fut l'arrêt de leur proscription.

Le 6 août 1762 parut l'arrêt qui, sans attendre le vœu du monarque, tant sur le fond que sur les accessoires, dissout la société, fait défense aux jésuites d'en porter l'habit, de vivre sous l'obéissance du général, d'entretenir avec lui, ou autres supérieurs nommés par lui, aucune correspondance directe ni indirecte; leur enjoint de quitter leurs

maisons , leur fait défense de vivre en commun , réservant d'accorder à chacun d'eux , sur leur requête , des pensions alimentaires qui furent fixées à quatre cents livres. Des vieillards respectables par leurs travaux dans l'éducation , ou leur capacité dans les sciences et la littérature , furent traités avec la même parcimonie que les autres ; et on ne leur épargna aucune tribulation.

Les jésuites s'élevèrent avec force contre cet arrêt de destruction. Ils se plaignirent avec assez de justice de n'avoir pas été entendus ; réclamèrent contre les assertions tronquées , recueillies de leurs casuistes , et qui , lors même qu'elles eussent été exactes , étoient perfidement imputées à la société ; demandèrent enfin où étoit le corps de délit constaté qui les faisoit proscrire ; et , pour dernière apologie , purent présenter le vœu de quelques parlemens en leur faveur , et l'accueil de tous ceux qui , bien loin de les croire coupables des principes antisociaux , motifs de leur condamnation , s'empressèrent de toutes parts , et à la cour même , de leur offrir un asile , et de les mettre ainsi à l'abri tout à la fois et du besoin et du parjure. « Ce qu'on doit regarder en effet comme le dernier excès de la persécution , c'est qu'on mit leur subsistance au prix de l'infamie , et qu'on les forçoit de mentir à leur propre conscience ,

en leur prescrivant une formule de serment par lequel ils déclaroient , sous peine d'être privés de la pension, qu'ils abjuroient comme abominable un ordre et un institut qu'ils avoient embrassé comme saint , et qu'ils regardoient encore comme tel. » Il est à remarquer qu'un grand nombre de ceux qui leur imposèrent ces tyranniques obligations étoient passés des bancs de leurs classes sur les fleurs de lis , et que la plupart leur devoient les talens qu'ils avoient acquis. L'autorité royale fit entendre enfin sa voix protectrice. Par son édit du 26 novembre 1764, elle annula ces tortures odieuses de la conscience; et, tout en confirmant par sa déclaration la dissolution de la société en France, elle permit néanmoins à ceux qui la composoient d'y vivre en particuliers , sous l'autorité spirituelle des ordinaires et en se conformant aux lois.

Entre les moyens employés auprès du roi afin de le déterminer pour ou contre les jésuites, on doit distinguer, d'un côté, les vœux souvent manifestés en faveur des religieux, de la part de la reine, du dauphin, de la dauphine, des princesses leurs sœurs, et de toutes les personnes qui faisoient profession de piété à la cour; de l'autre, les craintes perpétuellement inspirées au monarque, à l'égard d'une société ambitieuse, dominante,

et professant, disoit-on, ouvertement le régicide. « Souvenez-vous, lui répétoit-on sans cesse, des troubles de l'Eglise; ce que vous ont causé d'embarras le formulaire, la constitution, les refus des sacremens, la fermentation du peuple, l'agitation de la magistrature, le schisme entre les évêques, les lits de justice, les chambres royales; enfin, la nécessité d'employer, contre votre propre inclination, la réclusion, l'exil, les proscriptions; ces querelles, qui ne sont qu'assoupies, peuvent se réveiller et troubler de nouveau le repos de votre vie : » menace effrayante pour un homme qui mettoit tout son bonheur dans la sécurité des jouissances privées.

On ne peut guère douter que M. de Choiseul, qui sacrifioit beaucoup au désir de capter l'opinion publique, que dirigeoit alors le sophisme, n'ait contribué à l'expulsion des jésuites, s'il ne l'a pas provoquée. On croit qu'il en conçut le projet à Rome, où il eut occasion d'approfondir leur gouvernement et leur politique pendant une ambassade. Sa pénétration leur déplut; ils lui suscitèrent quelques désagrémens. Il résolut de s'en venger, et réussit. Mais, en se donnant le plaisir d'une vengeance personnelle, il priva, sans le prévoir, l'autorité royale d'une ressource dans des temps difficiles.

Les jésuites avoient à Paris, et dans toutes

les villes où ils étoient établis, ce qu'ils appeloient des congrégations, c'est-à-dire des rassemblemens d'hommes de tous états, qui venoient à des jours indiqués assister à des conférences dans lesquelles il est notoire que ces religieux savoient mêler à propos aux instructions morales les opinions qu'ils vouloient faire prévaloir. Il est encore certain qu'étant directeurs très-accrédités, ils savoient les secrets de presque toutes les familles, se mêloient de leur conduite intérieure, de mariages, de testamens, d'établissemens honorables ou lucratifs, toutes choses pour lesquelles ils avoient des facilités procurées par l'étendue de leurs relations. Rien n'échappoit à leur surveillance. On prétend qu'attentifs à tout ils plaçoient chez les grands et les ministres des affidés, dont le dévouement et la pénétration suppléaient dans le besoin à la discrétion des maîtres. On sent combien ces manœuvres, que leurs ennemis et leurs envieux ont peut-être exagérées et trop généralisées, pouvoient servir à un gouvernement qui auroit su en profiter. Il ne falloit peut-être qu'entretenir ces états peu remarquables, pour empêcher le bouleversement de l'édifice. On peut ajouter aux motifs qui devoient porter à conserver un ordre utile les besoins de l'enseignement public. Les jésuites ont été difficilement et sou-

vent mal remplacés dans les collèges, et plusieurs villes sont encore privées de l'instruction qu'elles recevoient gratuitement.

[1764-68] Sans avoir le titre de premier ministre, ainsi que nous l'avons remarqué, M. de Choiseul réunissoit sous sa main, ou dans celle de ses protégés, tous les genres d'administration. Habile à inventer, hardi à entreprendre, fécond en moyens, prompt à exécuter, il soulageoit admirablement Louis, en ne lui montrant dans les affaires que ce qu'il y avoit de plus facile. Aussi, s'il est un temps où ce prince se soit abandonné à l'indolence, se soit étendu, pour ainsi dire, avec délices sur le duvet de la volupté, c'est celui où, dans la bonne intelligence du ministre et de la favorite, concert assez rare, l'un le déchargeoit de tous les soins fatigans du trône, et l'autre du foible souci même de penser à ses plaisirs.

La honteuse carrière de celle-ci finit en 1764, le 15 avril. Loin de la regretter, Louis, qui ne lui étoit asservi ni par l'estime de son caractère, ni par l'enivrement de ses charmes, dès long-temps flétris, mais par une pure habitude, parut se trouver soulagé d'être affranchi par sa mort de l'occasion du crime. Aussi sa famille, retenue jusqu'alors dans l'éloignement, osa se rapprocher de lui, et conçut quelques jours l'espoir de l'arracher

à ses anciennes foiblesses. Hélas ! il ne fallut que ce court intervalle pour fatiguer son courage. Bientôt même , abjurant les derniers sentimens de la pudeur , on le vit , excité et encouragé par le même homme qui avoit déjà corrompu sa jeunesse , accueillir et agréer de sa main un vil objet de la dépravation publique , qu'une alliance infâme avoit décoré du nom de comtesse du Barri, et dont l'impudente familiarité , nouvelle pour un roi , devint l'attrait piquant qui réveilla ses sens blasés. Louis, oubliant toute décence , osa lui destiner à la cour une place distinguée qui l'approchoit des princesses ses filles ; et on a lieu de croire que ce fut en partie la crainte de subir l'humiliation de la souffrir à ses côtés, ou de déplaire à son père, qui détermina madame Louise à prendre le voile, en 1770, dans l'ordre austère des carmélites.

Louis avoit perdu le dauphin son fils , la dauphine et la reine, lorsqu'il donna ce nouveau scandale. L'indifférence et la défiance même qu'éprouvoit le premier de la part de son père ; l'isolement où il étoit retenu , et par la favorite qui le haïssoit, et par le duc de Choiseul , qui osoit le braver ; l'intérêt qu'il portoit aux jésuites , dont ses vœux n'avoient pu prévenir la chute ; la perte enfin du duc de Bourgogne son fils aîné, jeune

prince qui , à l'âge de dix ans , donnoit des témoignages précoces d'une âme aussi généreuse que sensible , étoient pour lui des sources de chagrin qui peu à peu minèrent une constitution robuste , et finirent par affecter sa poitrine. Le goût des exercices militaires , penchant sur lequel il avoit toujours été contrarié , parut ranimer un peu sa santé , lorsqu'à l'occasion d'un camp de plaisance et d'instruction , formé à Compiègne , il lui fut permis d'aller étudier dans un simulacre de guerre les opérations dont il lui avoit été interdit de courir les hasards. Mais le zèle avec lequel il se livra au commandement des manœuvres , et la fatigue qu'il éprouva , accélérèrent rapidement les progrès d'un mal incurable ; et il y succomba le 20 décembre 1665 , âgé de trente-six ans et demi. Privé de toutes les occasions de paroître , et gêné par une situation difficile , ce prince ne put qu'être deviné : mais l'austérité de ses mœurs , la fermeté de ses principes religieux , l'étendue variée de ses connoissances , et surtout son application au travail et à l'étude de ses devoirs , annonçoient le pendant du duc de Bourgogne son aïeul , et une perte égale pour la France. Ce fut aussi le même deuil et la même douleur par tout le royaume.

Entre plusieurs traits qui peuvent aider à peindre le dauphin , nous citerons les deux

suivans. Il avoit eu le malheur de blesser à la chasse un de ses écuyers; dans le désespoir qu'il en éprouvoit, on essayoit de le calmer par cette considération que la plaie ne seroit peut-être pas mortelle. « Eh quoi! s'écriait-il, faudroit-il donc que j'eusse tué un homme pour être dans la douleur! » Inconsolable de cet accident, il se promit de se sevrer d'un plaisir qui lui avoit été si funeste, et sa résolution fut inébranlable. En 1761, peu après la mort du duc de Bourgogne, ayant fait suppléer les cérémonies du baptême à ses autres enfans, le duc de Berri, (depuis Louis XVI), le comte de Provence, le comte d'Artois et madame Elisabeth leur sœur, il se fit apporter les registres de la paroisse, et les ayant ouverts sous leurs yeux : « Vous voyez votre nom placé, leur dit-il, à la suite de celui du pauvre et de l'indigent. La religion et la nature mettent ainsi tous les hommes de niveau; la vertu seule apporte entre eux quelque différence, et peut-être que celui qui vous précède sera plus grand aux yeux de Dieu que vous ne le serez jamais aux yeux des peuples. »

Tels étoient les sentimens que ce vertueux prince essayoit de faire germer dans le cœur de ses fils. La dauphine, digne d'être sa compagne par les exemples qu'elle donnoit à la cour, ne lui survécut que quinze mois. Déjà

elle avoit altéré sa santé par les soins assidus qu'elle avoit prodigués à son mari avec un zèle que rien n'étoit capable de rebuter, et qui l'avoit fait prendre pour une garde précieuse par un médecin qui ne la connoissoit pas. Elle acheva de la détruire par l'amertume de ses regrets et par la fatigue de l'éducation de ses enfans. C'étoit un soin que l'inquiétude d'un père mourant, sur les dangers qui environnoient ses fils dans une cour et dans un siècle si corrompus, avoit légué à sa sollicitude, et dont elle ne se déchargeoit sur personne, parce que ses connoissances lui permettoient d'y vaquer elle-même. Un même tombeau réunit les cendres des deux époux, non point à Saint-Denis, mais à Sens, où le dauphin avoit désiré que reposât sa dépouille mortelle.

Le vieux roi Stanislas, l'amour des Lorrains, auxquels pendant trente ans il avoit rappelé la paternelle administration de leurs derniers ducs, venoit aussi de périr, le 23 février 1766, victime d'un accident. Le feu de sa cheminée avoit gagné sa robe de chambre dans un moment où il se trouvoit seul, et ses cris n'avoient pas été entendus. Enfin, la reine sa fille, succombant à son tour à l'âge, aux coups sensibles dont tant de pertes affligoient son cœur, et au chagrin d'un long délaissement, acheva sa pieuse carrière, en

1768, après six mois d'une maladie extraordinaire, qui suspendoit les facultés de son âme, et qui, tout en veillant, lui donnoit l'apparence d'être livrée à un sommeil inquiet et douloureux.

[1768] Ce fut dans l'intervalle de ces événemens funèbres que le duc de Choiseul ménagea la réunion de la Corse à la France. Les troupes françoises, appelées dans cette île par la république de Gênes, avoient reçu une autre direction à l'époque où la mort de Charles VI arma tout l'Europe. Leur retraite de l'île et la situation fâcheuse où peu après tomba la république, avoient permis aux Corses, guidés par Gafforio, de reprendre une partie de leurs anciens avantages. Ce chef étant mort assassiné en 1753, Pascal Paoli, âgé de trente ans, fut élu l'année suivante pour le remplacer, et ce général tarda peu à réduire la possession des Génois à celle de leurs villes maritimes. Quatre mille François, commandés successivement par le marquis de Castries et par le comte de Vaux, vinrent les occuper en 1756, avec l'agrément de la république, sur le soupçon qu'avoit conçu le cabinet de Versailles de quelques projets hostiles des Anglois contre cette île, depuis la perte qu'ils avoient faite de celle de Minorque. Mais, dès 1759, les besoins de la guerre d'Allemagne les firent rappeler. Dé-

livré de ces hôtes redoutables , Paoli pressa les places des Génois , dont plusieurs tombèrent en son pouvoir. Malheureusement des dissensions fomentées dans son propre parti donnèrent lieu à une guerre intestine qui dura deux ans, et qui retarda ses progrès. Pendant ce temps néanmoins il formoit ses concitoyens à la discipline militaire, organisoit parmi eux un gouvernement régulier, établissoit un système de finances, constituoit des tribunaux, fondeoit une université; et, pliant sa nation au joug salutaire des institutions sociales, en adoucissoit le caractère et diminuoit sensiblement parmi elle le penchant trop commun aux vengeances particulières.

Gênes reconnut en 1763 l'inutilité de ses efforts contre un ensemble si bien lié. Mais la voie de la conciliation ne lui réussit pas mieux, et les Corses ne répondirent à ses offres que par un serment solennel de ne jamais traiter avec elle. Dès lors elle avisa de remettre ses places maritimes en dépôt, pour quatre ans, entre les mains des François, et de réserver ses forces pour la conquête du centre. En conséquence du traité conclu dans cet esprit, sept bataillons, sous la conduite du comte de Marbeuf, occupèrent, à la fin de 1764, Bastia, San-Fiorenzo, Calvi et Ajaccio. Leur mission n'étoit que conservatrice,

et ils agirent même en médiateurs. Ils offroient au nom de Gênes, toujours impuissante dans ses tentatives, de confirmer la nouvelle constitution de l'Etat, et d'en subordonner seulement l'inspection à l'autorité circonscrite et modérée d'un résident génois. Mais les succès de Paoli dans l'île et au dehors même, où il s'empara de Capraia et des nombreux magasins qu'y tenoient les Génois, le rendirent d'autant plus sourd à toutes les propositions d'accommodement, qu'il comptoit encore sur les secours de l'Angleterre. Ce fut à ce moment que le duc de Choiseul proposa à la république, trop convaincue que le départ prochain des troupes françoises seroit le signal de la cessation de l'autorité génoise dans l'île, de céder ses droits à la France. Le traité réussit : il fut signé le 5 mai 1768 ; et le 15 août le roi rendit un édit de réunion de la Corse à la France.

En vertu de cette déclaration, M. de Chauvelin, descendu dans l'île à la fin d'août, ayant fait proclamer Louis XV, comme roi de Corse, dans les places maritimes, dont il dispoit, ce fut dans toute l'île un cri général d'indignation. Les états réunis à Corte se préparèrent à la défense, et se plaignirent, dans un manifeste véhément, que la France, qui, au terme de sa médiation, n'avoit cessé de les considérer comme un peuple libre et

indépendant, affectoit aujourd'hui, sans respect pour leurs droits et sans égard pour leur volonté, la prétention insultante de les acquérir comme un vil troupeau de moutons. Leur exaspération étoit encore alimentée par les bruits sourdement répandus, que l'accord même de la France avec Gênes n'étoit qu'un accord simulé, et que la première n'alloit entreprendre de conquérir l'île que pour la rendre soumise à la république. Paoli étoit trop éclairé pour partager un fanatisme qui aveugloit ses concitoyens sur l'inutilité de la résistance, mais il eût couru des dangers en essayant de les désabuser; et, pour sa sûreté comme pour sa gloire, il continua d'en diriger les mouvemens.

Le premier acte d'hostilité eut lieu dans les montagnes de l'isthme, interposées entre les villes de Bastia et de San-Fiorenzo, dont le marquis de Chauvelin voulut assurer la communication. Paoli fut chassé de ce poste et de celui d'Oletta, à la pointe de l'isthme, mais ce ne fut pas sans une résistance obstinée qui coûta cher au vainqueur; encore ce succès ne fut-il que d'un instant, et bientôt le chef corse reparut en mesure de disputer le terrain pied à pied. Soit conviction, soit désir de se justifier, le général françois, en faisant part de ces échecs à Louis XV, représenta la conquête de l'île comme une entreprise folle,

qui ne dédommageroit jamais du sang et des trésors qu'elle devoit coûter, et même comme impossible, pour peu que les Anglois aidassent les Corses. Mais la honte de reculer, l'idée d'enlever aux Anglois la possibilité d'un établissement si important dans la Méditerranée, et l'avantage surtout des bois de construction qu'on se promettoit d'en tirer pour le service de la marine, exposés avec force par le ministre, décidèrent à continuer des efforts qu'on étoit sur le point de cesser. Le comte de Marbeuf, envoyé pour relever le marquis de Chauvelin, donna d'abord quelque espoir de réussite, à l'aide des renforts qu'il avoit amenés; mais peu après on reconnut qu'il falloit une véritable armée pour soumettre l'île complètement. Cinquante bataillons et une artillerie formidable furent donnés en conséquence au comte de Vaux, qui débarqua en Corse au commencement d'avril 1760, ayant sous lui deux lieutenans-généraux et trois maréchaux de camp. L'Angleterre fit passer à Paoli quelques secours en armes et en argent; mais ils étoient à peu près nuls. L'attention de cette puissance se dirigeoit alors, presque exclusivement, sur ses colonies d'Amérique, et les inquiétudes qu'elle commençoit à concevoir de leur soulèvement enchaînoient également sa libéralité et ses bonnes intentions. La division, née de

l'impuissance et du découragement, vint encore affoiblir les CorSES : en moins de deux mois, la plupart de leurs postes furent enlevés, les uns après les autres, presque sans coup férir ; il ne resta à Paoli de ressource que la fuite : il s'y détermina le 13 juin 1769, et son embarquement à Porto-Vecchio, sur un vaisseau qui le transporta à Londres, fut le signal de la soumission de l'île : mais, régie en pays d'Etat, elle se conserva dans le droit de régler ses subsides et d'en opérer le recouvrement, formes libres et républicaines qui lui allégèrent le poids de la dépendance.

Il est remarquable que deux mois après le départ de Paoli, le 15 août 1769, et précisément à l'anniversaire de l'édit de réunion de la Corse, naissoit dans cette île un enfant destiné par la Providence à venger pour ainsi dire son pays, à dominer Gênes, et à s'asseoir même sur le trône de la France ; à prévenir surtout la dissolution de ce dernier royaume, attaqué au dedans par l'anarchie, et au dehors par une conjuration de l'Europe entière ; à reculer ses limites au-delà de celles que Charlemagne avoit données à son empire ; et à assujettir enfin, dans le cours de dix ans, soit à sa domination immédiate, soit à sa protection suprême, plus de provinces et d'Etats que la fortune des Capétiens n'avoit pu

leur permettre d'en réunir dans le cours de huit siècles.

L'ignorance, propagée autrefois dans toute l'Europe par les invasions des peuples du Nord, avoit circonscrit le peu de lumières qui y restoient dans la classe des ecclésiastiques, dévoués par leurs fonctions à l'étude, et particulièrement à celle de la morale. Juges exclusifs en matières spirituelles, et déjà arbitres de la plupart des différends des particuliers, par l'estime qu'on faisoit de leur vertu, ils tardèrent peu à se voir investir par les princes eux-mêmes d'une partie de leur propre juridiction, que presque seuls ils étoient capables d'exercer. Plusieurs abus résultèrent de cette confusion de pouvoirs. Le clergé s'accoutuma à considérer comme un droit un privilège essentiellement révocable : les immunités naquirent, et enfin il s'opéra un mélange intime des deux juridictions, qu'il fut difficile de débrouiller dans la suite, lorsque le renouvellement des études ayant étendu le progrès des lumières jusqu'aux laïques, ceux-ci revendiquèrent les droits imprescriptibles du prince. Ce fut l'objet d'une discussion formelle entre Pierre de Cugnières et Paul Bertrandi, à l'avénement des Valois au trône des Capétiens ; mais comme cette conférence eut peu de suites, et que depuis ce ne furent que des occasions particulières qui, de temps

à autre , permirent d'éclaircir certains faits relatifs à la distinction des deux puissances, il en arriva que de nos jours même cette espèce de départ n'étoit point encore faite, ou ne l'étoit pas généralement, et qu'en certaines contrées Rome exerçoit encore des droits plus ou moins étendus , dont en d'autres lieux elle avoit depuis long-temps perdu l'usage. Benoît XIV , qui avoit apprécié ces vieilles prétentions, savoit au besoin y renoncer noblement ; de là aussi les égards des princes temporels à ne les réclamer jamais de lui , qu'avec des égards qui mettoient toujours sa dignité à l'abri. Il n'en fut pas de même sous Clément XIII (Charles Rezzonico) , qui lui succéda en 1758. Ce pontife avoit toutes les vertus de son prédécesseur ; mais il lui manquoit son aménité et son esprit de conciliation, qualités précieuses dans un temps où les doctrines philosophiques minoient sourdement l'autorité pontificale, et persuadoient aux princes qu'il n'étoit plus de leur dignité de négocier et de composer avec elle, mais de tout enlever de haute lutte, et sans s'arrêter à douter de la justice de leurs désirs. Ainsi , par un contraste frappant, si les papes autrefois avoient affiché la prétention de tout juger au temporel comme au spirituel , sous prétexte de conscience , les princes à leur tour, sous prétexte de police , étoient excités à

élever des prétentions non moins tranchantes, à tout régir sans intervention étrangère. Tels furent les préjugés opposés qui firent naître un nouveau démêlé entre le pape et les diverses branches de la maison de Bourbon.

Poursuivant les plans de réforme de son père, qui, trois ans auparavant, avoit soumis aux charges publiques les ecclésiastiques de ses duchés, le duc de Parme, don Ferdinand, ou plutôt le conseil de ce prince, qui n'étoit âgé que de dix-sept ans, avoit fait publier, au mois de janvier 1768, une pragmatique qui défendoit à ses sujets de porter aucune cause à des tribunaux étrangers, et de solliciter au dehors, sans permission expresse, aucun bénéfice dépendant de ses États : elle interdisoit de plus ces bénéfices aux étrangers, et déclaroit nuls tous rescrits venant de Rome, qui ne seroient pas munis du *regium exequatur*, ou approbation royale. Clément XIII, blessé par cette attaque, et se souvenant trop et des maximes du temps passé et de l'ancienne vassalité des ducs de Parme, cassa non-seulement cette ordonnance, mais déclara encore tous ceux qui y avoient concouru soumis aux censures portées par la bulle *In cœná Domini*, comme violateurs des immunités ecclésiastiques. Le jeune prince, membre de la maison de Bourbon, neveu du roi d'Espagne, et petit-fils de Louis XV,

avoit une importance supérieure à celle qu'il tiroit de ses petits Etats ; et, certain de faire partager son injure , il pouvoit oser davantage pour la repousser. Aussi supprima-t-il le bref, encouragé par l'exemple que lui en donna le parlement de Paris ; exemple qui fut imité en Espagne, à Naples, en Portugal, et même à Vienne. Mais d'abord et avec assez peu de justice, se vengeant sur ses propres sujets des mécontentemens qu'il éprouvoit du pape , il expulsa tous les jésuites de ses Etats. Il ne pouvoit au reste porter un coup plus sensible au cœur du pontife , qui , pénétré de l'utilité de ces religieux, les soutenoit de tout son pouvoir. C'étoit une mesure concertée entre les ministres qui gouvernoient dans les cours de la maison de Bourbon ; Choiseul à Paris, d'Aranda à Madrid, Tanucci à Naples, et Felino à Parme. Dès l'année précédente , tous les jésuites avoient été arrêtés en un même jour en Espagne, et jetés sur les côtes de l'état ecclésiastique , et ils avoient subi le même sort à Naples , où le conseil du jeune roi, de même âge et de même nom que le duc de Parme , se trouvoit alors sous l'influence du conseil d'Espagne. La France fut encore le pays où les jésuites éprouvèrent le moins de persécution , et où leurs compatriotes ne craignirent point de les avouer pour tels. Le ministère d'ailleurs , de concert avec les au-

tres cabinets , n'en sollicita pas moins , avec le zèle le plus ardent , l'extinction même de l'ordre ; et ce fut à cette condition qu'ils offrirent la restitution d'Avignon, de Bénévent et de Ponte-Corvo, qui avoient été séquestrés par les rois de France et des Deux-Siciles. Mais Rezzonico étoit un autre Odescalchi, que nulle considération ne pouvoit faire fléchir ; et un prix mis à sa condescendance étoit à ses yeux un appât suspect , qui , bien loin de l'amorcer , devoit éloigner toute conciliation. Déjà brouillé avec le Portugal et avec Venise, il ne vit pas d'un œil moins ferme la nouvelle conjuration qui s'élevoit contre lui. Son inflexibilité pouvoit avoir les suites les plus funestes , lorsque sa mort, au commencement de l'année suivante, et l'élection de Clément XIV (Laurent Ganganelli), cordelier, le seul régulier qui fût alors dans le sacré collège, vint rendre l'espoir de quelque rapprochement.

Il étoit fondé sur les dispositions connues du nouveau pape à l'égard des mesures rigoureuses de son prédécesseur, et sur son caractère personnel, gai, vif, aimable, conciliant, et rappelant celui de Benoît XIV, pour la mémoire duquel il faisoit une profession déclarée d'estime et de vénération. Son premier soin fut de lever les censures de Clément XIII ; et peu après il donna un gage

remarquable de son éloignement pour les prétentions exagérées de la tiare, en faisant cesser l'usage annuel de la publication de la bulle *In cœná Domini*, dont plusieurs dispositions étoient incompatibles avec les droits des souverains. Mais ces témoignages d'égards et de considération ne purent le délivrer des instances importunes de ceux-ci, au sujet de l'extinction des jésuites. En vain il temporisa, sous prétexte de prendre des renseignemens qui pussent autoriser et justifier sa conduite ; en vain il alléguait le besoin de consulter le vœu de toutes les puissances catholiques : la politique aplanit les difficultés, fit disparaître les prétextes, et l'amena au point de ne pouvoir reculer. Pressé par elle, il se rendit enfin, et signa, le 21 juillet 1773, le fameux bref qui éteignoit l'ordre. Mais, soit qu'il se reprochât une déférence opposée à sa propre conviction, et quelques rigueurs qui en avoient été la suite, soit qu'il partageât les appréhensions d'une vengeance dont les ennemis des jésuites les supposoient capables, de ce moment ; des terreurs multipliées assiégèrent son esprit, et le poursuivirent jusqu'à sa mort, qui eut lieu quatorze mois après. Le roi de Prusse et l'impératrice de Russie, qui tous deux, à titre de non catholiques, pouvoient méconnoître l'autorité d'un bref du pape, et qui ne partageoient

pas la prévention des autres princes à l'égard de la doctrine régicide attribuée aux jésuites, conservèrent ces religieux dans leurs états ; et , deux mois avant sa mort , Clément , par un rescrit particulier , les maintint dans le *statu quo* où ils se trouvoient. Pie VI, son successeur, confirma cette disposition en 1777 , et accorda même aux jésuites de Russie la faculté de se choisir un vicaire-général. Enfin Pie VII les réintégra en 1804 à Naples , sur la demande du même Ferdinand IV, au nom duquel ils avoient été expulsés pendant sa minorité : mais les événemens presque immédiats qui renversèrent le trône de ce prince entraînèrent avec lui cet essai de rétablissement.

[1763-71] Il entroit dans la destinée de Louis XV , qu'adorateur du repos , jamais il ne pût sacrifier tranquillement à son idole. Les impôts , qui s'étoient multipliés pendant la guerre , ne furent pas diminués ou retirés à la paix , comme le roi l'avoit promis. Le parlement de Paris négocia avec la cour pour alléger le fardeau , ne pouvant le repousser tout entier ; mais le parlement de Besançon , n'entendant pas ces ménagemens, refusa. Les membres récalcitrans furent exilés. Presque tous les parlemens du royaume prirent fait et cause pour celui de Besançon. Celui de Paris , comme chef des autres , présenta des

remoutrances; le roi répondit que cette affaire lui étoit étrangère. Le parlement répliqua qu'elle lui étoit personnelle, parce que tous les parlemens n'en composoient qu'un seul, divisé en différentes classes. Ce système, qui parut nouveau, fut discuté dans des écrits longs et multipliés. Le roi en détourna l'attention par la satisfaction qu'il donna au parlement de Besançon, en retirant l'intendant de la province, M. de Boynes, qui étoit en même temps premier président, et en rappelant les exilés. Quant aux impôts, sur lesquels les chefs du parlement de Paris transigeoient secrètement avec les ministres, il fut convenu que, pour sauver son honneur aux yeux du peuple, l'enregistrement ne paroîtroit pas volontaire, mais forcé. En conséquence le roi tint, le 31 mai 1763, un lit de justice, dans lequel le second vingtième, qui devoit finir avec les hostilités, fut continué, ainsi que d'autres impôts. On y ajouta de prétendues restrictions ou adoucissemens, enveloppés dans des opérations financières qui paroissoient les alléger sans diminuer le produit, tels que l'établissement d'une caisse d'amortissement, et le projet d'un cadastre.

Pour remercier le parlement de sa complaisance, et en attirer de nouvelles, le roi établit, par lettres-patentes du premier dé-

cembre 1763, une commission composée de magistrats chargés d'examiner les moyens de parvenir à une meilleure administration des finances; et, afin de leur marquer tout l'abandon de la confiance qu'il avoit en eux, il nomma M. de Laverdi, l'un d'entre eux, contrôleur-général. Dans le même temps, René-Charles de Maupeou, ancien premier président, venoit de recevoir les sceaux, avec le titre de vice-chancelier; et René-Nicolas, fils de celui-ci, destiné sous peu à jouer un rôle majeur, fut revêtu de la première présidence.

Loin de la cour et de ses grâces, les autres parlemens avoient montré beaucoup plus de fermeté à l'égard des impôts. Ils opposèrent la plupart une résistance courageuse à l'enregistrement qu'on vouloit exiger, et bravèrent les menaces des commandans envoyés pour les contraindre. Le duc de Fitz-James, commandant en Languedoc, fit mettre aux arrêts, dans leurs maisons, les membres du parlement de Toulouse. Cependant comme la justice ne se rendoit plus, et que le peuple murmuroit, il fallut les relâcher. Leur première opération, quand ils se trouvèrent réunis, fut de décréter le commandant de prise de corps. Il étoit duc et pair, et réclama son privilège d'être jugé par les pairs; le parlement de Toulouse n'en continua pas moins

ses procédures, et les envoya au parlement de Paris, pour le procès être continué, fait et parfait, par la cour des pairs, dans le lieu où elle seroit convoquée. Les ministres, intéressés à diviser les parlemens, insinuèrent à celui de Paris que par les mots « continuer et parfaire, » celui de Toulouse sembloit vouloir faire entendre qu'il avoit droit de procéder contre un pair, et qu'ils ne devoient pas laisser mettre en doute que la cour des pairs pût siéger ailleurs que dans son sein. Le roi se prêta au désir que ces magistrats montrèrent de s'assurer ce privilège, et il voulut bien reconnoître le parlement de Paris pour être éminemment et essentiellement la cour des pairs. En conséquence ils appelèrent comme de droit les pairs en séance, cassèrent, à la fin de 1763, tout ce qui s'étoit fait à Toulouse, recommencèrent le procès, et, par abondance de complaisance pour la cour, donnèrent un arrêt équivoque, qui ne justifia le duc de Fitz-James ni ne le condamna, mais ne l'entacha pas. Les autres parlemens firent presque tous des arrêts contre le privilège qu'affectoit celui de Paris, d'être seul la cour des pairs, et rappelèrent le système des classes. Les magistrats de Paris, honteux de s'être privés de cet appui, déclarèrent que leur dignité de seule et unique cour des pairs ne devoit point rompre la

confraternité entre les membres d'un même corps. Les parlemens parurent se contenter de ce palliatif ; mais la morgue de celui de Paris offensa celle des autres , et mit entre eux de la froideur.

Cependant le besoin commun les réunit à l'occasion de ce qu'on a appelé l'affaire de Bretagne : voici comme on la raconte. Elle doit être présentée avec quelque détail, parce qu'elle est liée à la catastrophe du parlement de Paris qu'elle a amenée. Le duc d'Aiguillon avoit été nommé commandant en Bretagne. Arrivé dans la province, cet arrière-petit-fils d'un petit-neveu du cardinal de Richelieu prétendit y être le maître. Il fit des réglemens durs et vexatoires , tant au sujet des corvées qu'à l'égard d'autres parties d'administration attachées à son commandement, et voulut les faire exécuter avec hauteur. Il s'éleva des plaintes contre lui ; le parlement , auquel elles parvinrent , en prit connoissance. Le procureur-général , nommé La Chalotais , porta la parole à ce sujet avec véhémence. C'étoit le même qui avoit fait contre les jésuites le rapport fougueux d'après lequel fut prononcée au parlement la dissolution de la société. Elle avoit de nombreux partisans dans la province ; beaucoup de nobles affiliés, et même membres de la compagnie de Jésus, y vivoient retirés chez leurs parens ou chez

leurs amis, après leur expulsion de Paris. Ils joignirent leur ressentiment à celui du commandant. Fort de cet appui, le duc d'Aiguillon en agit sans ménagement avec le parlement, croisa son autorité, et s'opposa à l'exécution de ses arrêts. Les magistrats se plaignirent à la cour, et, n'obtenant pas ce qu'ils demandoient, par dépit donnèrent leur démission.

La province se trouva sans justice. Tout y étoit en confusion. On s'attaquoit les uns les autres par des écrits très-animés. Il parut des libelles diffamatoires contre le commandant, injurieux même à la personne du roi; ces pamphlets, tant en vers qu'en prose, étoient tournés de manière qu'ils paroisoient être l'ouvrage des partisans des magistrats. Ceux-ci se récrièrent contre cette perfidie, qu'autrefois, en circonstances semblables, on avoit reprochée aux jésuites; savoir, de décrier dans les mêmes satires, eux et le gouvernement, afin de faire croire, en confondant ainsi leur cause avec celle de la cour, qu'ils n'étoient haïs que parce qu'ils soutenoient invariablement l'autorité royale. Les prétendus coupables, privés, par l'inaction de leur parlement, d'un tribunal où ils pussent porter leurs plaintes, les adressèrent à celui de la capitale, qui commença à s'en occuper.

Pendant l'examen des pièces, la nuit du

11 novembre 1765, MM. de La Chalotais père et fils, et trois autres conseillers, furent enlevés et jetés dans les cachots de la citadelle de Saint-Malo, où on envoya des commissaires tirés du conseil, chargés de faire le procès à ces magistrats, à défaut du parlement qui n'existoit plus. Les lettres-patentes adressées à la commission, datées du 16 novembre, accusoient les prisonniers d'avoir tenu des assemblées illicites, entretenu des correspondances criminelles, répandu des libelles diffamatoires contre les personnes attachées au gouvernement, et d'avoir porté l'audace jusqu'à faire parvenir à la cour et au roi lui-même des billets anonymes, injurieux à sa personne, et attentatoires à son autorité : Charles-Alexandre de Calonne, alors jeune, maître des requêtes, étoit leur dénonciateur, et prétendoit avoir reconnu leur écriture.

Afin de donner à la violence un air de justice, on offrit au parlement de Bretagne de le rétablir pour juger ses confrères, mais on l'offrit sans lui accorder satisfaction sur les points qui avoient déterminé ces magistrats à donner leur démission. Ils refusèrent la plupart de reprendre leurs charges. Ceux qui les acceptèrent enregistrèrent, le 16 janvier 1766, des lettres-patentes qui non-seulement les autorisoient à rentrer dans leurs fonctions ordinaires, mais encore leur enjoignoient de

vaquer sans délai à l'instruction du procès criminel commencé à Saint-Malo. Quand ces conseillers se furent installés, presque tous, ou par parenté avec les prisonniers, ou par haine et affaires litigieuses avec ces mêmes détenus, se trouvèrent dans le cas de se récuser; et la cour arrêta « qu'attendu les motifs de récusation de la plupart de ses membres, que la compagnie jugeoit valables, et qui la mettoient hors d'état de prendre connoissance de ce procès, le roi seroit supplié de retirer ses lettres-patentes. » C'est ce qu'on désiroit.

L'affaire fut reportée à Saint-Malo, et suivie avec tant d'ardeur, tant de violation des formes ordinaires, et tant de traitemens rigoureux, qu'il étoit difficile de n'y pas voir la main de la vengeance. Le duc d'Aiguillon avoit mis en mouvement tous ses amis à la cour; ils étoient nombreux; à leur tête paroissoit le ministre qui avoit la Bretagne dans son département; de toutes parts on souffloit au roi que les Bretons étoient une race turbulente, contrariante, rebelle, et qu'il falloit faire chez eux un exemple frappant pour les contenir. La condamnation des magistrats étoit, dit-on, résolue à Versailles avant que la commission partît; il ne s'agissoit plus que de se procurer des preuves propres à fonder un jugement de mort. On a dit que, faute

d'autres , et afin de tirer par les tourmens des aveux des accusés , on fit venir de Paris le bourreau avec ses instrumens de torture , comme s'il ne s'en trouvoit pas en Bretagne. Mais le parlement de Paris , réveillé par le danger de laisser juger ses confrères par d'autres que par leurs pairs , faisoit remontrances sur remontrances. Elles touchèrent le roi , qui étoit bon , quand elles lui firent connoître que l'activité de la procédure alloit mener à la mort des magistrats dont le crime commençoit à lui paroître douteux. Excité par le duc de Choiseul , qui s'affichoit pour le protecteur des parlemens , il se hâte de suspendre les pouvoirs de la commission de Saint-Malo , et de renvoyer l'affaire à ses juges naturels.

Les accusés déclinerent la juridiction de leur parlement sur ce que , n'étant presque pas alors assez nombreux pour juger des particuliers , il étoit inhabile à prononcer sur le sort des magistrats qui ne devoient être jugés que par toutes les chambres assemblées. Ils demandèrent à être renvoyés par-devant le parlement de Bordeaux : des difficultés élevées exprès les empêchèrent d'y paroître. L'affaire fut évoquée au conseil le 22 novembre 1766 , et les prisonniers transférés à la Bastille. Mais, lorsqu'on croyoit que cette affaire alloit être suivie avec la plus grande

activité, le roi se l'étant fait présenter dans son conseil, où les honteuses manœuvres qu'on avoit employées furent dévoilées, il déclara ne vouloir point trouver de coupables, ni qu'il y eût de jugement, et prononça, par un arrêt du 22 décembre 1766, l'extinction de tous délits et accusations, et interdit toutes poursuites. Les prisonniers sortirent de la Bastille, mais ne furent pas rétablis dans leurs fonctions : au contraire, ils furent exilés. Le roi, tout en les déclarant innocens, crut n'être pas injuste à leur égard en infligeant cette peine à des hommes coupables au moins envers lui de réflexions indiscrètes, consignées en des lettres particulières qui avoient été interceptées. Mais le parlement de Paris, qu'il ne mit point et qu'il ne pouvoit mettre dans sa confiance, remontra que ce traitement étoit une vraie punition qui compromettoit l'honneur des magistrats; et le duc d'Aiguillon, qui étoit violemment inculpé, fut renvoyé dans son gouvernement avec une autorité plus grande qu'il ne l'avoit eue, et un plus grand désir de la faire valoir.

Revenu dans la province avec les honneurs de la victoire, pendant que ses victimes languissoient hors de leurs foyers, d'Aiguillon signala son triomphe par des dégoûts qu'il donna au parlement à l'occasion de nou-

velles entreprises à la charge du peuple, quoique très-utiles en elles-mêmes, comme la continuation ou la confection de nouveaux grands chemins très-coûteux. Voulant aussi donner des preuves de sa reconnoissance à la cour, qui l'avoit si bien servi, il résolut de priver les Bretons des privilèges dont ils s'enorgueilloient, et qui avoient toujours déplu aux chargés des ordres du roi, que ces prérogatives gênoient. Il présenta aux états de la province des réglemens qui, sous ombre d'un meilleur ordre à établir dans l'administration, annuloient, entre autres droits dont ils avoient toujours joui depuis leur concordat avec Louis XII, celui de fixer et de lever les impôts. Les états rejetèrent avec horreur le réglemant, et envoyèrent à la cour un mémoire de plaintes si concluant et si touchant, que les ministres n'osèrent le laisser parvenir au roi, dont ils craignoient le jugement sain et le cœur sensible; il fallut cependant lui faire connoître l'état des choses, parce que la fermentation augmentoit dans cette province, et que tout y tendoit à la révolte.

Louis XV envoya à la fin de 1769 le président Ogier, homme éclairé et pacifique. Sur son rapport le roi retira le duc d'Anguillon; mais, pour que son rappel n'eût pas l'air d'une disgrâce, il lui donna le comman-

dement des chevau-légers de sa garde, place d'honneur et de confiance. D'Ogier soumit pour la forme le règlement, cause du mécontentement des Etats, à leur discussion. On lisoit les articles; ils étoient biffés à mesure; il n'en resta rien, et le règlement fut supprimé. Le président rétablit aussi le parlement dans son intégrité, y rappelant les exilés, sauf cependant MM. de La Chalotais, qu'on ne put parvenir à faire désister de la poursuite éventuelle de leur affaire personnelle.

Quand les magistrats se virent bien constitués dans leurs pouvoirs, ils ordonnèrent une enquête pour découvrir quels avoient été les auteurs et les instigateurs des troubles de la province. Les dépositions se réunirent en grande masse contre les jésuites. Traités d'abord avec des égards en Bretagne, ils s'y étoient réfugiés en grand nombre, mais très-ulcérés contre ce parlement qui les avoit proscrits même avant celui de Paris. Par ressentiment ils avoient embrassé chaudement le parti du duc d'Aiguillon, qu'ils étoient accusés d'aider de leurs intrigues et de leurs plumes. Peut-être aussi, plus par vengeance que par justice, le parlement renouvela l'arrêt de leur proscription, et l'aggrava en ordonnant que tous ceux qui refuseroient de signer le serment par lequel ils étoient mis dans l'alternative de mourir de

faim ou d'agir contre leur conscience, seroient contraints de sortir sur-le-champ de la province.

Mais dans le cours de l'enquête on trouva , ce qui en étoit peut-être le but , des délits à la charge du duc d'Aiguillon ; abus de pouvoir , vexations en tout genre , séduction pour se procurer , contre les magistrats qu'il vouloit perdre , des preuves de mépris de l'autorité du roi , et de rébellion ; enfin , portoit l'acte d'accusation , le soupçon du crime le plus énorme , par où on vouloit faire entendre des projets d'assassinat ou de poison médités. Sur ces fondemens commença un procès criminel qui se poursuivoit très-rapidement , lorsque le roi , « vu qu'un pair y étoit inculpé » , ordonna qu'il seroit fait par la cour des pairs séante au parlement de Paris , et déclara que , comme il vouloit y être présent , les séances se tiendroient à Versailles. Le roi s'étoit déterminé à ce parti sur l'avis du premier président de Maupeou , devenu chancelier en 1768 , par la double démission du chancelier de Lamoignon et du vice-chancelier son père. Il avoit fait entendre au roi que le seul moyen de terminer cette affaire étoit de laisser un libre cours à la justice ; et que , soit par le peu de fondement de l'inculpation , soit par l'influence nécessaire du monarque sur la cour des

pairs , le duc d'Aiguillon ne pouvoit manquer de sortir triomphant de cette épreuve.

La première séance eut lieu le 4 avril 1770; elle se passa en discours. La deuxième, du 7 , entama l'affaire. Le parlement fut très-content des séances suivantes , dans lesquelles plusieurs conseillers brillèrent par leur éloquence. Ils s'applaudirent de voir que le roi les remarquoit, et ne furent peut-être pas sans espérance qu'il leur arriveroit quelque avantage de cette distinction. Mais , à l'occasion des vexations reprochées au commandant de Bretagne , quelques-uns des orateurs se permirent des observations critiques sur les ordres qui lui avoient servi d'autorisation. Les partisans du duc d'Aiguillon profitèrent de cette occasion pour déguster le roi de ces séances auxquelles il sembloit se plaire : ils y réussirent en lui représentant qu'il seroit possible qu'il fût amené à être forcé de justifier ses ordonnances , et à rendre compte de son gouvernement : perspective effrayante par les suites qu'une pareille discussion pouvoit avoir.

Entraîné par cette crainte , le roi convertit la séance des pairs en lit de justice. Il se tint à Versailles le 27 juin 1770. Le monarque , par la bouche du chancelier , raconta tout ce qu'il avoit fait pour apaiser les troubles de la Bretagne et pacifier les esprits ; il observa que c'étoit encore dans cette intention et celle

de s'éclairer lui-même, qu'il avoit appelé cette affaire à la chambre des pairs, pour y être délibéré devant lui; qu'il avoit vu avec étonnement que dans la discussion on s'ingéroit de soumettre à l'examen et à la critique des ordres émanés du trône; « qu'il régnoit dans cette cause une animosité révoltante; que, plus on la sondoit, plus on y trouvoit d'horreurs et d'iniquités, dont sa majesté, dit le chancelier, veut détourner ses yeux. Il lui plaît donc de ne plus entendre parler de ce procès. Il arrête par la plénitude de sa puissance toute procédure ultérieure, et impose un silence absolu sur toutes les accusations réciproques.

Le parlement sortit outré du lit de justice. Le 2 juillet 1770 il rendit un arrêt qui portoit que, le duc d'Aiguillon étant gravement inculpé de faits qui entachent son honneur, ce pair étoit suspendu de ses fonctions, jusqu'à ce que, par un jugement rendu dans la cour des pairs, avec les formes solennelles prescrites par les lois, il fût pleinement purgé et réintégré. Des commissaires furent nommés pour faire sur-le-champ imprimer l'arrêt dans le plus grand nombre d'exemplaires possible. On croit qu'il en partit ce jour même plus de dix mille pour les provinces.

Le lendemain 3 juillet, un arrêt rendu par le roi dans son conseil cassa celui du parle-

ment, et enjoignit au duc d'Aiguillon de continuer ses fonctions de pair de France. Sur cet arrêt, remontrances du parlement pour justifier le sien et le maintenir. D'autres parlemens suivirent l'exemple de celui de Paris. Les vacances vinrent et donnèrent du relâche aux parties belligérantes.

On sut qu'à la rentrée les hostilités devoient se reprendre, et que le parlement se proposoit de continuer le procès; le roi en fit enlever les pièces du greffe. Dans une séance royale ou lit de justice qu'il tint le 7 décembre à Versailles, les magistrats eurent la mortification de voir siéger le duc d'Aiguillon. Il fut défendu aux enquêtes et requêtes de provoquer l'assemblée des chambres, et au parlement de Paris de se servir du terme de *classes* en parlant des autres parlemens, de leur envoyer des mémoires dont on pourroit induire une association entre eux, de cesser le service et de donner leur démission. De retour à Paris, les magistrats firent des remontrances; n'étant pas écoutés, ils suspendirent leurs fonctions; ils eurent néanmoins la complaisance de les reprendre pour juger un procès qui intéressoit fortement le prince de Condé. Le chancelier, qui avoit engagé le prince à demander l'audience, espéroit que, le parlement ayant recommencé, le service se continueroit; mais il fut trompé:

les magistrats rentrèrent dans leur inaction , ou ne s'occupèrent que des affaires publiques, et traitèrent surtout avec affectation de la cause de la cherté des blés.

La doctrine des économistes , secte de philosophes qui reconnoissoit pour son fondateur et pour son patriarche le docteur Quesnay , médecin de madame de Pompadour , et qui , dirigeant ses spéculations vers l'administration publique , embrassoit plus particulièrement l'agriculture et le commerce , avoit fait prévaloir depuis peu une liberté illimitée dans la circulation des grains, tant au dedans qu'au dehors. Tel étoit à peu près l'esprit d'un édit rendu en 1764 , sur le rapport du contrôleur-général Laverdy , lequel crut devoir néanmoins imposer le droit d'un pour cent à l'entrée et la sortie des grains , et même prohiber celle-ci quand la valeur du froment atteindroit le prix de douze livres dix sous par quintal. Mais cet encouragement que l'on supposoit avoir donné à l'agriculture , ainsi que la sécurité que devoient concevoir désormais sur leur subsistance les provinces frappées de disette et de stérilité , s'évanouirent bientôt par le calcul honteux d'une cupidité non surveillée. Au lieu d'un commerce utile et honorable , il s'établit un coupable agiotage. On spécula sur la subsistance des peuples comme sur les actions de la place : le prix du

grain varia comme celui des papiers, et il finit par renchérir d'une manière alarmante, qui ne permit plus au pauvre d'y atteindre. Les économistes attribuèrent ce mauvais succès, et à l'infériorité des récoltes, et aux restrictions légères apportées au développement entier de leur système, qui se résuinoit en ces deux mots : « Laissez faire et laissez passer. » Mais la clameur publique étouffa leur voix : l'exportation fut interdite en 1770, et l'on rétablit, en principe qu'une affaire qui touche de si près à l'existence même du peuple ne devoit pas être abandonnée tout-à-fait aux chances trop hasardeuses de la liberté du commerce.

Dans ce moment de crise, le parlement perdit le plus ferme de ses appuis par la disgrâce du duc de Choiseul. On persuada au roi que le ministre travailloit à l'engager dans une guerre avec les Anglois, en appuyant le mécontentement de leurs colonies américaines, qui commençoit à éclater. Louis XV regarda ce projet comme un attentat médité contre sa tranquillité; et, pressé par les instances de la favorite, que Choiseul méprisoit assez hautement, le 24 décembre il l'exila ainsi que le duc de Praslin. Le duc de Choiseul fut remplacé à la guerre par le marquis de Monteynard, aux affaires étrangères par le duc d'Aiguillon son rival, et la marine fut

confiée à M. de Boynes. L'impossibilité de défrayer une cour toujours prodigue malgré l'embarras des finances, avoit fait renvoyer M. de Laverdy en 1768 quand il fut au terme de ses expédiens. Mainon d'Invaux, que le duc de Choiseul lui donna pour successeur, ne pouvant faire adopter ses plans de réforme au conseil, donna sa démission au bout de quinze mois. Son court ministère fut marqué par l'extinction de la compagnie des Indes, qui avoit été érigée par Colbert, et qui, n'ayant pu se relever des revers qu'elle avoit essuyés dans la guerre de sept ans, remit au roi son actif, sous l'engagement de satisfaire à ses dettes. Il fut remplacé, à la fin de 1769, par l'abbé Terrai, conseiller-clerc au parlement, qui ne craignit pas de se jeter au travers du chaos des finances. Son caractère ferme et impassible, connu du chancelier, l'avoit fait recommander par celui-ci, qui se proposa d'en faire son second dans la révolution qu'il méditoit.

Le chancelier, qui, dans les affaires précédentes, n'avoit pas donné au parlement toute la satisfaction qu'il désiroit, en étoit vu de mauvais œil; de son côté, il saisissoit volontiers l'occasion de mortifier la compagnie. La disgrâce de M. de Choiseul le débarrassa d'un observateur dont les réflexions dans le conseil l'obligeoient quelquefois de réprimer sa

fougue ; et il s'y abandonna sans réserve. La nuit du 19 janvier 1771, tous les membres du parlement sont réveillés en même temps, chacun par deux mousquetaires qui leur présentent l'ordre de reprendre leurs fonctions, et de signer leur consentement ou leur refus par ce seul mot *oui* ou *non*, sans explication ni commentaire. Dans l'étourdissement d'un réveil si brusque, plusieurs signèrent *oui* ; mais, réunis le lendemain au Palais avec les refusans, ils rétractent leur consentement. La nuit suivante, notification pas un huissier de la chaîne que leurs charges sont confisquées, et nouvelle ambassade de mousquetaires, porteurs de lettres de cachet, qui les exilent tous dans des lieux éloignés, différens chacun les uns des autres.

Le chancelier avoit espéré que ceux qui auroient dit *oui* lui serviroient à former ce qu'il appeloit *le noyau d'un autre parlement*. Leur rétractation lui ôtoit cette ressource. Il y supplée par des conseillers d'Etat et des maîtres des requêtes qu'il va installer lui-même, passant, sans paroître ému, au milieu d'une foule frémissante de colère, répandue autour du Palais. Pendant que ce tribunal provisoire entendoit quelques causes et entretenoit une ombre de justice, le chancelier travailloit à l'exécution totale de son grand projet, qui étoit, en remplissant les

places des exilés, de leur ôter tout moyen de les recouvrer. Il leur trouva des suppléans dans le grand conseil, dans l'ordre des avocats, et dans des jurisconsultes bien ou mal famés, qu'il tira tant de Paris que des provinces.

Quand il eut ainsi composé son parlement, il vint une seconde fois au Palais l'installer lui-même. Les Parisiens, que le sérieux fatigue assez promptement, au lieu de leur sombre silence, s'égayèrent en propos sur la figure, la contenance, le caractère des nouveaux conseillers. On fit même des chansons, et en France, quand on rit, tout s'arrange. L'adroit chancelier, d'ailleurs, tout en captant la cour par l'appât de la délivrer d'un corps tracassier qui ne cessoit d'entraver la marche du gouvernement, et qui, par son nouveau système de classes, eût été conduit rapidement à l'indépendance, avoit su se ménager d'autre part le suffrage imposant alors de la philosophie. Il réalisoit en effet les vœux qu'elle formoit depuis long-temps au sujet de la vénalité des charges, de l'administration gratuite de la justice, de la refonte des lois criminelles, que l'on promettoit comme prochaine, et de la réduction enfin de l'immense ressort du parlement de Paris, dans lequel on trouva encore place pour six conseillers supérieurs. A l'aide de ces utiles réformes, le

chancelier se fit pardonner par elle le despotisme qui les introduisoit, et qui ne frappoit d'ailleurs que sur les juges mal famés de l'imprudent Lalli, de l'innocent Calas et de l'infortuné La Barre : Calas, condamné à Toulouse en 1762, comme accusé d'avoir, par prévention religieuse, assassiné son fils, qui s'étoit fait catholique; et La Barre, à Paris, en 1766, comme « véhémentement soupçonné d'avoir brisé une croix sur un pont d'Abbeville. »

Le roi vint tenir le 13 avril son dernier lit de justice. Il y porta trois édits; l'un cassa l'ancien parlement, l'autre créoit le nouveau, et le troisième cassa la cour des aides, qui avoit seule osé porter des remontrances au pied du trône. Le roi termina la séance en ordonnant aux magistrats de commencer leurs fonctions dès le lendemain, en défendant toutes délibérations sur ce qui s'étoit passé, et toutes représentations en faveur de l'ancien parlement : « Car, dit-il d'un ton ferme et élevé, je ne changerai jamais. » En effet, il tint ferme jusqu'à la fin de sa vie, et le chancelier eut le plaisir de voir que son parlement, qu'on appela le *parlement Maupeou*, se recruta insensiblement de quelques personnes même estimées dans le barreau; il les recevoit avec plaisir, comme attestant la bonté de son opération.

Pendant l'orage, les autres parlemens restèrent tranquilles, ou de moins se contentèrent de quelques plaintes très-modérées qui ne furent point écoutées. Le chancelier avoit eu l'art de leur faire croire qu'il n'aspiroit qu'à les remplacer, et qu'il n'attendoit que l'occasion qu'ils lui en fourniroient eux-mêmes, soit par l'offre de leurs démissions, soit par la continuation de leurs fonctions. Pour contrarier le plan qu'on supposoit qu'il s'étoit fait, les tribunaux supérieurs redoublèrent au contraire de zèle dans l'administration de la justice, et donnèrent ainsi le temps au chef suprême de la magistrature d'organiser ses nouvelles cours, et de les assujettir eux-mêmes ensuite à ses réformes. Dans le cours du mois d'août au mois de novembre, en effet, chacun des parlemens de province, gagné par ses insinuations ou par ses menaces, enregistra l'édit de suppression et de remboursement de ses offices, et le lendemain celui qui les recréoit avec gages et appointemens; en sorte qu'à la rentrée de la Saint-Martin 1771, le nouvel ordre judiciaire étoit en activité dans toute la France. Le chancelier le consolida par le remboursement effectif des charges parlementaires, qu'il parvint à faire réclamer à la longue par les magistrats supprimés.

Le contrôleur-général maintenoit les finances par des moyens non moins violens.

Il avoit trouvé, en entrant au ministère, un déficit énorme de plus de soixante millions ; pour le combler, il étoit impossible, sans exciter la clameur publique, d'imposer de nouvelles charges ; et c'étoit déjà beaucoup d'avoir pu proroger les anciennes. Une réduction dans la dépense étoit dès lors l'unique ressource pour y parvenir. On s'y arrêta : mais, au lieu de la faire tomber sur le luxe effréné de la cour, on la porta sur les créanciers de l'Etat, qu'on ne paya pas ou qu'on ne paya qu'en partie. Supposant que la plupart s'étoient illégitimement enrichis de ses dépenses et à ses dépens, et s'autorisant de l'exemple du *visa*, qui plus d'une fois avoit réduit leurs créances, on suspendit en 1770 le paiement des billets des fermes et les assignations semblables sur divers autres exercices : les rentes perpétuelles furent en même temps réduites, les unes d'un cinquième, les autres d'un quart, quelques-unes de moitié ; les rentes viagères subirent un pareil sort ; les tontines furent converties en rentes viagères ; et les pensions enfin furent assujetties à des retranchemens qui allèrent depuis un dixième jusqu'à trois. A l'aide de ces moyens et d'une foule d'édits bursaux qui suivirent et qui masquèrent plus ou moins habilement l'impôt, d'une part on réduisit de treize millions la dette constituée, et d'une autre la

recette générale fut accrue d'une vingtaine. Tels étoient les expédiens immoraux auxquels réduisoit ses agens un monarque de plus en plus apathique et dissolu, et qui se dissimuloit trop que ce n'étoit point pour subvenir aux besoins de l'État, mais pour fournir à la prodigalité capricieuse d'une prostituée, qu'on ruinoit ainsi une multitude de ses sujets.

[1771-74] Le duc d'Aiguillon, dans son ministère, n'eut pas même cet avantage d'un odieux succès; et le défaut absolu d'énergie dans le caractère du prince produisit au dehors des effets encore plus honteux qu'au dedans. La mort de l'électeur de Saxe, roi de Pologne, arrivée en 1763, ouvrit en ce pays une nouvelle carrière à l'intrigue. Mais déjà l'impératrice de Russie y avoit pris un tel ascendant, que ses troupes pouvoient impunément y séjourner; et ce fut sous leurs baïonnettes que se tint, l'année suivante, la diète d'élection qui appela au trône Stanislas-Auguste Poniatowski, grand-officier de Lithuanie, et l'un de ses anciens favoris. Le roi de Prusse, à la vérité, connivoit à ces mesures, et c'étoit d'accord avec lui qu'on avoit écarté les prétendans qui, par eux-mêmes ou par leurs alliances, eussent eu des moyens extérieurs de défendre leur couronne. Par le même motif, les deux puissances s'opposèrent encore à l'abrogation du *veto*, qui donnoit à

un seul opposant à la diète le pouvoir de paralyser un vœu d'ailleurs unanime, et qui perpétuoit dans ce pays un état habituel d'anarchie, qui devoit peu à peu, et malgré le courage de ses habitans, le livrer à la merci de ses voisins. Ils soutinrent dans les mêmes vues les dissidens, ou non catholiques, qui avoient été privés du droit du suffrage; et, s'autorisant de la garantie de la paix d'Oliva, ils réclamèrent en faveur de ceux-ci avec une hauteur qui seule eût été un motif de refus. On ne rejeta pas néanmoins leur requête, mais on la soumit à des délais. C'en fut assez à l'impératrice pour se regarder comme insultée; et, agissant déjà comme si la Pologne eût obéi à son autorité, elle fit arrêter l'évêque de Cracovie et huit autres sénateurs, et les fit conduire en Sibérie. L'indignation qu'en ressentirent les Polonois en souleva un grand nombre qui s'emparèrent de Cracovie et de la forteresse de Bar, où en 1768 ils se confédérèrent pour affranchir leur pays du joug étranger.

Les confédérés recherchèrent l'appui de la France; mais l'embarras des finances et l'appréhension de se rengager dans une guerre continentale fit borner les secours à un médiocre subside de soixante mille francs par mois, et à un foible envoi de quinze cents hommes, commandés par un jeune officier nommé Dumouriez, destiné vingt-cinq ans

après à une certaine célébrité dans la guerre de la révolution françoise. Aussi, mal secondés au dehors, et plus mal unis encore au dedans, chacun des principaux seigneurs prétendant commander, et agissant séparément pour ne pas obéir, les Polonois furent battus partout par les Russes. Ceux-ci, en poursuivant un parti polonois sur le territoire ottoman, y brûlèrent la ville de Balta, où il s'étoit réfugié. Ce fut l'occasion de la guerre malheureuse qu'à l'instigation du comte de Vergennes, ambassadeur de France à Constantinople, la Porte déclara à la Russie, à la fin de 1768, en la sommant, conformément à divers traités, de retirer ses troupes de la Pologne.

Mais Cotzim, sur la frontière de la Moldavie, enlevée dès 1769 par le prince Galitzin, et le reste de la province conquise par le comte de Romanzow; la flotte ottomane détruite en 1770, à Tchesmé, près de Scio, par l'amiral Spiridow; la prise de Bender enfin en 1771; l'isthme de Précop forcé par le prince Dolgoroucki, et la conquête de la Crimée, qui en fut la suite, portèrent la Porte ottomane à chercher des médiateurs qui pussent lui procurer avec la Russie une paix tolérable. La Prusse, qui avoit un intérêt politique à seménager la Turquie, pour l'opposer au besoin à l'Autriche, et cette dernière puissance, qui de son côté devoit craindre le

contact de la Russie, se prêtèrent à ses désirs ; mais ils trouvèrent l'impératrice singulièrement récalcitrante à la proposition de borner ses conquêtes. La cour de Vienne se montre alors disposée à faire cause commune avec la Turquie ; elle arme, et semble vouloir se rapprocher du théâtre des hostilités, en occupant en Pologne le petit territoire de Zyps, sur lequel elle prétend avoir des droits. Ce fut un trait de lumière pour Catherine et pour Frédéric. « La cour de Vienne, dit la première au prince Henri, qui se trouvoit alors à Pétersbourg, en entamant le territoire de Pologne, invite sans doute les autres puissances à suivre son exemple. » Dès lors le plan d'un partage en Pologne, où la Russie trouvât un dédommagement aux sacrifices qu'on exigeoit d'elle à l'égard de ses conquêtes entre le Niester et le Danube, devint le sujet d'une négociation entre les trois cours ; et, le 5 août 1772, il fut arrêté, ainsi qu'il suit : à l'impératrice, toute la partie de la Pologne à la droite de la Dwina et à la gauche du Niéper ; au roi de Prusse, la Pomérélie jusques et même un peu au-delà de la Netze, et toutes les dépendances de la Pologne éparses dans le royaume de Prusse, à l'exception de Thorn et de Dantzick ; à l'Autriche enfin, toute la droite de la Vistule jusqu'à Sandomir, et la même rive du Niester, en y comprenant les

palatinats de Betz et de Léopold. La prise de possession, fixée au 1^{er} septembre, est mise à exécution à cette époque; et cette usurpation effrayante, qui enlevait à la Pologne un tiers de son territoire, fut encore ratifiée l'année suivante dans une diète asservie et convoquée exprès à cet effet. « Ah! si Choiseul eût été ici, dit le roi en l'apprenant, cela ne seroit pas arrivé! » On peut ajouter que, si ce premier partage n'eût pas eu lieu, ceux de 1793 et de 1795, qui ont achevé d'effacer la Pologne du nombre des puissances, n'auraient pas même été tentés.

L'espoir qu'on avoit conçu de pacifier les parties belligérantes, au moyen du partage, ne se réalisa pas; et un armistice, conclu en 1772, ainsi qu'un congrès réuni à Fockiani, sur les limites de la Moldavie et de la Valachie, furent sans effet. L'obstination de la Russie à réclamer Azof, au fond de la mer de ce nom; les forts de Kersch et de Genikalé, en Crimée et sur le détroit de Taman, à l'autre extrémité de la même mer; Kinburn sur la mer Noire, à l'embouchure du Niéper, et l'indépendance surtout de la Crimée, fit rompre les négociations. Les hostilités recommencèrent; mais, à cette reprise, la fortune abandonna les Russes. Repnin fut battu sur le Danube, Romanzow à Silistrie, Dolgoroucki à Varna; Potemkin, Soltikow et

Souvarow furent rejetés sur la droite du fleuve , et au même temps le rebelle Pugatschew , qui se donnoit pour Pierre III, faisoit trembler Moscou. La France enfin , armant à Toulon , paroissoit disposée à une diversion en faveur de la Porte ottomane , et se proposoit d'ajouter aux embarras de la Russie , que menaçoit le jeune Gustave, roi de Suède , son allié. Ce prince , aidé des conseils du comte de Vergennes , venoit d'affranchir son pays de la tyrannie d'un sénat qui le dominoit depuis la mort de Charles XII , et qui, par les intrigues de la Russie , se trouvoit lui-même asservi à cette puissance. Tel étoit , au commencement de 1774 , l'état respectif des Turcs et des Russes , état qui ne présageoit rien d'heureux aux derniers, lorsqu'il changea tout à coup par une victoire inattendue du comte de Romanzow. Ce général , osant se porter à l'improviste sur la droite du Danube, surprit et anéantit, le 20 juin , l'armée turque, et força le grand-visir à signer , dans son camp de Kainardgi , le 2 juillet , une paix qui abandonna aux Russes toutes les concessions refusées à Fockiani.

Les troubles de la magistrature, l'embarras des finances et la dégradation avilissante de notre politique, n'empêchoient pas les divertissemens et les fêtes quand les circonstances les faisoient naître. Louis XV maria ses trois

petits-fils : le dauphin à Marie-Antoinette , fille de l'impératrice Marie - Thérèse ; les comtes de Provence et d'Artois à deux sœurs , princesses de Savoie. On n'oubliera de longtemps le funeste accident arrivé le 30 mai 1770 , à la fin de la fête que la ville de Paris donna pour le mariage du dauphin. Des mesures mal prises , la négligence de débarrasser les issues de la place Louis XV , où se tira le feu d'artifice , et d'y mettre une garde assez nombreuse , le rassemblement de filous faisant presse afin de voler plus facilement , toutes ces circonstances concoururent à former un engorgement dans lequel trois cents personnes furent étouffées sur la place. On porte à plus de douze cents le nombre de ceux qui , foulés aux pieds , ou trop comprimés , restèrent estropiés et moururent en peu de semaines des suites de cet accident , qui mit en deuil beaucoup de familles. Le dauphin et sa jeune épouse se montrèrent très-sensible à ce malheur , et consolèrent les affligés autant qu'ils purent par des largesses et des marques de bonté.

Louis XV se trouva ainsi au milieu d'une cour renouvelée. En pareille circonstance , Louis XIV s'étoit rendu le centre de la société ; il rassembloit ses petits-fils , leurs épouses et leurs cours autour de lui , s'informoit de leurs habitudes , s'intéressoit à leurs plaisirs ; sa sollicitude inspiroit la réserve ; l'attention à ce qu'on appelle *étiquette* , la

gravité du cérémonial, un peu de gêne, gardienne de la décence, empêchoient des écarts licencieux : rien de secret ni de mystérieux dans la vie commune entre le père et les enfans, parce qu'ils avoient les mêmes affections, dont ils pouvoient s'entretenir sans craindre le blâme ou l'ennui ; aussi ils se recherchoient ou se rencontroient avec plaisir : au lieu que Louis XV, dominé par des passions qui devinrent toujours plus libidineuses avec l'âge, aimoit à se renfermer dans le cercle des victimes et des complices de sa débauche ; il s'isoloit ou pour jouir plus librement, ou par honte de laisser paroître ses excès. Il n'eut cependant pas toujours cette louable retenue, et on doit buriner comme une note d'ignominie ineffaçable que, dans le premier repas qu'il donna à la dauphine, il fit placer à table avec distinction son impudente *Phryné*.

Les quatre années qui se sont écoulées depuis la dispersion du parlement jusqu'à la mort de Louis XV ne présentent point d'événemens qui méritent de figurer dans l'histoire ; ce ne seroit qu'une répétition de petites intrigues, d'anecdotes de cour auxquelles la proximité des temps donne de l'importance, mais que la postérité dédaignera. On dit que le roi avoit un trésor particulier, qu'il le grossissoit par le jeu des actions et des effets royaux, comme un particulier, mais avec

moins de risque , parce qu'instruit de l'état du trésor public il pouvoit prévoir et même procurer ce qu'on appelle *la hausse et la baisse* , selon le thermomètre de son intérêt. Il portoit même ses spéculations jusque sur le commerce des blés ; ce qui le fit accuser des coupables monopoles auxquels on attribua la disette et le renchérissement qui affligèrent les dernières années de son règne. Cependant on lui doit la justice de dire qu'il désiroit que le peuple fût heureux , qu'il étoit touché de sa misère , qu'il auroit voulu y apporter remède ; mais il croyoit n'être pas capable de le faire par lui-même , et il s'imaginait n'être pas entouré de coopérateurs assez honnêtes gens pour le tenter. Louis XV avoit le malheur de ne pas croire à la probité. Etoit-ce d'après sa propre conscience , ou à force d'avoir été trompé ? Il craignoit les affaires , et en montrait ouvertement le dégoût. Les plaisirs mêmes l'ennuyoient , s'ils n'étoient aiguisés par une variété difficile à inventer. Tout ce qui ne lui étoit pas personnel lui étoit , pour ainsi dire , comme étranger.

Ce prince a laissé à son petit-fils , qui lui a succédé , une cour livrée à un faste dévorant , des finances en désordre , un royaume intérieurement troublé par des mécontentemens sourds. Le murmure , l'inquiétude gé-

nérale annonçoit des orages; le relâchement des liens entre le peuple et le souverain faisoit craindre la dissolution totale de l'Etat. Le monarque, dit-on, prévoyoit ces malheurs ; mais au lieu de travailler à les prévenir , craignant la peine , et tout entier à sa jouissance, il sembloit dire à la révolution : « Attendez que je n'y sois plus. »

[1774] Louis XV passoit pour avoir eu la petite-vérole au mois d'octobre 1728, et n'être plus en danger de la redouter, lorsqu'au mois de mai 1774 il fut attaqué de cette même maladie , dont le dégoût augmente les douleurs. Il les souffrit avec patience et résignation. De lui-même il appela les secours spirituels et fit éloigner la comtesse du Barri. Le cardinal de la Roche-Aymon, archevêque de Reims et grand-aumônier de France, qui lui administra les derniers sacrements, demanda publiquement, par son ordre et en son nom , pardon des scandales qu'il avoit donnés : il mourut le 10 mai , âgé de soixante-quatre ans. Son corps fut emporté sans pompe à Saint-Denys , sous prétexte de l'odeur fétide qu'exhaloit le cercueil ; et le peuple, parsemé sur la route, ne montra point les regrets que lui promettoit le surnom de *Bien-Aimé*

Louis XV , dans son intérieur, étoit bon maître , patient , doux , aisé à contenter. S'il

fut mari infidèle, il a toujours marqué à la reine, dans tout le reste, les égards qui lui étoient dus. Il avoit des principes de religion que sa passion effrénée pour les plaisirs, et l'empire qu'ils prenoient sur lui, n'effacèrent jamais. Entouré des sciences rendues brillantes sous Louis XIV, il ne s'en laissoit pas éblouir; il les favorisoit avec discernement. Un sens droit lui faisoit juger sainement les auteurs et leurs ouvrages. Mais les écrivains en tout genre, trop multipliés alors, comme ils le sont à présent, ne trouvoient pas toujours auprès de lui un accès encourageant; il protégeoit néanmoins noblement les grandes entreprises littéraires dont on lui démontroit l'utilité: mais ce ne fut qu'avec répugnance qu'il permit la publicité de ce recueil énorme qui devoit enseigner toutes les sciences, et dont le moindre défaut est d'avoir fait une multitude de demi-savans.

Ce monarque aimoit de préférence la géographie, l'astronomie, la mécanique et l'histoire naturelle. La première a occupé sa jeunesse. On a de lui un petit traité sur les rivières de France; il pourvut généreusement aux dépenses des astronomes célèbres qu'il envoya, en diverses parties du monde, mesurer un degré du méridien terrestre, observer le passage de Vénus sur le soleil, ce qui donna la distance de ce dernier astre à la terre, et faire

d'autres observations applicables à la marine. Les mécaniciens qui présentoient des inventions utiles et agréables ne sortoient jamais d'auprès de lui sans récompense. Il augmenta le jardin des Plantes, l'enrichit et l'embellit. Pendant son règne, M. Poivre, intendant de l'Ile-de-France, apporta et naturalisa dans nos colonies les plantes à épicerie, qui y prospèrent. On me permettra d'indiquer ici, comme remarquable dans un autre genre, mon frère Anquetil-Duperron, qui a été dans l'Inde étudier les anciennes langues du pays, inconnues en Europe, et qui en a rapporté des manuscrits dont il a enrichi la Bibliothèque royale.

La France a obligation à Louis XV de l'École-Militaire, émule des Invalides, où l'apprentissage des vertus guerrières étoit placé à côté de la récompense; et de l'Ecole de Chirurgie, dont les élèves sont supérieurs en cette science à ceux de toutes les autres nations. On peut aussi le mettre au rang des législateurs; et il l'a mérité par l'édit de main-morte, par ses lois sur les testamens, les substitutions, les hypothèques, le traitement des curés, et par l'affermissement de plusieurs réglemens caducs qui avoient besoin de restauration.

TABLE CHRONOLOGIQUE

DES MATIÈRES

CONTENUES DANS CE VOLUME.

BRANCHE DES BOURBONS.

RÈGNE DE LOUIS XV.

1715—1793.

ANNÉES.		Pages.
1715	LOUIS XV, soixante-huitième roi de France. Séance du parlement.	1
	Le duc d'Orléans déclaré régent.	4
	Conseil.	5
	L'abbé Dubois.	9
1716	Changement dans la politique de la France.	10
	Précautions légitimes du régent pour la couronne.	12
	Desseins d'Albéroni.	<i>ib.</i>
	Confiance imprudente du régent à l'égard des Anglois. Traité de la triple alliance.	14
1717	Les princes légitimés privés du rang de princes du sang.	15

	Chambre de justice.	17
1718	Projet d'Albéroni.	21
	Efforts de l'Espagne.	<i>ib.</i>
	Dispositions à l'égard du régent.	22
	Traité de la quadruple alliance.	25
	Lit de justice. Affront fait au duc du Maine.	26
	Mécontentement.	30
	Billets d'Etat.	32
	Système de Law.	33
	L'agio.	39
	Richesse de Law.	40
	Conspiration contre le régent.	41
	Intrigues du prince de Cellamare.	44
	Elles sont découvertes.	45
	Beaucoup de personnes sont arrêtées.	47
1719	Contenu des papiers saisis.	48
	Procédures contre les prisonniers.	50
	Le duc du Maine innocent.	52
	Les prisonniers relâchés.	53
	Guerre d'Espagne.	55
1720	Paix avec l'Espagne.	58
	Disgrâce d'Albéroni.	61
	La banque.	62
	Moment brillant de la banque.	63
	Chute de la banque.	65
	Exil du parlement.	66
	Ce qu'on doit penser du système.	67
	Effets du système.	68
	L'agio dans les autres pays.	71
	Fin de Law.	72
	Peste de Marseille.	<i>ib.</i>
	Appel au futur concile de la bulle <i>Unigenitus.</i>	75

	Accommodement des quarante.	79
	Enregistrement de la bulle et retour du parlement.	81
	Pouvoirs refusés au père de Linières, confesseur du roi.	82
1721	Vues du régent sur le cardinal Dubois.	83
	Visa des actions et billets de banque.	84
1722	Le cardinal au conseil.	87
	Il est fait premier ministre.	<i>ib.</i>
1723	Sacre et majorité du roi.	88
	Mort du cardinal Dubois.	89
	Le duc d'Orléans reprend le ministère.	90
	Ses qualités estimables.	<i>ib.</i>
	Ses vices. Sa mort.	91
	M. le duc nommé premier ministre.	92
	Son portrait.	<i>ib.</i>
1724	Désir de voir marier le roi.	93
1725	L'infante renvoyée.	<i>ib.</i>
	Abdication du roi d'Espagne, et son ressentiment.	94
	Mariage du roi.	95
	Sa vie et ses habitudes.	96
	Déclaration contre les protestans.	<i>ib.</i>
	Gouvernement de M. le duc.	97
	Il intrigue avec la reine contre l'évê- que de Fréjus.	99
1726	Il est disgracié.	<i>ib.</i>
	Le cardinal de Fleuri nommé ministre.	100
	Changement dans le ministère.	101
	Ses premières opérations.	<i>ib.</i>
	Fin de la fluctuation des monnoies.	102
1727-32	Etat de l'Europe.	103
	Congrès de Cambrai.	105

Compagnie d'Ostende.	106
Pragmatique de l'empereur.	<i>ib.</i>
Paix entre l'empereur et l'Espagne.	108
Congrès de Soissons.	109
Différens traités pour la paix générale.	111
Garantie de la pragmatique.	<i>ib.</i>
Affaires de la constitution. Concile d'Embrun.	112
Résipiscence du cardinal de Noailles.	113
Nouvel enregistrement de la bulle.	115
Premières démissions parlementaires.	118
Les démissions sont rendues.	<i>ib.</i>
Tombeau de M. Pâris.	119
Vies du cardinal et du roi.	121
1733-34 Guerre pour la Pologne. Elections opposées de Stanislas et d'Auguste II.	122
Faible secours de François envoyé à Stanislas.	124
Prise de Dantzick par les Russes. Evacuation de Stanislas.	126
Dangers qu'il court.	127
Il atteint la frontière de Prusse.	129
Alliance de la France, de l'Espagne et de la Savoie.	<i>ib.</i>
Abdication de Victor-Amédée.	130
Prise de Kehl par Berwick, et de Milan par Villars.	131
1734 Mauvaise tactique du roi de Sardaigne. Mort de Berwick et de Villars.	132
Prise de Philisbourg par les François.	135
Batailles de Parme et de Guastalle, gagnées par les alliés.	<i>ib.</i>
Conquête de Naples et de la Sicile par don Carlos.	136

ANNÉES.

Pages.

1735	Préliminaires de la paix.	136
	La France acquiert la Lorraine ,	137
	Et garantit la pragmatique.	138
	Changemens dans les mœurs du roi.	<i>ib.</i>
1736-39	Troubles de la Corse.	139
	Médiation inutile de l'empereur.	140
	Le roi Théodore.	141
	Intervention de la France. Conquête de l'île et son évacuation.	142
1740	Mort de Charles VI.	143
	Intérêts des diverses puissances à sa succession.	144
	Premières hostilités.	145
1741	Bataille de Molwitz gagnée par le roi de Prusse sur les Autrichiens.	146
	Ligue contre la reine de Hongrie.	147
	Guerre entre l'Angleterre et l'Espagne.	151
	Succès des armées françoises.	152
	Entrée des François en Allemagne.	<i>ib.</i>
	Prise de Prague. Consigne donnée par Chevert. L'électeur de Bavière est couronné roi de Bohême.	154
	Les Espagnols descendent en Italie.	155
	Défection du roi de Sardaigne , qui s'allie à la reine de Hongrie.	<i>ib.</i>
	Discours de Marie-Thérèse aux états de Hongrie. Dévouement des Hon- grois.	156
	Marie-Thérèse rentre en possession l'Autriche.	157
	L'électeur de Bavière , élu empereur sous le nom de Charles VII , est dé- pouillé de ses Etats.	<i>ib.</i>
	Mort de la czarine. Le jeune czar Ivan détrôné par Elisabeth Petrowna.	158

1742	Paix de Breslaw entre le roi de Prusse et Marie-Thérèse.	159
	Blocus de Prague. Vaines tentatives du maréchal de Maillebois pour dégager l'armée française.	160
	Retraite de Prague par le maréchal de Belle-Isle.	162
	Capitulation de Chevert à Prague.	164
	Les François et les Espagnols attaquent la Savoie.	<i>ib.</i>
	Don Carlos forcé à la neutralité par le capitaine anglois Martin.	165
1743	Habiles dispositions du maréchal de Noailles contre l'armée angloise entrée en Allemagne.	<i>ib.</i>
	Défaite des François à Dettingen par l'imprudente témérité du duc de Gramont.	167
	Évacuation de la Bavière par les François. Vaines tentatives du prince Charles de Lorraine sur le Rhin.	169
	Préliminaires entre l'empereur et la reine de Hongrie. Evacuation de l'Allemagne par les François.	170
	Mort du cardinal de Fleuri. Bases de son administration.	<i>ib.</i>
	Motifs du dépérissement où il laisse tomber la marine ;	171
	De sa conduite dans les affaires ecclésiastiques.	172
1744	La France déclare la guerre à l'Angleterre et à l'Autriche.	173
	Combat naval devant Toulon.	174
	Tentative inutile pour porter le second prétendant en Angleterre.	175

Mesures financières pour pousser la guerre avec vigueur. Le roi de Prusse promet une diversion.	176
Le roi se rend à l'armée de Flandre.	177
Savante campagne du maréchal de Saxe en Flandre. Invasion du prince Charles en Alsace.	178
Le roi de Prusse s'empare de Prague.	
Le prince Charles repasse le Rhin.	<i>ib.</i>
Invasion de la Bohême par les Prussiens, et de la Bavière par les Autrichiens.	179
Escalade de Château-Dauphin.	180
Entrée des François en Piémont et retraite.	181
Combat de Velletri. Les Autrichiens regagnent le nord de l'Italie.	182
Maladie du roi. Surnom de <i>Bien-aimé</i> .	183
1745 Mort de l'empereur Charles VII. Paix de la Bavière et de l'Autriche.	184
Bataille de Fontenoy.	186
Particularités sur cette bataille. Conquête de la Flandre.	188
Conquête de l'Italie autrichienne.	190
Le grand-duc François-Etienne élu empereur. Paix de Dresde entre le roi de Prusse et l'impératrice.	191
Le prétendant débarque en Ecosse, et est proclamé régent à Edimbourg.	193
Il bat les Anglois à Preston-Pans.	194
Il pénètre en Angleterre jusqu'à trente lieues de Londres. Il entre en Ecosse.	<i>ib.</i>

1746	Il bat de nouveau les Anglois à Falkirk.	195
	Il est défait à Culloden par le duc de Cumberland , et son parti ruiné sans ressource.	197
	Dangers qu'il court pendant cinq mois. Il aborde en France.	198
	Négociations infructueuses avec le roi de Sardaigne. Division qu'elles font naître entre les Espagnols et les François.	201
	Ils évacuent le Piémont. Prise de Gênes par les Autrichiens.	202
	Soulèvement et délivrance de Gênes.	203
	Les Autrichiens abandonnent la Provence.	204
	Conquête du Brabant par les François. Bataille de Raucoux.	205
	Prise de Madras par La Bourdonnaie. Disgrâce de ce général.	207
1747	Second mariage du dauphin. Caractère de la dauphine.	<i>ib.</i>
	Levée du siège de Gênes.	209
	Combat funeste du col de l'Assiette.	210
	Le prince d'Orange proclamé stathouder sur la menace d'invasion de la Hollande.	212
	Bataille de Laufeld , et prise de Berg-op-Zoom.	213
	Actions navales et destruction de la marine françoise.	215
	Investissement de Maestricht, et préliminaires de paix.	216
	Paix d'Aix-la-Ceapelle.	217
1748-57	Vie privée de Louis XV.	220

Progrès de la philosophie.	222
Edit de main-morte. Changement dans le ministère. Etablissement de l'Ecole militaire.	223
Tentatives pour faire contribuer le clergé comme les autres citoyens. Liberté du commerce intérieur des grains.	224
Renouvellement des querelles du jansénisme.	226
Billets de confession et refus de sacrements.	227
Arrêt du parlement contre le refus de sacremens. Le roi impose silence.	228
Exil du parlement. Chambre royale pour le remplacer.	229
Le roi rappelle le parlement et exile quelques évêques.	230
L'assemblée du clergé consulte le pape. Bref de Benoit XIV supprimé par le parlement.	231
Le parlement de Paris refuse d'enregistrer les impôts, et se ligue avec les autres parlemens.	233
Déclaration du roi contre le parlement. Démissions de ses membres.	ib.
Discorde de Paris.	234
Assassinat du roi. Rappel du parlement.	235
MM. de Machault et d'Argenson éloignés du ministère.	237
1750-53 Conférences de Paris touchant l'Amérique.	238
1754 Entreprises des Anglois au-delà des Apalaches.	239

	Premières hostilités. Assassinat de Jumonville.	240
	Les François font capituler Washington au fort de la Nécessité.	<i>ib.</i>
1755	Invasion du général Braddock , et sa défaite par les François.	241
	Sans déclaration de guerre , les Anglois enlèvent trois cents vaisseaux marchands.	243
1756	La France menace l'Angleterre d'une descente , et en effectue une à Minorque.	<i>ib.</i>
	La Galissonière remporte une victoire navale à Minorque sur l'amiral Byng.	245
	Prise du fort Saint-Philippe par le maréchal de Richelieu.	246
	L'amiral Byng condamné à mort.	247
	Guerre continentale, malgré les désirs et les intérêts de la France et de l'Angleterre.	<i>ib.</i>
	Invasion de la Saxe par le roi de Prusse, et commencement de la guerre de sept ans.	249
	Il bat le maréchal de Brown à Lowositz, et fait capituler les Saxons à Pirna.	250
	Tableau de cette guerre de sept ans.	251
	Motifs qui l'ont fait entreprendre.	252
1757	Le maréchal d'Estrées commande l'armée française.	253
	Vainqueur à Hastenberk , il est remplacé par le maréchal de Richelieu.	256
	Capitulation de Closterseven.	257

	Le roi de Prusse bat le prince Charles à Prague.	258
	Il est battu à Chotzemitz par le maréchal de Daun.	259
	Sa situation alarmante.	260
	Il bat le prince de Soubise à Rosbach.	262
	Rupture de la capitulation de Closterseven.	263
	Frédéric bat Daun et le prince Charles à Lissa.	264
	Vaines tentatives des Anglois sur Louisbourg et sur les côtes de France.	265
	Situation des compagnies françoise et angloise dans l'Inde. Rappel de Duplex.	266
	Conquête du Bengale par les Anglois , et prise par eux de Chandernagor.	268
1758	Le comte de Clermont battu à Crevelt par le prince Ferdinand.	269
	Batailles de Sondershausen et de Lutzelberg , gagnées par le duc de Broglie et le prince de Soubise.	272
	Daun fait lever le siège d'Olmütz au roi de Prusse.	273
	Bataille de Zorndorf entre les Prussiens et les Russes.	274
	Frédéric , battu par Daun à Hochkirchen , délivre néanmoins Neiss.	275
	Expédition des Anglois en Canada.	276
	Défaite du général Abercrombie par le marquis de Montcalm. Prise de Louisbourg par les Anglois.	277
	MM. de Lalli et d'Aché envoyés dans les Indes.	278

M. d'Aché refuse de faire voile pour Madras et se retire à l'Ile-de-France.	
Descente des Anglois sur les côtes de France. Ils sont repoussés à Saint-Cast.	282
Changemens dans le ministère.	<i>ib.</i>
1759 Bataille de Berghen gagnée par le maréchal de Broglie, et de Minden perdue par le maréchal de Contades.	284
Le général Solticove bat le comte de Dohna à Zulichau, et le roi de Prusse à Kunersdorf.	285
Prise de Dresde par l'armée des Cercles. Combat de Maxen.	287
Bataille de Québec. Mort des deux généraux. Le Canada passe au pouvoir des Anglois.	288
Siège de Madras par M. de Lalli. Révolte de ses troupes.	290
Combat indécis entre l'amiral Pocock et M. d'Aché. Vaines tentatives pour retenir celui-ci à Pondichéri.	291
Les flottes françoises de La Clue et de Conflans détruites par les amiraux Boscawen et Hawke.	293
Embarras des finances. Subvention territoriale de M. de Silhouette, contrôleur-général.	294
Il est remplacé par M. Bertin.	296
1760 Le prince héréditaire est battu à Corbach et à Clostercamp. Dévouement du chevalier d'Assas.	297
Frédéric, cerné par plusieurs armées à	

	Lignitz, leur échappe et bat Laudhon. Belle retraite de celui-ci.	299
	Les Russes pénètrent jusqu'à Berlin et regagnent la Pologne.	<i>ib.</i>
	Frédéric bat le maréchal de Daun à Torgau, et le force à reculer.	300
	Lé colonel Coote bat le comte de Bussi dans l'Inde. Le comte d'Aché ne reparoit point à la côte de Coromandel.	<i>ib.</i>
	Siège, prise et destruction de Pondichéry par les Anglois.	301
	Procès de M. de Lalli.	304
	Sa condamnation.	305
	Son caractère, sa mort et sa réhabilitation.	<i>ib.</i>
1761	Pacte de famille.	307
	Combat de Filingshausen. Exil du maréchal de Broglie.	311
	Frédéric perd Schweidnitz et Colberg. Situation fâcheuse où il se trouve.	312
1762	Elle change par la mort de l'impératrice Elisabeth.	<i>ib.</i>
	Pierre III, empereur de Russie, s'allie à Frédéric. Sa déposition et sa mort.	314
	Catherine II, impératrice de Russie, se déclare neutre.	<i>ib.</i>
	Bataille de Freyberg gagnée par le prince Henri.	315
	Les maréchaux d'Estrées et de Soubise battus à Wilhemstadt. Victoire du prince de Condé à Johannesberg.	<i>ib.</i>
	Pertes de l'Espagne. Signature des préliminaires.	317

	Le roi de Prusse décide la paix en Allemagne.	318
1763	Paix de la France. Traité de Paris.	<i>ib.</i>
	Possessions angloises.	321
1764	Affaires des jésuites.	322
	Procès au parlement.	325
	Défenses et répliques.	<i>ib.</i>
	Ils sont condamnés à payer.	326
	Constitution des jésuites.	327
	La conclusion de cette affaire est sus- pendue.	330
	Sentimens des évêques sur l'utilité des jésuites.	<i>ib.</i>
	Efforts inutiles pour les sauver.	331
	La société est dissoute en France.	<i>ib.</i>
	Raisons pour détruire la société.	332
	Motifs pour la conserver.	333
1764-68	Evénemens de la cour.	336
	Mort de Madame de Pompadour.	
	Madame du Barri.	<i>ib.</i>
	Mort du dauphin.	337
	De la dauphine.	340
	Du roi Stanislas et de la reine sa fille.	<i>ib.</i>
1768	Réunion de la Corse.	341
	Naissance de Napoléon Bonaparte.	346
	Cause des démêlés avec la cour de Rome.	347
	Affaire de Parme. Saisie d'Avignon.	349
	Extinction de l'ordre des jésuites, et leur dernier état.	352
1768-71	Affaire des parlemens.	353
	Affaire de Bretagne.	357
	Commission de Saint-Malo.	359
	Prête à prononcer, elle est suspendue.	361
	L'affaire finit sans jugement.	362

	Nouvelles entreprises du duc d'Aiguillon.	363
	Il est rappelé à la cour.	<i>ib.</i>
	Le parlement de Bretagne renouvelle la proscription des jésuites.	364
	Il attaque le duc d'Aiguillon.	365
	Séance de la cour des pairs à Versailles.	366
	Fin du procès sans jugement.	<i>ib.</i>
	Arrêt du parlement de Paris contre le duc d'Aiguillon.	367
	Arrêt du conseil qui le casse.	368
	Lit de justice à Versailles. Le parlement cesse ses fonctions.	<i>ib.</i>
	Cherté des blés. Doctrine des économistes.	369
	Disgrâce du duc de Choiseul.	371
	Exil des conseillers au parlement et suppression de leurs charges.	<i>ib.</i>
	Composition d'un autre parlement, dit parlement Maupeou.	372
	Il est installé.	373
	Le roi se rend dans son sein et promet de le maintenir.	374
	Réorganisation des parlemens dans les provinces.	<i>ib.</i>
	Finances. Réduction des rentes.	375
1771-74	Affaires de Pologne. Confédération de Bar.	377
	Secours de la France aux confédérés. Elle suscite la Turquie contre les Russes.	378
	Revers des Turcs. Premier partage de la Pologne.	379
	Révolution de Suède. Démonstration	

hostile de la France. Paix de Kai- nardgi.	382
Mariage du dauphin, et accident.	<i>ib.</i>
Etat de la cour.	383
Dernières années de Louis XV.	384
Sa mort.	386
Son caractère.	387
Ses établissemens.	388

FIN DE LA TABLE.





